

Recherches
sur la
Conception Nationale-Socialiste
du Droit des Gens

*« L'humanité a grandi dans la lutte
perpétuelle, la paix éternelle la
conduirait au tombeau ».*

Adolf HITLER.

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 20 juin 1938, à 14 h.

PAR

HASSAN CHAHID NOURAÏ

Président : M. LE FUR, Professeur.

Suffragants {

MM. SCELLE,
CASSIN.

} *Professeurs*

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(Société anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (V*)

1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551829_0001

Recherches
sur la
Conception Nationale-Socialiste
du Droit des Gens

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses:
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

Recherches sur la Conception Nationale-Socialiste du Droit des Gens

« Im ewigen Kampfe ist die Mensch
heit gross geworden — im ewigen
Frieden geht sie zugrunde ».

(« Mein Kampf »)
p. 149

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 20 juin 1938, à 14 h.

PAR

HASSAN CHAHID NOURAÏ

Président : M. LE FUR, Professeur.

<i>Suffragants</i>	{	MM. SCELLE, CASSIN.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(Société anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1938



AVANT-PROPOS

Dans cette Europe aux dimensions si exigües, ce cap du continent asiatique, selon Paul Valéry, trois mystiques s'affrontent et se disputent l'hégémonie spirituelle et politique de peuples en désarroi. Elles ne sont pas, dans l'esprit de leurs créateurs, de simples remèdes au déséquilibre engendré par la grande guerre. Elles ont une portée infiniment plus large : par leur caractère totalitaire, elles prétendent embrasser tous les aspects de l'existence de l'homme, toutes les relations des individus, aussi bien à l'intérieur des collectivités nationales que dans les relations entre Etats. Elles vont même plus loin, en ce qu'elles tendent à supplanter une civilisation deux fois millénaire, en créant une forme de vie qui marque de son empreinte les temps à venir.

Le fascisme italien manque de base théorique.

On a affirmé avec raison qu'il fut une « Révolution sans doctrine et sans idée »¹. On ne trouve à son point de départ que des « esquisses, des anticipations, des allusions ». Ce trait caractéristique marque profondément la politique du gouvernement italien.

On ne saurait cependant exagérer l'indigence doctrinale du fascisme ; il s'est en effet distingué, dès l'origine, par sa position belliciste, hautement proclamée par

1. Marcel Prélot, *Empire fasciste*, p. 3.

sa foi en la vertu de la guerre. « *Il ne croit ni à la possibilité ni à l'utilité de la paix perpétuelle. Il repousse le pacifisme qui cache une fuite devant la lutte et une lâcheté devant le sacrifice.* La guerre seule porte au maximum de tension toutes les énergies humaines et imprime une marque de noblesse aux peuples qui ont le courage de l'affronter. Toutes les autres épreuves ne sont que secondaires, et ne placent jamais l'homme en face de lui-même, dans l'alternative de la vie et de la mort. Par conséquent, une doctrine basée sur le postulat de la paix, n'est pas plus conforme au fascisme que ne le sont à l'esprit du facisme, — même si elles sont acceptées pour la part restreinte d'utilité qu'elles peuvent avoir, dans des situations politiques déterminées, — toutes les constructions internationales qui — l'histoire le démontre — sont emportées par le vent quand le sentiment, l'idéal ou l'intérêt suscitent la tempête dans le cœur des individus » ¹.

C'est avec cette idéologie, dont la brutalité masque la faiblesse, que le fascisme croit parvenir, « dans le monde entier, à l'universalité, contre toutes les doctrines qui, en se réalisant, représentent une époque dans l'histoire de l'esprit humain » ².

La conception italienne de la politique étrangère se résume dans ces deux mots chers à Mussolini : « *Vivre dangereusement* ».

Par contre, la mystique raciste et la mystique soviétique s'affirment comme de véritables religions nouvelles,

1. Benito Mussolini, *Doctrine du fascisme*, p. 14, p. 28, Florence, 1936. — Sur la doctrine fasciste, v. un discours de Mussolini (8 juin 1935), édition définitive des *Œuvres* de Mussolini, IX, p. 79-80. — Cf. Augusto Durelli, *Essai sur les mentalités contemporaines*, thèse, Louvain, 1936, chapitre III.

2. Benito Mussolini, *Doctrine du fascisme*, p. 47, Firenze Valecchi, Ed.

réclamant l'adhésion « totale » à une sorte de foi, qui attire l'attention des hommes et les contraigne à la réflexion, bien au delà des frontières des Etats où elles se trouvent en honneur.

Il s'agit, en effet, de doctrines qui ne limitent point, en pratique sinon en principe, leur validité au cadre étroit d'un seul Etat ou d'un seul peuple.

Théoriquement, le bolchévisme est hostile à la paix. Il tend à mettre à feu et à sang l'humanité entière par la Révolution universelle qu'il prédit comme une catastrophe inévitable. A l'intérieur des Etats, il constitue un danger pour l'ordre social et le salut des individus. A l'extérieur, il mène à l'anarchie internationale. Il tend, d'une part, à fomenter la guerre civile, et de l'autre, la guerre tout court ¹. On sait cependant que, par la force même des réalités politiques, l'utopie collectiviste tend à une certaine évolution. Elle cherche encore sa voie. Il n'est point exagéré de dire que si, immédiatement après la guerre, de flagrantes violations furent le résultat de cette funeste idéologie, les gardiens de l'autel sacré du nouveau culte furent amenés à reviser leur point de vue concernant la vie internationale.

Les thèses de la plus récente et la plus retentissante de ces idéologies, dans le domaine international, sont beaucoup moins connues. Un voile d'obscurité et d'équivoque enveloppe le national-socialisme.

On pourrait dire que la France est, en particulier, l'un des pays où, malgré le voisinage géographique, les tendances de l'Allemagne hitlérienne sont le moins connues. Cependant ce problème peut présenter un intérêt pri-

1. Louis Rougier, *Les incidences internationales des mystiques contemporaines*, p. 71.

mordial, au moins dans l'ordre spéculatif, puisqu'il s'agit, en quelque sorte, d'un courant philosophique et d'une *religion nouvelle*. Après des années de « *Voraussetzungslosigkeit* », l'Allemagne paraît avoir trouvé dans le national-socialisme l'assise épistémologique sur laquelle elle voudrait construire son existence matérielle, morale et intellectuelle. Cette idéologie lui semble constituer la panacée universelle à toutes les souffrances qui ont entravé, au cours des siècles écoulés, son unité, toujours désirée, jamais réalisée. L'influence de cette doctrine dépasse les frontières du Reich ; comme le dit le Professeur Carl Schmitt, lorsqu'un membre essentiel de la communauté juridique des nations, tel que l'Allemagne, se transforme intérieurement et s'octroie une autre structure interne et une nouvelle constitution spirituelle, l'ensemble de la communauté subit cette transformation ¹.



C'est à l'étude des conceptions hitlériennes du droit des gens que cet ouvrage est consacré.

Ne voulant entrer dans aucune polémique de nature politique, nous croyons opportun de laisser à d'autres, plus qualifiés que nous, le soin d'apprécier les incidences politiques du national-socialisme dans l'ordre international. Notre ouvrage ne portera que sur des doctrines. Ce ne sont pas les actes des dirigeants nationaux-socialistes qui nous retiendront au cours de notre étude. Si nous sommes obligé d'en faire état incidemment, ce sera seulement dans le cas d'une extrême nécessité, pour

1. Carl Schmitt, *Nationalsozialismus und Völkerrecht*, 1934.

pallier aux insuffisances ou aux obscurités des théories du III^e Reich.

D'ailleurs, une étude à la fois succincte et très substantielle de M. Lawrence Preuss a précédé et, dans une large mesure, guidé la nôtre¹. Loin de se substituer au travail du savant professeur, le nôtre viendra plutôt l'analyser, le développer et, si possible, le mettre à jour.

Nous nous proposons ici d'interroger la science allemande du Droit, placée désormais sous l'égide de la croix gammée, sur la manière dont elle conçoit le droit des gens et la communauté internationale.

Pour justifier les violations flagrantes des traités librement conclus, le III^e Reich fonde ses revendications sur les règles du droit international. Cela nous conduit à examiner s'il en admet vraiment l'existence et, dans la mesure où il l'admet, sous quelle forme les juristes allemands envisagent sa validité juridique et sa force obligatoire vis-à-vis des autres Etats. Quel serait le fondement de ce droit et dans quelle mesure ce fondement serait-il également valable pour l'ensemble de la communauté des nations ?

Tel est un premier ordre de questions que nous voudrions nous poser.

Mais il est un autre point qui mérite de retenir notre attention.

A la différence des vaticinations mussoliniennes où le

1. Lawrence Preuss, *Revue générale du droit international*, 1935, p. 668 et suiv. « De la conception raciale du droit international ».

N.B. — Le présent ouvrage se trouvait sous presse, lorsque nous primes connaissance d'une excellente étude de M. Edward Bristler, intitulée : *Die Völkerrechtslehre des Nationalsozialismus*, avec une Préface du Professeur Georges Scelle. Il était malheureusement trop tard pour songer à la mettre à profit. Nous tenons à souligner ici l'importance qui s'attache à cette publication, la première en langue allemande et l'unique ouvrage d'ensemble se rapportant à notre sujet.

reflet de l'enseignement enfumé de Georges Sorel n'est pas difficile à discerner, les promoteurs du III^e Reich se déclarent généralement en faveur de la paix, « ni par lâcheté, ni par faiblesse ». En effet, dit M. Hitler dans son discours du 21 mai 1935 ¹, « L'Allemagne considère que l'incorporation par la force d'un peuple dans un autre peuple qui lui est essentiellement étranger, non seulement n'est pas un but politique digne d'être poursuivi, mais a finalement pour résultat de compromettre l'unité intérieure, et, à la longue, de saper la force du peuple conquérant... Elle considère toute guerre visant à subjuguier et à soumettre un peuple étranger comme un acte qui, tôt ou tard, doit modifier la structure interne du pays vainqueur lui-même, l'affaiblir et finalement en faire un vaincu ². Elle veut la paix ³ et ceci en vertu de ses convictions philosophiques les plus intimes. La guerre elle-même ne pourrait faire disparaître les causes essentielles de la souffrance actuelle de l'Europe. Elle ne pourrait que les aggraver ».

Nous voudrions connaître les solutions heureuses que l'Allemagne nationale-socialiste a découvertes pour résoudre à la fois ses litiges avec l'étranger et reprendre « sa place au soleil », comme l'a dit le ministre-président Göring. Cette paix réclamée toujours avec fracas doit-elle être, dans la conception nationale-socialiste, un but (*Selbstzweck*) ou un simple moyen (*Mittel zum Zweck*) ? La guerre, que le national-socialisme prétend abhorrer, est-elle mise véritablement hors la loi et écartée à jamais comme instrument de la politique du

1. Adolf Hitler, *Principes d'action*, p. 149, Paris, 1936.

2. Adolf Hitler, *Principes d'action*, p. 149.

3. *Idem*, p. 151.

III^e Reich ? Est-elle un droit, ou, dans certains cas, un devoir et par conséquent une nécessité.

Nous nous proposons enfin d'examiner si les juristes allemands ont trouvé, une fois pour toutes, leur chemin pour nous aider à avoir une claire vision sur les rapports de la politique et du droit, de la science et de la politique.

Telles sont quelques-unes des questions que nous serons tenté de poser, au cours des chapitres qui vont suivre.

Cette étude, outre son intérêt international, aura peut-être le mérite de contribuer à la connaissance de la philosophie politique (*Weltanschauung*) nationale-socialiste et de l'aspect que prend dans sa conception de la vie (*Lebensauffassung*) le règlement des rapports internationaux. Peut-être aussi jettera-t-elle quelque lueur sur le rôle de la question nébuleuse de la race dans le droit des gens.

Les particularités de notre sujet ont été, au cours de nos investigations, la source de nombreuses difficultés : Une première difficulté était due à la nature irrationnelle de ce qu'on appelle communément en Allemagne la « *völkische Weltanschauung* ». Le terme *völkisch* est intraduisible en français. On lui a trouvé des équivalents qui sont à notre avis insuffisants pour exprimer son sens exact. On l'a traduit par : raciste, national, national-socialiste, etc. En réalité, il est inutile de chercher une signification exclusive à un vocable qui n'en a point. On ne saurait mieux décrire la teneur de ce mot que ne l'a fait M. Hitler lui-même¹. En effet, écrit M. Hitler

1. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, traduction française, p. 376, texte allemand, éd. 1936, p. 415.

dans *Mein Kampf*, « le mot *völkisch* n'a pas une signification assez précise pour qu'on puisse en faire la base d'une communauté d'action et de lutte. Tout ce que l'on peut imaginer de plus essentiellement différent se groupe aujourd'hui sous le pavillon *völkisch* »¹.

Les juristes allemands ne craignent point, malgré cette imprécision fondamentale, de s'en réclamer, et c'est ce qui caractérise admirablement les doctrinaires apologetiques du néo-pangermanisme raciste. En réalité, le national-socialisme n'est pas une doctrine « *but en soi* »², mais un moyen inévitablement nécessaire pour atteindre le but. Ce but n'est cependant pas purement idéal ; tout au contraire, il est éminemment pratique³. « Il faut en effet que les idéaux les plus hauts correspondent toujours à de profondes nécessités vitales, tout comme les canons de la beauté la plus parfaite découlent logiquement, en dernière analyse, de l'utilité ».

Le national-socialisme n'est donc pas une affaire d'intelligence⁴, mais une « attitude (*Haltung*), une disposition de l'âme et de la volonté », pouvant varier *ad infinitum* en considération des objectifs utilitaires. Il forme un ensemble de données vagues et indémontrables, n'ayant pour assise que la foi⁵. Comme dans la grande majorité des systèmes « destructifs »⁶ du droit et de la morale, la science « mise au pas » (*gleichgeschaltete Wissenschaft*) rejette la raison⁷, en tant que fondement du droit. Inutile

1. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, éd. allemande, p. 415.

2. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, tr. fr. p. 377.

3. Adolf Hitler, *id.*, édition allemande, p. 416.

4. O. Scheid, *Les mémoires de Hitler et le programme national-socialiste*, p. 202, Paris, 1932.

5. Discours de Hanfstaengl, cité par Max Hermant, *Hitlérisme et humanisme*, p. 6.

6. Louis Le Fur, *Les grands problèmes du droit*, p. 212.

7. Hans Erwin Knöpfel, *Drei Jahre Kampf für das deutsche Recht*, Berlin, 1936, p. 9 : « *Rein rational können der nationalsozialistische Aus-*

de préciser que, dans la conception nouvelle allemande, les théories ne sont que des supports secondaires, tandis que la foi (*Glaube*) constitue l'élément principal. Il n'est pas difficile d'en déduire que les théoriciens du national-socialisme ne se soucient point outre-mesure des contradictions. En fait, loin d'être une doctrine *sui generis*, comme le prétend M. Helmut Nicolai¹, le national-socialisme est « la constante historique de l'Allemagne »². Il n'est pas, « malgré les émeutes, né d'un coup d'Etat. Il n'a pas modifié l'esprit de l'Allemagne ; il n'a fait au contraire que préciser, amplifier et précipiter l'ensemble des doctrines, des sentiments, des volontés qui depuis cent ans caractérisent le germanisme. Il est dans la ligne de l'Allemagne, dans sa logique et dans son mouvement »³.

Le point de vue utilitaire, qui façonne précisément le nœud de toutes les exagérations dans lesquelles les auteurs allemands se complaisent, est à la base même de tout le droit national-socialiste. Les affirmations péremptives et incontrôlables des savants allemands sur la « mission allemande », les « frontières naturelles et culturelles du Reich » et surtout ce que M. Max Hermant définit avec beaucoup d'à propos par « la conception zoologique de l'humanité » ne s'expliquent pas autrement⁴.

gangspunkt und die n.s. rechtspolitische Grundlage nicht erdacht werden, denn sie sind keine Angelegenheit der gedenklichen Konstruktion. Da der N.S. von einem neuen Ausgangspunkt und einer neuen Grundlage herkommt, konnte er also auch nur einen neuen Weg gehen. Am Anfang jeder n.s. rechtspolitischen Arbeit steht deshalb die politische und damit weltanschauliche Zielsetzung. Aus ihr ergeben sich Richtung und Aufgaben der n.s. Rechtspolitik. Aus ihr allein ergeben sich die Fragestellungen ».

1. Helmut Nicolai, *Der Staat im N.S. Weltbild*. Leipzig, 1935.

2. Conrad Heiden, *Histoire du national-socialisme*, préface de Julien Benda, p. 1.

3. Max Hermant, *Idoles allemandes*, 1935, Paris, p. 255.

4. *Id.*, p. 258.

Nous sommes donc contraint de reconnaître en Allemagne la coexistence de multiples conceptions du droit des gens avec le même point de départ : l'intérêt de la nation allemande, et la même issue : sa grandeur et son expansion, sans aucun lien logique pouvant leur conférer une certaine cohérence. Le « *völkisches Prinzip* » étant encore mal défini, nous devons classer tous ces courants d'idées sous l'épithète nationale-socialiste.

Dans l'état actuel de ces doctrines il n'est pas possible, croyons-nous, de procéder à une synthèse. Ce n'est pas qu'il soit difficile de comprendre les fondements idéologiques du III^e Reich, « sans les avoir éprouvés comme une expérience intime, comme un « *Erlebnis* » direct, sans être national-socialiste soi-même »¹; mais les différentes théories forgées pour le compte du *Völkischer Staat* sont si fragiles qu'un essai de ce genre est nécessairement voué à l'échec. Ce serait d'autre part suivre une méthode arbitraire que de se cantonner dans l'étude d'un seul auteur.

Les conceptions nationales-socialistes du droit des gens sont non seulement contradictoires, mais aussi incomplètes. Le plus souvent elles sont traitées en quelques mots dans le corps d'un article relatif aux sujets les plus divers. Les documents qui nous les font connaître sont souvent difficilement accessibles en France. On ne peut les compulser qu'en Allemagne.

Un séjour de deux ans au pays de la croix gammée nous a facilité notre recherche et permis d'apprécier les résultats vivants du système nouveau.

Cette difficulté de documentation existe dans tous les

1. René Capitant, « L'idéologie nationale-socialiste », dans *Année politique*, 1935, p. 177.

domaines de la vie juridique allemande. « La théorie nationale-socialiste du droit et de l'Etat, dit par exemple M. Roger Bonnard, n'est pas définitivement achevée ... il ne s'est pas trouvé un cerveau génial pour venir la concevoir d'un seul coup. Elle se fait peu à peu, au jour le jour, par la collaboration ardente et passionnée de tous les juristes allemands, dans un effort intellectuel vraiment admirable. Et alors, chacun publie ses documents à mesure qu'ils se produisent. De sorte que les idées essentielles de la doctrine sont actuellement disséminées dans de nombreuses études, contenues dans des articles de revues et dans d'autres espèces de publication ¹ ». Et le savant professeur de Bordeaux de conclure « qu'on se trouve en présence d'une documentation fragmentaire, éparpillée, parfois contradictoire, qu'il est assez difficile d'abord de rassembler et ensuite de regrouper et d'ajuster ». A en croire le professeur Carl Schmitt, c'est bien « l'ordre interne nouveau qui doit servir de base à l'ordre international futur » ². On comprend aisément que sous ce rapport les confusions ne peuvent qu'augmenter. La difficulté s'aggrave automatiquement du fait que la « communauté populaire » (*Volksgemeinschaft*) supprime dans toutes les théories nouvelles la *Völkergemeinschaft* (la communauté des nations). « Le primaire, a dit M. Hitler, est, pour nous, le Volk ». L'humanité est donc reléguée, dans la mesure où elle est encore reconnue, à l'arrière-plan. L'étude du droit des gens est pour la même raison fort restreinte. La production scientifique de l'Allemagne se réduit en un nombre

1. Roger Bonnard, *Le droit et l'Etat dans la doctrine nationale-socialiste*, Librairie générale de la jurisprudence, Paris, 1936.

2. Carl Schmitt, *op. cit.*, p. 5.

extrêmement limité d'ouvrages d'ensemble, qu'on ne saurait qualifier de national-socialiste qu'avec beaucoup de réserves¹. Pour le reste, nous ne possédons que des articles sommaires ou des brochures de propagande destinés à l'étranger, d'une consistance singulièrement réduite. On peut regretter avec le professeur Lawrence Preuss² que « le monde de la science juridique, qui a tant dû jadis à la contribution distinguée des juristes allemands, ait perdu » par l'avènement du national-socialisme au pouvoir, « une collaboration précieuse ».

Il nous a fallu cependant nous contenter des publications existantes. Mais la complexité du sujet et le souci de ne pas confondre la paternité des idées nous ont amené à décomposer ce qui est exprimé ou écrit, sans poursuivre notre désir primitif de présenter une synthèse des conceptions nationales-socialistes du droit des gens.

Le national-socialisme est une idéologie essentiellement politique. Vouloir le transformer en une doctrine juridique est une tentative vaine et dangereuse. Vaine parce que le fond du problème et la fin vers laquelle les orientations des différents auteurs veulent nous diriger sont difficilement dissimulables, quel que soit le nombre de termes abstraits d'allure juridique et de nuances subtiles, auxquels la science allemande a recours pour légitimer les intentions qui l'animent. Dangereuse surtout, parce qu'on risquerait de créer des équivoques pouvant accroître le discrédit qui menace le droit international. Aussi, essaierons-nous de donner un caractère aussi objectif que possible à notre description, en exposant les

1. Cf. Schecher, *Deutsches Aussenstaatsrecht*, Berlin, 1933 et Ernst Wolgast, *Völkerrecht*, 1934.

2. Lawrence Preuss, *Revue générale du droit international*, 1935, t.42, p. 668.

idées telles qu'elles sont enseignées dans leur pays d'origine.

La doctrine nationale-socialiste se greffe sur un grand nombre de problèmes embrouillés et hétérogènes. Qu'il s'agisse du droit, de la sociologie ou de la politique, elle se relie à des données incertaines des connaissances les plus diverses : des sciences physiques et biologiques jusqu'à la mythologie et l'histoire. Faire état de tous ces problèmes est une tâche qui déborde les contours modestes de notre brève étude. Tout au plus pourrions-nous y faire allusion.

Nous croyons devoir compléter notre étude par une bibliographie générale, indiquant les ouvrages les plus caractéristiques existant actuellement sur le national-socialisme.

Espérons que cette bibliographie sera appréciée par ceux qui, plus tard, s'attacheront à approfondir les théories politiques en cours Outre-Rhin, théories dont l'inquiétante évolution et l'importance n'ont pas besoin d'être soulignées.

Genève, 7 mars 1938.

INTRODUCTION

DE LA RÉNOVATION DU DROIT EN ALLEMAGNE

L'intelligence des conceptions nationales-socialistes du droit des gens exige qu'on place le problème dans un cadre beaucoup plus large que celui du droit pur. La Révolution de 1933 se prétend annonciatrice d'une ère nouvelle, en ce qu'elle tend à la création d'un nouveau type humain. Elle croit fonder une nouvelle philosophie de vivre et imprimer de sa marque l'homme, pris dans toute son activité. Non content de reviser le statut politique d'une puissante nation, le national-socialisme aspire à l'élaboration d'une nouvelle table des valeurs et des postulats. On ne peut donc envisager l'étude de ses répercussions, en le considérant du point de vue purement juridique, ce qui serait une fâcheuse confusion, ni même strictement politique, ce qui serait manifestement insuffisant.

L'examen de chaque question soulevée par lui nécessite donc celui de ses bases spirituelles. C'est de cette méthode que nous voudrions nous inspirer ici. Avant d'aborder notre sujet, il nous semble indispensable de rechercher, pour la clarté de notre exposition, la racine des doctrines que nous étudions.

L'influence du national-socialisme sur le plan international est d'une portée incommensurable. Pour savoir

si cette doctrine accepte ou rejette l'existence du droit des gens, il nous faudra voir d'abord ce que l'on entend par droit. Ceci nous permettra de conclure si les règles qui régissent les relations internationales dans la communauté des puissances sont conformes aux idées nationales-socialistes ou en opposition avec elles.

Une simple définition du droit ne suffit pas ; il nous faut rechercher la place qu'on lui assigne dans l'ensemble du « style de vie » raciste, et le fondement sur lequel il doit être établi. Nous verrons alors si ce droit est une innovation, une découverte inattendue, ou bien, si le national-socialiste se soumet, en ce qui concerne la construction de ses théories du droit, aux mêmes principes conducteurs, aux mêmes conceptions qui, au cours des années, surtout depuis l'expérience de la grande-guerre, paraissent servir de fondement, sinon pratique, du moins idéal, à la vie des autres peuples de l'Occident.

Nous examinerons ensuite le même problème sous un autre aspect. Là, il ne s'agira plus pour nous de savoir si le national-socialisme admet le droit comme une règle de conduite des hommes, à l'intérieur d'une communauté donnée, et des Etats, dans la communauté internationale. Nous concevrons le droit comme une science et nous essaierons d'observer le rôle qu'il est appelé à jouer dans ses rapports avec les notions en vigueur jusqu'ici. La science nationale-socialiste est-elle objective, prenant les réalités telles qu'elles se présentent, ou bien doit-elle nécessairement s'orienter, dans l'esprit de ses artisans, vers un but déterminé, justifier certains dogmes envers et contre tout, ou certaines « idées », en faisant abstraction des faits ?

Il est évident qu'en posant tous ces problèmes, nous

n'aurons en vue que les traits distinctifs de la mentalité nationale-socialiste, relatifs aux relations juridiques et politiques qui caractérisent la vie moderne.

I

A l'origine des diverses conceptions du national-socialisme, il n'est pas malaisé de découvrir ce qu'on appelle communément le dynamisme allemand. Ce dynamisme toujours en honneur Outre-Rhin, incarné fidèlement dans la philosophie de Schopenhauer¹, consiste à subordonner « le monde de l'Esprit à celui de la Force ». Il s'oppose au « *stabilisme* » et à « l'*appolinisme* » de l'Occident décadent² :

« Je ne puis qu'appeler vrai le fond de ce que j'ai trouvé vrai pour moi, mais non vrai en soi, c'est-à-dire abstraction faite des conditions du sang et de l'histoire ; car une telle vérité n'existe pas... La pensée n'a pas d'objet éternel et invariable ; les vérités n'existent que par rapport à un groupe humain déterminé »³.

Cette conception amène le national-socialisme à confronter tous les concepts du droit et de la vie avec « des faits allemands », et à remettre en question les données qu'on paraissait croire jusqu'à présent immuables. La philosophie du Devenir (*Werden*), qui a toujours été la pensée courante de l'Allemagne, se sépare des idées fondamentales de la civilisation chrétienne et n'y trouve rien de substantiel méritant respect et conservation. Une hostilité foncière la conduit à « couper tous les ponts » avec les théories qui viennent de l'étranger. Le

1. Raynaud, *L'dne allemande*, 1936, p. 47.

2. Henri Massis, *L'honneur de servir*, Paris, p. 296-303.

3. Oswald Spengler, *Années décisives*, Paris, 1934.

besoin de changer, de détruire et de reconstruire devient ainsi le centre de ses préoccupations.

Nul n'échappe aux rigueurs de cet impérieux bouleversement, et aucun domaine de la vie n'est abandonné à l'expérience qui lui est propre. Créer du neuf et reviser de fond en comble le Code des institutions pour l'adapter aux aspirations de la race nordico-aryenne, voilà la devise du national-socialisme.

De par son caractère totalitaire, le national-socialisme a l'ambition de renouveler le droit sous ses divers aspects, pris soit en tant que prérogative de l'homme, soit au sens d'une branche des connaissances humaines, au même titre que la politique, l'art, l'économie ou la religion ¹.

Dès la fondation du mouvement « ouvrier national-socialiste allemand », nous voyons apparaître, sous forme d'un article de programme, cette tendance à la rénovation. La disparition du vieux système étatique doit

1. Sur la rénovation du droit v. : I. Hans Erwin Knöpfel, *Drei Jahre Kampf für das Deutsche Recht. Ein Bericht über die rechtsschöpferische Arbeit in den Zeitschriften der Deutschen Rechtsfront*, Berlin, 1936. — II. Gerhard Freiherr von Branca, *Der Staatsgedanke des Dritten Reiches* München, Berlin, 1934, p. 43. — III. Dr. Hans Frank, *Nationalsozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, München, Eher Verlag, 1935 ; — IV. Hans Gerber, *Staatsrechtliche Grundlinien des neuen Reiches* (Collection : *Recht u. Staat in Geschichte und Gegenwart*, 1933) ; — V. Otto Koellreutter, *Grundriss der Allgemeinen Staatslehre*, Tübingen, 1933. — VI. Otto Koellreutter, *Die nationale Revolution u. die Reichsreform*, 1933 (*Recht der Nat. soz. Revolution*) ; — VII. Alfred Rosenberg, *Der Mythos des XXen. Jahrhunderts*, 1933, München. — VIII. Schlegelberger, Freisler, Hoche, etc..., *Jahrbuch des Deutschen Rechts*, Berlin Franz Vahlen Verlag. — IX. Ernst von Heyderbrand und der Lasa, *Deutsche Rechtserneuerung aus dem Geiste des N.S.*, 1933, Berlin-Hobbing Verlag. — X. Helmut Nicolai, *Rassengesetzliche Rechtslehre*, 1932. — XI. Helmut Nicolai, *Grundlagen der kommenden Verfassung*. — XII. Rosenberg, *Wesen Grundsätze etc...* p. 49. — XIII. Gottfried Feder, *Das Programm*, Berlin, 1934. — XIV. Gerd Rühle, *Das dritte Reich*, 1934. — XV. Theodor Litt, *Die Stellung der Geisteswissenschaften im N.S. Staat*, 1934. — XVI. Larenz, *Deutsche Rechtserneuerung u. Rechtsphilosophie*, 1935. — XVII. Rosenberg « *Deutsches Recht* » dans « *Gestaltung der Idee* » München 1934, p. 227.

amener, dans l'esprit des fondateurs du mouvement, celle des fondements juridiques de ce système¹. Le point 19 du programme du 24 février 1920 porte en effet : « Nous exigeons la substitution d'un droit commun germanique au droit romain servant un ordre matérialiste et universel ». (*Wir fordern Ersatz für das der materialistischen Weltordnung dienende römische Recht durch ein deutsches Gemeinrecht*)². Cet article dénote l'intérêt capital que le national-socialisme attache, malgré son principe de la primauté *du politique*, à l'existence d'un ordre juridique conçu d'après son idéologie. Ce droit nouveau serait, selon M.C. Emge, le *substratum* du national-socialisme en général³. Mais ce fait ne doit point dissimuler le caractère véritable de la doctrine nationale-socialiste. Car si l'on déclare, comme le fait le ministre-président Göring⁴ : « qu'il n'y a aucune communauté sans droit » (*Keine Lebensgemeinschaft unter Menschen ohne Recht*), il faut entendre ces termes dans une acceptation absolument différente de celle qui était admise jusqu'ici. Pour le national-socialisme il n'y a ni *droit pur*, ni *droit universel*.

Le droit est tout d'abord un *Volksrecht*, et non point un *Justizrecht*. Il n'est pas une chose en soi (*Ding an sich*), mais la vie elle-même. Il doit se former par le peuple et pour le peuple. Le national-socialisme nie l'idée qui préconise l'existence des règles immanentes et transcendantales, auxquelles l'homme est obligé d'obéir. Au

1. Rosenberg, « *Grundlagen des kommenden Rechts* » dans *Jugend und Recht*, 1934, p. 34.

2. Gottfried Feder, *Das Programm*, p. 17. — Rosenberg, *Grundsätze Wesen*, etc... p. 48 et suiv. — O. Scheid, *Les mémoires d'Hitler*, p. 163 et suiv. — Calvin B. Hoover, *L'Allemagne, III^e Empire*, p. 172-206. — Günther Gründel, *La mission de la Jeune génération*, Paris, 1933, p. 240 et suiv.

3. C. Emge, « *Die Aufgaben einer neuen Rechtsphilosophie* » dans *Juristische Wochenschrift*, 1933, p. 2104 et id. dans *J.W.* 1936, 564.

4. Gerd Rühle, *Das III^e Reich*, 1934, p. 378.

contraire, il représente la conception d'après laquelle la responsabilité personnelle prime la forme (*Gestalt*), ainsi que le *destin*¹. A une heure critique le national-socialisme a sauvé l'Allemagne, malgré le « juridisme » formaliste et l'« Etat »². La vie répugne à toute rationalisation et à toute détermination conceptuelle. C'est pourquoi le national-socialisme rejette tout concept général, inconditionné par le temps et par l'espace³. « La réalité fondamentale en droit, comme dans tout ordre vital, ne peut se construire à l'aide d'idées abstraites ou de disciplines rationnelles. Les réalités de notre existence reposent aussi peu sur la « *ratio* » que la réalité de la nature extérieure. Elles ne se déduisent pas de la pensée et des spéculations utilitaires⁴.

Le droit national-socialiste n'est pas, d'autre part, un dogme « incolore » et universel⁵. Il ne peut avoir pour fin une humanité abstraite⁶.

On ne peut concevoir, d'après les nationaux-socialistes, un ordre juridique sans considération de l'ordre politique. Tout droit « impolitique » (*unpolitisch*) n'est que fiction et abstraction. Les notions juridiques actuellement admises dans le monde entier ne sont que la résultante de certaines autres idéologies, également politiques, telles que le christianisme, le libéralisme ou le marxisme. Ceux-ci étant rejetés comme dissolvants et périmés, la tâche du juriste, qu'on dénomme « gardien du droit »

1. Stettner, *Deutscher Rechtspfleger*, 1935, p. 23. — Knoepfel, *op. cit.*, p. 13.

2. Hans Frank, *Deutsches Recht*, 1936, p. 2.

3. Rosenberg, *Deutsches Recht*, 1935, p. 428.

4. Ernst Krieck, *Jugend und Recht*, 1935, p. 50.

5. Rosenberg, « *Unser Kampf* » dans *Deutsches Recht*, 1935, p. 428.

6. Schraut, *Jugend und Recht*, 1934, p. 74 : « Wir N.S. verneinen dass das Recht ein die Erde umspannender Begriff sei, das oben in den Sternen hängt, ewig unveränderlich ».

(*Rechtswahrer*), consiste à reconsidérer le droit à la fois dans les théories qui président à son élaboration et dans l'application de ces théories.

Sans entrer dans une exégèse superflue du texte de l'article 19 du programme, qui constitue la charte fondamentale du droit allemand, nous remarquons déjà la place éminente que le national-socialisme concède au droit dans l'ensemble de ses institutions, et la nécessité d'une réforme capitale de ce droit, en abolissant les règles qui lui ont été léguées par des traditions « romaines », pour les remplacer par celles que lui inculque l'esprit germanique ¹. Une telle exégèse serait condamnée d'avance à ne pas aboutir d'une façon satisfaisante. Car s'il est vrai que les mots ont dans l'usage courant un sens déterminé, le national-socialisme, qui se réclame de Frédéric Nietzsche, s'est depuis son apparition fixé comme objectif de *transvaluer* toutes les valeurs et de créer non seulement de nouvelles institutions, mais aussi de modifier même la teneur des expressions. Les termes impératifs de l'article 19 doivent donc être interprétés suivant une nouvelle acception. Parmi les juristes cependant, rares sont ceux qui font mention du point 19, non sans raison, croyons-nous, tandis que les commentateurs officiels se contentent de nourrir leurs exposés de haine et de passion, au lieu d'objectivité et de précision. En cette matière, comme en ce qui concerne le fond même de l'idéologie nationale-socialiste, nous nous trouvons en présence d'une irréparable insuffisance.

Quel droit romain a-t-on voulu viser ici ? Quel est le droit commun germanique qu'on voudrait y substituer ?

1. Fabricius und Stamm, *Bewegung, Staat und Volk. in ihrer Organisation*, Roger Bonnard, *op. cit.*, p. 97 note.

Quelle est enfin l'étendue de cette vaste réforme, dont l'Allemagne doit bénéficier ? S'agit-il simplement de la *rénovation* d'une seule branche du droit ou bien de l'ensemble des Institutions juridiques et de toutes les ramifications du droit ? Est-ce enfin le droit interne allemand qu'on envisage dans le point 19 ? Le droit international, public et privé, doit-il être également soumis à cette rénovation ? Sur toutes ces questions, les auteurs allemands font généralement montre d'une rare réticence. Ceux qui ont abordé le problème sont en désaccord total. Ils ne se rencontrent que sur les manifestations de la psychose de guerre et des sentiments subversifs. L'époque troublée à laquelle le texte même du programme national-socialiste fut élaboré y est incontestablement pour une part. Si ces auteurs ont été — il faut le reconnaître — animés d'un véritable désir de rajeunissement social, il n'en est pas moins certain que les circonstances ne se pliant pas aux exigences de leur volonté réformatrice, ils ont dû se soucier de certains mobiles électoraux au moment où le *mouvement du redressement national* était encore à l'état embryonnaire. Tout se coudoie dans ce programme, dit M. Günther Gründel, « l'altruisme le plus généreux et la monomanie raciale la plus étroite, le désintéressement le plus complet et une incroyable ignorance des réalités et des possibilités de la vie »¹. Il en résulte des interprétations différentes, incomplètes et incompatibles, qui ont jusqu'ici empêché le national-socialisme d'avoir une doctrine cohérente du droit.

Ainsi, nous nous trouvons en présence de la floraison d'un grand nombre de conceptions qui, dans l'esprit de leurs créateurs, sont en concordance absolue avec le

1. Günther Gründel, *La mission de la jeune génération*, Paris, 1933.

« droit commun germanique » et dégagées du « droit romain » réprouvé. Le « pavillon *völkisch* », qui leur sert d'enseigne, abrite des marchandises provenant des horizons les plus divers.

Quoiqu'il en soit, le national-socialisme veut douer l'Allemagne d'un droit qui puisse valoir comme exemple du genre « pour le développement du droit, en général et partout »¹. Il doit détruire les règles et les principes qui ont été laissés par le droit « romain » et « syriaque »². Car les constructeurs de ce droit n'ont été que des Juifs et, par conséquent, étrangers « aux sentiments juridiques de la nation allemande ». Cette destruction, dit-on, a toujours été l'idéal de l'Allemagne, même pendant la période prénationale-socialiste. La « réception du droit romain » a toujours été reconnue comme l'obstacle le plus important à la formation d'un « droit véritablement allemand »³. Le droit doit répondre d'abord à la conscience juridique de ceux dont il règle les rapports vitaux. Il ne pourrait se séparer de la morale. Or, est immoral tout ce qui nuit à l'unité et à l'expansion de l'ordre germanique⁴.

Le droit national-socialiste a pour but de rendre plus fort « le fort », et plus libre « le libre ». Il ne doit point viser à la protection du faible au détriment du fort et de l'esclave au détriment de l'affranchi. Voilà la substance même du nouveau droit allemand (*Neues Deutsches Recht*)⁵.

« *Was moralisch ist, ist recht* ». Voilà ce que propose

1. Hans Frank, cité par Gerd Rühle, *Das III^e Reich*, 1934, p. 379.

2. Rosenberg, *Grundsätze*, I, ed. p. 49, *Mythus*, p. 526 et p. 563. Lasa, *op. cit.*, p. 28.

3. Hans Frank, *Handbuch*, p. VII.

4. Wallner, *Jugend und Recht*, 1934, p. 23.

5. C. Emge, *Juristische Wochenschrift*, 1936, p. 564 et 1933, p. 2104.

un juriste national-socialiste, M. Schüring, comme conclusion de la confusion du Droit et de la Morale ¹.

Ce n'est que de cette façon que le droit devient « juste », que la distinction libérale de la morale d'avec le droit disparaît et que l'opposition des normes du droit à la conscience juridique du peuple (*Volk*) peut se dissiper.

Mais la réalisation du point 19 du programme, dans l'esprit national-socialiste, n'implique nullement un simple retour aux règles juridiques médiévales des tribus germaniques ².

Le droit germanique futur, contrairement aux affirmations de certains phraséologues, ne résulterait pas d'une résurrection des temps révolus. Il doit être construit sur des conceptions nouvelles, pouvant assurer la subsistance du *Volk* allemand et la préservation de sa pureté raciale. La « morale nationale-socialiste », d'autre part, va beaucoup plus loin que la formule « fastidieuse de l'humanité, du bien et du mal ». Elle s'incline devant la nature et les exigences de l'âme raciale (*Rassenseele*) ³.

Le national-socialisme tend effectivement à la « création » d'un véritable droit moderne. Aussi la science et la philosophie du droit doivent se servir des postulats et des méthodes différents de ceux qui jusqu'ici étaient reconnus les seuls correspondant à la réalité. On doit rompre avec la méthode qui, au cours des siècles précédents, considérait, le droit comme une fin en soi.

Voici donc la maxime essentielle de ce droit nouveau : « le droit n'est pas une fin en soi » ⁴. Dans l'Etat national-

1. Schüring, « *Recht, Sitte und Moral* », dans *Der Deutsche Rechtspfleger*, 1935, p. 365.

2. Hans Frank, *Deutsches Recht*, 1935, N° 5.

3. Rosenberg, *Jugend und Recht*, 1934, p. 54, *Deutsches Recht*, année 1934, p. 242.

4. C. Emge, « Nous ne sommes ni sceptiques ni relativistes ». — *Zeitschrift der Akademie für Deutsches Recht*, 1936, p. 618. — Hans Frank, *Handbuch*, p. VII.

socialiste, le droit ne peut être conçu que comme un moyen au service de la *Völkische Gemeinschaft*¹ (communauté raciale et populaire).

La souveraineté du droit est définitivement abolie. Le droit national-socialiste n'est pas « autonome et autarcique », il est une partie essentielle de la *Kultur* du peuple dans le cadre historique et social. La vie d'une nation, construite sur la base de la personnalité et de la responsabilité personnelle, ne peut être « normalisée » à l'aide des lois, comme ce fut le cas sous les régimes politiques précédents. Cette idée libère le national-socialisme des « concepts mécaniques », vides de sens du passé. Ceux-ci ne peuvent être d'aucun intérêt pour l'interprétation et la compréhension du national-socialisme. La teneur du droit nouveau est la vie du peuple allemand. Celle-ci est la loi suprême qui forme la genèse de la mission nationale-socialiste. Mais la vie « n'est elle-même que la manifestation de l'instinct de conservation raciale, dans le bon autant que dans le mauvais sens »². Nous en arrivons ainsi à la deuxième maxime fondamentale du droit national-socialiste, à savoir le principe utilitaire.

Le développement du droit, dit M. Frank, doit avoir pour assise la connaissance des nécessités du peuple allemand, ne tolérant pas un « droit libre », au sens démocratique du mot³. Car l'essentiel est le respect de la nature et de ses lois⁴.

1. Stier, « *Volk, Staat, Recht. Jugend und Recht*, 1934, p. 102 : « *Recht ist was unserer Rasse, unserem Volkstum zur Erfüllung unserer Aufgaben auf dieser Welt dient* ». — Hans Frank, *Deutsches Recht*, 1934, p. 428 : « *Das Recht ist die Lebensordnung des deutschen Volkes, es übernimmt die soziale Ordnungsfunktion innerhalb des Volkes* ».

2. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, trad. française, p. 14.

3. Hans Frank, « *Durchbruch der Rechtsphilosophie* », *Jugend und Recht*, 1934, p. 54. — *id.* *Deutsches Recht*, 1934, p. 232.

4. Rosenberg, « *Unser Kampf* », *Deutsches Recht*, 1935, p. 428.

Dès 1926, la jeune école nationale-socialiste du droit a proclamé son idée directrice et sa proposition fondamentale : « Est juste ce qui profite au peuple allemand ; est injuste ce qui lui porte préjudice ». (*Recht ist was dem Volke nützt, was ihm schadet ist unrecht*)¹.

L'utilité, qu'on croyait jusqu'ici un principe économique, avec toutes les réserves qui s'imposent évidemment, se transpose chez les nationaux-socialistes, sans aucune modification, dans le domaine du droit.

Cependant, l'étrangeté de cette thèse n'a pas manqué de soulever certains correctifs qui, en réalité, ne rectifient rien. M. Frank, personnalité la plus autorisée en matière du droit, prétend que cet utilitarisme ne peut être qualifié de matérialiste. C'est à un but purement idéaliste que le droit nouveau doit aspirer. Or, le droit est par définition, ce qui est *justum* et *rectum*. Jusqu'à présent, il a toujours été conçu comme l'art du bien et du juste. Dans la conception nationale-socialiste du monde, c'est l'intérêt d'un groupement politique et ethnique, qui doit guider le juriste, et point d'autres considérations. Ce mercantilisme juridique et moral doit être retenu comme un point capital qui éclaire peut-être d'une lumière crue l'ensemble de la vie spirituelle et politique du III^e Reich.

Ce n'est pas seulement le droit romain, dont la *réception* a été, suivant la philosophie nationale-socialiste, la cause originaire de la « dégénérescence allemande ». Une seconde invasion, d'après le professeur Carl Schmitt de l'Université de Berlin, a laissé des traces malfaisantes dans l'esprit juridique allemand. C'est celle de la pensée

1. Voir Hans Frank, *Zeitschrift der Akademie für Deutsches Recht* 1935, p. 490. — V. *L'Europe Nouvelle* du 7 mars 1936, p. 241. — Cf. Timeroumenos, *La robe brune*, Paris, 136.

libérale et individualiste du XIX^e siècle, qui a anéanti en Allemagne l'âme héroïque et prussienne ¹.

Ces idées n'ont pas introduit seulement des principes étrangers dans la vie juridique allemande ; elles ont surtout transformé son esprit et donné une image fausse du juriste-type. Au lieu d'un « ordre concret », elles ont servi à déterminer des règles de conduite empreintes d'un normativisme abstrait où l'on croit que la pensée n'est scientifique que sous les traits des « idées générales » et « purement juridiques ». Ceci marque l'antagonisme qui existe entre « le juridique » et l'« humain ». La guerre mondiale et « la flétrissure inoubliable de Versailles » démontrent, dans l'esprit de M. Carl Schmitt, la « faillite » des idées générales. D'après lui, l'ordre concret racique doit supplanter le normativisme destructeur, origine de toutes les fictions, et le formalisme désuet et anarchique, qui a conduit la science du droit au chaos de ces derniers temps ². Si donc c'est l'instinct populaire (*Gesundes Volksempfinden*) et la conscience nationale de ce qui est juste ou injuste, suivant qu'une règle déterminée présente ou non de l'utilité au *Volk* on pourrait se demander si ce droit ne s'opposerait pas nécessairement ou occasionnellement au droit des autres nations, et si de cette conception même ne naîtrait pas de graves conflits entre les différents Etats. Si le *Volk* allemand est supérieur aux autres nations, la solution est aisée. Mais on sait le caractère apparemment pacifique qu'on voudrait donner Outre-Rhin aux théories nationales-socialistes. C'est pourquoi le professeur Carl Schmitt, dans un loua-

1. Carl Schmitt, « *Unsere geistige Gesamtlage und unsere juristische Aufgabe* », dans *Zeitschrift der Akademie für Deutsches Recht*, 1934, p. 11. Cf. Carl Schmitt, *Staatsgefüge und Zusammenbruch des IIten Reiches*, 1934.

2. Voir Carl Schmitt, *Les Etats-Unis d'Amérique et les Nouvelles formes de l'impérialisme*, (en allemand). *Auslandsstudien*, N° 8, 1933.

ble souci d'apaisement, enseigne ¹ que le droit nouveau ne veut point être le droit de l'humanité, et ceci doit le caractériser en comparaison avec les constructions résultant d'autres mouvements politiques. Il n'est ni agressif, ni universel, ni même international. Il ne préconise aucun privilège au profit d'une classe donnée, constituée par un lien de solidarité internationale. Il ne se prétend pas le palier le plus avancé du progrès humain, pour s'imposer, le cas échéant, par la fore aux autres Etats, comme ce fut le cas des idées de 1789. Le droit national-socialiste est un droit essentiellement *völkisch* et national. Il implique le respect des particularités ethniques de chaque peuple. Il ne veut pas déterminer qui est Français Anglais ou Japonais ; mais il est basé sur ce principe que tout ce qui est substance allemande doit relever de sa réglementation, soit en ce qui concerne la sauvegarde de la pureté raciale, soit en ce qui concerne le droit de la nation à l'existence. Ainsi par exemple, la question de la nationalité allemande est de la compétence exclusive du pouvoir législatif allemand qui, suivant le principe de la confusion des pouvoirs dans le III^e Reich, appartient en dernier lieu à l'exécutif. « La conservation de la pureté raciale est une règle d'ordre public ».

Nous avons vu que le droit est un concept « instrumental ». M. Frank ² a tiré les conséquences de ce principe et indiqué ce que l'utilité doit comprendre pour être conforme aux vœux du national-socialisme. On ne peut dire, d'après lui, qu'un fait est juste qu'en considération de ses répercussions sur le *Volk*. Or, le concept

1. *Id.* « Die n.s. Gesetzgebung und der Vorbehalt des Ordre Public » im *Internationalen Privatrecht*, z.d. Ak. f.d.R. 1936, p. 206.

2. Hans Frank, *Nationalsozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, 1935.

Volk implique un ensemble de « valeurs substantielles » qui le forment. Tout ce qui sert à la grandeur de ces valeurs est noble et juste. Ces valeurs sont : l'Etat, la race, le sol, le travail, l'honneur, les valeurs spirituelles et culturelles et enfin les moyens de défense de la communauté nationale. Une discipline juridique ne peut contenir l'essence du « véritable droit » (*wahres Recht*) que s'il existe un rapport organique entre les lois naturelles, d'une part, et le sentiment national des lois positives et formelles, de l'autre ¹.

Dans une communauté nationale (*Volksgemeinschaft*), cette discipline ne peut servir « les valeurs substantielles » que si le droit formel et le droit naturel se correspondent. Les droits étrangers n'étant pas l'émanation de l'instinct populaire allemand, ils ne peuvent jamais servir le peuple et par conséquent être compris comme de véritables droits, d'après la doctrine nationale-socialiste. Le sentiment du droit naît avec le peuple et meurt avec lui. Il n'y a donc qu'un support du droit : le *Volk*.

C'est en prenant en vue les intérêts du *Volk* que les juristes nationaux-socialistes doivent contribuer à la formation des différentes disciplines juridiques du « véritable droit germanique », qui serait l'« éternel droit allemand », expression de l'unité de l'âme allemande et des lois allemandes ².

D'où l'on déduit que l'objet du droit est la sécurité du peuple à l'intérieur comme à l'extérieur. Le droit ne peut avoir d'autres objectifs ³.

Ce droit, comment se caractérise-t-il ? M. Franz Gürt-

1. Dr. Gürtner, *Deutsche Justiz*, 1933, p. 622.

2. Hans Frank, *Handbuch*, p. XXIV.

3. Hans Frank, *op. cit.*, p. XIV et suiv.

ner, ministre de la Justice du Reich, affirme que¹ le droit ne peut être ni « inventé, ni imaginé ». « On ne peut le rénover, comme on remet à neuf la façade d'un édifice ». Car la force obligatoire du droit réside dans l'autorité du législateur, c'est-à-dire que le droit n'est obligatoirement valable que dans la mesure où la force publique peut en sanctionner les termes et en assurer l'application. Logiquement cette théorie nous conduit à reconnaître la « contrainte » comme l'élément essentiel du droit. Quelle que soit l'importance de ce premier élément, il ne suffit pas toutefois à former à lui seul le droit. « Il faut surtout que le droit soit enraciné dans les profondeurs de la « *sensibilité nationale* ».

Le droit national-socialiste est ainsi décrété par M. Gürtner le seul qui réponde à ces deux notions. Tous les domaines de l'activité allemande, pour revêtir un caractère de légitimité, doivent être régis nécessairement par ce « droit rénové ». Aucune branche du droit, pas même celles où l'aspect essentiellement technique des problèmes prédomine, ne doit rester à l'écart de cette réforme. L'idéologie nationale-socialiste atteint la science juridique et le droit, soit dans leurs sources, soit dans leurs techniques. Car ces deux problèmes sont indissolublement liés l'un à l'autre. D'une part, en effet, le national-socialisme, en tant que mode de direction politique d'une puissance de premier rang, modifie le droit politique qui la régit et lui substitue un droit qu'il voudrait nouveau. D'autre part, en tant qu'idéologie politique, il se présente comme une base doctrinale pour la construction d'une nouvelle philosophie du droit.

1. Franz Gürtner, « *Zur Erneuerung des Deutschen Rechts* », dans *Deutsche Justiz* 1933, p. 622.

Le droit positif ainsi créé doit répondre, dans l'esprit national-socialiste, aux données de l'histoire et de la vie nationale allemandes. Il sera par conséquent « épuré » des néfastes influences de toutes les doctrines étrangères.

Une doctrine nationale et une conception du monde ancrées dans le *Volksgeist* (esprit populaire) peuvent seules présider à l'élaboration d'un tel droit. On peut en conclure que le national-socialisme est la source, non seulement d'un droit positif, mais aussi d'une philosophie du droit.

Le positivisme est conçu dans la doctrine nationale-socialiste comme un reflet de l'âme libérale et matérialiste qui se borne à des constructions superficielles, et qui est incapable d'assurer l'interprétation et l'exécution des lois du « droit construit » dans l'esprit de l'éthique communautaire ¹.

Une première conséquence de cette théorie du droit est la disparition de la distinction du droit public et du droit privé.

Une seconde conséquence, également importante, est le rejet de la séparation du *politique* et du *juridique*. Ceci met en harmonie la théorie du droit national-socialiste et le principe du chef (*Führerprinzip*).

La conséquence la plus importante de cette œuvre de rénovation se fait sentir dans le domaine des sujets du droit. L'avènement du national-socialisme au pouvoir a été présenté dès le début comme une Contre-Révolution, s'opposant catégoriquement à la Révolution de 1789. L'individu est définitivement détrôné dans l'Etat national et raciste. Il se subordonne totalement à la morale de la *Volksgemeinschaft* ². Son « moi » se résorbe et puise sa

1. Hermann Held, *Staat, volk und Völkerrecht*, 1935, p. 7 et 9. Notes sur la bibliographie de la « rénovation nationale-socialiste » du droit.

2. Roger Bonnard, *op. cit.*,....

dignité dans le « *nous* » d'une communauté dirigée selon les « principes aristocratiques de la nature ». Il n'a de valeur qu'en tant que membre serviteur d'une collectivité ethnique ou racique ¹. Ce n'est pas en tant que personne humaine, douée d'une « raison abstraite », qu'il a des droits, mais en tant que parcelle du *tout* racial, à titre de *Volksgenosse* ². Il n'est titulaire du droit (*Rechtsgenosse*) que s'il est citoyen (*Volksgenosse*), c'est-à-dire s'il appartient au sang allemand. Ce n'est pas le droit qui forme l'élément principal de la communauté juridique (*Rechtsgemeinschaft*), mais l'existence d'une véritable communauté populaire et raciale (*Volksgemeinschaft*). Le droit se rapporte à une « communauté concrète ». Celle-ci constitue à la fois le support (*Träger*) et la norme suprême de tous les droits.

La communauté est un être autonome et indépendant, déterminé par les conditions « naturelles et spirituelles », qui, à travers les générations passées, est restée « un Tout vital constant, ayant un but et des vocations ne se déduisant nullement de ceux des individus » ³. Elle a sa propre volonté (*Gemeinwille*), indépendante de la volonté des individus (*Einzelwille*). Cette volonté commune, dit M. Larenz professeur à la Faculté de Droit de Kiel, ne se confond pas avec la *volonté générale* de Jean-Jacques Rousseau. La volonté générale n'est que la généralisation des intérêts particuliers, dans la conception consensuelle, qui définit l'origine du droit par un *pacte social*. Ce pacte devrait avoir, d'après Rousseau, pour but la protection des intérêts individuels. Le *contrat social* est en désaccord

1. Lange, *Vom Gesetzstaat zum Rechtsstaat*, p. 20.

2. Larenz, *Rechtsperson und subjectives Recht*, dans « *Grundfragen der Neuen Rechtswissenschaft* », p. 341 et suiv.

3. Larenz, *Rechtserneuerung und Rechtsphilosophie*, p. 7.

formel avec la doctrine nationale-socialiste, dont l'essence est contenue dans la maxime « *Gemeinnutz vor Eigennutz* » (l'intérêt général prime l'intérêt particulier). Un droit, qui aurait été créé pour la protection de ce qu'on appelle dans les pays démocratiques les droits fondamentaux des individus, en vertu d'une certaine *Déclaration*, perdrait son ascendant et sa dignité. Il ne serait plus qu'une affirmation arbitraire, donnant libre cours aux convoitises de cette bête de proie (*Raubtier*) qu'est l'individu¹. La volonté générale de Rousseau réside dans l'identité d'intérêts de tous les membres de l'association politique. Par contre, la volonté commune est la volonté de vivre dans chaque communauté, orientée vers le « *Bestand* » communautaire, qui n'est autre que la race, pour la communauté elle-même d'abord, et pour la défense des intérêts de ses membres, ensuite. M. Larenz voudrait donner à sa théorie² de la *Gemeinwille* une certaine analogie avec la conception hégélienne³ de l'*Allgemeinwille* et le *Volksgeist* de l'Ecole historique⁴ du droit.

D'une part, le droit n'existe dans cette conception que par la communauté. Il ne peut, d'autre part, exister que pour elle.

Certains juristes nationaux-socialistes veulent nous faire croire que cette façon de procéder ne mène nullement à l'anéantissement de la personnalité des individus. Afin de remplir la mission pour laquelle les individus vivent, ceux-ci disposent à l'intérieur de la communauté d'une marge de liberté. L'individu reste, en outre, en

1. Oswald Spengler, *Der Mensch und die Technik*, München.

2. Larenz, *op. cit.*, p. 7-8.

3. Cf. Victor Basch, *Les doctrines politiques des philosophes classiques de l'Allemagne : Leibnitz, Kant, Fichte et Hegel*, Paris, Alcan, 1927, p. 101-323.

4. Sur l'Ecole Historique cf. Georges Gurvitch, *L'idée du droit social*, Paris, 1932, Librairie du Recueil Sirey, p. 470-497.

pleine possession d'une certaine autonomie et de certains droits. S'il était conçu comme un simple objet, le fondement même de la nation en serait ébranlé. Le national-socialisme, prétendent ces auteurs, ne nie nullement la valeur qui s'attache à l'individu. Mais la liberté individuelle doit trouver sa limite dans la responsabilité. Celle-ci constitue le lien solide qui forme le facteur régulateur de la vie communautaire. L'idée de la communauté nous conduit, par conséquent, à l'abolition des droits subjectifs. Là où ces droits subsistent encore, comme le reconnaît M. le Professeur Larenz, ils doivent s'effacer et se trouver nécessairement limités par les droits objectifs et imprescriptibles de la communauté. Le but suprême du droit n'est pas le bien-être des individus, mais celui du *Volk* et de l'Etat ¹. L'Etat n'est pas compris ici au sens d'un appareil de contrainte, d'une compagnie d'assurances et encore moins d'une immense préfecture de police ², mais comme l'entité métaphysique qui représente l'unité de volonté d'une communauté donnée, formée par les liens de sang, de sol, de *Kultur* et d'histoire. Est-ce à dire que le national-socialisme se détourne entièrement de la théorie hégélienne de la divinité de l'Etat ? L'Etat ne constitue-t-il plus véritablement, dans la politique nationale-socialiste, une fin en soi ?

Parmi les juristes nationaux-socialistes, on trouve encore un grand nombre de disciples de Hegel, tandis qu'un certain nombre d'auteurs se déclarent hostiles à l'importance outrancière qu'il attache à l'Etat ³. Il

1. Larenz, *op. cit.*, p. 40.

2. Lange, *op. cit.*, p. 9.

3. Voir : Une étude de M. Jung dans *Handbuch* du Docteur Frank sur *La philosophie nationale-socialiste du droit*, p. 38 et suiv. — Larenz, *op. cit.*, p. 3, note 1. — Contra Rosenberg, *Mythus des XXen Jahrhunderts*, 1932 et Otto Koellreutter, *Grundriss der Allgemeinen Staatslehre*, 1933.

semble qu'après des débats inutiles, les doctrines allemandes n'aient aucunement évolué et que l'Etat du Führer (*Führerstaat*) ne présente pas pratiquement, à plusieurs points de vue, de très grandes différences avec l'Etat hégélien.

L'innovation la plus caractéristique de la science nationale-socialiste porte sur le fondement du droit.

A la nature raisonnable de l'homme, comprise comme principal fait, fondement du droit, le national-socialisme oppose le *Volksgeist*, qu'il hérite de l'Ecole historique et qui, dans le langage raciste, s'exprime par l'âme de la race (*Rassenseele*). Le droit ne dérive pas des lois. Il émane de la vie du peuple et n'est que « l'éternelle conscience du Volk », tandis que la loi ne peut être qu'une manifestation momentanée. Le droit est immortel. La loi est passagère ¹. C'est pourquoi la légalité ne doit être respectée qu'autant qu'elle se trouve en harmonie avec le « droit éternel » de l'« humanité allemande » (*Deutsches Menschentum*) ². Le droit naît seulement de l'âme raciale ³. Dans la doctrine nationale-socialiste, il n'y a place ni pour l'individualisme, ni pour l'universalisme. Il ne peut exister une règle de droit sans lien de sang et de nature raciale. On y croit encore moins à l'existence des lois immuables et transcendentales qui, dit-on, seraient confectionnées dans l'au-delà pour régir les peuples de l'Univers.

Le droit est la force caractéristique de chaque nation. La tâche du juriste allemand consiste, d'après M. Larenz ⁴,

1. Frank, *Deutsche Verwaltung*, 1934, p. 98.

2. Id. *Deutsches Recht*, 1935, p. 192.

3. V. *Zeitschrift der Akademie für Deutsches Recht*, article intitulé : « Eine Deutsche Rechtsphilosophie », 1934, Heft II.

4. Larenz, *Rechtserneuerung und Rechtsphilosophie*, p. 47.

à contribuer à la formation d'un nouveau système conforme à l'esprit de la *Volksgemeinschaft*. Car, dit-il, le droit n'est pas une science mystérieuse et réservée aux savants, une technique à l'usage des techniciens, un objet de la maxime « l'art pour l'art ». Il est l'expression de l'esprit du peuple allemand ¹. M. Rosenberg manifeste la même opinion sous une forme encore plus brutale : le droit, dit-il, est l'expression de la substance raciale ². *Est conforme au droit ce que pense l'homme aryen* ³. M. Lange enfin essaie de préciser cette même notion du *Volksgeist*.

Il n'est pas, selon lui, l'esprit d'hier ou d'aujourd'hui. Son affirmation n'est pas un problème historique ou sociologique... n'est pas une *condicio juris in præsens vel in præteritum collata*. « Sa compréhension n'est pas une question de science naturelle. (Et en cela M. Lange ⁴ démolit la base biologique de l'Etat raciste). Le *Volksgeist*, suivant cet auteur, est bien plus l'esprit absolu de tout peuple (*Volk*), ses valeurs éternelles, si l'on se place au point de vue du temps présent. Il pose un problème de *Sollen*, et non de *Sein*. Il doit être un but et non une réalité ou un passé, une tendance et non un souvenir ou une propriété ». Les différentes descriptions du *Volksgeist* présentent, on le voit, l'image du fondement du droit national-socialiste qui, comme dit M. Roger Bonnard, n'est qu'un pur mythe ⁵, « un objet de croyance ».

1. Id. *Zeitschrift für die Kulturphilosophie*, 1934, p. 46.

2. Rosenberg, *Deutsches Recht*, 1934, p. 232 : « *Das Recht ist der Ausdruck der völkischen Rassesubstanz* ».

3. Id. *Jugend und Recht*, 1934, p. 55 : « *Recht und Unrecht gehen nicht umher und sagen, das sind wir ; sondern Recht ist, was arische Menschen für recht befinden, Unrecht ist das was sie verwerfen* ». Cf. Rosenberg, *Mythus*, p. 571 et suiv. — Cf. Gerloff, *Deutsche Richterzeitung*, 1934, p. 136.

4. Lange, *op. cit.*, p. 22.

5. Roger Bonnard, *op. cit.*, p. 93.

Les définitions données de la « conscience juridique » du « sentiment du droit » et de « l'âme raciale » sont en effet, si confuses qu'on ne saurait les qualifier autrement.

M. Ulrich Scheuner, professeur à Iéna ¹, conteste cette appréciation de la notion du *Volksgeist*. Pour lui, « le *Volksgeist* est le sentiment de justice » vivant dans le cœur du peuple. Mais les idées de droit existant dans le peuple ne sont que des pensées vagues, qui ont besoin d'un souffle créateur. C'est le Führer qui, par ses ordres, par la loi, crée vraiment le droit. C'est ainsi qu'il collabore lui-même à la formation de « *l'esprit populaire* » (*Volksgeist*). Jamais le sentiment populaire ne peut imposer des bornes à l'initiative du Führer ».

En réalité, nous tournons là dans un cercle étrangement vicieux. D'une part, le Führer se présente comme l'émanation et le représentant le plus autorisé de l'esprit populaire, et, d'autre part, il contribue à sa formation en lui dictant sa propre initiative et ce qu'il doit vouloir. Il est vrai qu'il n'est pas admis de pousser trop loin le raisonnement. Les théories nationales-socialistes, dit M. Scheuner triomphalement, « présentent des difficultés de compréhension aux étrangers »... ; concluons que seuls les Allemands peuvent bénéficier de cette faveur, en y croyant.

Voilà un ensemble d'idées générales avec lesquelles il faut se familiariser lorsqu'on veut aborder l'étude du national-socialisme. Comme on l'a remarqué, le droit national-socialiste « n'a rien de commun avec ce que l'Europe moderne appelle du nom de Droit » ².

1. Ulrich Scheuner, « *L'Etat et le droit dans la doctrine nationale-socialiste* », Extrait de la *Revue du Droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, N^{os} janvier-février-mars 1937, p. 18.

2. Cf. *L'Europe Nouvelle* du 7 mars 1936, N^o 943, p. 241.

II

Pour acquérir la puissance nécessaire à la transformation spirituelle et à la « rénovation » du Reich allemand, le mouvement du redressement national, lit-on dans *Mein Kampf*, doit être exclusif et intolérant. Cette intolérance n'implique pas seulement l'abolition des formations politiques à l'intérieur ; elle s'étend aux différentes ramifications de la vie politique et spirituelle du peuple. L'idéologie qui forme la base de son mouvement doit pénétrer partout. Aucune activité n'a le droit de se dispenser de son heureuse influence. C'est ce qui amène le national-socialisme à instituer non seulement les commissions d'étude pour la restauration de l'économie, du rajeunissement de la religion et de la rénovation du droit, mais à forger à l'usage des peuples nordiques un code de la morale, ayant le dogme raciste pour fondement et la sauvegarde des intérêts allemands pour but. La science à son tour, et plus particulièrement les sciences spirituelles, doivent être refondues et réexaminées sur la base de l'esprit *völkisch*. Les données acquises jusqu'ici à la connaissance humaine paraissent au national-socialisme, sinon fausses, du moins périmées et en tout cas nuisibles au développement de la *Kultur* allemande. Sa tâche primordiale est de donner un nouveau sens au vocable Science. On sait que le national-socialisme veut avant tout se démontrer par des preuves et des manifestations d'ordre scientifique. Voyons maintenant comment cette science est conçue dans le régime hitlérien.

Pour être utile au peuple, la science doit être d'abord politique. C'est sa seule raison d'être. L'ère des abstractions et des idées pures est close. Le national-socialisme

prononce lui-même son divorce d'avec les spéculations philosophiques sans intérêt immédiat. Pour être conforme au service qu'elle doit rendre, le national-socialisme assigne à la science un objectif prétendument nouveau. M. Werner Rudolf, « chef d'Etat-Major de la Corporation des Professeurs de l'Enseignement supérieur », le définit avec une précision remarquable : « L'époque ancienne, dit-il ¹, voyait dans la science un moyen d'affranchissement de l'individu. La révolution nationale-socialiste, au contraire, établit une relation entre la science et l'Etat. Il s'agit de libérer l'enseignement supérieur de l'idée que la science, en tant que telle, est internationale. Il faut réintégrer dans l'Etat raciste la recherche scientifique et l'enseignement. Il ne faut pas que l'Université ait une vie individuelle et que l'enseignement supérieur soit libre. Il faut, au contraire, qu'elle soit une partie du peuple, ayant sa responsabilité. Il est nécessaire de donner à chaque professeur spécialisé, que ce soit dans les sciences naturelles, le droit ou la théologie, la conviction que la nation est au-dessus de la science et que le savant doit être Allemand d'abord et ensuite seulement savant ».

Le Congrès des savants, réuni à Trêves en octobre 1934 consacre l'idée de la « décadence de l'universalité scientifique » ². Voici comment le congrès pense orienter les études scientifiques de l'Allemagne : « La science justifiait jusqu'ici son caractère international en affirmant que les formes de la connaissance étaient les mêmes pour toutes les races, pour tous les peuples... Nous voulons une science nationale ». Elle doit donc être fondée sur l'idéologie qui lui donnera des principes concrets du

1. *Der Tag* du 16 mai 1934.

2. Cité par M. Max Hermant, *Hittérisme et humanisme*, p. 9.

nationalisme régénérateur, afin de servir, comme toutes les autres émanations de l'esprit populaire, les intérêts allemands.

« La science, dit M. Hans Frank, au Congrès des juristes (*Juristentag*) de 1934, c'est le service de la vérité ». Il n'admet cependant qu'une vérité : le national-socialisme ; et il conclut : « *la science est donc nécessairement au service du national-socialisme* »¹. D'autre part, il est inadmissible aux yeux des nationaux-socialistes « qu'un savant, quel qu'il soit, puisse soutenir une tendance contraire au bien de l'Etat et de la totalité du peuple »².

« L'ère de la science pure, dit enfin l'éminent philosophe Ernst Kriek, — promu recteur de l'Université par la grâce du III^e Reich, — de la science pour la science, de la science désintéressée est close. Toute science qui collabore activement à la mission d'ensemble devient politique et, ainsi que la politique, imbue, dans ses principes comme dans sa réalisation, de racisme, de nationalisme, de national-socialisme »³.

Le 24 mai 1933, en prenant possession de son poste à l'Université de Franfort, il précise : « l'idée des humanités doit faire place à l'idée raciste. Ce n'est pas une science objective qui doit être à l'avenir l'objet de notre principale occupation. *L'Université doit être militante et former des soldats* ».

Cette conception originale se passe d'observations critiques. Tout commentaire en diminuerait la valeur. Mentionnons cependant la conclusion tirée par M. Louis Rougier⁴ de cette nouvelle conception de la science :

1. Cité par M. Max Hermant, p. 10, *Hittérisme et humanisme*.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Rougier, *Les incidences internationales des mystiques contemporaines*, p. 99.

« En nationalisant et en politisant ce qui par essence est objectif, universel et constitue le patrimoine commun de tous les peuples, les dictatures [occidentales] et leurs mystiques totalitaires ont détruit les moyens que les peuples ont de s'entendre, d'éclaircir leurs malentendus, d'aplanir leurs différends. Elles ont dressé, par-dessus les frontières politiques et économiques, des frontières spirituelles, plus hautes et plus infranchissables encore. Elles ont dressé, dupé, trompé, fanatisé la jeunesse de leur pays, qui n'a aucun moyen de s'informer de ce qui se passe à l'étranger... En niant la distinction du spirituel et du temporel, en refusant à l'individu toute espèce de droit d'autonomie, et en allant jusqu'à lui contester toute espèce d'existence en tant que tel, en falsifiant impudemment la vérité, en gauchissant les esprits, en soudoyant les consciences, en violentant le for intérieur, en retournant à la statolâtrie du paganisme antique, les Etats dictatoriaux [de l'Occident] et leurs mystiques totalitaires ont vraiment commis le péché contre l'esprit, le seul dont il est dit qu'il ne sera pas pardonné »¹.

Le national-socialisme nous demande, pour être compris, de rompre avec tous les principes qui ont fait de l'Occident le foyer de la civilisation et qui lui ont conféré une certaine unité dans une paisible diversité. Par la négation de l'humanité d'abord, d'une science objective et universelle ensuite, il en arrive à construire une nouvelle conception de la science du droit. Il importe donc de partir de son point de départ pour le saisir dans toute son ampleur, sans faire fausse route. Il y a lieu de savoir gré aux artisans de cette nouvelle religion de nous avoir prévenus. Avant tout, il faut se consacrer à l'examen des

1. Louis Rougier, *op. cit.*, p. 100.

idées fondamentales du racisme en matière de philosophie du droit et de l'Etat dans ses conséquences extérieures, pour avoir présents à l'esprit la portée et le sens exact des différentes conceptions nationales-socialistes du droit des gens. Ces idées sont clairement exposées dans le livre qui, avec « le *Mythe du XX^e siècle* », sert de Bible à la jeune génération allemande et qui, en concrétisant la pensée animatrice de l'idéologie nationale-socialiste, donne des directives aux juristes et aux savants du III^e Empire.

PLAN DE L'OUVRAGE

Dans un premier chapitre, nous étudierons les idées de MM. Hitler et Rosenberg, théoriciens incontestablement autorisés du mouvement national-socialiste sur le plan de la politique extérieure, du droit et de la race.

On sait que M. Hitler n'est pas juriste. Mais sa pensée a une importance telle qu'il nous semble juste de lui réserver une très large place. Pour traduire le plus fidèlement possible sa doctrine, nous ne craignons pas d'alourdir notre exposé en faisant appel à de copieuses citations.

Notre second chapitre sera consacré à l'Ecole raciste du droit des gens ; le troisième aux théories nationales-socialistes qui se basent sur le principe de la souveraineté absolue ; et le quatrième aux théories rattachant la conception nationale-socialiste du droit des gens aux doctrines classiques.

CHAPITRE PREMIER

Le racisme et les rapports internationaux

LA DOCTRINE ORTHODOXE DE MM. ADOLF HITLER ET ALFRED ROSENBERG

SECTION I

LA RACE, L'ÉTAT, LE DROIT ET LES RAPPORTS INTERNATIONAUX D'APRÈS « MEIN KAMPF »

Dans la prison de Landsberg-am-Lech, M. Adolf Hitler a fait de la philosophie du droit et de l'Etat, comme M. Jourdain faisait de la prose.... Il est le premier à nous faire connaître la nouvelle conception du droit et de la politique extérieure racistes. Son ouvrage *Mein Kampf*¹ est certainement l'œuvre la plus caractéristique du mouvement de rénovation nationale qui, après 14 ans de *combat*, parvenait à supplanter les institutions weimariennes et à inaugurer en Europe, par une idéologie nouvelle et de grande envergure, une « vision » originale de l'Univers (*Weltanschauung*). Il faut croire

1. Adolf Hitler, *Mein Kampf* éd. allemande. Eher-Verlag, Munich... trad. française intégrale par Gaudefroy-Demembynes et A. Calmettes, Nouvelles Editions Latines, Paris, 1934.

que ce monument de nationalisme et de foi nous est d'une aide incomparable pour nous apprendre le programme d'action du III^e Reich, tant que son contenu n'a pas été désavoué formellement par son auteur. Le chapitre concernant la politique étrangère de *Mein Kampf* est d'une clarté parfois cynique. Il n'en comporte pas moins des enseignements qui sont utiles non seulement aux juristes, mais à tous ceux que les destinées de la vie internationale pourraient préoccuper.

Avant d'exposer les diverses théories juridiques ayant trait à notre sujet, il nous paraît nécessaire de retracer à grands traits les idées de M. Hitler. Ajoutons que ses constructions doctrinales ne sont point de simples idées suggérées par des soucis matériels et précaires de la lutte intérieure. C'est l'expérience intime et profonde de la vie des tranchées, autrement dit la vie allemande sous son vrai jour, qui inspire à l'auteur les pages consacrées au racisme transposé dans la politique extérieure. Depuis 1933, en outre, les paroles et les écrits du Führer constituent, avec le texte du programme du 24 février 1920, les véritables sources du droit allemand. « Les lois du Führer, dit M. Roland Freisler, secrétaire d'Etat à la Justice du Reich¹, et les manifestations de sa volonté sont d'un caractère sacré, et les ordres du Führer sont des manifestations de l'organe central et vital du peuple ». M. le Professeur Carl Schmitt est encore plus précis sur ce point : « la loi d'aujourd'hui n'est ni plus, ni moins que le but et la volonté du Führer ; ceux-ci constituent la ligne de conduite « pour tout le monde »².

1. Roland Freisler, *Deutsche Justiz*, 1936, p. 155. — Cf. *La robe brune*, p. 14.

2. Voir *Frankfurter Zeitung*, 7, 10, 1935. — Cf. *La robe brune*, p. 16.

D'après M. Adolf Hitler, le droit doit représenter les intérêts supérieurs de la communauté. « Aujourd'hui la révolution nationale-socialiste a donné au Droit et à la Science juridique, de même qu'à la Jurisprudence, un point de départ clair et sans équivoque. Dans le droit allemand, c'est la notion du *Volk* qui prime la personne humaine et les biens matériels »¹. Ainsi toutes les doctrines tendant au respect de la solidarité des hommes et des peuples, en général, et à celui de la vie humaine, en particulier, lui semblent désuètes. M. Hitler ajoute que l'acceptation de ces doctrines étrangères à la conception allemande de la vie, entraînée par un manque de jugement des hommes responsables du peuple, a conduit aux « troubles » de la vie juridique et à un état de confusion, dont l'expression la plus visible se trouve dans l'incertitude où l'on se débattait, pendant de longues années, en ce qui concerne le but intrinsèque du droit.

En rejetant ces conceptions étrangères, M. Adolf Hitler repousse, d'une part, la thèse d'après laquelle le droit est un but en lui-même et trouve comme tel la justification de son existence, d'autre part, la conception qui tend à faire croire que le droit est essentiellement appelé à assurer et à maintenir la protection de l'individu dans sa propre personne et dans ses biens.

En dehors de ces deux doctrines principales, en vigueur encore dans d'autres pays, M. Hitler rejette enfin une conception « timide » de la communauté nationale qui, sous couvert de la « Raison d'Etat », affirme le primat du *Volk*.

La question se pose de savoir de quelle manière

1. Discours du 30 janvier 1937.

M. Adolf Hitler envisage le droit susceptible d'assurer le bien du *Volk*.

I

D'après l'enseignement de *Mein Kampf*, le peuple allemand trouve son essence dans la race « nordique = germanique = aryenne ». Non seulement cette race se distingue des autres unités ethniques, mais aussi elle leur est supérieure. M. Hitler adhère d'emblée à la doctrine gobiniste de l'inégalité des races¹. Il est douteux cependant que l'ouvrage du Comte de Gobineau ait été lu attentivement par M. Hitler. Car si l'auteur français fonde sa supposition sur la supériorité d'une certaine race, cette race dans son esprit n'est nullement la race germanique. Son « *Aryan* » (aryen) n'a jamais vécu Outre-Rhin. Malgré ce point capital, l'histoire établit, dit *Mein Kampf*, que « lorsque l'Aryen a mélangé son sang avec celui des peuples inférieurs, le résultat de ce métissage a été la ruine du peuple civilisateur ». Comme seul exemple, M. Hitler invoque celui de l'Amérique du Nord :

Ce continent, dont « la population est composée en énorme majorité d'éléments germaniques, qui ne se sont que très peu mêlés avec des peuples inférieurs, appartenant à des races de couleur, présente une autre humanité et une toute autre civilisation que l'Amérique du Centre et du Sud, où les immigrants, en majorité d'origine latine, se sont parfois fortement mélangés avec les autochtones ». Cet exemple permet déjà de reconnaître l'effet produit par le mélange des races. « Le Germain, resté de race pure et sans mélange, est devenu le maître du continent améri-

1. Comte de Gobineau, *Essai sur l'inégalité des races*, 2 vol. Paris.

cain ; il le restera, tant qu'il ne se sacrifiera pas lui aussi à une contamination incestueuse » (p. 286, tr. fr.).

Le mélange des races a pour effet, d'une part, d'abaisser « le niveau de la race supérieure » et, d'autre part, « la régression physique et intellectuelle, et par suite, l'apparition d'une sorte de consommation dont les progrès sont lents, mais inévitables ... Amener un tel processus n'est pas autre chose que pécher contre la volonté de l'Eternel, notre Créateur ». Ce péché contre le sang affaiblit le peuple dans la lutte pour l'existence. *Or, le combat est toujours le moyen de développer la santé et les forces de résistance de l'espèce, et par suite, la condition préalable de ses progrès.* Par conséquent, en « tentant de se révolter contre la logique inflexible de la nature, l'homme entre en conflit avec les principes auxquels il doit d'exister, en tant qu'homme ». En agissant contre le vœu de la nature, il prépare sa propre ruine.

Conserver la pureté de la race s'impose d'autre part, parce que, dit M. Hitler, certaines idées sont liées à l'existence de certains hommes. Cela est surtout vrai pour les concepts qui ont leurs racines, non pas dans une vérité scientifique et concrète, mais dans le monde des sentiments. Toutes ces idées n'ont rien à faire avec la « froide logique », prise en soi, mais représentent de pures manifestations du sentiment, des conceptions morales et sont liées à l'existence des hommes dont l'imagination et la faculté créatrice les ont fait naître. Or, la conservation des races et des hommes qui les ont conçues est la condition nécessaire pour la permanence de ces idées.

« *Par exemple : celui qui souhaite sincèrement le triomphe de l'idée pacifiste ici-bas devrait tout mettre en œuvre pour que le monde soit conquis par les Allemands ; car, dans*

le cas contraire, il se pourrait que le dernier pacifiste meure avec le dernier Allemand, puisque le reste du monde s'est moins laissé prendre au piège de cette absurdité contraire à la nature et à la raison que ne l'a malheureusement fait notre peuple. On devrait donc, bon gré, mal gré, se décider résolument à faire la guerre pour arriver au pacifisme » (p. 287). En fait l'idée pacifiste et humanitaire peut être excellente à partir du moment où l'homme supérieur aura conquis et soumis le monde sur une assez grande étendue pour être le seul maître de cette terre. Cette idée ne pourra avoir d'effet nuisible que dans la mesure où son application deviendra difficile et finalement impossible. « Donc, tout d'abord combat, puis peut-être pacifisme ». Sinon « l'humanité a dépassé l'apogée de son évolution et le terme n'est pas la domination d'une idée morale quelconque, mais la barbarie et ensuite le chaos ».

« Que celui qui veut vivre combatte donc ! *Celui qui se refuse à lutter dans ce monde où la loi est une lutte incessante ne mérite pas de vivre* » (p. 288).

II

Dans l'esprit de M. Adolf Hitler, comme dans celui de tous les intellectuels racistes, l'idéologie des races s'accouple avec une étrange conception matérialiste de la civilisation (*Kultur*).

Le croisement des races a non seulement pour conséquence de faire disparaître de la face du globe les génies qui marquent l'histoire de leur empreinte, il entraînerait aussi le déclin de tout ce qui est beau et grand en ce monde. « Toutes les grandes civilisations du passé tombent en décadence, simplement parce que la race primi-

tivement créatrice mourut d'un empoisonnement du sang » (p. 288).

« La cause profonde de pareilles décadences fut toujours l'oubli du principe que toute civilisation dépend des hommes et non ceux-ci de celle-là ; que par suite, pour conserver une civilisation déterminée, il faut conserver l'homme qui l'a créée. Mais cette conservation est liée à la loi d'airain de la nécessité et du droit à la victoire du meilleur et du plus fort »¹.

On ne saurait mieux exprimer l'attachement du racisme à la primauté de la force sur le droit, et la dépendance du droit de la force. Le racisme, conçu à la manière de M. Hitler, ne peut produire d'autre effet que de conduire inévitablement à l'emploi des armes et à la méconnaissance du droit de vivre des hommes dits inférieurs (*Menschen niederer Art*). Dans la conception matérialiste de l'histoire, ce sont les classes qui se battent. Dans la théorie raciste, l'histoire n'est que l'expression d'une lutte constante et sans merci de la race supérieure (*wertvoll*) contre les races inférieures (*minderwertig*), la première étant, par définition, dépositaire d'un droit divin à l'asservissement des secondes. La parenté du déterminisme racial avec le matérialisme moniste s'éclaircit encore davantage, si l'on songe que la notion jusqu'ici indéfinissable et vague de l'*Aryen* ou du *Nordique* se substitue au concept étroit de l'*homo æconomicus*. La

1. Voir André Chevrillon, *La menace allemande*, p. 133-141. — Preuss, *Revue générale du droit international*, année 1934, article sur « Le racisme ». — Henri Lichtenberger, *L'Allemagne nouvelle*, p. 130 et suiv. — Cf. Le Fur, *Etats, nationalités, races*, Paris, 1922. — Balk, *Races, mythes et vérité*. — Nicolas, *De Nietzsche à Hitler*, p. 123-143. — Perroux, *Les mythes hitlériens*, p. 137 et suiv. — René Capitant, « L'idéologie nationale-socialiste » dans *Année politique et étrangère*, p. 177 et suiv., 1935. — O. Scheid, *L'esprit du III^e Reich*, 1936. — Adolf Hitler, *Principes d'action*, Paris, 1936. — Roger Bonnard, *op. cit.*, p. 11 et suiv. voir aussi la revue *Races et racisme*.

race supérieure remplace simplement l'*exploitant* de Karl Marx¹ et la race inférieure, l'*exploité*. Les mêmes principes conduisent toujours aux mêmes effets. Le marxisme préconise la guerre inhumaine des classes, et le racisme érige au rang d'une loi immuable et inviolable de la nature celle des conflits des races et des peuples, dont la force seule sera le suprême arbitre.

M. Adolf Hitler ne tente malheureusement pas de démontrer le bien-fondé de sa théorie. Il se dispense de nous apporter des preuves. « Le national-socialisme, dit M. von Branca, est une preuve en lui-même. Son succès politique constitue la plus haute des justifications ».

C'est ainsi qu'en partant des prémisses purement subjectives et nullement fondées sur certaines données précises, l'auteur de *Mein Kampf* arrive à une seconde hypothèse, non moins intéressante, portant sur la civilisation. Il croit qu'il serait vain de rechercher quelle est la race primitive qui fut dans les temps dépositaire de la civilisation. Aucun argument historique, prétend-il, n'a de valeur dans ce domaine. Au lieu de scruter les faits du passé, il suffit de « poser la question, en ce qui concerne le présent ».

Tout ce que nous admirons aujourd'hui autour de nous, peu importe qu'il s'agisse de l'art, de la science ou de la technique, est engendré par la puissance géniale et incomparable des « Aryens ». Il faut en conclure que l'Aryen est le seul fondateur d'une « humanité supérieure » ; par ses vertus morales et spirituelles : courage, abnégation et dévouement à la communauté, il représente « le type primitif de ce que nous entendons sous le

1. Theodor Heuss, *Hillers Weg*, Stuttgart-Berlin, 1932, p. 32 et suiv. — Lawrence Preuss, article précité p. 661 et suiv.

nom d'« homme ». « *L'Aryen est le Prométhée de l'humanité ; l'étincelle divine du génie a, de tout temps, jailli de son front lumineux ; il a toujours allumé ce feu qui, sous la forme de la connaissance, éclaire la nuit recouvrant les mystères obstinément muets et montrait ainsi à l'homme le chemin qu'il devait gravir pour devenir le maître des autres êtres vivants sur cette terre. Si on le faisait disparaître, une profonde obscurité descendrait sur la terre ; en quelques siècles la civilisation humaine s'évanouirait et le monde deviendrait un désert* ».

Les races se répartissent en trois catégories, ajoute M. Hitler :

- 1° Celles qui créent la civilisation ;
- 2° Celles qui la *portent* et qui en conservent le dépôt ;
- 3° Celles qui la détruisent.

L'Aryen est le seul créateur de civilisation. Il a accompli non seulement la grande besogne d'établir les assises de la *Kultur*, il a fourni également « les puissantes pierres de taille et le plan de tous les édifices du progrès humain ». Les autres races n'ont fait qu'adapter l'esprit et la technique de la *Kultur* aryenne à leur conception de la vie et lui donner un aspect extérieur différent. Au Japon, par exemple, nous constatons de nos jours l'existence d'une vie d'essence aryenne, dont l'apparence seule la différencie de celle des nations européennes ou américaines, c'est-à-dire des Aryens. « Si, à partir d'aujourd'hui l'influence aryenne cessait de s'exercer sur le Japon, en supposant que l'Europe et l'Amérique s'effondrent, les progrès que fait le Japon dans les sciences et la technique pourraient continuer pendant quelque temps ; mais, au bout de peu d'années, la source tarirait, les caractères spécifiques japonais regagneraient du terrain et sa civi-

lisation actuelle se pétrifierait, retomberait dans le sommeil d'où l'a tirée, il y a 70 ans, la vague de civilisation aryenne ». La race japonaise n'a donc jamais été créatrice de civilisation (*kulturschöpfende*), mais simplement dépositaire de civilisation (*kulturtragende*). Il en est de même de tous les autres peuples.

Malheureusement pour la clarté de sa doctrine, M. Hitler néglige de nous définir d'une façon précise « l'Aryen ». Qu'est-ce, en effet, que cette race supérieure ? *Mein Kampf* ne nous donne aucune réponse satisfaisante. Le terme « Nordique », qui est employé comme synonyme de l'« Aryen », est un peu moins vague. Il laisserait supposer que la race présumée *kulturschöpfende* constitue l'ensemble des peuples nord-européens. Mais si « Aryen » détermine une famille de langues extrêmement étendue à l'origine, « Nordique », de son côté, ne peut être qu'une expression purement géographique, n'ayant rien à voir avec les communautés ethniques. Un autre vocable est employé par les auteurs racistes comme équivalent de l'« Aryen » et du « Nordique » ; c'est le « Germain ». Ceci nous amène à penser que le peuple auquel on fait constamment allusion dans la théorie des races n'est autre que le peuple allemand. Quel est donc l'apport des autres races au progrès humain ? M. Adolf Hitler ne laisse place à aucune équivoque : « Pendant des milliers d'années, le cheval a dû servir l'homme et l'aider dans ses travaux, établissant ainsi les bases d'un progrès qui, en produisant l'automobile, rend le cheval lui-même inutile. Dans peu d'années, il aura cessé toute activité, mais sans sa collaboration passée, l'homme aurait peut-être eu beaucoup de peine à parvenir au point où il se trouve aujourd'hui. C'est ainsi que la présence d'hommes

de race inférieure fut une condition primordiale pour la formation de la civilisation supérieure ; ils compensaient la pénurie de ressources matérielles, sans lesquelles on ne peut concevoir la possibilité d'un progrès. Il est certain que la première civilisation humaine s'appuya moins sur l'animal domestiqué que sur l'emploi d'hommes de race inférieure. Ce fut seulement après la réduction en esclavage des races vaincues qu'un sort semblable atteignit les animaux, et non pas inversement, comme certains peuvent le croire. Car ce fut d'abord le vaincu qui fut mis devant la charrue ; le cheval ne vint qu'après. Il faut être un fou de pacifiste pour se représenter ce fait comme un signe de dégradation humaine ; il ne s'aperçoit pas que cette évolution devait avoir lieu pour arriver au degré de civilisation dont ces apôtres profitent pour débiter leurs boniments de charlatans ». Pour atteindre les hauts sommets de la civilisation supérieure, l'Aryen a parcouru la voie que lui traçait la réalité et la nature, et non pas celle « dont rêve l'imagination d'un égalitariste moderne ». Là, où il rencontra des hommes inférieurs, il les « subjugua et les soumit à sa volonté » (p. 294-295). Et M. Adolf Hitler de conclure que les autres races ne furent qu'un « instrument technique au service d'une civilisation naissante ».

Le sort de la civilisation dépend donc intimement de la condition d'existence de l'Aryen. Il faut qu'il conserve son sang pur pour que les bienfaits de son génie rayonnent à profusion sur le monde « Tout ce qui n'est pas, dans ce monde, de race pure n'est que brin de paille balayé par le vent » (p. 296). D'ailleurs, l'accroissement des hommes appartenant à des races inférieures a pour effet d'entraver l'extension et le développement de la

possibilité de vivre des races supérieures, de l'Aryen. Un vieux dicton allemand illustre à merveille le destin que M. Adolf Hitler réserve, en conclusion, aux autres peuples : « *Der Mohr hat seine Schuldigkeit getan, der Mohr kann gehen* » (le Maure a fait son devoir, il peut s'en aller) (p. 294).

Parmi ces races inférieures il faut compter, en particulier, la communauté ethnique juive, qui forme en elle-même le contraste parfait de la race aryenne. Ici, nous rencontrons l'aspect négatif du national-socialisme qui, voyant dans les Juifs les ennemis mortels de l'humanité, en fait le Maure par excellence. L'extermination des Juifs est, pour le national-socialisme, la condition préalable de la survie de l'humanité et de la civilisation. La nécessité d'agir ainsi, proclame M. Hitler, justifie le moyen employé, et le succès qui couronne l'antisémitisme¹ justifie le droit (p. 379).

Cette solution, en dehors de toute considération de droit interne, paraît inhumaine et insuffisante. Il n'y a pas de doute que la question juive, posée tout récemment encore par le racisme allemand et résolue d'une façon purement autoritaire, n'en sera pas moins pendante, tant qu'une entente concrète n'aura pu se réaliser entre les différents Etats où elle a soulevé jusqu'ici des problèmes d'ordre juridique, politique et économique.

III

De la conception spécieuse des races et du *Volk*, ainsi que de la vieille théorie raciste de la *Kultur*, M. Adolf

1. Cf. Théodore Herzl, *L'Etat Juif*. — Cf. Grete Stoffel, *La dictature du fascisme allemand*, Paris, 1936. — Timeroumenos, *La robe brune*, 1936.

Hitler fait les bases mêmes de sa philosophie de l'Etat.

Il critique d'abord la doctrine courante en Allemagne depuis le xix^e siècle, qui consiste « à attribuer à l'Etat lui-même » une valeur civilisatrice et une force créatrice intrinsèques (p. 379). L'Etat libéral-national (*Der liberale Nationalstaat*) du siècle dernier ne repose sur aucune assise raciste. Il résulte plutôt « des nécessités économiques ou, dans le meilleur des cas, du jeu des forces politiques » (p. 380). Cette conception conduit logiquement à la méconnaissance de l'inégalité des races, dogme essentiel du racisme et de la valeur de la personnalité des individus.

« La conception raciste de l'Etat, par contre, fait place à la valeur des diverses races primitives de l'humanité ». L'Etat n'y est représenté que comme un moyen (*Mittel zum Zweck*) au service d'une fin (*Selbstzweck*), le Volk. L'Etat raciste est foncièrement antiégalitaire (p. 381), et reconnaît, au contraire, la diversité et la valeur plus ou moins élevée des races humaines ». « Cette connaissance lui confère l'obligation, suivant la volonté éternelle qui gouverne ce monde, de favoriser la victoire du meilleur et du plus fort, et d'exiger la subordination des mauvais et des faibles ». Le respect de cette loi est l'ultime hommage de l'Etat raciste au « principe aristocratique de la nature ».

On peut distinguer, selon M. Hitler, trois systèmes étatiques :

1) La théorie de la légitimité d'après laquelle des groupements d'individus se soumettent à l'autorité de l'Etat qui, du fait même de son existence, n'a besoin d'aucune autre justification. L'Etat n'est pas créé pour servir les hommes ; au contraire, ceux-ci sont faits pour

adorer l'Etat. La continuité de cette adoration n'exige de l'Etat qu'une seule fonction, celle de veiller au calme et au bon ordre social. La puissance publique n'est donc ni fin, ni moyen. L'Etat n'est qu'une Préfecture de Police

2) La seconde théorie, qui est celle de la démocratie libérale, a recruté moins d'adeptes. Moins simpliste que la précédente, elle exige la réunion d'un certain nombre de conditions, pour justifier l'existence de l'Etat. On n'est en présence d'un véritable Etat que s'il existe, non seulement une administration commune, mais aussi une langue commune. « L'autorité de l'Etat n'est plus la raison d'être unique et exclusive de l'Etat ». L'Etat doit, en outre, veiller au maintien et au respect des libertés individuelles. Sa fonction est d'assurer le bien-être des citoyens au point de vue économique. Voilà l'Etat-type de l'individualisme libéral.

3) La théorie qui a recruté beaucoup moins de disciples que les précédentes, et qui par son caractère impérialiste pourrait soulever certaines objections de même nature que la doctrine nationale-socialiste, est la théorie pangermaniste de l'Etat. Elle tend d'une façon obscure à réaliser des desseins d'expansion allemande, en mettant l'accent sur le facteur de la communauté de langue pour constituer l'unité nationale. Par la langue, on n'envisage pas de donner un fondement solide à l'Etat, mais de poursuivre un plan de « germanisation » des nations étrangères. Pour M. Hitler, cette méthode de « nationalisation » est non seulement fausse, mais surtout nuisible. Elle est fausse, parce qu'on ne peut germaniser les hommes qui ne possèdent pas de sang allemand dans les veines. On ne peut germaniser que les territoires étrangers, ce qui est autrement possible et légitime (p. 386). C'est commettre

une inconcevable faute de raisonnement que d'imaginer qu'il serait possible de faire un Allemand, disons d'un Nègre ou d'un Chinois, en lui enseignant l'allemand et en obtenant qu'il parle désormais notre langue, peut-être même qu'il vote pour un parti politique allemand ». Ce genre de germanisation est, en réalité, une dégermanisation (p. 387). « Car les différences qui divisent les peuples et qui jusqu'à présent sont restées intactes ne pouvaient être atténuées et finalement effacées, en imposant par le fait du Prince l'emploi d'une langue commune ». « Cette mesure amènerait le métissage, et, dans notre cas, non pas une germanisation, mais bien l'anéantissement de l'élément germanique ». M. Hitler se sépare de la sorte de la théorie raciste fichtéenne qui voyait dans la communauté de langue la véritable communauté de race¹.

Il faut rendre justice à M. Adolf Hitler. Il a mis enfin un terme à cette néfaste conception qui, prenant l'effet pour la cause, avait conduit l'Allemagne, au cours du siècle dernier, à un grand nombre de conflits extérieurs. *Mein Kampf* est lumineux sur ce point : « La race ne dépend pas de la langue, mais du sang ».

Si ce ne sont pas les peuples dont la conquête peut paraître justifiée pour des raisons d'Etat et de politique nationale, l'Etat raciste n'en doit pas moins conquérir les terres nouvelles qui assureraient la subsistance du peuple allemand. Au cours de l'histoire d'ailleurs, ajoute M. Hitler, « ce qui a pu être germanisé avec profit, ce fut le sol conquis par nos aïeux, l'épée à la main et colonisé par les paysans allemands ».

Les trois théories que nous venons de citer méconnaiss-

1. Cf. Johann Gottlieb Fichte, *Reden an die deutsche Nation*, tr. fr. « Discours à la nation allemande », Paris, Delagrave. Voir VII^e discours.

sent totalement la vérité fondamentale de la doctrine hitlérienne, qui consiste dans la foi créatrice au *primat du Volk* et de la race. Pour M. Adolf Hitler, et il ne se lasse jamais de le répéter, l'Etat « est bien la condition préalable mise à la formation d'une civilisation humaine de valeur supérieure, mais il n'en est pas la cause directe ». Celle-ci réside uniquement dans l'existence d'une race apte à la civilisation, c'est-à-dire de l'Aryen, qui « possède toutes les qualités requises à cet effet ». « Aussi, est-ce une incroyable injustice de présenter les Germains des temps antérieurs au christianisme comme des hommes sans civilisation, comme des barbares. Ils ne l'ont jamais été. C'était sûrement la dureté du climat de leur habitat septentrional qui s'opposait au développement de leurs forces créatrices ... ».

« L'Etat n'est donc qu'un moyen de parvenir à un but ». « Son but est de maintenir et de favoriser le développement d'une communauté d'êtres qui, au physique et au moral, sont de même espèce. Il doit maintenir, en premier lieu, les caractères essentiels de la race, condition du libre développement de toutes les facultés latentes de celle-ci. De ces facultés, une partie servira toujours à l'entretien de la vie physique et une autre partie à favoriser les progrès intellectuels ». Mais les premiers conditionnent les seconds, en fait. « *Les Etats qui ne visent pas à ce but sont des organismes défectueux et des créations avortées. Le fait qu'ils existent n'y change rien, pas plus que les succès obtenus par des associations de flibustiers ne justifient la piraterie* ». « L'idéal suprême de l'Etat raciste doit donc être de veiller à la conservation des représentants de la race primitive, dispensateurs de la civilisation, qui font la beauté et la valeur morale d'une *humanité supérieure* (p. 391) ».

On pourrait croire, à la lumière de ce qui précède, que les principes de l'unité et de la pureté raciales forment les piliers de la supériorité allemande, fondement moral et juridique de toutes les revendications du Reich. Il n'en est cependant rien. Car, tout en suivant la passion animatrice des pages de *Mein Kampf*, le célèbre auteur tient compte — non sans regret — de l'évidence. « Le peuple allemand, dit-il, n'a plus pour base une race homogène. Et la fusion des éléments primitifs n'a pas fait de tels progrès qu'on puisse parler d'une race nouvelle sortie de cette fusion (p. 394) ».

M. Adolf Hitler rejette ainsi la théorie du savant raciste Woltmann, qui distingue les *racés primaires* absolument pures des *racés secondaires*, produit harmonieux de certains croisements.

Pour rénover l'Allemagne, il importe donc de créer une race nouvelle, forte, unie et pure, en appliquant à l'extrême degré les procédés scientifiques de « dressage » (*Züchtung*) et en menant une politique foncièrement eugénique.

Transformée ainsi, la doctrine des races se détruit d'elle-même. On dévie de la conception purement biologique, pour parvenir à une doctrine spirituelle des communautés ethniques. Moeller van den Bruck, un des ascendants directs du III^e Reich, raciste comme tous les protagonistes du germanisme, traduit, non sans courage, cette vérité élémentaire qu'est l'impossibilité où l'on se trouve aujourd'hui, de parler de « races ». « Il y a eu des races. Il n'y a plus que des peuples »¹. Le racisme biologique, dit par ailleurs Moeller van

1. Moeller van den Bruck, *Das Recht der jungen Völker*, p. 191-213.

den Bruck, est une contradiction en lui-même. « Si l'on part du point de vue biologique, on devrait nier l'existence d'une race allemande. Mais il y a une race au sens politique et historique du terme. C'est à cette race politique et historique qu'on devrait penser, lorsque nous parlons de la « *race nécessaire* » et de la « *race possible* »¹.

En résumé, la race n'existe pas. Il est possible et il est nécessaire d'en créer une². A la satisfaction de cette *nécessité* et à la réalisation de cette *possibilité* l'Etat raciste a la charge de se consacrer.

Quoiqu'il en soit, retenons l'aveu de la diversité des races existant en Allemagne. *Mein Kampf* le reconnaît expressément. Et c'est là encore que M. Hitler recherche l'origine de certaines déficiences politiques, en croyant que l'identité de sang suffit à elle seule pour développer dans la nation « l'instinct grégaire » qui prévient aux heures du danger le déclin et la ruine, effaçant instantanément, chez les peuples qui en sont doués, toutes les différences secondaires et faisant opposer à l'ennemi commun le front uni d'un « *troupeau homogène* ». La coexistence des éléments raciaux qui constituent la substance organique du peuple et le manque de cohésion qu'on remarque sur ce point en Allemagne sont la cause initiale de « *l'hyperindividualisme* » allemand qui, à son tour, a engendré l'expropriation du Reich de ses « *droits seigneuriaux* » (p. 395).

La diversité raciale ne comporte pas seulement certains avantages, selon M. Hitler, mais aussi de graves inconvé-

1. Moeller van den Bruck, *id.*, p. 209-213.

2. Cf. Hans F.K. Günther, *Rassenkunde des deutschen Volkes*, p. 464-467. — Eisner, « *Rasse und Familie* », 1935 dans la collection : *Recht und Staat in Geschichte und Gegenwart*, J.C.B. Mohr-Tübingen, p. 3 et suiv.

nients. Celui, en particulier, d'avoir « coûté à l'Allemagne *la domination du monde* ». « Si le peuple allemand avait possédé, au cours de son histoire, cette unité grégaire qui a été si utile à d'autres peuples, le Reich allemand serait actuellement le maître du globe. L'histoire du monde aurait pris un autre cours et personne n'est à même de décider si l'humanité n'aurait pas, en suivant cette route, atteint le but auquel tant de pacifistes aveuglés espèrent aujourd'hui parvenir par leurs pialleries et leurs pleurnicheries. *Une paix non assurée par les rameaux d'olivier, qui agitent la larme facile des pleureuses pacifistes, mais garantie par l'épée victorieuse d'un peuple de maîtres, qui met le monde entier au service d'une civilisation supérieure* » (p. 394).

Il existe cependant, au sein du peuple allemand, un certain nombre d'hommes du Nord, racialement purs, ayant conservé les vertus primitives des Germains et les qualités qui ont fait de l'Allemagne un pays glorieux dans le passé.

L'Etat, organisme vivant, a pour mission de réunir dans une seule communauté politique « tous les Allemands » répandus dans le monde entier et de veiller à ce que les réserves précieuses que ce peuple possède en éléments primitifs de sa race... arrivent lentement et sûrement à une situation prédominante ».

Sur ce plan, l'Etat raciste aura deux tâches essentielles : du point de vue de la politique intérieure, exterminer les races étrangères (juive, nègre, tzigane, etc.) pour les empêcher de nuire à la santé de la race allemande, en la souillant de leur sang impur ; poser des règles législatives afin de « faire sortir le mariage de l'abaissement où l'a plongé une continuelle « adultération de la race et lui

rendre la sainteté d'une institution destinée à créer des êtres à l'image du Seigneur et non des monstres qui tiennent le milieu entre l'homme et le singe ». Aucune raison d'humanité ne peut être opposée valablement à la réalisation de cet idéal raciste (p. 400).

L'Etat raciste doit surveiller non seulement la qualité, mais aussi l'accroissement du peuple de maîtres (*Herren-volk*). Il doit favoriser la multiplication des familles prolifiques, en leur procurant les moyens de subsistance nécessaires, etc.

L'Etat raciste sera l'Etat idéal de l'âge nouveau.

« Les hommes ne s'attacheront plus alors à améliorer par l'élevage les espèces canine, chevaline ou féline ; ils chercheront à améliorer la race humaine. A cette époque de l'histoire de l'humanité, les uns, ayant reconnu la vérité, sauront faire abnégation en silence, les autres feront le don joyeux d'eux-mêmes ». La tâche éducatrice ne se restreindra pas « à faire entrer dans les cerveaux la science à coup de pompe ; on s'attachera, par un élevage approprié, à obtenir des corps foncièrement sains. La culture des facultés intellectuelles ne viendra qu'en seconde ligne ». Car « un peuple de savants dégénérés physiquement, de volonté faible et professant un lâche pacifisme, ne pourra jamais conquérir le ciel ; il ne sera même pas capable d'assurer son existence sur cette terre » (p. 407).

M. Adolf Hitler professe aussi une méthode merveilleuse pour relever le niveau moral du peuple allemand. Il préconise, en quelque sorte, l'application de la *méthode Coué* dans le domaine politique ; on ne nous croirait pas, si nous ne le citions pas textuellement : « Notre peuple allemand, aujourd'hui brimé, gisant et livré sans défense

aux coups de pied du reste du monde, a justement besoin de cette force, née de l'auto-suggestion que donne la confiance en soi. Mais cette confiance en soi doit être donnée aux enfants de notre peuple par l'éducation, dès leurs premières années. *Tout le système d'éducation doit viser à leur donner la conviction qu'ils sont absolument supérieurs aux autres peuples* » (p. 410).

L'éducation et l'instruction ne doivent s'assigner comme fin que la formation du caractère et le développement du sens de la responsabilité. Ce qui consiste à inculquer aux citoyens *l'instinct de troupeau*.

On connaît plus ou moins les conséquences de la politique raciste en Allemagne, depuis 1933. La matière ne nous intéresse qu'en ce qui concerne ses conséquences extérieures, voyons maintenant de quelle manière l'Etat raciste doit poursuivre sa mission sur le plan international.

IV

L'idée directrice de la politique extérieure raciste est d'une simplicité incomparable. Comme toutes les valeurs morales, religieuses, juridiques et économiques, la politique étrangère n'est que le moyen de parvenir à un but, et ce but consiste, « *exclusivement, à travailler en faveur de notre peuple* » (p. 606). En cette matière comme dans d'autres domaines, il faut écarter « toutes considérations de politique de parti, de religion, d'humanité, bref, toutes les autres considérations, quelles qu'elles soient » (p. 606).

Avant tout, il faut libérer l'Allemagne du joug du Traité de Versailles. Cette lutte pour la liberté allemande

pourra comporter une phase catastrophique, si l'on songe que M. Adolf Hitler n'élimine nullement la solution la plus primitive et certainement la plus onéreuse, le recours aux armes, comme moyen de réaliser son hypothétique « libération » (p. 606).

Il est, dit-il en substance, du devoir de l'Etat raciste de prendre les mesures nécessaires pour préparer le peuple « à l'emploi des armes, dont il aura à se servir pour affranchir définitivement et réunir à nouveau les malheureuses parties de la nation et de l'Etat encore opprimées. Ni les « vœux des opprimés », ni les « protestations humanitaires » ne suffiront à cet effet. Seuls, « les coups victorieux qu'assène le glaive » peuvent remplir cette mission. « Forger ce glaive, telle est la tâche de la politique extérieure du gouvernement ; permettre au forgeron de travailler en toute sécurité et de recruter des compagnons d'armes, telle est celle de la politique étrangère » (p. 606-607).

La fin dernière de la conduite internationale étant ainsi définie, il ne manquera peut-être pas d'intérêt de jeter un coup d'œil sur le plan dressé par *Mein Kampf* pour atteindre, dans un avenir immédiat, les objectifs du national-socialisme. Nous avons vu par quels moyens l'Etat raciste escompte réaliser le relèvement du niveau de la race germanique = nordique = aryenne et, par là même, celui de la civilisation humaine, dans l'ordre interne. Mais là ne s'arrête pas la mission raciste. Le gouvernement doit, en outre, être imprégné de la continuité de vie qui manque précisément aux Etats décriés dans *Mein Kampf*. Pour M. Adolf Hitler, l'ordre social intérieur, la prospérité économique et la sauvegarde de la liberté des citoyens ne constituent pas les points essentiels de

la fonction publique. L'Etat raciste doit tendre à la stabilisation des succès acquis et à l'expansion de la race supérieure. Il ne peut accéder au droit chemin qu'en augmentant le nombre des hommes appartenant à cette race, et, par voie de conséquence, en agrandissant l'espace (*Raum*) d'un Etat déjà surpeuplé pour assurer au peuple la possibilité de vivre une vie digne de sa valeur et de sa grandeur.

Le problème de la disproportion de la population et de « l'espace », vulgarisé en Allemagne par le *slogan* bien connu de *Volk ohne Raum* (Peuple sans espace), est incontestablement la clef de voûte de tous les efforts de l'Etat raciste. C'est de sa solution que dépend, en définitive, le sort et la paix européenne. D'après M. Adolf Hitler, s'il ne possède un territoire suffisant, le peuple allemand ne sera jamais en état de remplir la haute mission pour laquelle « notre Créateur » l'a fait.

Il évalue, en effet, à 900.000, le chiffre de l'excédent annuel des naissances en Allemagne. Si l'on ne parvient pas à prendre les mesures nécessaires pour assurer la vie de ces nouveaux citoyens, en mettant à leur disposition la terre qui leur revient à bon droit, il y aura une famine catastrophique, dont les conséquences sont incalculables. Pour prévenir ce danger M. Adolf Hitler envisage, comme possibles, quatre remèdes dont le troisième seul, d'après lui, présente le caractère d'une véritable panacée.

1° On peut, tout d'abord, limiter par des moyens artificiels l'accroissement de la population et mener une politique démographique à l'image de la doctrine malthusienne. C'est un procédé contre nature, dit M. Hitler. Le peuple qui aura pratiqué cette restriction volontaire verra son nombre diminué dans de larges proportions.

Il sera atteint d'un affaiblissement progressif et irréparable. Dans la vie, où la loi constante est la lutte, cette politique mènera à la privation d'un tel peuple de son droit à l'existence. « *Une race plus forte, écrit M. Adolf Hitler, chassera les races faibles, car la ruée finale vers la vie brisera les entraves ridicules d'une prétendue humanité individualiste, pour faire place à l'humanité selon la nature, qui anéantit les faibles pour donner leur place aux forts* » (p. 134). C'est ravir son avenir au peuple allemand que de lui souhaiter de pareilles restrictions ...

2° On peut procéder à ce qu'on nomme généralement la « colonisation intérieure ». Ce moyen est déclaré, dans *Mein Kampf*, à la fois insuffisant et dangereux. Insuffisant, parce que le rapport du sol a des limites et qu'on ne peut l'exploiter d'une façon toujours plus intense pour satisfaire aux nécessités croissantes et nombreuses des hommes. Dangereux, parce que précisément insuffisant. Car enfin, l'apparition des famines fréquentes, conséquence inéluctable de la multiplication des besoins, fera de la misère l'état habituel du peuple. Mais, ajoute M. Hitler, « la nature ne connaît pas de frontières politiques. Elle place les êtres vivants les uns à côté des autres sur le globe terrestre, et contemple le libre jeu des forces. Le plus fort en courage et en activité, enfant de la prédilection de la nature, obtiendra le noble droit de vivre » (p. 137). Si les nations civilisatrices, dans leur « aveuglement pacifiste » renoncent à de « nouvelles acquisitions territoriales » et « se contentent de *colonisation intérieure* » alors que les nations de moindre valeur sauront s'assurer la possession de territoires de peuplement, cela conduira inévitablement à un désastre pour l'avenir de l'humanité et par là même de la culture ». Car les peuples supérieurs

et pourvus de certains scrupules réduiront leur nombre et s'affaibliront, tandis que les peuples inférieurs, plus brutaux de nature, auront, du fait de la possession de nouveaux territoires et de l'absence de tout préjugé de surpeuplement, leur existence renforcée. « Il adviendra qu'un jour le monde sera aux mains d'une humanité de moins haute culture, mais plus énergique » (p. 137). D'ailleurs, « personne ne peut mettre en doute que l'existence de l'humanité ne donne lieu un jour à des luttes terribles. En fin de compte, l'instinct de conservation triomphera seul, instinct sous lequel fond, comme neige au soleil de mars, cette prétendue humanité qui n'est que l'expression d'un mélange de stupidité, de lâcheté et de pédantisme ».

« L'humanité, conclut M. Hitler, a grandi dans la lutte perpétuelle, la paix éternelle la conduirait au tombeau ».

La colonisation intérieure peut avoir de bons effets sur le rétablissement de l'équilibre social. Mais elle présente le grave inconvénient de réduire à néant toute politique extérieure saine, et par là même, l'avenir du peuple allemand (p. 138). Les deux moyens précités, la restriction volontaire des naissances et la colonisation intérieure, en dehors des périls qu'ils engendreraient pour l'avenir de la civilisation, sont également haïssables au point de vue de la pure conservation nationale, surtout sur le plan politique et militaire. « L'importance territoriale d'un pays est, à elle seule, un facteur essentiel de sécurité extérieure. Plus est grand le territoire dont dispose un peuple, plus est grande aussi sa protection naturelle ; on obtient toujours des décisions militaires plus rapides, et aussi plus faciles, plus efficaces et plus complètes contre les peuples occupant un territoire restreint ;

ce serait le contraire avec des Etats au domaine territorial plus étendu » (p. 139). La grandeur territoriale de l'Etat est un élément du maintien de sa liberté et de son indépendance, « tandis que l'exiguïté territoriale provoque l'invasion ».

3° On peut en troisième lieu, et ici nous touchons la solution qui a obtenu la faveur de M. Adolf Hitler, conquérir des territoires nouveaux, pour y pousser chaque année les millions d'habitants en surnombre.

4° On peut enfin assurer la subsistance du peuple et de la race par une bonne politique coloniale et commerciale, en utilisant les profits matériels qui en résulteraient.

Avant la guerre, un défaut absolu de méthode avait amené les dirigeants allemands à opter pour la seconde solution, ce qui priva l'Allemagne « des bonnes grâces de l'Angleterre » et eut pour aboutissement le désastre de 1914. « On voulait échapper au destin et ce fut en vain. On rêvait du maintien de la paix du monde et on se réveilla devant la guerre mondiale ». « Il fallait, dit M. Hitler, renoncer aux colonies et à la puissance maritime, et épargner toute concurrence à l'industrie britannique » (p. 144). Car l'Angleterre est l'alliée possible et toute désignée de l'Allemagne, dans sa lutte pour la conquête des territoires européens, seule solution satisfaisante du problème démographique allemand. La politique la plus saine eût été, selon M. Hitler, celle de la conquête des territoires, non pas en Afrique ou sur un autre point du globe, mais sur le sol même de l'Europe. Les avantages de cette politique sont si nombreux qu'il paraît surprenant à l'auteur de *Mein Kampf* que l'Etat wilhelmien ne s'en soit pas aperçu.

Une politique de conquête territoriale permet la conservation d'une saine classe paysanne qui fournira à la nation son pain quotidien, dans le cadre d'une économie fermée. Elle assignerait, d'autre part, à l'industrie et au commerce la tâche de contribuer à la sauvegarde de l'indépendance nationale, en les détrônant de la place prééminente qu'ils occupent dans l'ensemble du système économique. Elle réalise surtout la volonté divine. Car il ne saurait être conforme à cette volonté qu'un peuple possède 50 fois plus de territoire qu'un autre. « Si cette terre a réellement assez de place pour la vie de tous, qu'on nous donne donc le sol qui nous est nécessaire pour vivre ». Mais les autres Etats ne voudront pas renoncer aux privilèges que leur assurent certains traités politiques. Alors « intervient le droit de chacun à lutter pour son existence et ce qui est refusé à la douceur, il appartiendra au poing de le conquérir. Si nos ancêtres avaient fait dépendre jadis leurs décisions de l'absurde mentalité pacifiste actuelle, nous ne posséderions pas au total le tiers de notre sol national actuel, et le peuple allemand n'aurait plus à se soucier de son avenir en Europe ». C'est sa grandeur territoriale qui a permis à l'Allemagne de subsister jusqu'à ce jour. La politique allemande doit se cantonner dans cette direction et « s'y consacrer exclusivement » (p. 141). Seul, le combat lui permettra de remplir cette tâche et « c'est d'un œil froid et calme qu'elle doit considérer la course aux armements » (p. 142). Car ce n'est ni « par des invocations solennelles adressées au Tout-Puissant, ni par les espoirs pieux qu'on fonde sur une Société des Nations, mais seulement par la force des armes (p. 624) ... « au prix des combats sanglants ... avec une épée bien affilée » ... (p. 626) qu'on récupère les

territoires perdus et ceux que la nature a destinés à la mainmise de la nation allemande.

La guerre, ainsi prêchée comme le seul remède aux maux dont souffre l'Allemagne, doit être préparée, non seulement en dotant le Reich d'une armée invincible, mais aussi en inculquant au peuple le culte du combat. La « honte de Versailles » doit être transformée en instrument d'éducation et de propagande pour porter « les passions nationales au plus haut degré » (p. 629). Il faut que « la haine commune devienne, chez 60.000.000 d'hommes et de femmes, un torrent de flammes, une fournaise où se serait trempée une volonté d'acier et d'où sortirait le cri :

« NOUS VOULONS DES ARMES »

Cet armement moral doit précéder, accompagner et compléter les armements proprement dits, pour faciliter à l'Allemagne la conquête de « sa place au soleil », la rendre capable de jouer son rôle sur l'échiquier européen. Il faut surtout chercher, parmi les puissances, des alliés possibles et forts qui, liés par la communauté d'intérêts à l'Allemagne, l'aideraient dans sa vaste entreprise. Dans ce but, il est indispensable de faire abstraction des litiges négligeables (comme la question du Tyrol méridional), qui opposeraient ses alliés éventuels au Reich. Car, déclare ironiquement M. Hitler, « si nous ne voulons pas nous allier à l'Angleterre, parce qu'elle nous a volé nos Colonies, ni avec l'Italie, parce qu'elle occupe le Tyrol du Sud, ni avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, parce qu'elles sont la Pologne et la Tchécoslovaquie, il ne nous restera plus d'autre allié possible en Europe que la France, qui, soit dit en passant, nous a *volé* l'Alsace et la Lorraine ».

L'Allemagne, selon *Mein Kampf*, ne peut avoir d'autre allié que l'Angleterre, d'une part, et l'Italie de l'autre ¹.

De ce qui précède, nous pouvons déjà esquisser un point capital pour l'avenir du droit des gens, point qui n'a pas encore été contredit par le comportement du gouvernement allemand depuis son avènement au pouvoir :

1° « C'est dans la force seule que réside le droit » (p. 651).

2° Le racisme n'a pas à se faire défenseur des autres peuples. Il n'a qu'à servir le peuple allemand. Il ne peut exister de « niaise sentimentalité raciste », comme il existe une sentimentalité humanitaire. « En particulier, dit M. Hitler, nous ne sommes pas les gendarmes des *pauvres petits peuples*, mais les soldats de notre propre peuple » (p. 652).

3° « L'Allemagne sera une puissance mondiale ou elle ne sera pas ». Pour parvenir à cette fin, elle ne saurait renoncer à la conquête territoriale. Celle-ci assurera la sécurité du meilleur des peuples et, par conséquent, la sauvegarde de la plus haute des civilisations.

Dans le « testament politique » qu'il laisse généreusement à la Nation allemande, M. Adolf Hitler lui indique la voie du salut : « *Ne permettez jamais que se forment en Europe deux puissances continentales. Dans toute tentative d'organiser aux frontières de l'Allemagne, une deuxième puissance militaire — ne fût-ce que sous la forme d'un Etat susceptible d'acquérir une telle puissance — voyez une attaque contre l'Allemagne. Considérez que c'est non seule-*

1. Le cadre de cet ouvrage ne nous autorise pas à examiner de plus près les raisons invoquées par M. Hitler pour justifier sa politique d'alliance et d'ostracisme. Nous renvoyons aux ouvrages de MM. Lichtenberger, Max Beer, Edmond Vermeil, André Chevrillon, etc... Cf. *Infra*, Bibliographie.

ment notre droit, mais notre devoir, d'empêcher, par tous les moyens et au besoin par les armes, la constitution d'un tel Etat. S'il existe déjà, détruisez-le. Veillez que la source de la puissance de notre pays ne soit pas dans les Colonies, mais en Europe, dans le sol de la patrie. Ne tenez jamais le Reich comme garanti tant qu'il n'aura pu donner pour des siècles à chaque rejeton de notre peuple sa parcelle du sol. N'oubliez jamais que le droit le plus sacré en ce monde, est le droit à la terre que l'on veut cultiver soi-même, et que le plus saint des sacrifices est celui du sang versé pour elle » (p. 662).

* * *

Voilà le plan d'action extérieure de l'Etat raciste. Les événements politiques sont là, depuis 1933, pour témoigner non seulement de la sincérité des vœux exprimés dans *Mein Kampf*, mais aussi de l'admirable minutie qu'on apporte à l'application et à la réalisation de ces vœux. A la première page de *Mein Kampf*, M. Hitler prophétise le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Le 12 mars 1938, l'armée allemande prononçait l'oraison funèbre de la République de 1919. A lui seul, cet exemple prouve que *Mein Kampf* ne doit pas être considéré comme l'expression d'une exaltation partisane, conduisant à des considérations utopiques et inactuelles, mais un avertissement franc et loyal à tous ceux que l'avenir de la paix pourrait rendre méditatifs.

SECTION II

LA RACE, LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET LA PAIX
D'APRÈS LES DISCOURS DE M. ADOLF HITLER

Le 31 janvier 1933, M. Adolf Hitler accédait au pouvoir. On s'attendait, à l'étranger — non sans raison — d'une part, à la précision de la profession de foi peu pacifique à laquelle l'auteur de *Mein Kampf* avait adhéré sans réserve ; et d'autre part, à la mise en application des principes qu'il avait lui-même consacrés immuables dans son ouvrage. Sur le second point, la poursuite d'un plan méthodique par le gouvernement du Reich a montré que les appréhensions étrangères ne manquaient point de vérité. Sur le premier point, en revanche, rien n'est venu justifier leur attente. Nous nous garderons de nous appesantir ici sur les faits qui se sont déroulés, depuis l'an I de l'ère raciste, sur le plan international. Pour être complet, mentionnons-les cependant.

Au mois de mai 1933, le Chancelier du Reich, Führer de la nation allemande, exprimait son intention de ne plus collaborer à l'œuvre de l'Institution de Genève. Le 14 octobre, l'Allemagne donnait son préavis du retrait de la Société des Nations et de la défunte conférence du désarmement. Le 21 octobre 1935, aucun lien juridique ne la rattachait plus à cette institution. Cette rupture s'est étendue méthodiquement, au cours des années qui suivirent, à toutes les formes de coopération qui subsistaient encore entre l'Allemagne et la Société des Nations. Ainsi, dès le moins de juin 1935, l'Allemagne cessait également de participer aux débats et aux résolutions de l'organisation internationale du Travail. Le plébiciste de

la Sarre et le rattachement de cette région à l'Allemagne n'exercèrent aucune influence sur la doctrine du gouvernement national-socialiste. Au contraire, sur le plan extérieur, comme dans le domaine interne, le succès remporté, grâce à la loyauté et à l'esprit de compréhension des Puissances, membres de la Société des Nations, fit l'effet d'un fâcheux stimulant à la continuation de la fameuse politique « dynamique ». Déjà une note remontant au 17 avril 1934, émanant du gouvernement allemand, avait entravé la réalisation d'un accord général sur la question des armements. Le 16 mars 1935, les clauses militaires du Traité de Versailles furent unilatéralement dénoncées. Une loi allemande du même jour instituait le service militaire obligatoire. Un an plus tard, ce n'était plus le Pacte de la Société des Nations et le malheureux Traité de Versailles qu'on répudiait. Le 7 mars 1936, la *Wehrmacht* faisait son entrée triomphale dans la zone démilitarisée, dont les garnisons étaient vides en vertu du Traité de Versailles et du Pacte de Locarno.

Au mois de novembre 1936¹, ce fut le tour des clauses fluviales de l'instrument de paix qui, suivant la thèse allemande, portaient atteinte à la souveraineté du Reich. Pour cette partie du Traité, comme pour le reste, on agit à la manière nationale-socialiste. Il serait inutile d'insister sur d'autres faits, tels que l'abrogation du régime des chemins de fer et de la Banque d'Empire et le retrait moral irrévocable de la signature allemande, apposée au bas du Traité de Versailles. Ces faits, d'une importance peut-être primordiale, se sont accomplis, non plus enve-

1. Sur tous ces points, voir un article de M. Michel Pobers, « L'Allemagne et Genève », *La Tribune des Nations*, N° du 28 octobre 1937, numéro d'ordre 136.

loppés de certaines réserves, mais au grand jour. Aujourd'hui peu d'hommes les ignorent.

En fait, le 31 janvier 1937, M. Hitler proclamait lui-même, devant le Reichstag réuni à cet effet dans l'enceinte de l'Opéra Kroll, que les coups de théâtre extérieurs avaient pris fin et que l'ère de la « *politique de surprises* » (*Ueberraschungspolitik*) était définitivement close. Depuis cette époque, le mépris allemand pour le stabilisme a posé le problème des revendications coloniales, en attendant celles qui concernent le statut de Dantzig, l'autonomie de Memel, l'autonomie culturelle des Allemands des Sudètes, le droit de libre disposition de la nation autrichienne à l'Anschluss, etc. Le rattachement de l'Autriche étant maintenant réalisé, il faut croire que les « surprises » n'ont pas encore pris fin, et que de nouvelles mesures sont en préparation, afin de libérer « l'honneur allemand » et d'établir, une fois pour toutes, la paix germanique.

Parallèlement à cette politique que la science juridique allemande qualifie de « pacifique »¹, dans ses nombreux discours, le célèbre théoricien de *Mein Kampf* a développé une nouvelle doctrine qui, pour le moins, est incompatible avec celle qui a présidé pendant 14 ans au combat national-socialiste.

Sur les principes, certes, aucune transaction n'est à déceler. La race continue, comme par le passé, de jouir d'une puissance d'attraction inégalable sur l'esprit du III^e Reich. Mais l'expérience du pouvoir et surtout les contingences de la politique étrangère conduisirent le postulat raciste à de nouvelles conclusions².

1. Voir Heinrich Rogge, *Hitlers Friedenspolitik, und Völkerrecht*, 1936.

2. Voir Henri Lichtenberger, *op. cit.*, p. 95. — Cf. Theodor Heuss, *op. cit.*, p. 96. — *Völkischer Beobachter*, N° du 26 octobre 1930.

La contradiction, dit un homme d'Etat français, est l'apanage du politicien. Voire ... Il suffirait de jeter un coup d'œil sur les pages enflammées de *Mein Kampf* et de les comparer avec les mots nourris de pondération et de réserve, prononcés depuis 1933, pour remarquer le changement théorique d'orientation qu'a pris le national-socialisme.

Quoiqu'il en soit, les conceptions primitives de *Mein Kampf* continuent d'exercer l'influence éducative qui leur incombe sur la jeunesse et sur le peuple allemands, tandis que les ondes radiophoniques et les traductions en 18 langues étrangères des discours officiels ne font connaître de l'Allemagne nationale-socialiste que la volonté de paix, le désir d'entente et de collaboration, la résolution ferme de faire honneur à l'engagement souscrit et le respect de l'égalité des autres peuples.

Cela nous contraint à déduire que toutes les idéologies et théories de l'après-guerre ne sont que des « façades » et que, suivant les circonstances, leur souplesse les adapte à n'importe quelle hypothèse.

Nous avons examiné les traits caractéristiques de la doctrine de *Mein Kampf*; abordons maintenant ceux de la doctrine des discours¹.

La nouvelle doctrine nationale-socialiste des rapports internationaux est indubitablement le plus grand hommage qu'en ait jamais rendu aux concepts de paix, de

1. Sur les discours cf. *Die Reden Hitlers für Gleichberechtigung und Frieden*, Eher Verlag, München, 1934. — *Die Reden Hitlers als Kanzler*, 1934. — *Die Reden Hitlers am Reichsparteitag*, 1933. — *La jeune Allemagne veut le travail et la paix*, Introduction du Dr. Goebbels, *Liebhett und Thiessen*, Berlin. — « *L'Allemagne proclame sa volonté de paix* », discours adressé au peuple allemand le 14 octobre 1933; Discours du 30 janvier 1934. — *Pour la liberté allemande*, 1935; discours du 21 mai 1935 dans Lichtenberger, *op. cit.*, et dans Hitler, *Principes d'action*, 1936.

justice et de droit. Considérée isolément, indépendamment du jeu que ses constructeurs mènent sur l'échiquier international, elle contient une essence de vérité. Elle a été d'ailleurs la ligne de conduite de tous les Etats conscients de leur responsabilité envers leurs nations respectives, sinon envers cette immense personne morale qu'est l'humanité.

Le 1^{er} février 1933, dans une proclamation adressée au peuple allemand, M. Adolf Hitler ébauche cette nouvelle conception de la politique extérieure. En quelques mots, il exprime notamment le fondement de son nouveau point de vue et laisse pressentir que les actes de son gouvernement ne seront pas guidés par l'idée de la « guerre de libération », affirmée nécessaire et inévitable autrefois, mais par la volonté de paix et la reconnaissance de la solidarité des nations. Sans modifier son programme initial, le mouvement national-socialiste s'efforce ainsi d'utiliser une nouvelle méthode qui présente, par rapport à celle employée pendant la période de l'agitation, la grande supériorité de mettre un frein aux inquiétudes ressenties à l'étranger.

En partant de la profonde conviction « qu'en 1914, le peuple allemand était entré en guerre, en se sentant innocent et exempt de toute culpabilité », il considère que le sort funeste qui poursuit l'Allemagne depuis 1918 a pour cause sa décadence intérieure. Le Traité de Versailles a fait disparaître l'équilibre historiquement établi des forces respectives des peuples, « équilibre qui contribuait naguère, dans une grande mesure, à faire comprendre la nécessité d'une solidarité intime entre les nations, avec toutes les heureuses conséquences économiques qui en résultent. » Du point de vue politique, il

a institué « les notions absurdes de vainqueur et vaincu » qui détruisent la confiance réciproque entre les nations, transgressant ainsi le principe sacré de l'égalité juridique des nations. Du point de vue économique, il a conduit à la division des Etats en deux camps : ceux qui jouissent de la béatitude de la possession, *beati possidentes*, et ceux qui sont condamnés à de grandes et fâcheuses privations. L'effroyable progression du chômage en Allemagne est l'exemple typique de cet état de choses.

Le jeune Etat national-socialiste se fixe comme programme d'y parer, non point en songeant à des conquêtes territoriales, mais en prenant des mesures foncièrement nationales, telles que le « service obligatoire du travail », et surtout « la colonisation intérieure »¹.

Sur le plan de la politique internationale, la tâche du « gouvernement du redressement national » sera de reconquérir la liberté du peuple allemand, en faisant de l'Allemagne un Etat égal en droits, digne d'être réintégré dans la communauté des puissances. La reconnaissance de cette égalité de droits (*Gleichberechtigung*) contribuera à la sauvegarde de la paix, « dont le monde a plus besoin que jamais »².

Dans la même proclamation, le nouveau chancelier manifeste l'espoir de voir un jour se réaliser une limitation générale des armements, qui rende inutile une augmentation des armements allemands, source de dépenses élevées pour l'économie du Reich.

Dans son discours du 21 mars 1933, prononcé devant le premier Reichstag national-socialiste, à l'Eglise de la

1. Cf. *La jeune Allemagne veut le travail et la paix*, Introduction du Dr. Joseph Goebbels, *Liebe und Thesen*, Berlin S.W. 19, p. 8.

2. Henri Lichtenberger, *L'Allemagne nouvelle*, p. 97 et suiv.

garnison de Potsdam, une nouvelle affirmation vient nous éclairer sur la portée de la thèse allemande en ce qui concerne le problème brûlant appelé Outre-Rhin : « le mensonge de la culpabilité de la guerre » (*Kriegsschuld-lüge*). « En effet, proclame le chancelier du Reich, ni l'Empereur Guillaume II, ni le peuple allemand n'ont voulu » la guerre mondiale. C'est simplement la décomposition intérieure qui a contraint une « faible génération » à reconnaître, « malgré sa conviction la plus profonde et la plus respectable », la culpabilité de l'Allemagne dans la guerre de 1914.

Le déclin du peuple allemand, consécutif au traité de paix, n'a rien apporté « en bonheur et en richesse » aux Etats vainqueurs. C'est d'ailleurs « la folie des réparations » qui, basée sur la disqualification de l'Allemagne du rang de puissance souveraine, a engendré la crise mondiale.

L'expérience du passé doit diriger la politique extérieure de l'Allemagne. Le III^e Reich se montre ainsi partisan « sincère d'une paix destinée à guérir enfin les blessures dont tous saignent encore ».

Jusqu'au 17 mai 1933, la seconde conception hitlérienne des relations internationales restait encore à l'état d'embryon. Son principe consistait en un simple vœu. Aucune précision n'en déterminait la teneur et les limites. C'est le discours du 17 mai 1933¹ qui, en repoussant catégoriquement l'ancienne théorie de *Mein Kampf* laisse supposer que M. Adolf Hitler étaye une justification juridique de son programme extérieur par la connexité de la révision du Traité de Versailles à la règle traditionnelle de la *Gleichberechtigung*.

1. Voir le texte de ce discours dans *La jeune Allemagne veut le travail* etc... p. 61. — *Reden Hit. als Kanzler*, p. 50 et suiv.

Voici comment M. Adolf Hitler désavoue, d'une façon fort indirecte d'ailleurs, sa théorie primitive : « Si ... j'exprime, au nom du gouvernement allemand, le désir qu'il éprouve de soustraire le traitement de ces problèmes (pacification politique et salut économique des peuples) à l'empire de toute passion, la moindre raison n'en est point dans cette constatation qui s'impose à tous, à savoir que la crise de l'époque actuelle a elle-même ses racines les plus profondes exclusivement dans ces *passions* qui, après la guerre, ont obscurci la *raison* et la sagesse des peuples ». La source de toutes les difficultés des Etats modernes se trouve cependant dans les déficiences du traité de paix. Sa révision n'est pas seulement nécessaire, en raison de considérations politiques et économiques. Elle est fondée juridiquement sur le texte même du traité.

1° *Politiquement* :

L'histoire démontre que la conception purement étatique, qui néglige l'importance des particularités ethniques de chaque peuple, a été l'origine de nombreux conflits internationaux. Le développement du principe des nationalités, au cours du *xix^e* siècle, devait confirmer aux artisans de la paix de Versailles, qu'un ordre nouveau ne peut régner, entre les Etats européens, que si l'on s'efforce de faire correspondre les frontières politiques et artificielles aux frontières ethniques, naturelles et invariables. Que de déséquilibres auraient été épargnés au monde si un remaniement territorial de l'Europe, sur la base de cette idée ethnique, autrement dit raciste, avait été réalisé ! La Conférence de la paix a manqué à cette tâche, qui eût glorifié son nom dans les temps à venir, si elle avait été sincèrement remplie. Tous les

litiges internationaux de l'Europe auraient trouvé par là une solution définitive et l'atmosphère de la vie des Etats aurait été plus respirable.

2° Economiquement.

Car l'Europe actuelle vit, depuis la guerre, en état constant de fièvre. Une partie du continent manque de matières premières. Le sol y est pauvre. Le surpeuplement aggrave d'année en année cette situation. Or, « les possibilités insuffisantes d'existence ont été (de tout temps) une source de conflits entre les peuples ». La misère économique d'un pays nuit à la prospérité universelle. Le paiement des réparations provoqua cette misère chez les peuples vaincus, et voilà pourquoi rien n'entrava l'extension de la crise. La paix de Versailles a détruit, d'autre part, l'équilibre normal de l'économie des pays créanciers, anciens vainqueurs. Une politique financière sans scrupule du haut capitalisme international vint ensuite porter le malaise économique à son paroxysme. La rationalisation outrancière de l'industrie et l'intensification de la production s'ajoutèrent aux raisons précédentes. De sorte qu'une crise gigantesque ne pouvait être que l'aboutissement normal de ce processus. La révision du Traité de Versailles, en supprimant les inégalités intolérables infligées au peuple allemand, contribuera à la restauration de la prospérité universelle.

3° Juridiquement.

Car enfin, à la base de « l'ukase » de Versailles, on trouve la flétrissure de la responsabilité. Pour M. Hitler, et nous l'avons vu précédemment, il s'agit là d'une thèse inadmissible. « A l'avenir, la responsabilité sera donc toujours du côté du vaincu, étant donné que le vain-

queur a toujours la possibilité de faire cette constatation », ce qui transforme « la proportion respective des forces, telle qu'elle existait à la fin de cette guerre, en une « norme juridique » constante.

A en croire le chancelier du Reich, cette discrimination de l'Allemagne comme nation inférieure empêcha l'instrument de Versailles d'être un « véritable traité de paix ». Il ne put qu'augmenter le péril « des menaces et des exigences », d'un côté, et de « sanctions perpétuelles et d'inquiétudes », de l'autre.

« Les traités conclus en vue d'apaiser la vie internationale n'ont de sens intrinsèque que s'ils se basent sur une égalité réelle et sincère des droits de tous ».

De la solution « raisonnable et définitive » de ces problèmes dépend la paix du monde. *« Aucune nouvelle guerre en Europe ne pourrait créer quelque chose de meilleur pour remplacer la situation insatisfaisante actuelle. Au contraire. Ni au point de vue politique, ni au point de vue économique, l'emploi d'une violence quelconque ne saurait créer en Europe une situation plus favorable que la situation présente. Même un succès décisif d'une nouvelle solution européenne de violence ne pourrait avoir pour résultat final que d'aggraver encore la perturbation de l'équilibre européen et de jeter, d'une manière ou d'une autre, le germe de nouveaux antagonismes et de nouvelles complications pour l'avenir... De nouvelles guerres, de nouvelles incertitudes et une nouvelle détresse économique en seraient la conséquence. Or, le déchaînement d'un délire pareil devrait aboutir à l'écroulement de l'ordre social et politique actuel ».* Le monde sombrerait dans un chaos indéfini, d'une durée illimitée.

On pourrait objecter à cette nouvelle conception le

caractère redoutable et inquiétant de la religion des races, qui se trouve à son origine. Sur ce point encore, la doctrine nouvelle introduit la rectification nécessaire : « *Par le fait même, dit le chancelier, que nous tenons à notre race par les liens d'un amour et d'une fidélité sans bornes, nous respectons aussi les droits nationaux des autres peuples, en vertu de cette même mentalité, et nous souhaitons, du fond du cœur, vivre avec eux en toute paix et amitié* ».

Il repousse le procédé absurde et détestable de la germanisation. Car, dit-il, « les Français, les Polonais, les Belges, etc., sont nos voisins et nous savons qu'aucun événement historique ne pourrait modifier cet état de choses ». Quelles que soient les critiques qu'on puisse adresser au Traité de Versailles, « aucun gouvernement allemand ne prendra l'initiative de rompre une convention qui ne peut être éliminée sans être remplacée par quelque chose de meilleur ».

La révision du Traité se justifie également, du point de vue du droit positif. Non seulement les vainqueurs, mais aussi les vaincus, peuvent réclamer l'exécution des accords internationaux. Cette revendication est, en outre, une exigence de la *Morale* et de la *Raison*. C'est la lettre même du traité dont la « réalisation a été indissolublement liée à la revendication du désarmement allemand, devant servir de point de départ au désarmement mondial ».

L'Allemagne a, en effet, rendu ses armes, « la Rhénanie a été démilitarisée, les forteresses allemandes rasées, nos vaisseaux ont été livrés, nos avions détruits, notre système militaire abandonné, l'instruction de ses réserves a été empêchée, oui, même les armes absolument nécessaires à notre défense nous ont été et nous restent refusées ! »

On a reproché au Reich d'avoir violé clandestinement les articles de la partie V du Traité. Il n'en est rien. Par son respect traditionnel des engagements consentis, l'Allemagne a poussé l'exécution des clauses du Traité de Versailles jusqu'au suicide. C'est une infamie de croire que les formations paramilitaires du parti national-socialiste, se livrant aux exercices physiques, véritables régénérateurs de l'âme du peuple, aient jamais pu constituer une violation du traité de paix. Ces accusations « détruisent dans le monde la confiance au droit et à la justice ». Ce n'est point son propre réarmement que l'Allemagne réclame, mais le désarmement des autres Etats. D'après M. Hitler, le désarmement allemand étant déjà un fait accompli, « le gouvernement national-socialiste ne saurait avoir d'autre tâche que d'assurer la paix du monde ». Le Reich n'a point d'armes pour attaquer ses voisins. Au contraire, le seul pays dont l'existence puisse être mise en danger à tout instant est l'Allemagne ». Elle ne dispose ni d'artillerie lourde, ni de tanks, ni d'avions de bombardement, ni de gaz asphyxiants » ! Elle est, en outre, prête en tout temps, « à renoncer aux armes offensives si le monde entier fait de même ». Elle est prête à se joindre à tout acte solennel de non-agression, car elle ne songe nullement à une attaque, mais exclusivement à sa sécurité ». Elle voudrait guérir les blessures faites par la guerre et les traités qui l'ont suivie. Le gouvernement national-socialiste « désire liquider pacifiquement avec les autres nations, toutes les questions difficiles. Il sait que tout acte militaire en Europe, même dans le cas d'un succès complet, ne pourrait aboutir à un avantage qui fût proportionnel aux sacrifices qu'il entraînerait ».

La guerre est néfaste, au point de vue matériel.

Aucune acquisition territoriale ne peut compenser le sang qu'elle fait verser.

La guerre est condamnée également au point de vue du *Droit* et de la *Morale*.

La violence doit être bannie des rapports entre Etats.

Toute tentative de violence sera repoussée par le Reich national-socialiste qui considère, comme son « devoir primordial et suprême, d'éviter » les catastrophes engendrées par la guerre.

Par contre, une entente internationale, sur la base de la *Gleichberechtigung*, mettra fin à « la période d'erreurs humaines » qui caractérise le temps présent.

Les points fondamentaux de ce discours se trouvent dans toutes les manifestations oratoires de M. Hitler qui eurent lieu ultérieurement. Celles-ci ne s'adressaient plus à la nation allemande. Le monde entier était appelé à prendre acte des engagements pacifiques du gouvernement national-socialiste.

Le 14 octobre 1933, en proclamant son intention de cesser toute collaboration avec la Société des Nations, il déclarait notamment que : « *la guerre ne peut être un état permanent de l'humanité* ». A cette assertion s'attache une valeur particulière si l'on se rappelle que dans *Mein Kampf* l'humanité est un « mythe pacifiste » imaginé par les idéologues de la démocratie libérale, et la guerre considérée comme utile et nécessaire à la fois.

De la nouvelle doctrine hitlérienne il faut retenir que, lorsque « le droit cède à la violence, un état d'insécurité permanente paralyse le cours des fonctions normales de la vie internationale »¹. Pour les peuples, il ne saurait y

1. V. discours du 14 octobre 1933, édité par les Editions Liebhait und Thiesen, Berlin, p. 4-14.

avoir qu'un idéal : concourir dans la noble émulation qui a donné à « *toute l'humanité* ces biens inestimables de la civilisation, de la culture et de l'art qui enrichissent et ennoblissent aujourd'hui la face du monde ». La Société des Nations n'est pas une institution qui ait favorisé la réalisation de cet idéal. Le Traité de Versailles, dont le pacte de la Société forme le préambule, comporte un vice congénital, par la diffamation d'une nation aussi soucieuse que l'Allemagne de son honneur. Ce n'est pas en éternisant la flétrissure de la culpabilité et, par conséquent, de la méconnaissance de l'égalité de l'Allemagne, que l'organisme de Genève peut travailler à l'établissement de la paix universelle. Aussi, le Reich se retire de la Société des Nations, non point pour faire cavalier seul et témoigner sa répulsion à l'égard de tout accord général, susceptible de contribuer à la bonne entente internationale, mais bien au contraire pour fonder avec la coopération de toutes les nations compréhensives des nécessités de l'heure une « *véritable communauté internationale* ».

Au lendemain de la promulgation de la loi du 16 mars 1935, visant l'institution du service militaire obligatoire, les Etats membres du Conseil de la Société des Nations ont condamné en une résolution qu'on pourrait qualifier de platonique, cette violation des traités. Ils ont, en outre, affirmé leur solidarité unanime, en vue d'une action future, si de nouvelles transgressions venaient à se produire. En rejetant la thèse allemande, d'après laquelle ce sont les puissances ex alliés qui, en ne limitant point le niveau de leurs armements, ont créé une menace d'insécurité permanente à l'endroit de l'Allemagne, les membres du Conseil ont fait appel à la notion

élémentaire qu'aucun Etat n'est admis à se faire justice soi-même et que si cette justice unilatérale continuait à guider l'orientation de l'Allemagne dans ses rapports extérieurs, ils se verraient dans l'obligation de lui appliquer les mesures prévues par le pacte de la Société des Nations. De son côté, le chancelier du Reich tint à affirmer, une fois de plus, ses desseins pacifiques et à justifier la conduite de son gouvernement qui avait provoqué de graves inquiétudes parmi les nations voisines. Le grand discours qu'il prononça devant le Reichstag le 21 mai 1935, est sans doute plus important que ceux dont nous connaissons déjà les grandes lignes. Il constitue, à coup sûr, un monument d'éloquence et un riche aperçu de tous les problèmes dont dépendent la paix et le droit des gens. Pour les auteurs allemands, le discours du 21 mai 1935 représente une sorte de doctrine de Monroe hitlérienne ¹.

Malheureusement, aucun changement ne se produisit, à la suite de ce discours, dans l'atmosphère internationale qui continua comme par le passé à être dominée par une méfiance grandissante. Cette « *incompréhension de l'étranger* », pour employer le propre terme de M. Hitler, ne s'explique que par les armements intensifs auxquels l'Allemagne n'avait jamais renoncé depuis la conclusion du Traité de Versailles ² et qui, précisément, venaient de se révéler au grand jour, le 16 mars.

Les événements ont montré depuis lors que cet effort de réarmement de la part d'une puissance telle que le Reich, imbue de l'idéologie « chtonienne », suffisait pleine-

1. Heinrich Rogge, *Hitlers Friedenspolitik und Völkerrecht*, p. 5.

2. Sur les violations des clauses militaires du Traité de Versailles, cf. Henry de Jouvenel, une conférence à la Dotation Carnegie : « *Le désarmement et l'opinion internationale* », Publications de la conciliation internationale, *Bulletin* N° 6, 1932, p. 389 et suiv. — Voir aussi une conférence du Général Nollet, *id. Bulletin*, N°s 7-8, 1932, p. 95 et suiv.

ment pour rendre légitimes les craintes qui conduisirent par la suite à une course aux armements sans précédent et dont personne encore ne peut calculer les conséquences et le terme.

Quoiqu'il en soit, le discours du 21 mai marque les contours exacts de la nouvelle doctrine du national-socialisme. Presque point par point, les différentes suggestions de *Mein Kampf* y sont répudiées, sauf naturellement le problème essentiel des revendications politiques qui reste intact.

Il semble superflu d'analyser ici ce discours. Nous en connaissons déjà, par ce qui précède, les éléments fondamentaux. Mais la place éminente que les internationalistes allemands attachent à ce discours nous oblige à en tracer un tableau sommaire.

En fondant sa nouvelle politique sur la conception hitlérienne du peuple et de l'Etat, le chancelier proclame tout d'abord sa renonciation solennelle à toute visée impérialiste. Car, dit-il, « l'incorporation perpétrée par la force d'un peuple dans un autre peuple, qui lui est essentiellement étranger, non seulement n'est pas un but politique digne d'être poursuivi, mais elle a finalement pour résultat de compromettre l'unité intérieure et ainsi, à la longue, la force du peuple conquérant ». C'est pourquoi sa doctrine « a pour dogme de rejeter l'idée de toute assimilation nationale ». Le patriotisme cocardier des bourgeois est étranger à l'Allemagne nouvelle. Celle-ci pratiquera une politique qui aura pour but de conserver aux minorités étrangères « leurs particularités ethniques, leur langue ou leur culture. Il est d'ailleurs étonnant que dans l'Europe actuelle le principe des nationalités, règle fondamentale du droit des gens, n'ait pas été respecté par les traités de 1919.

« Notre doctrine ethnique considère donc toute guerre visant à subjuguier un peuple étranger comme un acte qui, tôt ou tard, doit modifier la structure interne du vainqueur lui-même, l'affaiblir et finalement en faire un vaincu ». Une guerre nouvelle pourrait affaiblir passagèrement l'ennemi de l'Etat national moderne et avoir pour conséquence de légères modifications des frontières ethniques. Mais celles-ci seraient d'une valeur si disproportionnée aux sacrifices consentis qu'elles ne méritent pas d'être souhaitées. « La guerre a pour effet de consumer la fleur même de l'élite ; or, il n'y a plus en Europe d'espace vide. Toute victoire, sans remédier en quoi que ce soit aux maux profonds dont souffre l'Europe, ne pourra tout au plus aboutir qu'à augmenter numériquement la population d'un Etat. Mais si les peuples attachent vraiment tant d'importance à cet accroissement, ils peuvent y parvenir sans qu'il leur en coûte de larmes et par un procédé plus simple et plus naturel. Une saine politique sociale peut, en développant dans un peuple le sens de la natalité, ajouter en peu d'années à l'effectif de la population nationale plus d'enfants issus de son propre sang qu'une guerre ne pourrait, par voie de conquête et de sujétion finale, lui adjoindre de nouveaux éléments étrangers ». D'ailleurs le sang versé depuis 300 ans, sur le continent européen, n'a donné qu'un résultat ethnique dérisoire. « La France est en définitive restée la France, la Pologne est restée la Pologne, etc. Les modifications de souveraineté territoriale, apparemment profondes, que l'égoïsme dynastique, la passion politique et l'aveuglement patriotique ont réalisé au prix de flots de sang, n'ont jamais eu pour effet, au point de vue national, que d'érafler l'épiderme des peuples, sans pouvoir en transformer le caractère fondamental ».

Pour remplir la tâche sacrée que « Dieu et le Peuple » lui ont confiée, le gouvernement national n'aspire qu'à la paix. « Si on objecte que ce désir est seulement celui des dirigeants, je répondrai : il suffit que les chefs et les gouvernants veuillent la paix ; car les peuples eux-mêmes n'ont encore jamais souhaité la guerre ».

La doctrine nationale-socialiste sert donc la paix par le fait même qu'elle rejette les prémisses de la guerre.

Ce n'est là, sans doute, qu'une simple affirmation. Il importe de voir comment M. Adolf Hitler parvient à étayer cette théorie de la paix, comme il avait, dix ans auparavant, tenté d'échafauder sa théorie de la guerre.

Depuis 1919, dit-il, sous l'influence de l'idéologie wilsonienne, le monde est animé d'une nouvelle doctrine qui, au premier abord, paraît contenir une essence de vérité et une valeur positive. Il n'y a là, hélas ! qu'un effet de « l'inflation d'idées qui ne peuvent que difficilement résister à l'examen de la raison ». Cette doctrine n'est, en réalité, qu'une « manie », se manifestant sous formes de « collaboration collective, de sécurité collective, d'obligations collectives, etc. ». Pendant 17 ans, le développement de ces idées ambiguës et susceptibles de multiples interprétations contradictoires n'a fait que nuire à la parfaite entente des peuples et, sur ce point, comme sur tant d'autres, le remède n'a pu qu'aggraver le mal. Quelle est en effet la signification exacte de la sécurité collective et de la coopération internationale ? En réalité, les vainqueurs de la guerre mondiale se sont réservés l'exclusivité de définir, en dernier ressort, ce qu'est la collaboration internationale et ce que sera la sécurité collective. L'Allemagne a déposé les armes parce que, confiante dans les 14 points du Président Wilson, elle avait la certitude

qu'une ère de l'humanité prenait fin avec la plus terrible et la plus sanglante des guerres. La paix était, en effet, conçue par le président américain, non pas comme une « paix unilatérale », mais une paix d'égalité, de réconciliation, de désarmement et de sécurité pour toutes les nations. Or, le désarmement allemand à peine accompli, les Etats réunis à Versailles ne firent que porter le coup le plus irréparable à la collaboration collective. Un traité injuste et diffamatoire, ajoute M. Hitler, fut *dicté* à l'Allemagne. On fit bon marché du principe d'égalité. Les peuples furent classifiés en vainqueurs et en vaincus, les uns nantis de tous les droits et les autres chargés de tous les devoirs. Au lieu de conciliation, on imprima à l'Allemagne la flétrissure de la punition. Sans désarmer, les nations de premier rang ne firent qu'augmenter leur potentiel de guerre et perfectionner la qualité de leurs armements. « La collaboration collective a été ainsi violée précisément par ceux-là mêmes qui s'en font, aujourd'hui, les plus brillants avocats ». Cette rupture unilatérale des promesses du Président Wilson est en même temps la violation flagrante des stipulations du Traité de Versailles. A la Conférence pour la limitation des armements par exemple, chaque fois qu'on se trouva en présence d'un plan constructif pouvant aboutir, les Etats ex-vainqueurs, désirant maintenir leur hégémonie, s'y opposèrent fermement. Ce fut le cas du projet anglais du printemps 1934, déclaré inacceptable par la France, et de nombreux plans de paix élaborés par le gouvernement national-socialiste, depuis son avènement au pouvoir. A cet état de choses, M. Hitler trouve un argument simpliste qui contraste avec son sens politique bien connu.

« Il n'y a, dit M. Hitler, qu'une alternative : ou bien les armements représentent une menace pour la paix, alors ils la représentent chez tous les Etats ; ou bien ils ne sont pas une menace de guerre, et alors ils ne sont menaçants chez aucun d'eux. Il est inadmissible qu'un groupe d'Etats présente ses armements comme un pacifique rameau d'olivier et ceux des autres comme la fourche du diable. Un char d'assaut est un char d'assaut, et une bombe, une bombe ». L'amour de la paix est plus grand chez les Allemands que chez les autres peuples et aucun Etat n'a souffert des horreurs de la guerre autant que l'Allemagne. Pour pacifier le monde, il faut donc reconnaître son droit à l'égalité dans tous les domaines. Voilà comment cette revendication est à la fois le point de départ et la conclusion de la nouvelle théorie de la paix.

Pour M. Hitler, l'échec de la coopération internationale est certain. Les conférences qui ont eu lieu dans ce but n'ont pu finalement que constater leur incapacité à résoudre les difficultés existantes. Au lieu d'établir un programme précis et constructif, les Etats qui prétendent « sauver la paix » par les conférences internationales élaborent un projet, le notifient après coup à d'autres Etats et le présentent comme un « *ukase* », « un tout indivisible ». Dans les projets de ce genre, il se pourrait qu'il y eût des idées acceptables et des solutions condamnables. Les bonnes marchandises se mêlent aux mauvaises. Cette procédure est entachée d'un défaut originel qui rend toute négociation inutile, sinon dangereuse. Car c'est l'existence même des peuples que certaines solutions malheureuses peuvent mettre en péril. Au lieu de la paix indivisible, on prépare, en agissant ainsi, « la guerre indivisible ».

« Cette catastrophe peut d'autant plus facilement se produire que la possibilité de localiser les petits conflits est de plus en plus affaiblie par un réseau d'inextricables obligations internationales qui se recoupent et s'entrecroisent et que s'accroît chaque jour le danger de voir impliqués dans le conflit un nombre considérable d'Etats et de groupements d'Etats ». La guerre de 1914 ne fut que le produit de cette politique des conférences internationales.

La paix du monde, conclut M. Hitler, ne peut se garantir que par la voie des ententes bilatérales, préparées minutieusement par les Etats intéressés. Chacun élabore un projet précis de ce qu'il trouve d'acceptable ou d'inacceptable chez le voisin. On discute. Et, animé d'un sincère désir de collaboration, on ne peut qu'aboutir à des résultats heureux. On évite ainsi de parlementer interminablement sur les graves questions vitales. On évite aussi des conférences coûteuses. On évite surtout d'engager inconsidérément le sang du peuple en faveur des intérêts étrangers, par la conclusion des pactes collectifs ou d'assistance mutuelle.

La conduite pacifique de l'Allemagne est dorénavant dirigée par cette règle. En la suivant, les nuages qui assombrissaient les rapports de l'Allemagne avec l'Angleterre, la Pologne, l'Italie et l'Autriche furent dissipés. La diplomatie de « *Mensch zu Mensch* » et de peuple à peuple est donc le meilleur garant de la paix universelle.

On aurait beau objecter que l'expérience vivante de ces dernières années ne confirme en rien la justesse de ces considérations et que, finalement, c'est revenir à la loi de la jungle que de préconiser cette manière de voir. L'exemple de l'Autriche illustre à merveille cette fameuse

compréhension mutuelle. La façon dont la diplomatie allemande réalisa l'*Anschluss*, après avoir reconnu expressément l'indépendance autrichienne dans l'accord du 11 juillet 1936, complété par l'accord de Berchtesgaden (12 février 1938), montre comment il faut apprécier la valeur de la « paix allemande ».

Mais la doctrine nationale-socialiste ne tolère aucune objection. En vertu d'une méthode qui lui a réussi, elle décide et ne discute pas. Il ne nous reste qu'à enregistrer la décision.

Il serait fastidieux et inutile de faire état du discours retentissant et également pacifique du 7 mars 1936. Il poursuit la même fin que ceux qui l'ont précédé. La réoccupation de la Rhénanie lui a, d'ailleurs, conféré une célébrité douloureuse, qui nous dispense d'en préciser ici les éléments ¹.

* * *

Les surprises de mars ² personnifient incontestablement mieux que certains discours la nature véritable de la doctrine de M. Adolf Hitler.

Les actes ont été, de tout temps, plus éloquents que les paroles.

1. Cf. Adolf Hitler, *Principes d'action*, texte *in extenso* du discours du 7 mars 1936, et la *Gazette de Francfort*, N° du 8 mars 1936.

2. La loi allemande sur le service militaire obligatoire date du 16 mars 1935. La violation de la zone démilitarisée de la Rhénanie eut lieu le 7 mars 1936. La dernière en date de ces surprises fut consommée le 12 mars 1938 avec l'*Anschluss*.

SECTION III

LE MYTHE DU SANG ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE
CHEZ M. ALFRED ROSENBERG

La faveur particulière dont jouit l'idéologie de M. Alfred Rosenberg, dans la science politique du III^e Reich, et son influence prépondérante sur l'activité politique de l'Allemagne marquent l'importance de sa pensée pour la doctrine nationale-socialiste.

Depuis 1933, il est, d'une part, chargé par le Führer de l'instruction politique (*politische Schulung*) du peuple allemand, et, d'autre part, il a la haute mission de diriger l'Office de la politique extérieure du parti national-socialiste.

A ces deux titres s'ajoute sa qualité de vieux combattant du mouvement raciste, dès les premiers jours de sa fondation.

Son ouvrage capital ¹, « *Le mythe du XIX^e siècle* », restera sans doute, comme *Mein Kampf* et *Le III^e Reich* de Möeller van den Bruck, un des écrits les plus caractéristiques de la conception nationale-socialiste du monde. Comme les deux livres précédemment cités, *Le mythe* est dépourvu de caractère scientifique. Il contient un grand nombre d'affirmations brumeuses et catégoriques, basées exclusivement sur une imagination particulièrement féconde.

Les inspireurs ² de M. Rosenberg (Herder, Nietzsche,

1. Alfred Rosenberg, *Wesen Grundsätze et Ziele der N.S.D.A.P.*, 1930 ; *Kampf um die Weltanschauung*, München, 1934 ; *Der Mythos des XX. Jahrhunderts*, München, 1932 ; *Der deutsche Ordensstaat*, München, Eher Verlag, 1933 ; *Blut und Ehre* 1933, *Gestaltung der Idee* 1934 ; *Krisis und Neubau Europas*, 1934 ; Cf. *Deutsches Recht* année 1934, p. 233.

2. Voir *Gestaltung der Idee*, p. 20.

Paul de Lagarde et Houston Stewart Chamberlain) ont laissé des traces profondes dans sa conception de la politique internationale. Chacun de ces noms, comme dit M. Edmond Vermeil, constitue un programme¹. Le nationalisme de Herder, l'immoralisme de Nietzsche, les extravagances de Paul de Lagarde et la pseudo-philosophie de Chamberlain n'ont pas besoin de développement ici.

Ces sources peu encourageantes nous laissent déjà pressentir la portée de la conception rosenbergienne en matière du droit et de la politique. Sa théorie de la subordination de la politique extérieure à la notion des races est, d'autre part, le trait distinctif de toute son idéologie.

Pour M. Rosenberg, le national-socialisme n'est pas une simple « *Weltanschauung* » destinée à la libération spirituelle et politique de l'Allemagne. Son apparition doit procéder et annoncer la transformation profonde de l'humanité présente.

Ajoutons que les conséquences que M. Rosenberg tire du mythe du sang ne sont pas toujours approuvées par les dirigeants allemands, du moins officiellement. Elles sont même parfois désavouées. Il n'en est pas moins vrai que l'unité de vue qui, par définition, règne dans l'Allemagne totalitaire et qui doit être religieusement maintenue dans tous les domaines dément d'une façon troublante ces désapprobations.

Le postulat de la philosophie de M. Rosenberg est la mystique raciste et la foi dans l'accord mystérieux du sang et de l'âme. La race, d'après lui, est la clef de voûte de tous les problèmes qui se rattachent à la conception organique et volontariste de la vie². Non seulement la

1. Edmond Vermeil, dans « *Races et racisme* », 1^{re} année, N° 1.

2. Alfred Rosenberg, *Blut und Ehre*, p. 138.

race existe, mais encore elle possède une âme (*Rassenseele*) et une volonté. Et c'est dans la reconnaissance de cette volonté raciale que M. Rosenberg trouve l'échelle des valeurs de toute la rénovation économique, politique et sociale du Reich. A la volonté d'un certain nombre « d'hommes allemands » attachés à l'idée de l'honneur (*Ehre*) et à celle de la liberté (*Freiheit*) du *Volk*, toutes les institutions politiques et spirituelles sont soumises. En revanche, tout ce qui ne tient pas suffisamment compte de cette commune mesure qu'est l'honneur national (*Nationale Ehre*) doit être impitoyablement rejeté. Ainsi, par exemple, le droit romain, qui est un droit sans honneur (*erhlos*).

Pendant des siècles, dit-il ¹, une philosophie néfaste s'est répandue dans le monde par les idéologies des différentes églises tendant à faire croire que la vie et la mort des individus sont des réalités en elles-mêmes. Un simple regard sur la nature démontre à quel point cette façon de voir est erronée. L'individu naît et meurt, la vie véritable continue, car elle comprend et la naissance et la mort. L'individualisme libéral méconnaît cette vérité qui est le fondement de la conception organique du monde.

Partant de l'individualisme et de l'antithèse vie-mort, les universalistes sont conduits, de leur côté, à des généralisations abstraites qui ne correspondent en rien à la réalité de la vie nationale.

L'universalisme et l'individualisme sont, pour M. Rosenberg, des tendances idéologiques de la période décadente de l'histoire ².

A leur opposé se place le national-socialisme, qui se

1. *Id.*

2. *Blut und Ehre*, p. 146.

fonde sur la connaissance de la réalité organique, de la race. Il personnifie la synthèse des deux courants nationaliste et socialiste qui, au cours du xix^e siècle, ont lutté contre les idées dissolvantes du libéralisme et de l'universalisme. L'Allemagne moderne dépouille cependant le nationalisme de son caractère dynastique et le socialisme de sa nature purement économique. Le socialisme allemand n'implique pas nécessairement la socialisation des moyens de production. Au contraire, il peut signifier parfois la personnification de la propriété de ces moyens, si l'intérêt collectif l'exige. Il n'est pas l'étatisation des institutions. Loin de là. Il peut avoir pour effet la libération des forces individuelles pour renforcer la puissance de la communauté, à condition toutefois que cette expansion individuelle favorise le développement de la vie nationale. L'internationalisme économique, qui se traduit par la formule de la lutte des classes, et le pacifisme qui met le point final au processus de l'*émasculat*ion (*Entmannung*) dans le domaine de la politique étrangère, sont la conséquence nécessaire de la désagrégation spirituelle et politique du monde, engendrée elle-même par l'apparition du marxisme. Le socialisme de M. Rosenberg est la mise en œuvre de toutes les mesures susceptibles de renforcer la puissance allemande. Il n'est pas un schème politico-économico-social ; c'est une nouvelle évaluation des valeurs, sur la base de la volonté raciale.

En réalité, volonté et sang s'identifient. De cette identité découle l'idée raciste du droit, qui rattache la notion de l'humanité à celle du courage au combat des peuples sains et forts. L'humanitarisme est contraire à l'état de nature. Celle-ci se venge en démolissant sous

nos yeux toutes les constructions démocratiques, libérales et humanitaires.

La quintessence du national-socialisme est la foi dans les lois éternelles de l'aristocratie raciale, sélectionnée par et pour sa force. C'est une doctrine qui s'adresse à la nation allemande, qui est forte, mais qui, par les faits du bouleversement produit par les idées de 1789, a dû subir un temps de déclin, entre 1918 et 1933.

En partant des individus, pris par abstraction comme libres, égaux et fraternels, la pensée de 1789 avait construit un système radicalement faux. De l'ensemble de ces individus, elle a déduit une « nation », et de l'ensemble de ces nations, prétendûment égales, une « humanité »¹.

La science et la philosophie ont essayé de donner à ces abstractions un aspect objectif et scientifique. Le droit, à son tour, s'est emparé de l'individu pour en faire son sujet souverain. Or, qu'il s'agisse des vieilles conceptions du droit romain, de celles de l'absolutisme dynastique ou des idées du libéralisme et de son continuateur : le marxisme international, elles se sont toutes éloignées de ce que M. Rosenberg appelle « la vérité organique », qui repose sur elle-même² et qui « est l'expression de la finalité de tout être vivant ». Cette vérité comprend « les trois phases de la logique, de la sensibilité et de la volonté ».

« L'aspect logique, écrit M. Alfred Rosenberg, apparaît dans la critique de la connaissance, l'aspect concret se manifeste dans l'art, dans les contes de fées et dans le mythe religieux, l'aspect pratique enfin (intimement lié à l'aspect concret) se manifeste dans la morale et dans les

1. *Gestaltung der Idee*, p. 227 et suiv.

2. *Mythus*, cité par O. Scheid, *Esprit du III^e Reich*, p. 56.

religions. Ils sont rigoureusement déterminés par une race donnée. La race est donc le point de départ et l'aboutissement de toute vérité. Le critère décisif de toute vérité donnée, c'est le fait de savoir si, oui ou non, elle précise la *forme* et augmente les valeurs innées de cette race, si, oui ou non, elle donne plus de rigueur à leur finalité, plus de force à leur vitalité »¹.

Appliquant son système de vérité à la définition du droit et à la délimitation de ses rapports avec la force, M. Alfred Rosenberg est en parfaite logique avec l'idée initiale de la « race » qui est le fondement de la doctrine nationale-socialiste :

« Depuis des siècles, écrit-il, on discute pour savoir si le droit prime la politique ou si la politique prime le droit, c'est-à-dire, pour savoir qui doit l'emporter, la morale ou la force... Aussi longtemps que les races énergiques ont dominé, elles ont toujours eu raison des principes nébuleux. Et chaque fois qu'une race qui savait imposer sa volonté a été remplacée par une race de blasés et d'esthètes, on n'entendait invoquer que les cris du droit des gens et des principes moraux, prétextes qui cachaient bien souvent une grande lâcheté. Même là où ce sentiment n'existait pas (Kant) le problème du droit et de la politique a été mal posé. Jusqu'à présent, on a considéré ces deux concepts comme deux idées distinctes ; chacun les a rapprochées, selon son caractère et son tempérament. Or, on avait oublié que droit et politique ne sont pas des idées absolues ; mais seulement l'œuvre contingente d'hommes de race déterminée. Si l'on pose le primat de la race, on doit subordonner à celle-ci toutes les idées — qu'il s'agisse de politique intérieure ou de politique extérieure — et selon qu'elles sont aptes à servir

1. Cf. O. Scheid, *Esprit du III^e Reich*, p. 56.

l'intérêt national, on leur assignera une place dans la hiérarchie des valeurs nationales. Un vieux principe du droit indien dit ceci :

« La justice et l'injustice ne se promènent pas en déclamant : « Nous voilà ». Non, le droit est ce que des hommes aryens estiment être juste.

Voilà une des maximes de l'antique sagesse, aujourd'hui oubliée, Le droit, la religion, l'art ne sont pas des schèmes abstraits mais sont éternellement liés à un sang donné, avec lequel ils apparaissent et disparaissent. Eh bien, si une politique nationale au meilleur sens du mot réalise la sécurité extérieure pour pouvoir fortifier la race, « le droit » ne saurait s'y opposer, si toutefois nous le comprenons comme *notre droit*, étant entendu qu'il joue un rôle subordonné et non dirigeant dans l'organisme national »¹.

La conclusion inévitable de cette théorie de M. Rosenberg est le rejet catégorique de tout droit international et la négation pure et simple de toute valeur de caractère universel.

Le droit et la politique, dit-il par ailleurs, sont deux manifestations d'une seule et même « volonté » qui sert la plus grande valeur qu'est la race germanique. Ils sont conditionnés par les lois de la nature, c'est-à-dire de la race et de la biologie.

Le droit ainsi conçu se confond avec la force, sinon il n'a aucun sens. Basé sur l'intérêt de l'Allemagne et n'ayant pour objet que de renforcer sa puissance, il manque de tout point d'appui acceptable pour les autres nations. Au moment où l'interdépendance des peuples

1. Rosenberg, *Mythus*, p. 571 et suiv. Cf. Citations de M. O. Scheid *Esprit du III^e Reich*, 1936. Librairie Académique Perrin, p. 58 et suiv.

est une vivante réalité, les conceptions telles que les théories de M. Rosenberg ne peuvent être que le fruit d'une profonde méconnaissance des hommes et de leurs nécessités vitales. La défaite des Empires centraux n'a servi d'aucune leçon à M. Rosenberg.

Le racisme est essentiellement national et son nationalisme foncièrement allemand. Il n'y a pas lieu, pour lui, de tenir compte des droits et des nécessités des autres nations. L'humanité, dans sa construction, est un « schème » abstrait à l'égard duquel le peuple allemand n'est tenu à aucun devoir. Tous les schèmes et tous les systèmes politiques, déclare M. Rosenberg, sont des moyens pour renforcer l'épanouissement de la nation allemande à l'extérieur et redresser sa prospérité à l'intérieur. Il n'existe ni de nationalisme abstrait, ni de socialisme abstrait. Ces deux notions ne constituent pas des fins en soi. *M. Rosenberg n'admet les valeurs nationales des autres peuples que dans la mesure où ces valeurs n'impliquent pas une certaine opposition aux droits du peuple allemand*¹. Car, dit-il, « tous les peuples de la terre peuvent exiger la liberté, en invoquant le droit de libre disposition ; tous les éléments inférieurs du genre humain, les nègres de Haïti ou de Saint-Domingue, par exemple, ou autres individus de sang impur, peuvent aspirer à l'indépendance et faire des révolutions nationales. Tout cela ne nous intéresse que si les intérêts du *Deutschtum* en sont affectés ». Le nationalisme, en lui-même, considéré comme un principe de validité universelle, n'inspire à M. Alfred Rosenberg aucun enthousiasme particulier. Il ne peut être admis que s'il favorise « l'intérêt allemand », ou du moins ne s'avère pas nuisible à son développement.

1. *Blut und Ehre*, p. 144.

Et voici, comment il raisonne pour justifier les revendications territoriales inscrites au point 16 du programme de 1920 : « Le peuple allemand ne pourra jamais renoncer à revendiquer des territoires de peuplement. C'est une contradiction de toutes les lois de la nature que 36 millions de Français disposent d'un espace plus grand que celui de 63 millions d'Allemands, qu'un Russe puisse disposer de 20 fois plus de terre qu'un Allemand ».

Dans les circonstances présentes, écrivait M. Alfred Rosenberg bien avant que le national-socialisme ne fût un culte gouvernemental, il est impossible d'étudier de plus près le problème de la colonisation des pays européens et extra-européens. Il est hors de doute que pour une politique étrangère nationale-socialiste le but le plus important et le plus immédiat doit être : le rattachement des Autrichiens et des Allemands des Sudètes ainsi que la réannexion des territoires cédés, en vertu des traités de paix, à la Pologne¹.

M. Alfred Rosenberg n'est pas seulement hostile à la création d'institutions internationales susceptibles de favoriser la coopération des peuples. Il ne veut même pas admettre l'existence d'une certaine unité européenne conduisant à une entente limitée aux seules puissances occidentales. Quand on parle de l'Europe, dit-il, on ne doit pas prendre en considération une construction universaliste. A l'idée de l'Europe manque la simplicité qu'on lui a toujours attribuée. En vain invoque-t-on l'unité européenne pendant l'époque médiévale. En réalité, elle n'a jamais existé. Il suffit de se rappeler les luttes idéologiques et religieuses d'une violence inouïe qui s'étendent à tout le moyen âge, pour s'apercevoir

1. Voir *Grundsätze, Wesen und Ziele der N.S.D.A.P.*, point 16.

de la fausseté de cette façon de voir. Entre villes, cités et pays le brasier des guerres religieuses n'a jamais été éteint. Le concept de l'unité est le fruit d'un rêve des historiens qui ont pris leurs fausses interprétations pour des réalités historiques. Dans les temps modernes, cette idée s'est transformée, dans l'imagination du Comte Coudenhove-Kalergi, en une *Panurope*¹ et, dans l'esprit du Président Wilson, en une Société des Nations comprenant principalement les puissances européennes. Il est à remarquer que, de tout temps, ces constructions n'ont eue qu'un but : affirmer et stabiliser la suprématie française au détriment de l'Allemagne. Lorsqu'on regarde la carte de cette fameuse Panurope, on constate immédiatement que la plus puissante des nations insulaires, l'Angleterre, en est exclue. Par contre, toutes les colonies africaines et asiatiques de la France en font partie. Dans l'idée paneuropéenne, il ne s'agit, conclut M. Rosenberg, que d'un immense empire franco-judaïque (*Franco-Judäa*). La clef du mystère européen doit être recherchée, non pas dans une prétendue unité, mais dans la diversité et les différences raciales qui divisent les nations. Or, l'unité implique la réunion de plusieurs. Les diverses nations qui forment le complexe européen ne se sont jamais laissées dominer par ces dogmes absurdes. La seule réalité est l'existence des nations, et la solution de maints problèmes, qui agitent le monde, dépend uniquement de la conciliation des différents nationalismes.

Le nationalisme caractérisera l'humanité future. On luttera dans l'avenir, non point pour des concepts irréels d'humanité, de justice et de paix, mais pour les

1. Cf. Coudenhove-Kalergi, *Panurope*, Paris, 1926.

nations. La nation, et la nation seule, déterminera les critères décisifs de la vie¹.

Quatre nations remplissent, dans l'Europe actuelle, cette condition. Elles seules ont une idée exacte de leur nationalité :

1° L'Italie fasciste, qui identifie la nation et l'Etat. Les vieilles traditions romaines sont appelées à revivre dans la doctrine fasciste, où l'individu est soumis à une certaine discipline étatique, à certains sacrifices à l'égard de la communauté nationale. Le fascisme « ressort » de l'idéologie « Etat-Nation » qui donne au peuple italien sa nouvelle vie.

2° La France, où le concept « nation » a un sens tout différent. Il ne se confond plus avec la notion « Etat », comme en Italie. Au contraire, c'est un principe spirituel indissolublement lié au sol de la « patrie ». Pour cette terre, le Français a toujours combattu et c'est elle qui est à l'origine de l'idée de « liberté » en France.

3° L'Angleterre, où le nationalisme se différencie de celui qui a cours en France, d'une part, et de celui qui est le propre de l'Etat fasciste, de l'autre. Le nationalisme anglais comprend la nation au sens d'une « société » (*Society*). Tout individu qui accepte la souveraineté des lois anglaises et s'y conforme est admis comme Anglais. Cette conception permet une grande facilité d'assimilation à la nation anglaise. Le grave inconvénient de cette conception est que le sang anglais tend, de plus en plus, à perdre sa pureté, par l'assimilation néfaste d'un grand nombre de Juifs.

4° L'Allemagne enfin, où le nationalisme a toujours eu

1. V. *Gestaltung des Idee*, « *Weltanschauung in der Aussenpolitik* », p. 246 et suiv.

pour fondement l'unité de sang. Il se confond avec le racisme et ne s'explique que par la configuration géographique et les événements qui, au cours de l'histoire, ont toujours entravé l'accomplissement de l'unité allemande.

Chacune de ces conceptions, pour M. Alfred Rosenberg, contient une part de vérité, dans le pays où elle est en honneur. Il y en a une qui lui paraît cependant inadmissible. C'est la théorie égalitaire du libéralisme français qui ne fait aucune distinction de couleur et de race entre les divers Français. A la Chambre des Députés, ne parle-t-on pas très souvent de la France comme d'un Empire de 100 millions d'habitants ? *Cela mène à mettre sur le même pied d'égalité les nègres et les blancs et constitue un grand danger, non seulement pour la France, mais pour l'Europe entière. Il est permis de voir à l'horizon de l'avenir français le sort de l'Empire romain. La décadence française est incontestable. Rome n'a pas disparu par suite des défaites militaires, mais par l'effet irrémédiable du mélange des races.* « Si, ajoute M. Rosenberg, cet état de choses continue, nous ne verrons bientôt à Toulouse et à Marseille que des villes coloniales »¹.

La mission des nations citées est toujours restée la même, au cours des temps. Le dynamisme italien cherche son chemin sur la route de César. Il n'y a là qu'une nécessité naturelle. Il est, d'autre part, dans l'intérêt du monde que l'impérialisme anglais s'épanouisse par la voie des mers et dans le domaine colonial. Quant à l'Allemagne, sa mission civilisatrice doit être recherchée dans une saine politique intérieure, ayant pour point de départ la législation raciste, d'une part, et d'autre part

1. *Krisis und Neubau Europas, Schriften der Deutschen Hochschule für Politik* ; Herausgegeben von Paul Maier-Beneckenstein, 1934 ; Junker und Dünnhaupt, Berlin, p. 45 et suiv.

la mise en valeur du sang aryen, par une nouvelle orientation du dynamisme allemand.

« Une question européenne n'existe pas. L'unité est une illusion. C'est par le nationalisme que la paix véritable peut être enfin rétablie. Les idées abstraites de l'internationalisme humanitaire ne peuvent que conduire au chaos. Le subjectivisme des doctrinaires de 1789 est inconciliable avec le personnalisme des nations modernes. Seule, une révolution européenne dans ce sens peut constituer une solution des problèmes actuels ». Les rapports intereuropéens ne trouveront leur aspect normal que si un juste équilibre entre les différents « dynamismes » nationaux est rétabli.

La puissance italienne se dirige vers l'Afrique orientale ; la France vers l'Afrique du Nord, l'impérialisme anglais s'étend sur tous les continents ; pour le bien de la paix, il faut donner au dynamisme allemand un champ d'action correspondant à l'envergure des forces mystérieuses de la race germanique. M. Rosenberg le trouve dans l'Est et le Centre européens. L'expansion allemande ainsi assurée, la paix sera pour toujours garantie !

Voilà comment la négation du droit et de la morale conduit l'éminent théoricien du national-socialisme à la conquête territoriale et, par conséquent, à certains conflits faciles à prévoir.

M. Rosenberg est constamment hanté par cette idée étrange, qui consiste à concevoir l'Allemagne comme une île close, pouvant exister « sans le monde entier et contre lui et construire des châteaux en Espagne sans avoir à éprouver une résistance, au moins silencieuse, mais très sensible, du dehors » ¹.

1. Oswald Spengler, *Années décisives*, p. 25.

En face des faits cependant, M. Rosenberg, à l'instar de M. Hitler, ne craint nullement de réviser sa doctrine et d'y apporter la temporisation nécessaire à la vie pratique.

Depuis 1934, il affirme que le nationalisme allemand ne constitue en rien un danger pour le « nationalisme justifié des autres peuples »¹. Au contraire. En rétablissant la souveraineté spirituelle et matérielle de la nation dans la vie allemande, l'Etat autoritaire est seul capable de trouver une réglementation juste des conflits entre Etats. Car, dit-il, l'Etat autoritaire peut non seulement mettre fin à la haine des peuples et des races par les multiples moyens dont il dispose et dont l'Etat démocratique et libéral est dépourvu ; il peut, en outre, défendre la paix du monde contre les entreprises d'intérêts privés et les puissances économiques, seules responsables de la guerre mondiale.

Dans l'esquisse de cette seconde doctrine, M. Rosenberg dépouille le nationalisme allemand de son caractère agressif, en lui déniaut tout caractère universel. « Ni dans ses principes, écrit-il, ni dans ses conséquences, il ne peut influencer la vie des peuples étrangers appartenant à d'autres races ». La Révolution de 1933 ne sous-estime point les formes de vie des autres nations. Ses actes démontrent (?) que le national-socialisme est une base solide pour la compréhension internationale et le respect mutuel des peuples à l'égard des diverses cultures et traditions nationales. Ainsi, le national-socialisme est plein d'admiration pour les deux peuples extrêmes-orientaux² qui, tout en appartenant à une race différente, possèdent des civilisations plusieurs

1. Rosenberg, *Gestaltung der Idee*, p. 258.

2. *Gestaltung der Idee*, p. 259.

fois millénaires et dignes de respect. De même, le néo-nationalisme allemand est rempli d'attention pour le traditionnalisme anglo-saxon, l'individualisme américain, le colonialisme portugais¹, etc. Loin de souhaiter une nouvelle guerre et de la préparer, le national-socialisme aspire à mettre fin à l'ère des expansions illimitées qui ont engendré l'anarchie politique et le désordre économique et social.

D'après M. Rosenberg, il est indispensable de ne pas rattacher le dynamisme des nations au subjectivisme arbitraire de certaines idéologies, afin de permettre une meilleure préparation d'une collaboration *organique* internationale. Les petits Etats auront ainsi les mêmes droits que les grandes puissances et, au lieu d'être victimes de leur égoïsme, ils formeront des liens naturels entre elles. Le racisme, conclut-il, conduit inévitablement à l'idée de l'indépendance et de la liberté créatrice des nations².

Sunt verba et voces præterea que nihil.

1. Interview accordée à Jules Sauerwein, v. *Paris-Soir* du 11 septembre 1933, par M. Alfred Rosenberg.

2. Voir *Gestaltung der Idee*, p. 379-394 et *Blut und Ehre*, p. 333-349.

CHAPITRE II

Les théories racistes du droit des gens

SECTION I

LE PACIFISME PANNORDIQUE ET LE DROIT

INTERGERMANIQUE

(Théorie de M. Helmut Nicolai)

Parmi les théoriciens du parti national-socialiste, M. Helmut Nicolai¹ représente à la fois le théoricien du droit et le praticien des conceptions juridiques et constitutionnelles. L'Ecole raciste du droit trouve dans son ouvrage *Rassengesetzliche Rechtslehre* une source intellectuelle sûre. Avec la haute autorité qui lui revient au sein du mouvement national-socialiste, il n'a pas manqué d'élucider le problème des gens. Depuis les événements sanglants du 30 juin 1934, ses écrits se sont faits de plus en plus rares et, comme son éminent correligionnaire Gottfried Feder, il semble qu'il soit tenu à une stricte réserve.

Sa théorie du droit des gens remonte à la période d'agitation qui précéda la Révolution allemande. La politique

1. Voir Helmut Nicolai, *Rassengesetzliche Rechtslehre, Grundzüge einer N.S. Rechtsphilosophie*, 2^e Auflage, 1933 ; *Grundlagen der kommenden Verfassung*, 4^e Auflage, 1933 ; *Der Staat im N.S. Weltbild*, 1933 ; *Rasse und Recht, Vortrag vor dem Juristentag*, 1933 ; *Oberschlesien im Ringen der Völker*, 1930.

extérieure du III^e Reich démontre à quel point l'idéologie pure l'a éloigné des faits et dans quelle mesure sa philosophie raciste du droit des gens est dénuée d'utilité pratique.

Comme M. Rosenberg, M. Nicolai part du dogme de la race. La tâche essentielle de la politique nationale-socialiste, selon lui, serait, dans le domaine du droit, l'application du point 19 du programme de 1920, c'est-à-dire la substitution d'« un droit germanique au droit romain ». Le nouveau droit ne sera cependant pas la reproduction des vieilles coutumes germaniques. Il est impossible, dit-il, de leur donner une large place dans la législation allemande de nos jours. Car les multiples croisements qui ont abâtardi la race aryenne ont diminué la force instinctive de la volonté allemande. D'où la nécessité de la constitution d'un Etat puissant, imprégné du *Volksgeist* et apte à accomplir fructueusement la réforme tant souhaitée. Peu importe la forme de cet Etat ou son aspect extérieur. Ce peut être une démocratie, comme chez les anciens Germains, une monarchie absolue, comme la Prusse de Frédéric le Grand ou un Empire à l'image du Reich bismarckien. La caractéristique du droit nouveau sera seulement la confusion des coutumes et traditions véritablement germaniques et du droit positif. La coutume n'exprime que la conscience intrinsèque du peuple (*Volk*). Comme le droit, elle a pour fondement l'âme raciale. La distinction traditionnelle des différentes sources du droit doivent donc, de ce fait, subir certaines modifications. Le droit doit découler du *Volksgeist* et non point des « idées transcendentales », telles que « la doctrine humanitaire », « la conscience universelle » et « les droits de l'homme ». Pendant des années, ces absurdités

ont étouffé le sentiment juridique du peuple allemand. Le droit doit avoir une « idée centrale », suivant l'expression de M. Alfred Rosenberg. Cette idée centrale est, d'après M. Nicolai, « l'esprit juridique nordique » qui est la conception d'un « droit éternel », vivant chez tous les véritables Allemands ». Le droit n'est conditionné, en dernier lieu, que par la race¹.

Ce point de départ conduit à des conséquences multiples :

Au point de vue de la philosophie du droit, il faut distinguer, d'une façon nouvelle, entre le droit (*Recht*), d'une part, et l'arbitraire (*Willkür*), de l'autre. Pour M. Nicolai, « *Recht ist dasjenige was einer bestimmten zentralen Rechtsidee entspricht; Willkür ist was ihr nicht gemäss ist* ».

Cette définition a besoin d'être précisée. Elle ne s'explique que lorsqu'on y introduit le principe raciste d'après lequel le véritable droit découle de l'âme du peuple (*Volksseele*) l'Etat raciste, seul, pouvant « créer » le droit.

La démocratie de Weimar étant étrangère au *Volksgeist*, M. Nicolai en déduit que tous les actes accomplis pendant cette période de l'histoire allemande, entre 1918 et 1933, sont nuls de droit. Ainsi par exemple : le Traité de Versailles, le Pacte de Locarno, le Plan Young, le Concordat et toutes les lois concernant la propriété, la justice pénale, l'administration, la naturalisation des « Juifs de l'Est », etc.

Il faut distinguer, d'autre part, entre la « légalité » et la « légitimité » des institutions juridiques. La

1. *Grundlagen der kommenden Verfassung (Volk, Recht und Wirtschaft im Dritten Reich)*, 1933.

forme légale d'une disposition étatique n'est pas une assise solide et indubitable pour sa « légitimité ». Ceci amène M. Nicolai à condamner le positivisme juridique qui, dit-il, voit dans les actes émanant de l'Etat la source du droit. Une telle doctrine consisterait à déclarer que ce qui est reconnu comme juridiquement obligatoire est conforme au droit, est le droit lui-même. Il s'agit de scruter les faits de plus près, afin d'examiner si ce point de vue est *exact*. Or, l'« exactitude ne se mesure, qu'à l'harmonie des phénomènes ». La doctrine positiviste est incapable de présenter une perspective complète de tous les aspects du droit et de ses différentes ramifications.

1° Elle n'explique pas, d'abord, l'origine du droit interne et la légitimité de l'Etat lui-même. L'Etat est incontestablement la plus grande institution juridique de la société nationale. Mais la doctrine positiviste ne nous dit point comment l'existence de l'Etat peut se justifier.

2° Comment pouvons-nous expliquer l'existence d'une discipline juridique internationale (droit des gens) qui, par définition, doit régir les rapports des différents Etats, si nous ne possédons pas les éléments suffisants, nécessaires à la solution de la première difficulté ? C'est ce qui amène les positivistes à nier l'existence du droit des gens. Certains d'entr'eux ont même prétendu que les relations interétatiques ne peuvent être réglées que par un *droit externe* autonome, chaque Etat ayant la possibilité de le concevoir à l'image de son propre droit interne. Il y aurait ainsi un « droit international japonais, anglais, américain, français, allemand, etc. ». M. Nicolai réfute cette conception. Car, écrit-il, elle est en violation des

faits. Il existe un droit international (*Völkerrecht*) qui, de nos jours, s'impose obligatoirement à tous les Etats.

3^o Une troisième objection à la doctrine positiviste concerne l'existence de la coutume internationale. Il est généralement admis, d'après M. Nicolai, qu'il existe un droit coutumier s'imposant à l'Etat et indépendant du droit interne. Les positivistes n'y voient qu'une « tolérance tacite » (*stillschweigende Duldung*) et sa validité obligatoire résulte pour eux d'une reconnaissance implicite. Mais, ajoute M. Nicolai, ce qui est reconnu et toléré doit déjà exister. L'Etat n'est donc pas créateur du droit. Et celui-ci doit avoir nécessairement une autre source¹. Voilà une grande lacune du positivisme qui, d'après M. Nicolai, est non seulement une conception « orientale et romaine » et, par conséquent, étrangère à l'Allemagne, mais aussi insuffisante et fausse².

Tandis que l'Ecole positiviste ne parvient pas à confirmer l'existence du droit des gens, pour l'Ecole raciste du droit, il n'y a aucune difficulté sur ce point. La force obligatoire des règles juridiques repose, selon M. Nicolai comme pour l'Ecole historique, sur la « conscience collective du *peuple* », considéré comme une puissance supérieure.

De même que la coutume, le droit positif international doit découler de la conscience juridique de la communauté racique des nations. Dans la conception « nordique = germanique = allemande », tout être vivant est soumis

1. Dr. Helmut Nicolai, *Die rassengesetzliche Rechtslehre*, p. 26 : « Der Staat kann also nicht Schöpfer, nicht Quelle des Gewohnheitsrechtes sein, dieses muss vielmehr einen anderen Ursprung besitzen. Eine Antwort auf die Frage, woher das Gewohnheitsrecht kommt, kann die herrschende Rechtslehre nicht geben ». Deshalb ist diese nicht schlüssig, sie ist falsch. Der Staat ist also nicht Quelle des Rechts, das Recht muss einen anderen Ursprung haben ».

2. *Id.* p. 25.

à un droit. L'Etat ne peut se soustraire à ce principe. Ce qui différencie le droit national du droit international, c'est que le premier trouve son fondement dans la communauté nationale, tandis que le second repose essentiellement sur la volonté des peuples¹ qui participent à la formation du droit des gens.

Pour qu'un accord de volonté se réalise, il faut une identité de sensibilité juridique. Ceci n'a lieu, d'après la thèse raciste, que si nous nous trouvons en présence des peuples de même race. Le droit des gens ne peut comporter ainsi que très peu de règles, étant donné qu'il doit s'appliquer à tous les peuples. « Il est nécessaire d'ailleurs qu'il ne se développe pas. Car, s'il devait être effectivement un droit universel et se rapporter à toutes les nations, y compris les « *Australneger* » ou les « *Buschmänner* », il contiendrait un si petit nombre de principes qu'il serait inconcevable de les déterminer »².

On peut envisager cependant une communauté des Etats et des peuples plus étroite que la société internationale. Elle est non seulement possible, mais souhaitable entre les peuples germaniques qui, « malgré l'invasion des idées romaines et juives », possèdent encore le même sentiment juridique et sont capables de développer, encore mieux que par le passé, les relations existantes entre eux. Il est également possible qu'ils constituent un organisme juridique de caractère interétatique, analogue à la Société des Nations et ayant pour vocation la

1. *Id.* p. 48 « *Wie das innerstaatliche Recht aus dem Volksgeiste entspringt, so auch das Völkerrecht. Nur ist dort die Gemeinschaft der zu einem Volke gehörenden Volksgenossen Quelle des Rechts, hier die übereinstimmende Willensrichtung sämtlicher Völker, die am Zustandekommen des Völkerrechts Anteil haben* ».

2. Voir aussi Schmelzeisen, *Das Recht im Nationalsozialistischen Weltbild, Grundzüge des Deutschen Rechts, (Neugestaltung von Recht und Wirtschaft, Herausg. von Schaeffer, 1936, Leipzig, p. 82-84.*

formation d'un droit international plus précis que celui qui est en vigueur entre les membres de l'institution genevoise.

Selon M. Nicolai, cette conception raciste et *vitale du droit* est vraie pour toutes les nations germaniques et non pas pour l'Allemagne seule. Ces nations ont toutes la même conscience juridique que la nation allemande. Elles peuvent *former* et appliquer le même droit. La reconnaissance des actes juridiques accomplis dans chaque Etat sera de cette façon obligatoire pour les autres Etats germaniques.

Le Code pénal, en vigueur pendant la République de Weimar, punit la récidive d'une infraction plus sévèrement que la première infraction. Seulement, pour qu'il y ait récidive, la loi exige que l'infraction primitive ait été perpétrée sur le territoire national. D'après la théorie raciste il y a lieu d'aggraver la peine de l'inculpé, même si sa première condamnation a été prononcée par le Tribunal d'Oslo, par exemple, pour une infraction commise en Norvège, c'est-à-dire sur le territoire d'un Etat germanique. La grossièreté du Code pénal weimarien consiste à punir non pas le fait condamnable, mais la violation d'une loi allemande. L'idée raciste du droit est inconciliable avec ces formalismes, lorsqu'il s'agit d'une sentence rendue par un tribunal germanique. Il n'en serait pas de même s'il s'agissait de l'Etat du Congo ou de la Russie soviétique. Mais la possibilité d'une adaptation réciproque des différents systèmes juridiques des nations germaniques est une réalité, dont l'examen peut se concevoir dès à présent.

1^o Cela concerne tout particulièrement les lois relatives au mariage. Les Etats occidentaux d'aujourd'hui

sont séparés les uns des autres par des frontières politiques et territoriales. Que les nations européennes ne soient pas encore racialement différentes et qu'un fort croisement des races ne se soit pas produit entre elles, cela ne fait aucun doute¹. Il suffit de constater simplement leur fixité pour s'en apercevoir. Mais, en dehors des Européens véritables, il y a les Asiatiques, les Juifs, qui sont nomades et qui sont constamment à la recherche de la dissolution des liens raciaux et de la disparition des frontières étatiques. Leur but se découvre aisément, si l'on considère qu'ils provoquent consciemment des croisements raciaux *indésirables*, afin de créer une humanité *unitaire*, un Etat mondial. Tous les partis bourgeois, ultramontains, libéraux et marxistes, qui préconisent la création d'un *Weltstaat* ou, d'une façon encore plus honnête, d'une Paneurope, ou enfin d'une Union européenne, tendent à cette fin inavouable. Il en est de même des Juifs et des Francs-Maçons, qui militent en faveur de la Société des Nations.

A cette conception de l'Etat universel « romano-juif », M. Nicolai oppose la conception nordico-germanique qui, loin d'aspirer à l'assimilation des peuples, penche à les particulariser, pour mieux conserver la personnalité nationale de chacun d'eux.

L'Etat universel conduit à l'abâtardissement des races et celui-ci à la disparition d'une conscience juridique pure et unique. Le fondement du droit serait par là-même ébranlé. La personnalisation raciale des nations, au contraire, aurait pour effet la distinction non pas des pays, mais des hommes, non pas des frontières artificielles, mais des peuples (*Völker*). Il est nécessaire de

1. *Id.*, p. 49.

restreindre l'admission des unions matrimoniales (et toutes relations sexuelles en général) entre les différents peuples. Cette mesure servirait à maintenir la pureté de la race, qui est l'héritage précieux de chaque peuple et dont l'anéantissement marquera la fin de l'humanité civilisée. Le devoir le plus impérieux des Etats germaniques sera dans l'avenir la lutte contre le crime de la souillure de la race (*Rassenschande*). Une telle réglementation des rapports matrimoniaux entre les peuples de races différentes ne concernera pas les nations germaniques. Bien plus, M. Nicolai souhaite que toute restriction de ce genre soit abrogée pour qu'une véritable communauté matrimoniale, une sorte de *connubium*, puisse se faire jour entre les Etats nordiques ou de sang apparenté.

2^o Cette première étape franchie, on pourra penser par la suite, à abaisser les barrières douanières entre les nations nordiques, afin de parvenir à une sorte de communauté commerciale (*commercium*) entre elles. Le développement de la communauté raciale amènera, par une continuité désirable, la véritable communauté des nations nordiques, ayant pour règle de conduite la même discipline juridique basée sur le même fondement.

Dans la théorie de M. Nicolaï, par ailleurs, « la guerre n'est pas un acte arbitraire, mais juridique, par lequel les revendications vitales d'un Etat se font valoir ». Mais dans la communauté pannordique ou intergermanique, les nations seront remplies de respect les unes à l'égard des intérêts des autres, et la guerre en sera pour toujours bannie. Chaque peuple conservera sa langue et ses traditions, et les développera de son mieux pour le bien de la *Kultur* humaine.

Voilà comment la conception raciste du droit, dont la portée dépasse le cadre de la nation allemande, soit dans son objet, soit dans ses moyens, peut contribuer à une solide édification du droit des gens !!

* * *

M. Nicolai ne nous informe pas davantage des particularités de son hypothétique communauté pangermanique.

La singularité de son système nous dispense de le commenter davantage. Il n'est pas osé cependant de comparer son fameux Etat internordique à l'utopie de Thomas Morus¹.

SECTION II

THÉORIE DU « DROIT SPÉCIFIQUE »

DE M. GÜNTHER KRAAZ

La première variante de la doctrine raciste aboutit à la négation pure et simple du droit en général et du droit des gens en particulier. Sous prétexte de fonder la paix du monde sur une base solide, M. Nicolai est contraint par son postulat idéologique, et presque malgré lui, à contester l'existence d'un système juridique destiné à la réglementation des rapports que la vie moderne établit entre les différents Etats. Le droit des gens, dit M. Nicolai², est un droit incomplet. Dans l'intérêt de toutes les nations il faut maintenir cette imperfection; ce qui

1. Voir d'ailleurs une critique nationale-socialiste de cette thèse dans Johannes von Leers, *Spenglers Weltpolitisches System und der Nationalsozialismus*, Berlin, 1934, p. 33 et suiv.

2. *Rassengesetzliche Rechtslehre*, p. 64.

l'amène à attribuer une valeur créatrice à la guerre, qui restera dans sa conception un moyen de politique nationale.

Le prétendu droit internordique relève du domaine d'une imagination qui, en l'occurrence, s'avère particulièrement dangereuse. Même en admettant sa possibilité, il ne résoudra aucune des difficultés existantes. La grande erreur des idéologues de la lignée de M. Nicolai réside précisément dans l'ignorance consciente et sentimentale des réalités politiques. Ce n'est pas en identifiant certains désirs pernicioeux et la politique internationale qu'on pourra apprécier les faits à leur juste valeur. L'exemple de la politique extérieure du III^e Reich dans ses rapports avec le Japon en constitue la meilleure preuve.

A la lumière de ces considérations et fermement attaché au dogme de la race, M. Günther Kraaz apporte un certain nombre de correctifs à la théorie de M. Nicolai.

1) Il est vrai, selon M. Kraaz, que le droit international, d'après sa nature même, ne peut être comparé aux autres « droits matériels » ou à ce que nous sommes convenus d'appeler, malgré toutes les objections, le *droit*¹.

Prétendre que le droit des gens est un système incomplet nous conduit à le nier. Aussi est-il préférable de placer le droit des gens dans une catégorie spéciale des systèmes juridiques, en le destinant à une tâche particulière et à une vocation propre. Le terme *incomplet* n'extériorise pas, d'une façon concrète, la nature véritable du

1. Günther Kraaz « N.S. Völkerrechtsdenken », *Reichsverwaltungsblatt und Preussisches Verwaltungsblatt*, Bd. 55, p. 9, 1934.

droit des gens. Il vaut mieux parler d'un « droit spécifique ».

2) S'il est incontestable, d'autre part, que le point 19 du programme national-socialiste de 1920 exige formellement la substitution d'un droit germanique commun au droit romain, les termes du programme ne laissent aucun doute sur la portée de cette revendication. Il serait absurde de vouloir remplacer le droit des gens par le droit germanique. Le point 19 ne concerne que le droit interne allemand, manifestement influencé par l'esprit juridique romain et judaïque. Le national-socialisme peut avoir, tout au plus, des conséquences indirectes sur le droit des gens en vigueur ; affirmer le contraire serait fausser le sens général que le texte initial du programme comporte. Ne réclame-t-il pas, en effet : « *die Beseitigung aller artfremden Rechte* » ?

Le national-socialisme conçoit le monde sous un angle purement organique, ordonné par un certain nombre de lois fondamentales et inviolables. Pour lui, une de ces lois est bien celle de la différenciation des races et la reconnaissance de leurs vertus intrinsèques. Ce principe est le pilier capital de la nouvelle doctrine allemande, la seule explication plausible de l'humanité et, par voie de conséquence, du droit.

3) L'introduction de la notion des races dans les principes du droit des gens constitue donc un fait de première nécessité. Mais la *race* doit être entendue dans un sens strictement sociologique.

La science juridique tend actuellement à croire qu'il existe deux sortes de communautés : la communauté nationale d'abord, la communauté internationale ensuite, celle-ci étant superposée à celle-là. Nonobstant cette

tendance, tous les auteurs de droit international se gardent de concevoir un certain parallélisme entre ces deux communautés. Si l'on considère la communauté internationale, sans idées juridiques préconçues et sans suivre la méthode comparative, on remarque qu'au point de vue sociologique cette communauté manque d'unité et d'homogénéité. Il y aurait unité et homogénéité, si les membres des différentes nations étaient physiquement semblables et égaux. M. Kraaz admet, contrairement à l'opinion couramment préconisée en Allemagne, que la différence de couleur et de particularités physiologiques ne joue aucun rôle dans la détermination de la condition juridique des individus. « Néanmoins, ajoute-t-il, l'histoire nous montre que les différences raciales, les liens du sol et du sang et les influences atmosphériques sont des facteurs suffisants pour faire subsister les traits distinctifs de chaque race et, au sein de chaque race, des groupes d'hommes, de nuances spirituelles différentes ».

« La même race produit les mêmes sentiments et les mêmes conceptions ».

Ainsi, l'honneur, la fidélité, la vérité et la morale signifient pour le Germain la même chose que pour les autres branches de la race nordico-aryenne. Et nous savons que les hommes appartenant aux races hamitique, orientale, etc. attribuent à ces concepts des contenus substantiellement différents.

La communauté raciale des hommes est la base du droit national. Mais sur le plan international, la diversité de sang et d'esprit enlève toute valeur à la communauté dite de droit international (*Völkerrechtsgemeinschaft*). On ne peut mettre sur le même plan d'égalité, comme le

fait sans raison valable le droit des gens moderne, les sujets du droit. Par droit des gens moderne, il faut entendre la discipline qui est reconnue, en vertu de l'article 4 de la Constitution de Weimar, « comme partie intégrante du droit du Reich allemand ».

L'existence du droit est conditionnée par la communauté des conceptions. Les barrières infranchissables, qui séparent racialement les peuples les uns des autres, ne pourront jamais disparaître. *Un ordre juridique applicable à toutes les nations est et restera introuvable.*

Au lieu d'affirmer ou de nier l'existence du droit international, la science allemande ferait mieux de résoudre le problème de la race et de le mettre en harmonie avec les principes traditionnels des relations interétatiques.

M. Kraaz signale, comme on le voit, la question, sans toutefois nous donner aucun élément de la réponse adéquate qu'elle comporte. La doctrine des races se concilie-t-elle avec l'affirmation d'un certain nombre de règles obligatoires devant régir le comportement des peuples de race identique ? Si la communauté de sang implique l'unité d'interprétation, par ces mêmes peuples, des concepts « droit », « justice », « morale », etc. que penser de la fameuse « injustice », faite à l'Allemagne, en 1919 ? Cette « injustice », le *Diktat*, fut pour une grande partie l'œuvre des Etats de race aryenne et nordique. Comment admettre, dans le même ordre d'idées, la destruction de la flotte danoise par les navires anglais en 1807 ? Les Danois et les Anglais ne sont-ils pas, les uns et les autres, des Aryens ?

Ces deux exemples démontrent, d'après M. Kraaz, qu'une « morale internationale, érigée au rang d'un droit international », fait défaut, même entre les nations de

sang identique. Les relations internationales, ajoute M. Kraaz, se trouvent encore à l'état primitif qui, il faut l'avouer, ne connaît d'autre solution aux conflits que la victoire du plus fort.

Les deux faits historiques mentionnés plus haut s'expliqueraient aisément si l'on supprimait purement et simplement l'élément « race », théoriquement faux et pratiquement inexistant. Mais comment exiger d'un auteur national-socialiste qu'il dénie toute valeur au point de départ même de sa doctrine ?

Aussi, M. Kraaz, disciple fidèle de ses prédécesseurs, cherche la solution du problème dans la source de tous les désastres, l'origine de tous les conflits, d'après les idées nationales-socialistes : le mélange des sangs.

Si, laisse entendre M. Kraaz, les peuples de l'Europe en général, et le peuple britannique en particulier, n'avaient pas perdu leur pureté raciale, le Traité de Versailles n'aurait pas été injuste et la flotte danoise n'aurait jamais été endommagée !!!

La conclusion de M. Kraaz est d'une inconséquence complète, par rapport à son postulat. D'une part, en effet, il reconnaît que les relations internationales sont subordonnées à un ordre juridique international qui, sans être « incomplet », est simplement de nature « spécifique ». Et d'autre part, il conclut qu'une communauté organique, englobant toutes les nations du monde ou même un groupe restreint de ces nations, fait défaut. On peut en déduire qu'il n'y a ni un droit international, ni même un droit internordique. Il y aurait un droit ne se rapportant à aucune communauté précise. Il y a lieu de se demander ce que peut valoir ce droit...

Pour être complet, examinons cependant les traits distinctifs du « droit spécifique ».

Le droit spécifique se rapporte à un domaine très limité de la vie internationale, si on le sépare de la diplomatie. Il ne comporte que très peu de règles concernant, soit les traités internationaux (*Vertragsrecht*), soit la conciliation internationale (*Schlichtungsrecht*). Son but n'est pas d'offrir à la Société des Etats une constitution et un ordonnancement juridique. Il servira, bien plus modestement, à la prévention des conflits, d'une part, et à leur aplanissement, de l'autre.

Mais, comme il est bien des manières d'entendre la *liberté*, l'*indépendance* et la *paix*, il y a bien des conceptions de la *solution des conflits* et de leur *prévention*.

M. Kraaz octroie souverainement à ces deux termes des acceptions toutes différentes de celles qui prévalent à l'étranger. Pour lui, lorsqu'il s'agit de deux peuples luttant pour leurs intérêts vitaux, de deux « organismes » se disputant l'existence, on ne peut avoir recours à des procédés juridiques pour résoudre les difficultés.

Vainement objectera-t-on que dans la société interne l'individu s'incline, en cas de litige, devant la décision d'une instance judiciaire, et qu'on ne voit pas pourquoi la justice à sens unique doit être la norme essentielle de la vie internationale.

« Le droit international, répond M. Kraaz, est au service des nations, mais ne se superpose pas à elles ». La nation est l'antithèse même de l'humanité. Le droit des gens se réduit, s'il existe, à une simple procédure. Il ne contient que deux chapitres : les traités et la conciliation.

Par traité, il faut entendre l'acte par lequel un Etat s'engage à remplir certaines obligations pendant un

certain temps, ou, ce qui est plus rare, pour un temps indéfini. Les contractants acceptent certaines obligations en échange de certains droits. Le traité devient sans objet si la conduite de l'une des parties contractantes prend une orientation imprévue, de sorte que l'autre partie n'eût pas accordé son assentiment, si elle en avait eu conscience au moment de la conclusion du traité. On dénonce alors ce traité et on en contracte un autre, comportant d'autres stipulations et d'autres conditions. L'inobservation d'un traité par un contractant lui fait perdre automatiquement toute valeur. En outre, « l'exécution d'un traité dépend de la force de l'Etat qui l'a contracté »¹. Remarquons que les traités internationaux sont, dans l'esprit de M. Kraaz, le simple « aspect extérieur d'une évolution sociologique achevée »². M. Kraaz ne nous dit malheureusement pas si cette condition est remplie dans la société moderne.

Le second chapitre, avons-nous dit, portera sur la conciliation internationale. De même que pour le « droit de guerre », l'histoire universelle est, hélas ! remplie de dérogations flagrantes dans ce domaine. Le *droit des traités* règle les intérêts internationaux de premier ordre. Le *droit de conciliation* a pour vocation de suppléer aux insuffisances des traités et de résoudre les conflits qui pourraient en résulter. « Même sur ce plan, on constate que tout dépend de la force des parties en litige. Nous assistons là encore à l'incompétence des tribunaux internationaux pour la solution des problèmes d'ordre vital. La Cour Permanente de Justice internationale de La Haye n'a pu rendre un arrêt satisfaisant dans l'affaire

1. *Id.* p. 11.

2. « Zum Abschluss gekommene soziologische Entwicklung ».

de l'*Union douanière Curtius-Schober*¹. Qui oserait affirmer que le conflit du *Corridor*, par exemple, puisse se régler un jour par une sentence analogue » ?

Il ne serait pas déplacé de nous demander, dans ces conditions, si en repoussant l'arbitrage et la justice internationaux le « droit spécifique » n'est pas franchement l'expression d'une profonde profession de foi dans la force brutale.

Point du tout.

Car, par le terme « spécifique », M. Kraaz ne prétend nullement déprécier la teneur du droit des gens. Il précise qu'il faut entendre par là simplement un droit autonome et *sui generis*, en quelque sorte.

Le résultat auquel aboutit très logiquement la pénible construction de M. Kraaz mérite d'être signalé : « on a pu objecter que si le droit international ne règle pas à présent tous les conflits entre les Etats, tel doit être du moins son but. Cette objection ne tient pas compte de ce que notre planète est régie par des lois éternelles au nombre desquelles la lutte pour l'existence entre en première ligne. Une société internationale où tous les conflits seraient réglés par la conciliation et l'arbitrage n'existe pas et probablement n'existera jamais ». Quand il s'agit de la vie, seul l'instinct primitif des peuples les pousse à agir de telle ou telle manière et leur apprend ce qui est utile et juste ».

« Ce n'est pas du machiavélisme, termine M. Kraaz, mais la conséquence d'une expérience séculaire ».

1. Cf. A. de la Pradelle, *Les grands cas de la Jurisprudence internationale*, « Avis N° 41 de la Cour Permanente de Justice internationale », p. 335 et suiv., Editions Internationales, Paris 1938.

SECTION III

THÉORIE DU DROIT NATUREL RACISTE
DE M. HANS-HELMUT DIETZE

Le paroxysme de l'évolution du racisme juridique est atteint par M. Dietze, dans l'esquisse d'une théorie du droit naturel qu'il nous a présentée au cours de deux articles ¹.

Nous nous dispensons, conformément au plan que nous nous sommes tenu d'observer jusqu'à présent, d'apprécier ces deux articles fort brefs de M. Dietze, ne contenant que de vagues allusions et d'imperceptibles tâtonnements.

La conception de M. Dietze complète avantageusement la collection colorée des images que le national-socialisme prétend être celles du droit. Elle n'a recueilli cependant aucune voix approbative au pays de M. Hitler. M. Dietze restera, croyons-nous, le seul à avoir adhéré à cette étrange Ecole du droit naturel.

Imbu d'un simplisme remarquable, il déclare que tout doit être naturel (*natürlich*), dans l'Etat national-socialiste. Le droit, évidemment, ne peut se soustraire à cette règle fondamentale. Mais « la naturalité » (*Natürlichkeit*) du droit signifie « droit naturel ». Nous assistons donc à la renaissance d'un véritable droit naturel ². Le naturalisme juridique forme, pour M. Dietze, la caractéristique du temps présent et résulte du changement

1. « *Naturrecht aus Blut und Boden* », dans *Zeitschrift der Akademie für Deutsches Recht*, septembre 1936, N° 17-18. — « *Naturrecht und rassische Gemeinschaft* », *Deutsche Allgemeine Zeitung*, N° du 7 juin 1936, Morgenausgabe.

2. Voir son article dans *Zeits.d. A.f. D..R.*, p. 818.

d'attitude de l'homme par rapport à la réalité. Le droit paraissait jusqu'ici comme un « régulateur artificiel » d'un monde désordonné, comme une puissance indépendante et autonome, s'imposant à la vie humaine par un ordre logique des choses. Les phénomènes de la nature étaient, par contre, considérés comme la conséquence d'un chaos dans lequel seul l'homme raisonnable pouvait apporter un élément d'ordre.

Erreurs que toutes ces idées !

La nature n'a nullement besoin d'être ordonnée artificiellement et extérieurement. Elle possède, dès le début, un ordre parfait, immuable et indérogeable. En méconnaissance de cette vérité, on a détaché le droit de la vie et de ce monde « prétendument désordonné »¹. La foi dans les lois naturelles, en tant qu'expression d'un ordre de vie inhérent à la nature, regagne de nos jours tous les cœurs et tous les esprits. Le « véritable droit » est l'ensemble des lois naturelles, dont le droit positif et « artificiel » (*künstlich*) ne constitue qu'un simple aspect.

Les efforts du Führer dans la politique mondiale illustrent la lutte de l'Allemagne pour la victoire de ce droit naturel vivant (*Lebendiges Naturrecht*) sur un monde inerte et « mort » de paragraphes.

Ajoutons, comme exemple matériel de ce droit naturel, celui de l'Allemagne à la réannexion de la Sarre, de l'Autriche, etc.

Mais le droit naturel raciste se différencie profondément des différentes interprétations du terme « droit naturel » dans les temps passés. Il se distingue du « droit rationnel » (*Vernunftsrecht*) du XVIII^e siècle. Il se distingue aussi du « droit naturel universel », tel que les représen-

1. Cf. l'article précité dans *D.A.Z.*

tants de la doctrine catholique l'ont toujours préconisé. La « non-naturalité » (*Unnatürlichkeit*) de ces deux conceptions, affirme M. Dietze sans aucun argument, est étonnamment claire. Le droit rationnel admet comme naturel le *bellum omnium contra omnes*. L'homme apparaît dans cette théorie comme un être isolé, dont l'existence sera préoccupée par le souci de l'intérêt personnel et remplie d'appréhensions à l'égard des autres. Le droit naturel catholique, de son côté, s'affirme d'une validité universelle, sans distinction de temps ni d'espace. Il s'appuie sur cette donnée invérifiable que l'homme naît libre dans la nature et quelles que soient son origine et sa race, il est l'égal des autres êtres humains devant Dieu.

Ces deux doctrines universaliste-catholique et libéralo-individualiste conduisent à l'idée de l'éternité du droit, s'appliquant à tout ce qui porte une face humaine

Satisfait de ce point de départ, M. Dietze applaudit sans réserve M. Rosenberg, lorsqu'il compare l'universalisme et l'individualisme à deux frères jumeaux ! ...

Le droit naturel de M. Dietze trouve sa racine dans l'entité naturelle par excellence de la doctrine raciste : la communauté de sang. Entre les hommes de même race le droit naturel nouveau aboutira à supplanter le concept de l'intérêt personnel (*Eigennutz*) et à établir la fraternité communautaire et l'amitié raciale. Il aura pour devises les slogans célèbres du national-socialisme :

Gemeinnutz vor Eigennutz.

Einer für alle, alle für einen.

Recht ist das, was dem Volke nützt, Unrecht was ihm schadet.

Gleiches Blut gehört in einem gemeinsamen Reich.
Etc.

Le droit ainsi interprété « n'est point individualiste mais unitaire, point universel, mais concret, point humanitaire, mais allemand. Il limite consciemment sa force obligatoire aux membres d'une seule communauté raciale, égaux en droit ». Son antériorité à l'Etat ne fait aucun doute, dès lors que la communauté de sang précède la constitution de tout groupement politique. Les lois positives lui sont par conséquent subordonnées. Toute disposition judiciaire ou législative qui empiète sur la loi naturelle suprême de l'honneur national est considérée comme nulle et non avenue. Le droit naturel forme le fondement et le fil conducteur de toutes les lois. Le droit et la morale se confondent en lui. Il est le seul lien possible entre les lois et la vie. Et c'est la raison pour laquelle la jeunesse allemande y trouve la forte expression de son droit originaire. Il est vivant et « *blutvoll* ». Il n'a qu'un objet : « lutter contre l'univers arriéré et mort des paragraphes ». Il est enfin exclusivement au service du peuple allemand.

La vieille théorie du droit naturel aspire à la suppression de l'inégalité des races et des hommes. Voilà comment M. Dietze interprète le sens d'une conception plus que millénaire. D'après lui, le droit naturel traditionnel méconnaît les différences organiques des peuples. Le droit naturel raciste, au contraire, a l'ambition de sauvegarder la diversité des cultures. Car, dit-il, l'inégalité est l'essence même des créations divines et naturelles. Nature et Dieu s'identifient. Comme chez les Germains du moyen-âge, pour les Néo-Germains, l'ordre juridique naturel et l'ordre divin se confondent. Ensemble, ils constituent une unité indivisible. « Le droit naturel se rapporte seulement à des hommes de race identique, car

il veut être l'ordre juridique naturel, c'est-à-dire celui d'une communauté formée par les liens du sang et du sol. Le droit inviolable de l'homme aryen réside dans son sang. Parce que ce sang est allemand, le droit naturel aussi est allemand... Ainsi sont rattachés l'un à l'autre la jeunesse raciste et le droit naturel raciste. Tous les deux, ils garantissent l'avenir du Reich, dont la seule loi est le mythe du sang »¹.

1. V. *Zeitschrift der Akademie für Deutsches Recht*, 1936, N° 17-18, p. 821 : « *Das Naturrecht der Rasse beschränkt sich bewusst auf artgleiche Menschen, weil es die rechtliche Lebensordnung einer natürlichen, d.h. im Blute angelegten Gemeinschaft sein will. Als ungebrochenes Lebensrecht liegt es arischen Menschen im Blute. Weil dieser Blut deutsch ist, ist auch das Naturrecht deutsch..... So gehören völkische Jugend und völkisches Naturrecht für immer zusammen. Denn beide verbürgen die Zukunft des Reiches, als eines Reiches, dessen alleiniges Gesetz der Mythos von Blut und Boden bildet* ».

CHAPITRE III

Les théories nationales-socialistes du droit des gens basées sur le principe de la souveraineté absolue

SECTION I

LA THÉORIE DU DROIT EXTERNE DE M. LUDWIG SCHECHER

La théorie du droit externe ¹ exprime, en marge de la phraséologie raciste, l'idée foncièrement allemande de la négation du droit des gens.

Les liens qui l'unissent aux traditions de la science juridique d'Outre-Rhin, établies depuis un siècle, et sa conformité irréprochable non pas aux constructions théoriques, mais aux conséquences pratiques de la doctrine nationale-socialiste devraient lui servir de titres nobiliaires suffisants pour qu'elle trouve une large place dans notre ouvrage. Elle est en outre la première en date des conceptions nationales-socialistes relatives aux

1. Schecher, *Deutsches Aussenstaatsrecht*, Berlin, 1933. — Cf. Zorn, *Grundzüge des Völkerrechts*, 1903. — Compte rendu de l'ouvrage de M. Schecher par M. Tatarin-Tarnheyden, dans *Völkerbund und Völkerrecht*, année 1934-1935, p. 295 et suiv. Cf. Dr Sethe, dans *Deutsches Recht*, Heft 5, *Völkerrecht*, 1935, p. 126. — Julius Binder, *System der Rechtsphilosophie*, 1937. — Cf. Tatarin-Tarnheyden, *Werdendes Staatsrecht*, Berlin, 1934. — Voir aussi Waldmann, « *Le droit public et le droit privé dans la doctrine N.S. Reichsverwaltungsblatt und Preussisches Verwaltungsblatt*, 1934, p. 733 et suiv.

rapports juridiques internationaux depuis la convulsion de 1933. Cependant, le revirement doctrinal que le mouvement national-socialiste subit en face des nécessités politiques, à la suite du premier discours pacifique du Chancelier Hitler, et la sous-estimation du *Volk* dans la théorie du droit externe la condamnèrent dès les premiers jours de sa réapparition à n'avoir aucun écho favorable dans la science du droit allemand. L'édifice, laborieusement construit de M. Ludwig Schecher, fut jugé inutilisable par les internationalistes de l'Université nationale-socialiste. La manchette qui accompagnait l'ouvrage de M. Schecher, annonçant pompeusement : « L'étude des conséquences internationales de la doctrine nationale-socialiste », fut minutieusement séparée du livre, quelque temps après. Le *Deutsches Aussenstaatsrecht* doit être considéré désormais comme une simple œuvre personnelle, sans aucun apport avec la doctrine nationale-socialiste. On constate ainsi que la dernière résurrection de la théorie du droit externe n'eût pas plus de succès que les précédentes.

L'œuvre de M. Ludwig Schecher ne manque cependant pas de mérite. Pour la première fois, elle approfondit la nature et l'aspect des relations internationales, d'un point de vue étatique, en niant sans ambages le droit international.

La valeur outrancière que M. Ludwig Schecher accorde au droit national n'aboutit pas seulement à la négation du droit international. Bien d'autres auteurs avaient parcouru ce chemin avant M. Ludwig Schecher. Celui-ci ne fait en réalité aucune innovation si ce n'est la suppression brutale du terme *Völkerrecht* (droit des gens) du vocabulaire juridique allemand. C'est probable-

ment là la seule conséquence pratique qu'il a eu l'audace de tirer lui-même de la théorie du droit externe.

Avant la guerre, Zorn avait déjà essayé de rattacher la coordination de la vie internationale au droit interne.

Peu après Zorn, Max Wenzel généralisa dans une certaine mesure la théorie de Zorn sans se croire obligé pour cela de nier l'existence du droit international. Ni l'un ni l'autre n'eurent la témérité de leur futur disciple, Ludwig Schecher, que le national-socialisme désavoue à son tour. M. Tatarin-Tarnheyden¹ va même jusqu'à dénier au « droit externe » son ascendance hégélienne. En réalité, dit cet auteur, Hegel lui-même n'a jamais pensé à la négation du droit international, lorsqu'il étudie² le problème du « droit externe national » (*äusseres Staatsrecht*). L'esprit universel (*allgemeiner Weltgeist*)³ de Hegel doit donner naissance à un droit international obligatoire.

Quoiqu'il en soit, la théorie du droit externe allemand a pour point de départ le pouvoir attribué à l'Etat de créer le droit. Ce pouvoir lui appartient en propre et exclusivement. En conséquence, « le droit ne peut être détaché de ses liens nationaux »⁴. D'où il résulte qu'il n'existe qu'un droit, le droit national, ayant pour but de régler la vie des individus, soit en deçà, soit au delà des frontières politiques de l'Etat. Un droit international, susceptible de s'opposer à ce droit national et découlant d'autres sources, n'existe pas en réalité.

Jusqu'ici, prétend M. Schecher⁵, le *droit des rapports*

1. Tatarin-Tarnheyden, *Völkerbund und Völkerrecht*, 1934-1935, p. 295.

2. Hegel, *Grundlinien der Philosophie des Rechts*, paragraphe 333.

3. Cf. Victor Basch, *Les doctrines classiques de l'Allemagne*, 1927, p. 190 et suiv.

4. Ludwig Schecher, *Deutsches Aussenstaatsrecht*, p. 18.

5. *Id.*, p. 136.

extérieurs a été qualifié d'international par suite d'une fiction. Cette fiction consiste dans la prétendue subordination du droit interne à un droit d'ordre supérieur ayant le primat (théorie de Kelsen). La vie courante des Etats démontre que la vérité est toute différente. Car une puissance superétatique n'existe objectivement pas encore. Les règles du « prétendu droit international » ne sont sanctionnées que par l'action individuelle de chaque Etat. Or, cette action ne s'exerce généralement que si les intérêts de l'Etat l'exigent. D'autre part, si le droit doit avoir pour base la vie et non pas simplement une théorie, le droit des gens moderne n'est autre chose qu'une discipline sociale de nature particulière, élaborée par analogie avec le droit proprement dit. Il ne constitue nullement une discipline juridique distincte et autonome, se juxtaposant ou se superposant aux disciplines juridiques internes des Etats ». La situation actuelle de la communauté des Etats exige qu'on la débarrasse des fictions. Croyant interpréter la pensée nationale-socialiste de l'Etat, M. Schecher ajoute qu'un corps national racialement limité et organisé, suivant les principes hitlériens, ne peut pas se développer sans la reconnaissance du primat de son droit interne et national où le *völkischer Staat* est le cerveau tout puissant de l'être social *Volk*. L'Etat raciste ne peut remplir sa tâche que s'il est législateur suprême et délié de toute restriction juridique de compétence. Les hommes, d'autre part, ne sont tenus qu'à une seule réglementation juridique : celle que forme le droit national qui, dans les rapports internes, porte le nom de droit interne et, dans les rapports extérieurs, celui du droit externe. Au point de vue d'un Etat donné, il ne peut exister qu'une seule discipline juridique, celle qu'il s'impose à lui-même.

Certes, l'Etat exécute les accords qu'il a conclus avec d'autres Etats. Il respecte généralement les obligations auxquelles il a donné son consentement. Mais, en réalité, il ne le fait que dans la mesure où ces obligations découlent de sa propre discipline juridique et non pas en vertu d'une norme supérieure, conçue en dehors de sa volonté.

« Tout ce qui est en dehors de l'ordre juridique national appartient au monde des faits et celui-ci est gouverné par les liens sociaux d'un autre rang ». Ce monde, d'ailleurs, n'a aucun caractère normatif. Il doit être soumis au jugement d'après une échelle particulière des valeurs morales. Il peut aussi indiquer les directions pour l'application et l'interprétation des règles juridiques.

Au point de vue systématique, il existe donc un droit externe pour chaque Etat. « Il sera très utile, déclare évasivement M. Ludwig Schecher, de comparer les différents droits externes et de rechercher si le droit externe comparé peut être nommé droit des gens (*Völkerrecht*). Mais c'est une question à part, à laquelle nous ne pouvons que faire allusion ». Et voici la définition qu'il donne du droit externe allemand : « C'est l'ensemble des règles allemandes, qui coordonnent les rapports de l'Allemagne avec les autres Etats »¹.

La distinction qu'établit M. Schecher entre le monde juridique et le monde des faits doit être retenue. Elle a seule la vertu de nous éclairer sur la portée de ce droit externe. Tandis que le monde juridique est conditionné par le droit, le monde des faits n'est subordonné qu'aux rapports d'intérêts reposant sur « les réalités politiques », autrement dit, la force. Il est enfin lié à une certaine

1. Ludwig Schecher, *Deutsches Aussenstaatsrecht*, p. 21.

conception de la morale. Il faut entendre par là la morale utilitaire et subjective, de toute évidence.

D'après M. Schecher, l'unique condition pour l'existence d'un Etat national, en considération de ses rapports avec d'autres Etats, est le postulat de la souveraineté. L'Etat raciste, dont la valeur suprême est la notion de l'honneur, en établissant ses rapports extérieurs sur sa propre discipline juridique, forme le plus solide des liens qui le rattachent aux autres Etats.

Le rôle prépondérant que M. Schecher accorde à l'Etat dans l'élaboration du droit en général, le met en opposition — nous l'avons dit plus haut — avec les auteurs nationaux-socialistes qui qualifient la théorie du droit externe de *kelsénienne* et de *pseudo-moniste*. Pour eux, ce n'est pas à l'Etat qu'appartient le primat, mais au *Volk*. Inutile d'ajouter que cette controverse ne peut exercer aucune influence pratique, puisque l'Etat raciste ne peut se concevoir sans un *Volk* racialement déterminé et que, dans la tendance prédominante du droit public national-socialiste, on remarque une admirable confusion du peuple et de l'Etat¹.

Cependant, le principe du primat de l'Etat produit un certain nombre d'effets sur le plan des sources du droit des gens.

M. Schecher prétend que le « droit dit international général » n'est un droit que dans la mesure où il représente les règles du droit allemand. Il ne constitue une discipline obligatoire que si, tout au moins, le droit coutumier allemand le *reçoit*². Quant aux règles convention-

1. Contra Ulrich Scheuner, « Le peuple, l'Etat, le droit et la doctrine nationale-socialiste », Extrait de la *Revue du droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, 1937.

2. Schecher, *id.*, p. 23.

nelles, elles ne peuvent être considérées que « comme des règles de probabilité de fait ou comme échelle des valeurs pour le traitement et le jugement d'un fait ou enfin pour l'interprétation d'une norme ¹. La force obligatoire des traités réside dans la « législation souveraine de l'Etat », parce qu'ils font précisément partie du droit national ². Si, néanmoins, leur validité est subordonnée à l'accomplissement de certaines formes comme la signature et la ratification, par exemple, celles-ci ne prouvent en rien leur caractère juridique. Ainsi — et cet exemple mérite d'être souligné — le Traité de Versailles ne constitue une « *Dominante des deutschen Staatsrechts* », n'a de force obligatoire, qu'en vertu de la détermination expresse de l'article 178 alinéa 2 de la Constitution de Weimar.

L'article incriminé prévoit, en effet, dans son premier alinéa, l'abrogation de la constitution du Reich allemand en date du 10 avril 1871 et la loi sur la constitution provisoire du Reich en date du 10 février 1919. Le second alinéa de l'article 178 fixe le sort des « autres lois et ordonnances du Reich » qui « restent en vigueur, dans la mesure où elles ne sont pas contraires à la présente constitution. Les dispositions du Traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919 ne sont pas atteintes par la constitution ». Ce qui laisse à M. Schecher la possibilité de supposer que le Traité de Versailles est placé, dans le texte de la constitution de Weimar, au rang des lois et ordonnances allemandes.

Une seconde conséquence de la théorie du droit externe touche de près les principes fondamentaux du droit

1. Tatarin-Tarnheyden, *op. cit.*, p. 295 et suiv.

2. Schecher, *op. cit.*, p. 26.

diplomatique et l'administration des affaires extérieures de l'Allemagne. Selon M. Schecher, non seulement les agents diplomatiques et consulaires allemands, — ce qui est tout naturel, — mais aussi tous les organes de rapports extérieurs, relevant de la souveraineté des autres Etats, possèdent, sur le territoire allemand, leur statut juridique et leurs immunités, par suite d'une simple tolérance (*Zulassung*) des autorités allemandes.

Dans le même ordre d'idées, il explique sa conception du droit de guerre et les règles du droit de paix et notamment de l'arbitrage général ou contractuel.

L'Etat, jouissant de sa pleine et entière souveraineté, à l'extérieur comme à l'intérieur, peut régler les conflits qui l'opposent à d'autres Etats sans aucune limitation juridique et sans aucun scrupule pour l'indépendance et l'intégrité territoriales des autres Etats.

La liberté d'un Etat se traduit dans la théorie du droit externe par l'absence de toute « limitation superétatique de la compétence du législateur national ».

Il n'est pas malaisé de déduire les effets pratiques de cette liberté. L'Etat, en n'admettant la solution pacifique des conflits que s'il y consent, point n'est besoin d'être prophète pour constater que le déchaînement des volontés étatiques accompagnera inéluctablement la multiplication des difficultés et l'impossibilité de leur solution, dès lors que les « libertés » ne sont neutralisées ou tout au moins restreintes par aucun principe juridique ou moral¹.

M. Schecher répond à cette objection que sous le

1. Cf. Louis Le Fur, « *Théorie du droit naturel* », *Recueil des Cours de l'Académie du droit international*, 1927, p. 417.

régime du droit superétatique fictif, dans lequel « tous les éléments destructeurs du *Volkstum* ont eu leur part de bénéfice », le monde n'a pas fait un seul pas dans la voie de la pacification et de la conciliation. Bien au contraire. Avec le système du droit international (*Völkerrecht*), les relations des peuples sont devenues de plus en plus incertaines et troubles, et la notion courante du droit s'est éloignée toujours davantage du véritable sens que ce terme comporte¹. tandis que le droit externe (*Aussenstaatsrecht*) met les nations en face des réalités. D'autre part, si l'on considère le monde d'un point de vue dynamique, comme il faut le faire, on voit que l'ordre externe est aussi peu protégé par le droit que l'ordre interne. Le dynamisme de la vie contraint les partisans du droit international superétatique à reconnaître la validité de toutes sortes de clauses et de réserves, pour admettre la force obligatoire des traités internationaux.

Comme l'a dit le Chancelier Hitler, le 17 mars 1933, l'Etat allemand respectera tous les traités qu'il aura signés. Par contre il ne mettra jamais sa signature au bas des traités diffamatoires et déshonorants, tels que le Traité de Versailles. Les gouvernements qui ont précédé le national-socialisme au pouvoir ont peut-être signé certains traités inexécutables, dans l'espoir que, faute d'application, ils tomberaient d'eux-mêmes et deviendraient caducs. Loin de l'Etat national-socialiste cette arrière-pensée ! Tout ce qui est reconnu *droit* par l'Etat raciste sera respecté comme tel. Il serait impossible de se munir d'une définition plus sûre du droit. « Et, conclut M. Schecher, on ne saura jamais stabiliser les rapports

1. Schecher, *op. cit.*, p. 137.

interétatiques par l'institution d'un « mécanisme » armé, d'un super-Etat.

L'erreur de M. Schecher est la source de toutes ses fausses conclusions. Le droit interne ou international n'a de force obligatoire, pour lui, que si l'on admet l'existence d'une puissance commandante s'imposant à des volontés subordonnées », pour employer les termes du Doyen Duguit¹.

On sait aussi que pour discréditer l'organisme de Genève les auteurs allemands s'appliquent, non sans difficulté, à le présenter non pas comme une Société de Nations désireuses de coopération et de paix, mais comme un Super-Etat, au service des intérêts sordides et égoïstes de certaines puissances.

Quoiqu'il en soit, M. Schecher estime que « les Etats, libérés de l'internationalisme, seront mieux à même de développer pacifiquement leurs rapports au lieu de se figer dans un système international de fiction et de théorie. Dans ce nouvel ordre juridique, « les restrictions qualifiées de la souveraineté » qui empiètent sur la liberté et l'honneur d'une nation — au profit des autres, naturellement — n'auront aucune place. Il est inadmissible d'imposer à un Etat le respect des liens juridiques qui ne sont pas observés par les autres Etats. L'ordre juridique nouveau sera nécessairement à base de réciprocité, et celle-ci sera la règle suprême et obligatoire de la conduite internationale des Etats. Ceci vaut mieux qu'une égalité vide de sens des sujets du droit dit international, telle qu'elle résulte de la théorie de la coordination (*Koordinationslehre*).

1. Duguit, *Traité de droit constitutionnel*, t. I, 3^e éd., p. 17, cité par Georges Scelle, Cf. *Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique*, 1932, N^o 1-2, p. 100.

La théorie de la coordination, prétend M. Schecher, est inconciliable avec l'égalité véritable des Etats, au point de vue juridique. Pratiquement, elle est incapable de garantir la réciprocité. Théoriquement, elle est insuffisante pour l'explication de certains liens qui normalisent les rapports de l'Etat avec l'extérieur. L'ordre national de la paix doit apporter au monde ce dont l'internationalisme s'est montré incapable¹.

En terminant, M. Schecher présente son œuvre comme une contribution à la réforme de l'infrastructure de l'ordre interétatique.

La théorie du droit externe, dont nous venons d'analyser à grands traits les points essentiels, fut impitoyablement condamnée par les juristes allemands.

M. Julius Binder² reproche à M. Schecher de ne pas estimer judicieusement le sens du mot droit. « Droit, dit-il, est par définition ce qui est *justum et rectum* ». Ce qui s'impose comme juste et bon à l'individu, s'impose aussi obligatoirement à l'Etat. Il n'y a ni deux poids, ni deux mesures. L'Etat n'est pas au-dessus du droit. M. Schecher commet une grave erreur de rattacher sa construction aux idées *kelséniennes*. Il faut admettre cependant, ajoute M. Binder, que le droit international n'a pas encore une base d'application solide, dès lors qu'un pouvoir sanctionnant ses normes manque encore de nos jours³.

Nous ne pourrions partager l'opinion de M. Julius Binder. Du fait que les infractions peuvent éventuelle-

1. Rosenberg, *Krisis und Neubau Europas*, discours à l'Académie Royale d'Italie, novembre 1932.

2. Julius Binder, *System der Rechtsphilosophie*, 1937, Berlin, p. 443.

3. Julius Binder, *Philosophie des Rechts*, 1925, p. 464.

ment rester impunies, il serait injuste de prétendre que le droit n'existe pas. Si un Etat viole la règle fondamentale : *pacta sunt servanda*, que d'aucuns ont voulu la seule du droit des gens, il serait exagéré de dire que le droit international fait défaut. Il existe, pour la très bonne raison que même l'Etat violateur des pactes s'en réclame pour justifier ses revendications politiques.

M. Sethe¹ croit que la résurrection du droit externe est due en partie à la réaction de M. Ludwig Schecher, ayant pour origine la parution d'un livre encore pacifiste en 1933, portant sur la condition juridique de l'ultimatum en droit des gens². Ce livre est empreint d'un défaitisme injurieux pour le sentiment d'honneur de l'Allemagne. Car son auteur réclame des châtiments exemplaires contre les violateurs de pactes... « Il ressemble, ajoute fièrement M. Sethe, à Robespierre, qui versait des torrents de sang parce que le monde ne se présentait pas comme il l'eût désiré »³.

En présence de pareilles professions de foi, l'Allemand véritable ne peut pas manquer de réaction. Celle de M. Schecher a pour conséquence la destruction complète du droit des gens. C'est incontestablement une opinion. Mais là où l'auteur commet une grande méprise, c'est lorsqu'il prétend monopoliser dans sa théorie du droit externe le point de vue national-socialiste sur le droit international. La conception qu'il préconise n'engage que lui seul. Elle n'a rien de commun avec la doctrine nationale-socialiste.

1. Sethe, *Deutsches Recht*, Heft 5, *Völkerrecht*, 1936, p. 126.

2. Asbeck, *Das Ultimatum im modernen Völkerrecht*, 1933 ; *Herausgegeben von Herbert Kraus*, Göttingen.

3. On trouvera une critique analogue de Paul Barandon, intitulée : « *Weltfremdes Völkerrecht* », dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1934-1935.

M. Ernst Wolgast¹ s'en prend à l'envergure prétentieuse de l'ouvrage de M. Schecher, qui voudrait représenter la nouvelle position allemande à l'égard des problèmes du droit des gens. « Où est la nouveauté ? interroge M. Wolgast. La théorie du droit externe est une variante de la vieille doctrine de Zorn² et de ses disciples, d'après laquelle les normes de droit n'ont de valeur que si elles sont « partie intégrante du droit national, c'est-à-dire de la constitution de l'Etat ». D'autre part, le rapport de subordination qu'établit M. Schecher entre le droit national et le droit international est une simple interversion de la théorie de Kelsen sur le primat du droit des gens. M. Scheer n'est même pas un esprit original. Sa théorie est incompatible avec les faits. Veut-on un exemple ? Qu'on consulte les discours du Führer en 1933 ! ! ! Et l'éminent maître de Würzburg de conclure que la théorie de M. Schecher est le fruit d'une simple impulsion sentimentale d'un jeune élève de l'Ecole du droit³ !

Signalons en dernier lieu les pertinentes critiques de M. Tatarin-Tarnheyden, qui sont les plus nombreuses et les plus approfondies.

La teneur du *Deutsches Aussenstaatsrecht* lui semble particulièrement embarrassée. L'auteur de ce livre se croit obligé de se justifier à tout prix, même lorsqu'il a conscience de la fragilité de son argumentation. Ainsi par exemple, lorsqu'il s'agit de l'interprétation de l'article 45 de la Constitution de Weimar, de la portée juridi-

1. Wolgast, *Völkerrecht*, 1934, p. 969.

2. *Grundzüge des Völkerrechts*, 1903, p. 7 : « *Völkerrecht ist juristisches Recht nur, wenn und soweit es Staatsrecht ist* ».

3. Voir aussi les critiques de M. Walz dans sa théorie du droit inter-corporatif, *infra*, chap. IV, section II. — Cf. Carl Schmitt, *Nationalsozialismus und Völkerrecht*, p. 15-16 et suiv.

que des résolutions du Conseil de la Société des Nations ¹, du traitement des minorités nationales ² et enfin de la validité des jugements de certains tribunaux d'arbitrage portant sur les intérêts primordiaux de la nation ³. La théorie du droit externe est entachée d'une erreur grave lorsque M. Schecher s'efforce de méconnaître que la modification des traités ne peut s'accomplir unilatéralement ⁴ et que les droits et obligations qui découlent de ces traités ne ressortent pas d'un droit externe, mais d'un droit international commun à tous les Etats. Le grave défaut du droit externe est de présumer qu'il faut réfuter la théorie du primat du droit international pour se mettre en valeur. Elle ignore qu'à côté du droit national, il existe un droit international, ayant pour sujets en partie les Etats et en partie les individus, analogue à un droit fédéral, dont le pouvoir législatif a pour base la commune collaboration de tous les Etats. Le droit international n'est pas un « droit de subordination », mais un « droit de coordination ». Car il existe un ensemble de normes générales, coutumières, formant le droit international en dehors des règles techniques auxquelles M. Schecher attache une importance démesurée. Malgré son positivisme. M. Schecher reconnaît lui-même l'existence du droit coutumier allemand où la validité du droit international est affirmée : par exemple, lorsqu'il s'agit de déterminer les limites de ce qu'on appelle la souveraineté territoriale et la condition juridique des étrangers.

Bref, à vouloir tout expliquer, la théorie du droit externe n'explique rien du tout.

1. Cf. Schecher, *op. cit.*, p. 75.

2. *Id.*, p. 89.

3. *Id.*, p. 92.

4. *Id.*, p. 27.

M. Tatarin-Tarnheyden pousse plus loin encore ses judicieuses observations sur les idées essentielles de M. Schecher, qui relie l'existence du droit à la contrainte. Bien d'autres auteurs avaient invoqué le même raisonnement avant M. Schecher pour détruire le droit des gens. Ils prétendent tous que le droit international n'existe pas, parce que la contrainte ou ce que M. Schecher appelle « une puissance superétatique souveraine » lui fait défaut. M. Schecher a incontestablement tort de faire sienne cette objection et de se faire disciple du Juif Kelsen. Car le droit ne se caractérise pas par la contrainte. M. Schecher prétend que la légitime défense, les représailles et la guerre ne sont pas des moyens de contrainte objectifs, parce qu'elles sont exercées dans chaque cas particulier en considération de certains intérêts. Cette doctrine contient une grave erreur. M. Schecher ignore encore les autres raisons de la validité du droit international, telles que la pression de l'opinion universelle et l'isolement du violateur du droit et les convictions juridiques et morales du monde.

Certes, il a la velléité de faire une place particulière à l'arbitrage qui suppose une certaine communauté conceptuelle des nations sur la notion du droit. Mais il ne fait aucune discrimination entre le droit normatif et ses moyens d'application. Or, la norme de droit n'est pas une norme de contrainte, comme le prétendent Kelsen et Schecher. « *Le droit reste droit, même s'il n'est pas observé* » Ce principe concerne aussi bien le droit national que le droit international. Sans doute le droit international n'a pas le même rang que le droit national. Mais le droit international peut revendiquer, à juste titre, le caractère de tout droit, à savoir, l'inviolabilité des normes sociales

souveraines. Peu importe qu'il n'y ait pas un *Super-Etat*, support de droit international. Si le Super-Etat existait, il n'y aurait plus de droit international, mais un vaste droit interne universel. M. Schecher pousse le positivisme trop loin. « On ne doit pas aller chez Kelsen, faire sien son formalisme et appeler cela « *deutsche Gründlichkeit* »! Hegel lui-même, partant d'un *äusseres Staatsrecht*, se voyait obligé de reconnaître un droit universel. Il affirme, d'autre part, que la guerre n'est qu'un fait passager, et qu'elle ne peut constituer une condition permanente pour l'humanité ¹.

Le droit externe, conclut M. Tatarin-Tarnheyden, est une théorie « *solipsiste* », soit dans ses principes, soit dans ses effets. Les faits la démentent mieux que tout argument juridique. Aucun Etat ne peut modifier, en vertu de sa propre souveraineté et unilatéralement, son statut international. Autrement, l'Allemagne n'aurait jamais subi les conséquences néfastes du Traité de Versailles. D'autre part, dans l'intérêt même de l'Allemagne et pour prouver l'injustice de ce traité, il est nécessaire de se baser sur la réciprocité des obligations qui y sont contenues et incombent à tous les Etats signataires. Croire le contraire serait résoudre les problèmes juridiques par la force. Ce n'est pas la force qui est le fondement de l'Etat national-socialiste. Celui-ci veut la paix et il la veut profondément. La paix est la résultante nécessaire de l'organicisme national-socialiste. Comme exemple de cette volonté de paix, M. Tatarin-Tarnheyden invoque le discours de M. Hitler du 17 mai 1933 ².

On voit que si, sur les principes, les deux auteurs alle-

1. Hegel, *Philosophie des Rechts*, paragraphes 340 et 338.

2. Tatarin-Tarnheyden, article précité p. 299.

mands ne sont pas d'accord, l'argument invoqué est le même chez tous les deux : les paroles du Führer.

La seule solution acceptable pour M. Tatarin-Tarnheyden est, dans ces conditions, l'affirmation du droit international. Il existe, sans prétendre au primat, au détriment du droit interne. Ensemble, ils forment deux ordres juridiques distincts dont le règlement des rapports constitue un des problèmes cruciaux du monde juridique moderne, « un problème qui ne peut être résolu que dans le cadre d'une conception organique du monde ». Mais la doctrine organiciste n'a-t-elle pas pour règle fondamentale la prédominance des intérêts allemands¹ ? « Aucun motif humanitaire, confessionnel ou économique, dit M. Gottfried Feder, théoricien du mouvement national-socialiste, ne doit influencer l'action de l'Etat allemand, mais exclusivement le bien-être de l'ensemble de la nation ». Ces mots d'une clarté indéniable sont interprétés d'une manière singulière par M. Tatarin-Tarnheyden. D'après cet auteur, l'intérêt allemand consiste précisément à respecter le droit international. Il n'y a aucune incompatibilité entre les dogmes essentiels du national-socialisme et les règles du droit des gens. Le reconnaître ne serait pas *affaiblir* la puissance allemande. L'Allemagne a tout intérêt à renforcer par son appui le développement d'un véritable et authentique droit international. Fonder la liberté allemande sur la base du *Volkstum* n'implique pas nécessairement l'*Autarkie* politique et culturelle. Celle-ci peut ne pas correspondre à l'évolution normale des intérêts allemands. L'Etat national ne doit pas craindre un droit régissant les rapports interétatiques,

1. Gottfried Feder, *Der Deutsche Staat auf Nationaler und Sozialer Grundlage*, 11^e éd. 1933, p. 48.

indépendamment de toute subordination au droit interne. C'est, au fond, l'idée romaine de finalité qui a guidé M. Ludwig Schecher dans sa construction. L'Etat est une fin pour lui et c'est le contraire même de la règle nationale-socialiste du *Primat des Volkes*¹. M. Ludwig Schecher méconnaît l'essence du « *volkisme* » en surestimant la valeur de l'Etat.

La raison invoquée par M. Tatarin-Tarnheyden pour la reconnaissance de la force obligatoire du droit des gens mérite d'être notée. Elle aussi est foncièrement utilitaire. « Le droit des gens actuel permet à l'Allemagne une politique réaliste pour ébranler le système juridique, codifié dans le Traité de Versailles, de l'asservissement allemand. A l'existence des nations indépendantes et libres, il donne toutes les garanties possibles. L'Etat allemand ne doit pas sous-estimer le droit international actuel. Il doit au contraire le connaître et l'interpréter pour le salut de la nation allemande et du Reich allemand »². C'est un fait heureux et important qu'il existe un droit international, liant juridiquement tous les Etats et non un droit externe national. « L'Allemagne ne doit pas tendre à réaliser l'« *Autarkie* »³ mais à recouvrer la grandeur qu'elle mérite justement dans le monde. Elle est au cœur de l'Europe. Elle est le centre de sa culture. Sa mission ne doit s'accomplir que dans le cadre du droit des gens ».

On reste surpris de la façon dont chaque auteur national-socialiste conçoit l'intérêt de la patrie allemande. Il suffit de comparer les observations mesurées de M. Ta-

1. Cf. un livre de Werner Dräger, *Primat des Volkes ?*

2. Tatarin-Tarnheyden, *Werdendes Staatsrechts*, Berlin, 1934, p. 39 et suiv.

3. M. Tatarin-Tarnheyden prend le mot « *Autarkie* » au sens d'autarchie et non pas d'autarcie.

tarin-Tarnheyden et les théories que nous avons vues précédemment. Le désaccord nous paraît insurmontable. Soulignons-le simplement.

Même sur le plan constitutionnel, M. Tatarin-Tarnheyden commet une certaine hérésie. La moindre initiation au nouveau droit allemand permet de le remarquer. Depuis 1933, rares sont les juristes allemands qui aient épargné la Constitution de Weimar et leurs objections vives et souvent injustes. Elle est en effet conçue par Hugo Preuss qui, par malheur, n'était pas « de race aryenne ». Et c'est son plus grand défaut. On lui reproche d'être rédigée à la hâte, d'inspiration étrangère, ne répondant en rien aux aspirations allemandes. Elle a établi, dit-on en Allemagne, un régime démocratique, libéral et parlementaire qui répugne au tempérament allemand¹. La séparation subtile que le système républicain établit entre les pouvoirs d'une part, entre le Reich et les « pays » de l'autre, donne naissance à un enchevêtrement des diverses attributions de l'Etat qui paralyse totalement le pouvoir central. Elle est fondée sur des bases juridiques abstraites, contraires aux convictions intimes du national-socialisme, etc.

M. Tatarin-Tarnheyden croit, au contraire, que l'article 4 de la Constitution de novembre 1919² n'est pas superflu dans la constitution nationale-socialiste du Reich allemand.

On doit l'y incorporer en lui donnant une autre interprétation. Sans faire du droit international un élément transformateur du droit interne, on peut adopter la

1. Cf. Pfundtner, « *Die Quellen der geltenden Verfassung* », in N.S. *Handbuch für Recht und Gesetzgebung von Dr. Frank*, p. 331-342.

2. Cf. Mirkine-Guetzevitch, *Les constitutions de l'Europe nouvelle*, 2^e éd., Delagrave, Paris, p. 57.

conception anglo-américaine qui lui confère un caractère autonome. Comme la plupart des rapports internationaux se règlent par des traités et qu'en vertu de la loi des pleins pouvoirs (*Vollmachtsgesetz*) en date du 24 mars 1933¹, modifiant l'article 45², alinéas 1 et 11 et l'article 50³ de la Constitution de Weimar, et la loi du 14 juillet 1933, sur le plébiscite, les engagements de l'Allemagne ne dépendent que de la volonté de la *Reichsführung*, il n'y a aucune objection à reconnaître au droit des gens la qualité de partie intégrante (*Bestandteil*) du droit interne allemand.

Point d'objection non plus, s'il s'agit de la coutume internationale. Car aucune « règle généralement admise » du droit international ne peut exister sans qu'elle soit en vigueur en vertu du droit interne allemand. La coopération de l'Etat national allemand est donc nécessaire soit à l'élaboration, soit à l'application des normes du droit des gens.

Si l'on se reporte enfin à l'article 4 de la loi des pleins pouvoirs, qui est une sorte de charte constitutionnelle de l'Etat national-socialiste on constate qu'une distinction parfaite en résulte entre le droit interne et le droit international. La théorie du droit externe ne se comprend, d'après M. Tatarin-Tarnheyden, qu'à l'aide de la conception formaliste et démocratique de M. Schecher. Rien

1. Cf. Roger Bonnard, *op. cit.*, et Grete Stoffle *op. cit.*, sur la loi des pleins pouvoirs.

2. Art. 45 : « Le Président du Reich représente le Reich à l'extérieur. Il conclut au nom du Reich les conventions et traités internationaux. Il accrédite et agréé les représentants diplomatiques. La déclaration de la guerre et la conclusion de la paix sont décidées par une loi du Reich ».

3. Art. 50 : « Tous les actes et tous les décrets du Président du Reich, même relatifs à la force armée, ne sont valables qu'à la condition d'être contresignés par le Chancelier du Reich ou par le ministre du Reich compétent. En les contresignant, celui-ci en assume la responsabilité ».

ne correspond moins que cette théorie à la philosophie politique du national-socialisme.

Nous nous garderons de discuter la valeur de ces critiques¹, où il y a une grande part de vérité.

A notre sens, cependant, la théorie de M. Schecher avait droit à un meilleur accueil dans la science nationale-socialiste.

Seul, le juriste Waldmann² s'apparente de très loin à la tendance de M. Schecher. Il conçoit le droit international avant tout comme un droit des traités (*Vertragsrecht*). Il n'a de force obligatoire que si le législateur national l'admet. Car ce qui le caractérise n'est pas la justice, marque essentielle de tout droit, mais l'intérêt des Etats. Ce qu'on appelle la communauté internationale est une pure fiction et un leurre. Elle n'a jamais existé. Les lois de la vie internationale n'occupent enfin dans la hiérarchie des lois que le dernier rang, si l'on veut concevoir le droit international dans un esprit national-socialiste³.

1. Sur la conception organiciste de M. Tatarin-Tarnheyden on consultera ses deux articles : « *Organisches Völkerrecht* » dans *Völkerbund und Völkerrecht*, 1936, p. 23 et suiv. ; — *Id.* « *Völkerrecht und Organische Rechtsauffassung* », dans *Zeitschrift für Recht und Sozialphilosophie*, Heft II, t. XXIX.

2. Waldmann, « *Le droit privé et le droit public dans la doctrine nationale-socialiste* », dans *Reichsverwaltungsblatt und Preussisches Verwaltungsblatt*, 1934, p. 733.

3. On consultera également une critique de la théorie du droit externe de Ludwig Schecher par Norbert Gürke, dans *Verwaltungs=Archiv*, Bd. 38, p. 445.

SECTION II

THÉORIE DU DROIT POLITIQUE

DE M. OTTO KÖELLREUTTER ¹

Peu de temps après la renaissance de la théorie du droit externe, le grand juriste allemand Otto Köellreutter fit paraître son *Grundriss der Allgemeinen Staatslehre*, le premier ouvrage de droit public interne, qui sous une forme concise, se propose d'aborder une étude d'ensemble de tous les problèmes de la philosophie du droit et de la connaissance de l'Etat. En dehors de la valeur qu'on peut attribuer à son originalité, l'ouvrage de M. Köellreutter est non seulement le premier, mais, peut-être aussi, le plus complet de tous les travaux analogues parus depuis cinq ans en Allemagne.

La question des relations internationales, en particulier, ne s'est pas dérobée à son vaste coup d'œil et c'est ce qui lui confère une importance justifiée, non seulement pour l'étude du droit public interne, mais aussi et dans une grande mesure, du droit international public. Une part de vérité n'est pas étrangère à sa manière de voir. Par contre, il se garde parcimonieusement, — et c'est compréhensible, — de nous donner des solutions nationales-socialistes achevées.

Représente-t-il vraiment la mystique du III^e Reich ? On ne pourra répondre à cette question qu'après avoir approfondi sa conception qui, à tout prendre, n'est pas moins nationale-socialiste qu'une autre.

1. Bibliographie : Otto Köellreuter, *Grundriss der Allgemeinen Staatslehre*, 1933 ; *Vom Sinn und Wesen der nationalen Revolution* ; *Deutsches Verfassungsrecht*, 1935 ; *Volk und Staat in der N.S. Weltanschauung*, 1935 ; *Grundfragen des Völkischen und staatlichen Lebens im deutschen Volksstaat*, 1935 ; *Der deutsche Führerstaat*, 1934.

« Les rapports internationaux, dit M. Koellreutter, doivent être envisagés de la même façon que les rapports de l'Etat et du droit ». Le problème de la source, des fondements, du domaine de validité obligatoire et des objets du droit international ne peut être objectivement approfondi qu'en connexité du problème de l'Etat. M. Koellreutter n'admet aucune opposition entre le milieu international et le milieu national. Hanté par la concentration des faits autour de l'Etat national-socialiste, il néglige de prendre en considération les particularités nécessaires à la vie internationale ; croyant que la réfutation de la « théorie pure » de Kelsen suffit pour constituer une base solide à une nouvelle théorie du droit, M. Koellreutter condamne, dès le début, son point de vue à une étroitesse qui le voue à l'échec. Et voici comment il raisonne :

Pour garder intacte l'unité du droit, « la théorie pure » part d'une norme fondamentale (*Grundnorm*) et suprême, ce qui aboutit pratiquement à l'affirmation du primat du droit des gens par rapport au droit interne. Or, le « relativisme sceptique » de M. Kelsen met obstacle au bien-fondé de son argumentation¹. Finalement, en partant de ses prémisses, on peut conclure aussi bien au primat du droit interne qu'à celui du droit des gens. L'auteur néo-kantien, ajoute M. Koellreutter, écarte la considération de ce qui est (*Sein*) pour la formation normative du droit international. Cette considération est, au contraire, d'autant plus importante que le droit international ne peut se développer sans un lien direct et intime avec « l'Etat politique » actuel. En conséquence,

1. Hans Kelsen, *Das Problem der Souveränität und die Theorie des Völkerrechts*, 1920 (traduit en français).

la théorie pure conduit à la légitimation de l'état de choses existant, suivant le droit positif, et d'autre part, à la subordination du système normatif interne au système normatif international, sans prendre en vue « la réalité politique des Etats et la réalité des limites de la communauté internationale »¹. Dans la construction de Kelsen, remarque enfin M. Koellreutter, nous constatons, d'un côté, que l'ordonnement des rapports humains s'effectue par des normes, et de l'autre, que ces normes existent et gouvernent indépendamment de la situation présente des faits et des choses. La méconnaissance de la réalité politique rend « la théorie pure », « étrangère » et pacifiste. Elle engendre aussi d'amères déceptions pour les nations qui y ont attaché foi. Le droit des gens est substitué par une illusion qui, entre autres, a porté atteinte à la dignité du peuple allemand.

En revanche, si l'on ne méprise pas les faits et la réalité politique, on aboutit à la formation effective d'un droit international conforme aux nécessités de la vie humaine et respectueux des rapports naturels qui existent entre le droit et la politique. Le droit international se réduit, en dernière analyse, en une théorie de la souveraineté de l'Etat, qui constitue la plus grande des réalités politiques.

Pour Kelsen, la force est un « *böses Prinzip* » ; un Etat indépendant et souverain ne peut donc exister d'après sa construction. Voilà pourquoi, précise M. Koellreutter, « nous pourrions paraître négateurs du droit international, aux yeux des partisans de l'Ecole viennoise ».

1. Koellreutter, *Grundriss der Allgemeinen Staatslehre*, p. 225 et suiv.

Nous laisserons de côté l'examen de « la théorie pure » qui nous éloigne de notre sujet.

Il résulte cependant des objections de M. Köllreutter à la conception kelsénienne que « la souveraineté est aujourd'hui une exigence de l'indépendance politique et de l'expansion juridique de l'Etat. En outre, elle est nécessitée par la vie politique ». Seul le principe de la souveraineté régit les rapports des Etats modernes. Le nier serait se figer dans les fictions juridiques et faire abstraction de ce qu'on appelle en Allemagne la réalité politique. Toute théorie de droit international qui tiendrait à la négation du principe de la souveraineté serait impolitique et, d'après M. Köllreutter inacceptable.

Le droit international doit donc avoir pour fondement la souveraineté de l'Etat. Mais il est naturel que la souveraineté des Etats qui, de nos jours, paraît comme une donnée naturelle, ne se traduise pas de la même manière dans le même domaine international que sur le terrain national. Car, dit M. Köllreutter, les rapports de l'Etat avec l'extérieur sont tellement développés de nos jours que son indépendance ne saurait être inconditionnelle et absolue, ces rapports touchant non seulement l'Etat, mais aussi le peuple, les groupements nationaux et enfin l'individu. Si la règle « *fiat justitia pereat mundus* » doit présider à la formation normative de l'ordre juridique national, son importance est encore plus claire pour la formation du droit international. On est, par conséquent, forcé d'admettre la dépendance des nations les unes des autres. Mais cette dépendance prouve, une fois de plus et d'une façon plus marquée que par le passé, l'influence prépondérante de l'élément « politique ». C'est pourquoi les grandes puissances, les Etats forts, sont

ceux qui déterminent et contribuent le plus au développement du droit international positif. Seuls ces Etats sont en mesure de se servir de leur puissance et de peser de tout leur poids sur la solution des difficultés interétatiques. Sans remonter au Congrès de Vienne, on peut invoquer l'exemple du Pacte de la Société des Nations qui, dans son article 4, prévoit l'institution d'un concert des grandes puissances, c'est-à-dire le Conseil de la Société des Nations.

Cette « vérité » suffit à M. Koellreutter pour corroborer sa théorie. « Quiconque veut avoir une claire vision du droit des gens doit donc s'attacher à la réglementation normative des rapports internationaux ». D'où l'axiome cher aux auteurs allemands : « *Völkerrecht ist politisches Recht, im ausgesprochenen Masse* » (Le droit international est un droit politique dans la mesure la plus prononcée).

Ce qui caractérise l'Etat moderne, écrit M. Koellreutter, c'est le *Volk*. La réalité du *Volk* détermine et conditionne la réalité de l'Etat. La communauté de droit international est établie, en conséquence, sur le même élément. Sa nature et ses limites sont donc subordonnées au *Volk*. Toute conception qui part d'un postulat différent est fausse et inutilisable. Mais la forme la plus évoluée de la vie humaine se manifeste dans l'Etat. Or, l'Etat est d'essence politique. Au point de vue du dynamisme politique, il n'est pas la seule forme de la vie des hommes. Celle-ci nous oblige à reconnaître les changements inévitables qui pourraient survenir sur ce plan. Les liens vitaux d'intérêts qui unissent les peuples constituent aujourd'hui une réalité qui doit être reconnue, sans préjudice de la reconnaissance du primat de l'ordre étatique

interne. La vie moderne dépasse l'Etat, de nos jours. Nous devons tenir compte des relations qui sont établies entre les divers Etats, par l'entremise de puissants groupements politiques, économiques, scientifiques ou techniques. Accepter ce fait n'est nullement porter atteinte à l'admission de l'Etat considéré comme étant « la plus haute forme de la puissance d'une nation ». Un jour viendra peut-être où une *internationale des nationalistes* pourra se constituer. A présent, les idées politiques ne restent pas enfermées dans leur pays d'origine. Celles du marxisme et de la démocratie n'ont pas le monopole de franchir les frontières politiques des Etats. Les doctrines fasciste et nationale-socialiste peuvent exercer aussi d'importantes répercussions à l'étranger. En s'internationalisant, elles peuvent consolider leurs positions « *idéelles* » d'abord, la paix mondiale ensuite¹.

Si l'on affirme, d'autre part, l'existence d'une communauté d'intérêts et de vie à la base de la discipline juridique internationale, on doit se rendre un compte exact de ses limites, de ses lacunes et de ses faiblesses. Au point de vue politique, la valeur unificatrice de la civilisation a été jusqu'ici beaucoup moins considérable qu'on ne l'a affirmé. Sa surestimation a induit en erreur les observateurs, sur les différences capitales qui séparent les peuples, au point de vue « naturel », d'une part, au point de vue « culturel », de l'autre. Parmi les différences naturelles, il faut compter, en particulier, l'importance territoriale des Etats, qui est un facteur primordial de l'orientation des rapports internationaux. La Société dite des Nations est en pratique une boutique des grandes

1. Sur « L'internationale des nationalismes » on consultera un ouvrage de Hans K.E.L. Keller, *La voix internationale des nationalistes*, la III^e Europe, Berlin, 1934.

puissances. Le principe de l'universalité qui doit l'imprégner est, en vérité, un mythe. Si l'on se place enfin sur le terrain de l'organisation de la communauté internationale, on remarque qu'elle est encore à l'état rudimentaire. Peu de traités internationaux ont aujourd'hui un caractère universellement obligatoire. Ceux qui répondent à cette condition sont précisément les traités qui ont plutôt un caractère exclusivement technique, portant sur les communications postales et télégraphiques, par exemple. Les traités politiques sont rarement universels. Tout dernièrement encore, l'échec de l'unification du droit de la nationalité nous a fourni une preuve édifiante, à ce sujet. Par conséquent, il est nécessaire d'apporter à la validité du droit international de grandes restrictions.

En réalité, la seule communauté politique est actuellement l'Etat. Mais qu'est-ce donc que l'Etat, sinon une organisation basée sur des données naturelles de peuple et d'espace (*Volk und Raum*) ? Par ces deux éléments, l'Etat s'enracine naturellement et non artificiellement. Au sens normatif, nous aboutissons à ce résultat que le droit international dépend, en dernière analyse, de l'Etat indépendant et absolument souverain. On peut objecter que les divers groupements sociaux à l'intérieur des Etats, les églises, les associations économiques ou scientifiques ont aussi leur part dans la création des liens vitaux entre les peuples, qu'ils peuvent les consolider, si ces liens existent déjà. M. Koellreutter répond que la participation de ces groupements au développement du droit des gens ne joue qu'un rôle minime et que ceci reste une des fonctions essentielles de l'Etat.

La reconnaissance des Etats comme membres de la

communauté internationale devient ainsi un élément primordial du droit international. Quant aux conditions requises pour la validité de la reconnaissance, la thèse de M. Köellreutter consiste à nier l'existence d'une règle communément suivie.

« *Seule, dit-il, la politique en décide* »

Il n'y a donc plus de doute que le droit des gens manque de caractère juridique. En considérant l'axe autour duquel le droit des gens pivote, il appert qu'en droit, ce n'est pas la conservation de la valeur normative des règles juridiques qui importe le plus, mais la conservation de l'Etat et de l'Etat seul, en cas de conflit.

Le droit des gens politique nécessite aussi l'affirmation de la *clausula rebus sic stantibus*, comme règle fondamentale, ce qui constitue une autre limite au droit des gens.

Enfin, ajoute M. Köellreutter, « il est universellement connu que l'intérêt national prime l'intérêt international et que le *Volk* vient bien avant l'humanité » !

Le droit à l'autoconservation formera au même degré que la clause de l'honneur et des intérêts vitaux, la réserve la plus importante qu'on doive admettre pour un droit international dynamique.

Ce n'est pas en interdisant certains engins de guerre ou en mettant la guerre hors la loi qu'on parviendra à supprimer la volonté de puissance et la force inhérente de certains peuples. Ici encore, la loi de l'accord des intérêts doit régner en maîtresse. Ni le principe de justice, ni celui de la validité des normes ne seront capables de se substituer à l'équilibre des forces.

La neutralité, en droit international, dépend elle-même, dans une certaine mesure, de la force politique de

l'Etat neutre. Sans la force il sera impossible de sauvegarder, à l'abri de toute atteinte, la neutralité face aux Etats belligérants. Il y a là une question purement politique. Toute neutralité doit être une neutralité armée, sinon elle n'a aucun sens. Quant aux limites de la neutralité, on les trouve non pas dans les normes, mais dans la puissance défensive de l'Etat neutre, par rapport aux Etats belligérants. Avant d'entrer en guerre contre l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique ont violé eux-mêmes les règles du droit des gens, en livrant des armes et des munitions aux pays alliés. La neutralité, comme la guerre et la paix, constitue un principe de politique dynamique. Il est impossible de prévoir dès à présent les règles juridiques de la guerre future. Il est de même impossible de régler aujourd'hui les limites et les conditions de la neutralité future.

Les accords, tels que le Pacte de la Société des Nations, le Pacte Briand-Kellog, etc. ne peuvent empêcher la guerre. Le droit des gens actuel n'y mettra aucun obstacle. L'agresseur éventuel aura simplement l'embarras du choix entre divers prétextes juridiques : il pourra se prétendre l'objet de l'agression, il pourra se dire provoqué, il pourra invoquer le maintien de sa sécurité, il pourra appeler son acte mesure d'exécution d'un traité ou, enfin, lui donner le nom d'une expédition coloniale ou d'une randonnée punitive. L'exemple des nombreux conflits sino-japonais, des Etats de l'Amérique du Sud entre eux et enfin de la guerre italo-éthiopienne illustre à merveille la véracité de cette allégation.

Dans certains pays, dit M. Koellreutter¹, on met l'accent et l'espoir sur la Société des Nations. En Alle-

1. Koellreutter, *Grundriss*, p. 216.

magne, M. Jahrreiss la considère comme une personnalité juridique. L'opinion dominante, cependant, ne va pas aussi loin. On lui donne le caractère d'une Société des Etats, de nature particulière. M. le Professeur Carl Schmitt est encore moins optimiste. Il dénie le caractère social de l'institution genevoise. M. Köellreutter compare la Société des Nations à une communauté administrative (*Verwaltungsgemeinschaft*) de grand style, à un bureau de bons offices et d'agréables conférences ou enfin à un *Clearing Office* des Etats ! Elle constitue, dit-il, une anomalie, vestige du temps du *Diktat* versaillais. Son but est l'éternisation des profits tirés par les profiteurs et, avant tout, par la France, de la situation créée par l'instrument de Versailles. Une communauté politique n'existe pas aujourd'hui entre les Etats. La Société des Nations n'a jamais osé toucher aux intérêts des grandes puissances et, malgré les promesses du Pacte, depuis le jour où il a été mis en vigueur, on n'a pas constaté une modification sensible des procédures diplomatiques. Non seulement elle n'a pas pu réaliser l'*universalité*, elle a même été incapable d'aplanir le conflit sino-japonais. L'ajournement de la conférence pour la limitation des armements est une preuve de plus de l'impuissance congénitale de cette organisation. « C'est une association d'intérêts, sans autorité, sans souveraineté et sans force effective. C'est une institution basée sur un pathos ».

On objectera que la Société des Nations, malgré toutes ses imperfections, a rendu de grands services.

« Mais, répond M. Köellreutter, dans tous les conflits politiques, elle a été en défaut ». Et cela suffit pour la condamner. Les intérêts des Etats à la sauvegarde de la

Société des Nations sont plus ou moins grands. L'Angleterre y a trouvé une ressource pour le maintien de sa suprématie. Les voix des Dominions et des dépendances britanniques pèsent d'un grand poids sur les décisions adoptées par l'institution de Genève. L'entrée de l'Allemagne à la Société des Nations fut considérée par la France comme un moyen au service du maintien du *statu quo*. L'attitude de l'Italie a toujours été équivoque. Et les petits Etats rectifient leur position sociétaire, eu égard à leurs relations avec les grandes puissances.

« *Seule, une Société des Nations qui liquiderait le Diktat de Versailles aurait quelque valeur* »¹.

Pour fonder une paix durable, il faut partir du postulat de l'honneur national². Le respect de l'honneur national des peuples étrangers est l'issue raisonnable et inévitable du noble sentiment de fidélité et de respect qu'on doit avoir à l'égard de son propre peuple. Le véritable sentiment de la conscience nationale n'a donc nullement une portée unilatérale. Le nationalisme ne forme aucunement une barrière infranchissable entre les différents peuples. Au contraire, il rapprochera les uns des autres les Etats dignes d'estime.

M. Kœllreutter qui, plus réaliste que les idéologues racistes, fonde sa conception sur la communauté d'intérêts, l'ébranle lui-même, en y introduisant les facteurs sentimentaux qui peuvent varier d'un pays à l'autre.

En adoptant une doctrine désuète³, il parvient à refuser le caractère juridique au droit international et, par là même, il conclut que la vie des nations ne dépend

1. Kœllreutter, *op. cit.*, p. 217.

2. *Idem*, p. 44.

3. Voir également Wegner, *N.S. Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, p. 129-158.

que de l'intérêt et de la politique. Mais qu'est-ce donc que l'intérêt ? L'intérêt d'aujourd'hui est-il celui de demain ? Et la politique n'est-elle pas simplement, si on la détache de son infrastructure morale, l'expression tangible de la force.

On se demande à quoi se réduit la valeur des assurances de M. Köellreutter quant à l'affirmation du droit international, lorsqu'on y joint les multiples réserves que le célèbre auteur national-socialiste apporte à la validité et à l'autonomie du droit.

* * *

De la théorie politique de M. Köellreutter on peut rapprocher celle de M. Ernst-Rudolf Huber.

Pour M. Huber ¹, « la conception politique » ne peut pas laisser à l'écart le problème du droit des gens.

« Certes, écrit-il, dans un article fameux, la matière est délicate. Son importance a été parfois sous-estimée, souvent exagérée. La science juridique doit mettre en lumière ce fait que le droit des gens n'est plus fécond lorsqu'il est détaché de l'idée politique interne de l'Etat. En réalité, le droit des gens doit refléter les conceptions juridiques et politiques des nations ». Il présuppose une certaine homogénéité des conceptions politiques fondamentales des nations qui forment la communauté internationale. Le droit des gens subit actuellement une crise qui provient des « troubles » ayant pour origine la disjonction du droit naturel d'avec le droit positif. Le droit positif ne doit jamais se placer à l'opposé du droit naturel.

Sans pousser la négation du droit international comme

1. Huber, *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, Bd. 95, p. 59.

M. Ludwig Schecher, M. Huber demande « une plus grande liaison entre les représentations politiques des nations d'une part, et le droit international, de l'autre ». Car, dit-il, le *Volk* étant un, il ne peut être régi que par un seul ordre juridique, par un seul droit. Ce droit sera le droit politique (*politisches Recht*), c'est-à-dire le droit national (*Völkisches Recht*). « Cette évolution, précise l'éminent professeur de Kiel, n'est ni réactionnaire, ni arbitraire. Elle découle de la réalité des faits et des nécessités de l'ordre de vie national », etc. etc.

SECTION III

LA THÉORIE « *völkisch* » DE M. NORBERT GÜRKE ¹

La pensée centrale de M. Norbert Gürke est la subordination du droit des gens à la politique intérieure des Etats européens. Le droit national constitue, pour lui, la source et l'origine du droit international. D'où on peut déduire que, pour comprendre et apprécier l'évolution des rapports entre Etats, il faut examiner les idées politiques dominantes qui, à chaque période de l'histoire, président à la détermination des normes du droit interne chez les différentes nations européennes. Aujourd'hui, nous nous trouvons en présence de trois familles d'idées

1. Bibliographie : Norbert Gürke, *Volk und Völkerrecht*, Heft 5, *Beiträge zum öffentlichen Recht der Gegenwart*, Tübingen, 1935. — Voir un compte-rendu de ce livre par M. Bilfinger dans *Völkerbund und Völkerrecht*, Jg. II, p. 573-575. *Idem*, *Grundzüge des Völkerrechts*, Spaeth und Linde, Berlin, 1936. — Voir un compte-rendu de cet ouvrage par M. Ulrich Scheuner dans *Völkerbund und Völkerrecht*, Jg. III, p. 349. — Cf. Gürke, « *Die Oesterreichische Verfassung, 1934* », *Archiv. des öffentlichen Rechts*, Band. XXV Heft 2, p. 178 et suiv. — Gürke, « *Der Verfall des Völkerbundsystems* », *Juristische Wochenschrift*, N° 46, 1933 ; « *Völkerbundsaustritt und Abrüstung* », *Deutsches Recht*, N° de septembre 1933.

politiques prépondérantes : la démocratie, le marxisme et le néo-nationalisme.

Chacun de ces systèmes constitue une base unique à la vie de certains peuples et laisse des empreintes conséquentes dans leurs destinées. En réalité, cette unité n'est jamais parfaite, de sorte qu'on remarque parfois, au sein de chacune de ces doctrines politiques, des solutions transitoires et des compromis entre leurs exigences logiques et les intérêts « réactionnaires, confessionnels ... ou purement économiques ». Cependant, la tendance à la réalisation des principes de ces trois idéologies est certaine. En examinant une théorie de droit, il faut voir à laquelle de ces trois principales doctrines elle s'affilie. En conséquence, dit M. Gürke, « *la science du droit est une science politique* ». Pour expliquer le fondement du droit et les manifestations de la justice, il faut tenir compte des intérêts matériels de chaque peuple et rejeter systématiquement toute idée transcendente et humanitaire tendant à l'instauration d'un ordre universel¹.

En fait, M. Gürke avoue que c'est exclusivement la situation politique de l'Allemagne qui l'a incité à préparer son étude sur la nouvelle conception du droit des gens². « La science allemande qui, en approuvant le système universel de la Société des Nations, était atteinte d'un aveuglement irréparable, est aujourd'hui appelée à rénover le droit allemand. Elle aura pour devoir de poser clairement et de résoudre le problème du droit des gens, en considération du peuple allemand dans son milieu européen, comme une réalité politique. La seule science qui ait droit à la vie est celle qui forme un devenir ».

1. Gürke, *Volk und Völkerrecht*, p. 7.

2. Gürke, *op. cit.*, p. 3.

Comment se présente le droit des gens subordonné aux intérêts allemands, quelles sont ses caractéristiques et quelles sont, enfin, ses répercussions sur le développement des rapports internationaux ?

La conception nationale-socialiste du droit des gens, déclare M. Gürke, est une conception purement politique. Sous prétexte d'objectivité, la science actuelle du droit répugne aux idées politiques, et c'est avec ce genre d'objectivité qu'on prétend sauvegarder la dignité du droit des gens. En fait cette attitude apolitique a elle-même une base idéologique d'origine libérale ou démocratique. Sur ce point, M. Gürke se rapproche de M. Koellreutter¹. L'un et l'autre affirment que le « droit au sens politique est la forme de la réalité politique. Voilà pourquoi la formation du droit positif d'un Etat ne s'explique que par la réalité politique de cet Etat »². Ce qui vaut pour le droit interne vaut également pour le droit international. « Le droit international est le droit politique dans la mesure la plus prononcée »³. M. Gürke va plus loin encore que M. Koellreutter ; car, selon lui, même si le droit international tend à une existence propre, en se séparant de la politique, il y a lieu de nous demander pourquoi les règles juridiques se forment, pourquoi elles sont maintenues et comment se règlent les rapports qui existent entre elles ? Ce n'est sûrement pas la méthode normativiste et « pure » qui pourrait nous aider dans la recherche d'une solution satisfaisante ; même en suivant la doctrine viennoise et en admettant comme base du droit international une norme fondamentale

1. Voir *suprà*, section II.

2. Koellreutter, *Grundriss*....., p. 71.

3. Norbert Gürke, *op. cit.*, p. 3. — Koellreutter, *op. cit.*, p. 227. — Cf. Biffinger, *Zeitschrift für ausl. öff. Recht und Völkerrecht*, Bd. I, p. 57.

(*Grundnorm*), telle que *pacta sunt servanda*, on arrive à cette conclusion que le droit international dépend directement de la politique. Il en est de même de la théorie libérale de M. Erich Kaufmann qui fonde le droit international sur la liberté individuelle. La question de savoir ce qu'est la liberté est une question purement politique. Kaufmann lui-même affirme qu'on ne peut saisir le véritable sens des concepts juridiques à l'aide du rationalisme abstrait. « Pour comprendre la nature du droit, il faut prendre soin de définir la nature des hommes »¹. Et M. Gürke s'adresse à la philosophie raciste de Houston Stewart Chamberlain pour élucider la notion d'*Homme*. « Ce n'est pas, écrit Chamberlain, comme un Dieu que l'homme parcourt la terre, mais comme une créature entre d'autres créatures — peut-être n'exagérerait-on pas en disant : comme un *primus inter pares*. Car on ne voit pas bien pourquoi un plus haut degré de différenciation serait considéré comme un plus haut degré de *perfection*, la perfection relative d'un organisme se devant apparemment mesurer à son adaptation aux circonstances données. L'homme tient à son environnement par chaque fibre de son être ; il y est étroitement, organiquement lié, tout ce qui l'entoure est sang de son sang ; qu'on le suppose isolé de sa nature, il n'est plus qu'un débris, qu'un tronc déraciné »². Mais la vie elle-même, dit M. Gürke, est une entité indivisible. Les valeurs culturelles sont celles de la communauté nationale et les forces qui forment le droit. L'Ecole historique était pénétrée de cette notion, en reliant l'essence du droit à la réalité de

1. Cf. Erich Kaufmann, *Vom Wesen des Völkerrechts und die clausula rebus sic stantibus*, 1911.

2. Voir H. St. Chamberlain, *La genèse du XIX^e siècle*, Payot, Paris, traduct. française de « *Die Grundlagen des XIXen Jahrhunderts* », par Robert Godet Paris, 1913, p. 75, t. I^{er}, cité par Gürke, *op. cit.*, p. 4.

l'histoire. Mais qu'est-ce que l'histoire, sinon la vie des communautés humaines et des idées politiques sous l'égide desquelles elles se constituent ? Toute conception qui fait du droit une entité particulière, ayant une vie indépendante, aboutit nécessairement à une détermination formaliste et extérieure des concepts. Or le droit n'est pas seulement une règle de vie extérieure. La norme du droit naît de la nature et s'adresse à l'homme. Il faut bannir la logique de toute institution juridique. Ce n'est qu'en déduisant le *jus* du *factum* qu'on peut apprécier la portée des actes humains¹. Le *factum*, c'est la vie communautaire, autrement dit l'unité politique et nationale. C'est la raison pour laquelle le droit n'a de sens qu'au point de vue politique. Tout droit est conditionné par les exigences politiques de la vie. Plus les règles juridiques générales sont nombreuses et plus ces règles sont impolitiques, c'est-à-dire moins elles sont applicables aux intérêts de l'Etat. Les règles du droit des gens possèdent un caractère strictement politique. Elles se rapportent à la mise en œuvre de la puissance étatique d'après certains principes. Le droit, ainsi compris, ne s'explique pas par la liberté ; il limite lui-même la liberté. Les théories libérales du droit des gens sont, par conséquent, à rejeter. Ni la raison, ni la justice, ni la liberté ne sont pour M. Gürke des fondements du droit. Le fondement du droit, dit-il, est la communauté nationale, le *Volkstum*. Peu importe qu'il s'agisse du droit international ou du droit national. Le droit est un, et ses différentes ramifications ne parviennent jamais à briser cette unité. Comment se caractérise la communauté nationale, fondement du droit ? Elle n'est pas constituée, répond

1. Paraphrase de Otto von Gierke.

M. Gürke, par les concepts normatifs de liberté et de contrainte publique. La contrainte n'est pas nécessaire pour la formation du droit. Voilà pourquoi le national-socialisme repousse toutes les idées libérales concernant la composition des peuples et les frontières territoriales. Le peuple (*Volk*) n'est pas simplement l'ensemble des sujets soumis à l'autorité de l'Etat, dans un espace donné. Il est produit par l'homogénéité raciale des hommes de sang identique. Il constitue la force créatrice du droit. Si les nations de races apparentées se trouvent plus près les unes des autres, en ce qui concerne les manifestations de leur vie et la formation de leurs droits, que les nations de races différentes, cela ne s'explique que par les liens naturels qui les unissent. « L'aryanisme moral » de Houston Stewart Chamberlain alimente ici encore la construction de M. Gürke. Selon Chamberlain, toutes les contestations philologiques du critérium linguistique des races, et toutes les objections résultant des conclusions négatives obtenues par la mensuration crânienne ne sont pas suffisantes pour nier l'existence des races. « Tous les chercheurs qui se sont assignés pour domaine l'histoire du droit s'accordent à employer l'expression d'*Aryens* ou d'*Indo-Européens*, parce qu'ils constatent, dans le groupe de ces peuples, parents par la langue, une conception du droit particulière qui, dès le début, puis à travers toutes les ramifications d'un développement complexe, diffère radicalement de certaines notions juridiques non moins inextirpables, propres aux Sémites, aux Khamites, etc. ». Et Chamberlain cite Savigny, Mommsen, Jhering et Leist à l'appui de sa thèse, en ajoutant, non sans sentir lui-même la fragilité de sa prétention : « Aucune mensuration crânienne,

aucune argutie philologique ne saurait supprimer ce grand et simple fait, acquis à la science par les patientes et minutieuses enquêtes des juristes historiens ; il prouve l'existence d'un aryanisme *moral* (par opposition à un non-aryanisme *moral*), quelque diverse que puisse être la composition des peuples rentrant dans ce groupe »¹.

Rien de surprenant pour un national-socialiste aussi fervent que M. Gürke que les théories libérales ne tiennent aucun compte de la puissance politique réelle qu'est la race. Il reconnaît, certes, que « la race n'est pas un sujet du droit des gens » ; mais il ajoute que c'est la race qui détermine la conception juridique des nations. Il faudrait la comprendre comme un élément essentiel de la coopération internationale, surtout en ce qui concerne la réglementation de la nationalité (*Staatsangehörigkeit*).

Le droit international et le droit national se rapportent nécessairement à la même unité : le *Volk*. Ils diffèrent cependant l'un de l'autre. Tandis que le droit national règle les conditions internes de la vie, le droit international a pour objet les intérêts communs des Etats. Entre ce droit et le droit national il n'existe aucun rapport de primauté. S'attacher à la notion de *primat* aboutirait à la négation de l'un ou de l'autre. En réalité, le droit international régit seulement une partie des devoirs de l'Etat. C'est pourquoi il ne peut être la source du droit national. Il pourrait, tout au plus, l'influencer d'une façon indirecte. Son facteur constitutif n'est pas l'humanité, mais un nombre limité de peuples de même race, ayant un passé historique commun. La répétition des

1. Cf. H.-St. Chamberlain, *op. cit.*, traduct. française, t. I, p. 163-164, notice 1.

rapports de fait entre ces peuples donne naissance à certains principes. La somme de ces principes constitue le droit. Ainsi, suivant les continents, les époques de l'histoire et les intérêts en litige, nous voyons apparaître des *droits internationaux*. Nous possédons aujourd'hui un droit des nationalités propre à l'Europe centrale et orientale, des droits de commerce extérieur entre les Etats limitrophes, le droit panaméricain et le droit interbritannique. Il faut préciser que ce ne sont pas les normes juridiques qui conditionnent le droit. Ces normes sont elles-mêmes conditionnées par la politique. La politique est, en conclusion, la mère génératrice de tout système juridique. Ce n'est pas le droit international qui se trouve à l'origine de la coopération internationale, mais la communauté racique et spirituelle des peuples et leurs intérêts vitaux. Tout se ramène ainsi à une question d'idéologie¹.

Aussi selon M. Gürke, l'idéologie s'étend-elle à la notion de la communauté internationale. A la base des théories ayant cours à ce sujet, il distingue trois groupes d'idéologies :

- I. — Celles qui ont pour point de départ la réalisation d'une mission nationale, s'appliquant au monde entier ou à une partie du monde ;
- II. — Celles qui ont pour but la constitution d'un Etat universel ou d'un ordre juridique d'où la notion d'Etat serait exclue ;
- III. — Celles, enfin, qui admettent la coexistence des Etats libres et indépendants dans une véritable communauté internationale.

1. Voir Norbert Gürke, *op. cit.*, p. 31.

I

Les idées de mission nationale tendent à la domination d'un peuple au détriment des autres. Voilà la définition de l'impérialisme. Celui-ci conduit, d'après l'idéologie raciste, à la décadence. La dégénérescence raciale est le résultat final de tout *impérialisme mal compris*.

Chez les Juifs, ces idées de mission ont joui de tout temps d'une faveur particulière. Il est faux de prétendre, dit M. Gürke, que les Juifs n'aient pas de capacités constructives. Ils ne vivent que pour dominer les autres nations. Déjà dans l'antiquité les querelles de la race juive avec les autres races marquent la tendance impérialiste du peuple d'Israël. Cet impérialisme est d'origine raciale et religieuse, par conséquent idéologique, mais il revêt toujours la forme de la suprématie économique. La mise en œuvre de l'expansion juive se déroule journellement à nos yeux. La nature nomade de la vie juive prouve encore mieux les aspirations impérialistes de ce peuple, qui se traduisent par des conceptions juridiques tendant à la destruction des Etats indépendants et à la formation d'une puissance super-étatique.

En dehors des Juifs, M. Gürke cite l'exemple du Saint-Empire romain germanique, de l'Espagne catholique contre la réforme, de l'Angleterre colonisatrice, et, plus près de nous historiquement, des Etats-Unis d'Amérique avec leur doctrine de Monroë, du Japon, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie, qui ont tous une tendance impérialiste caractérisée. Les théories panaméricaine, panrusse, panarabe, panslave, etc. sont également imprégnées des idées de mission nationale, qui ont sûrement exercé une influence sensible sur le droit des gens. Il est impossible de saisir les traits particuliers

de certaines institutions internationales sans prendre en considération l'ampleur des doctrines impérialistes ; la doctrine impérialiste de Monroë, par exemple, est recopiée dans l'article 21 du Pacte de la Société des Nations ; l'apparition de certains Etats en Europe centrale et orientale ne s'explique que par l'idée de mission ; le principe de la liberté des mers est une création de l'impérialisme britannique ; les mandats internationaux, enfin, sont également une justification de l'impérialisme des anciens alliés.

L'idée de mission est étrangère à l'Allemagne. Celle-ci ne songe qu'à se gouverner elle-même.

Voilà où M. Gürke veut en venir. Or, cette thèse est manifestement en contradiction avec l'esprit du III^e Reich. La conception hitlérienne de la *Kultur* et la supériorité de l'Aryen ne destinent-elles pas le peuple allemand au rôle glorieux de *Herrenvolk* ? Le Reich aurait-il renoncé à se conduire désormais comme « *Führer de l'humanité* », ainsi que le préconise le philosophe national-socialiste Ernst Krieck ? ¹.

II

Les idées de l'Etat universel apparaissent, non pas avec l'expansion politique d'une nation, comme c'était le cas de l'Etat impérialiste, mais par la propagation des idéologies de caractère *anational*. L'Etat universel n'a pas pour fin l'instauration d'une forme de domination, mais l'application d'une doctrine. Les Juifs exercent ici encore un rôle prépondérant. L'Etat universel se présente sous trois formes dans l'histoire :

1. Voir Ernst Krieck, *Die deutsche Staatsidee*, 1934, p. 211, cité par Hermann Held, *Volk, Recht und Staat*, 1935, p. 36.

1. L'Etat universel catholico-romain ;
2. L'Etat libéralo-démocratique ;
3. L'Etat marxiste et prolétarien.

1. Le point culminant de la prétention catholique se remarque dans la bulle *Unam sanctam* de Boniface VIII. Il y est dit que tous les hommes sont soumis, pour leur salut, à la loi divine du Saint-Siège. Aujourd'hui encore nous constatons les vestiges des ambitions de l'Eglise catholique. Elles se manifestent sous forme d'immixtion politique dans les affaires intérieures des Etats, évangélisation des infidèles, etc. Pour M. Gürke, cette tendance s'est toujours réalisée à l'encontre de l'unité allemande.

2. Pendant un certain temps, l'Etat universel subit une éclipse. En 1789 il fait une nouvelle apparition. Robespierre ne disait-il pas à l'Assemblée Nationale, le 15 mai 1790, que « c'est de la France que doit partir la liberté et le bonheur du monde » ?

L'idée démocratique, selon M. Gürke, est foncièrement hostile à l'Etat. L'Etat démocratique n'est qu'un mal nécessaire, devant limiter ses interventions au minimum possible. Le but de la démocratie est de dégager l'individu des liens qui l'attachent à la communauté nationale. Celle-ci est purement et simplement remplacée par une organisation technique, par un mécanisme. « L'Etat n'est pas un idéal éthique. La foi en une patrie se volatilise au milieu d'une conception atomiste de la vie sociale. Seul, l'homme est sacré... la nation reçoit son impulsion de la pensée des intérêts individuels ... etc. »¹.

1. R. Redslob, *Die völkerrechtliche Ideen der französischen Revolution*, 1916, p. 289.

Ce n'est pas sans raison que les idées de 1789 proclament la solidarité générale des hommes et l'existence d'une communauté internationale qui agirait selon les canons d'une morale universelle.

La Révolution française n'a pas entendu se borner à bouleverser l'ordre intérieur d'un pays. Elle a voulu être le point de départ d'un désordre international et inaugurer une ère nouvelle du droit des gens.

La Société des Nations démocratiques ne fait que ranimer ce bouleversement. Pour assurer la paix, Wilson croyait propager la démocratie, comme unique moyen ayant chance de succès. D'où l'on a inventé « le mensonge de la culpabilité allemande ».

Toutes les idées préconisant l'institution d'un Etat ou d'un ordre universel sont condamnables, parce que, suivant M. Gürke, elles vont à l'encontre de la souveraineté nationale. L'idée du *Volk* est inconciliable avec la « monarchie universelle » et le « parlement universel ». Le *volkisme* exige, en effet, certains caractères communs entre les nations qui forment la communauté du droit des gens, au point de vue *naturel* et *culturel*. Ces caractères communs doivent concerner en particulier le sentiment juridique des nations, c'est-à-dire leur ordre interne. Sans eux il n'y a pas de communauté possible. Dès l'instant où la base démocratique universelle de la Société des Nations fut ébranlée, elle devint un simple instrument entre les mains des grandes puissances. Deux faits caractéristiques marquent l'absence d'une véritable communauté internationale dans l'idéologie de la Société des Nations : le premier est la non adhésion des Etats-Unis d'Amérique à cette institution et le second, l'adhésion de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

En dehors de ce fait, ajoute M. Gürke, la plupart des Etats changèrent leur constitution démocratique, tout en restant membres de la Société des Nations. Comment peut-on affirmer, dans ces conditions, que la Société des Nations actuelle est constituée à l'image de la communauté internationale ?

3. La troisième conception humanitaire universelle est le marxisme. Il est la conséquence inévitable de l'individualisme libéral et s'oppose comme lui à l'affirmation de l'Etat. Les plus grandes « valeurs » sont, pour le marxisme, le bien-être économique et la liberté. L'un et l'autre doivent être le but de la future constitution républicaine du monde. En conséquence, le marxisme suppose la dissolution des Etats libres et la disparition des frontières. Pour arriver à ses fins, il préconise la guerre. La personnification actuelle et vivante de cette idéologie, la Russie soviétique, nie le droit des gens. Certes, elle reconnaît l'autonomie des Républiques membres de l'Union. Mais qui peut prétendre que les peuples asservis par la dictature prolétarienne peuvent suivre leurs aspirations et disposer librement d'eux-mêmes ? On sait également que, pour le marxisme, le droit des gens actuel n'est qu'un droit purement transitoire¹, en attendant que la Révolution catastrophique universelle institue un système intersoviétique.

III

Par contre, le national-socialisme a pour point de départ la reconnaissance de l'Etat comme une nécessité, et l'admission de la coexistence des Etats libres et indépendants comme un fait inévitable.

1. Cf. Korowin, *Das Völkerrecht der Uebergangszeit*, Göttingen, 1929.

Certains auteurs, dit M. Gürke, ont conçu le droit des gens comme un ordre descriptif ; d'autres l'ont nié ; d'autres, comme Vattel et Wolff, pensent à une Société des Nations ou à une *civitas maxima* ; on a également discuté le point de savoir à quoi se ramène en dernier lieu le droit des gens ; Kaufmann préconise le droit à l'autoconservation en tant que droit fondamental ; d'autres enfin se sont réclamés du principe de l'équilibre. Aucune de ces conceptions ne justifie, d'une manière aussi logique que le national-socialisme, la coexistence sans entrave des nations dans une communauté organique des Etats. Seule la théorie du *Volk* souverain peut nous conduire à la communauté et à la paix. Lorsque nous parlons de la souveraineté, il faut envisager naturellement l'angle strictement politique du problème. La souveraineté ne doit pas être « un château de cartes », se brisant au moindre assaut des événements. C'est une notion juridique signifiant la corrélation naturelle et culturelle des membres de la communauté humaine. Le *Volk*, jouissant de sa pleine indépendance, donnera à la paix un « contenu positif ».

« Les idées de la Révolution mondiale de Genève, ou de Moscou, doivent être supplantées par la conception *völkisch* du droit des gens ».

L'ordre *völkisch*, pourrait-on demander à M. Gürke, est-il applicable à tous les Etats ? Cela supposerait, répond-il, qu'on croit à l'existence d'un droit international unique. Or, celui-ci n'existe pas. Les différences d'interprétation des notions du droit des gens sont tellement graves qu'il serait absurde d'y penser. « Le droit international, comme tout autre droit, est conditionné par la race ». Il est douteux qu'entre les nations de races diffé-

rentes, il soit possible d'établir un lien communautaire véritable.

Mais n'est-il pas permis de faire du « vouloir vivre collectif » des nations le lien constitutif de la communauté internationale ? M. Gürke préférerait cette solution à condition toutefois d'en exclure les Juifs et l'Etat soviétique !

Un de ses collègues professe même, sans ambages, qu'on pourrait intervenir par tous les moyens en Russie soviétique, parce qu'elle n'est pas un sujet de droit des gens¹. Quant à M. Gürke, il corrige l'erreur grossière des grands maîtres racistes en déclarant que la différence raciale des peuples n'est pas nécessairement un obstacle à l'existence des sentiments juridiques communs entre les nations. Le Japon, Etat incontestablement civilisé, est donc membre de la communauté internationale. Entre les races différentes, M. Gürke admet la possibilité d'une entente juridique basée sur l'intérêt. « Nous sommes encore loin, dit-il, d'un ordre juridique embrassant l'humanité entière. Il suffit de constater le traitement qu'on inflige aux Mongols et aux Nègres. L'ordre humanitaire est une illusion et une futilité. L'Etat d'aujourd'hui a le droit de revendiquer la domination des peuplades incapables de se gouverner. Seuls les Etats conscients de leur *Volkstum* et capables de garantir la subsistance d'un ordre *völkisch* sont membres de la communauté internationale ».

Le droit des gens limite ainsi sa validité à une partie de l'humanité, à cette partie qui a la volonté et la capacité de manifester son existence sous une forme étatique

1. Bockhoff, « *Ist die Sowietunion ein V.R. — Subjekt ?* », *N.S. Monatshefte*, Jg. 1936. — Cf. Bockhoff, *Bolschewismus gegen Völkerrecht*, Berlin 1937.

organisée. D'où l'on peut déduire que les problèmes de races, de nations, de droit des gens sont en connexité indissoluble avec celui de la capacité d'organisation étatique. La coopération des Etats se base sur la volonté mais elle doit revêtir de préférence un aspect juridique, sans pour cela anéantir l'indépendance de la nation par l'institution d'un Super-Etat ou d'une *civitas maxima*. Le droit des gens n'est pas nécessairement un droit super-étatique. Il ne peut fonder qu'un ordre juridique externe. Son but sera de protéger l'Etat et non de porter atteinte à sa souveraineté. Conçu de cette manière, il servirait les intérêts du Volk et mériterait d'être appelé droit des nations (*Völker-Recht*)!...

Il ne suffit pas à M. Norbert Gürke de mettre en relief la souveraineté comme principe essentiel de la vie internationale. Par un besoin, pourrait-on dire, sentimental, il entreprend de prouver, à l'aide d'exemples historiques, les idées nationales-socialistes.

L'histoire universelle, selon lui, montre que la forme initiale de la vie des peuples a été nationale. La cité antique s'est développée grâce à l'idée *völkisch*. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'on put assister à la fondation des Etats non *völkisch*. Au cours des siècles qui suivirent le déclin du Saint-Empire, les unités nationales se formèrent définitivement en Europe. De la lutte acharnée de ces unités contre la papauté et contre l'Empire naquit le concept de la souveraineté. La force déterminante de cette évolution fut la conscience réveillée des peuples et leur développement naturel. De même que les autres principes du droit des gens, la souveraineté est un concept politique. Ce n'est pas « une fiction juridique qui est souveraine », ainsi qu'on l'a prétendu. Le souverain est le

Volk. La question a été posée souvent de savoir s'il y a lieu de distinguer entre la souveraineté interne et la souveraineté externe.

En réalité, cette distinction est politiquement inadmissible. La souveraineté consiste dans le déploiement des forces de l'Etat, à l'intérieur autant qu'à l'extérieur. Dans l'un et dans l'autre cas, il n'y a qu'un souverain, l'Etat national, ou mieux, le *Volk*.

D'après M. Gürke, dans les idéologies démocratique et marxiste, il ne peut y avoir de souveraineté, dès lors qu'elles sont essentiellement anationales et humanitaires. A part la doctrine fasciste, toutes les conceptions « *avölkisch* » doivent nécessairement s'éclipser devant la vérité étatique. Le *Volk*, organisé en Etat, est le facteur naturel et culturel que toutes ces conceptions négligent de prendre en considération. Car seul le *Volk*, créateur de l'Etat en tant que force politique, est souverain. Ni l'Etat, ni ses divers organes ne sont titulaires de souveraineté. Cette théorie *völkisch* de la souveraineté ne doit pas être confondue avec la notion démocratique de la « souveraineté nationale ». Ce qu'on appelle peuple ou nation dans les doctrines démocratiques repose sur une société individualiste. Ce n'est pas l'unité vitale qui est souveraine, mais le peuple conçu dans le sens de l'ensemble des électeurs. Les hommes appelés au pouvoir, par suite des résultats électoraux toujours discutables, sont qualifiés de souverains. La conception erronée de la « souveraineté nationale » est la résultante logique de la fausse conception démocratique de l'Etat. Elle ne s'explique que par la *volonté générale*, protectrice bienveillante et fictive des libertés individuelles.

En revanche, dans la doctrine *völkisch*, ce n'est pas

la forme extérieure de l'Etat ou le mode de formation de la volonté étatique qui est le critère décisif dans la détermination du souverain. Au-dessus de la forme changeante de la direction politique, il existe une unité culturelle et naturelle qui est titulaire de souveraineté. Le peuple polonais peut rester longtemps sous le joug étranger, il n'en reste pas moins souverain. Voilà comment on doit concevoir, d'après l'esprit national-socialiste, les principes de la souveraineté. Etre souverain signifie régler son existence soi-même, d'après une idéologie donnée. Si l'on examine l'Etat multinationalitaire, on constate que seule une nationalité anime de sa volonté la vie de l'Etat. Dans l'empire austro-hongrois, ce fut l'Autriche qui prédomina, en qualité de nation allemande. Dès qu'en 1867 l'élément magyar obtint l'égalité des droits, l'empire commença à s'écrouler. La situation des différentes nationalités, en Suisse, précise encore mieux cette pensée. L'élément allemand est ici aussi « porteur » de responsabilités. La composition des effectifs de l'armée fédérale nous le fait remarquer. Tandis que les Suisses français, les citoyens de Genève, ne font que défendre leurs idées fédéralistes, les Suisses alémaniques assument la lourde charge de la direction de l'Etat. Il en est de même de l'empire britannique et de l'empire néerlandais. Partout, il y a une race forte et consciente de sa personnalité qui dirige l'Etat. « Dans l'Union soviétique, la direction politique appartient en grande partie aux Juifs et aux Caucasiens ». L'Eglise catholique, enfin, est elle-même organisée sur le principe de la nationalité italienne, si l'on considère l'élection des papes et la composition du Collège apostolique.

Ces exemples démontrent que la seule condition de

la souveraineté est l'existence d'une race capable de s'organiser en Etat. La continuité de la contrainte étatique, par contre, n'est nullement nécessaire. Par le fait même que les liens qui existent entre les Etats ne disparaissent pas à la suite d'une Révolution, il apparaît clairement que ce n'est pas l'Etat qui est souverain, mais le *Volk*. Toutes les théories qui partent de l'Etat ou de l'individu comme d'une vérité absolue sont par conséquent fausses, parce qu'elles aboutissent inévitablement à faire des intérêts de la communauté une « illusion métapolitique ». La réalité du *Volkstum* reste intacte même si la continuité de l'Etat subit une brèche. Si les doctrines classiques du droit des gens font une si grande part à la continuité de l'Etat, c'est parce qu'elles placent inconsciemment le *Volk* à l'origine de cette continuité. A travers les générations mortelles et les institutions précaires, une seule réalité politique reste constante et éternelle, une seule unité naturelle survit à toutes les convulsions : le *Volk*.

La doctrine nationale-socialiste réfute, pour la raison que nous venons d'indiquer, la doctrine soviétique et la doctrine démocratique française, d'après lesquelles « la souveraineté nationale n'est pas liée par les traités des tyrans ». Elle reconnaît la validité de tous les traités conclus par les gouvernements qui ont précédé le gouvernement raciste au pouvoir. La loi du 16 mars 1935 ne se justifie pas par la clause *rebus sic stantibus*, mais par la lettre même du *Diktat* que l'Allemagne a toujours respectée, par ce simple fait que les anciens alliés ont renié leur signature.

Notons en passant la frappante identité du langage de M. Gürke et celui de M. Adolf Hitler.

La souveraineté, principe fondamental du droit, ne peut pas manquer d'exercer une influence de tout premier ordre sur les sources du droit des gens. Comme tous les auteurs pseudo-naturalistes, M. Gürke critique la doctrine positiviste qui fait, dit-il, du droit des gens un droit des traités (*Vertragsrecht*). Pour les positivistes le droit des gens repose sur un contrat originaire, conclu en vertu d'un accord de volontés. Par conséquent, la norme fondamentale de la vie internationale est *pacta sunt servanda*. Le respect des traités internationaux se transforme ainsi en une norme fondamentale, base de la validité obligatoire du droit des gens. Cette théorie est erronée. Car la condition préalable de tout traité, comme de tout droit, est l'existence d'un intérêt communautaire réel, c'est-à-dire politique. Que vient donc faire là une norme fondamentale fictive ? On conclut un traité pour atteindre un but ou pour maintenir une situation de fait donnée. C'est pourquoi on tente toujours de fonder les traités internationaux sur une autorité qui se place au-dessus de la volonté de l'Etat. La construction ingénieuse du *pactum in favorem tertii* nous montre que le vieux droit romain était conscient de cette nécessité. La ratification des traités dans le droit des gens en vigueur confirme ce point de vue. La garantie de l'exécution des traités ne peut être aujourd'hui qu'une obligation politique et morale contractée par l'Etat. Or, la doctrine individualiste ne reconnaît ni l'Etat, ni une valeur éthique à la communauté des Etats. Elle ne voit que la volonté individuelle et la *ratio* humaine. Incapable de trouver une solution plus acceptable, elle est obligée de fonder la force obligatoire des traités sur une norme de droit naturel ou sur une constitution démocratique. Mais la

vigueur des traités reste-t-elle en état, si les conditions dans lesquelles ils ont été conclus viennent à se modifier ? Autrement dit, y a-t-il lieu de tenir compte de la clause *rebus sic stantibus* ? Les positivistes sont perplexes. La plupart d'entre eux excluent cette clause du droit des gens pour la transporter sur le terrain politique. Cette exclusion est, en somme, logique, puisque la norme fondamentale est ébranlée si l'on limite sa validité par l'admission de la clause *rebus sic stantibus*.

Où faut-il donc chercher le fondement de la force obligatoire des traités ? Selon M. Gürke, il n'y a que l'intérêt commun des contractants qui puisse nous y conduire. Les traités internationaux ne sont pas conditionnés par l'autonomie de la volonté. Le plus souvent un partenaire est plus fort que l'autre. On ne peut dire, dans ces conditions, que les deux contractants aient joué le même rôle dans la conclusion du traité. Le traité garde sa valeur tant que la communauté d'intérêt subsiste. Dès le moment où celle-ci vient à disparaître, le traité perd l'assise solide sur laquelle il était construit.

Holtzendorff nous enseigne d'ailleurs ¹ que les Romains distinguaient deux sorte de traités d'alliance : les *fœdera æqua* entre les contractants égaux en droit et les *fœdera non æqua*, entre les contractants non égaux en droit. Cette distinction doit déjà montrer que la validité n'est pas identique pour tous les traités.

Supposons que la communauté d'intérêt cesse d'exister. M. Gürke nous apprend que, dans ce cas, il faut dénoncer unilatéralement ce traité si les rapports de force le permettent. On peut également abroger le traité soit par une entente tacite, soit par la conclusion d'un

1. Holtzendorff, *Handbuch des Völkerrechts*, Bd. I, 1885, p. 276.

nouveau traité, soit enfin par la guerre. Seules, les considérations politiques et utilitaires déterminent les modes d'extinction des contrats internationaux. La règle *pacta sunt servanda* n'est donc qu'une fiction impolitique. L'ordre juridique international ne peut durer que s'il est assez souple pour s'adapter aux circonstances variables de la vie. La clause *rebus sic stantibus* doit intervenir pour parer au déséquilibre des forces qui peut rendre inutile ou même nuisible l'existence de certaines obligations. C'est la raison pour laquelle Kaufmann érige cette clause au rang d'une condition tacite de tout traité international. La tradition des bâtisseurs du Reich ne fait que confirmer sa manière de voir. En voici quelques témoignages :

1) Dans « *L'histoire de mon temps* », Frédéric le Grand montre le chemin du III^e Reich. « L'intérêt de l'Etat, écrit-il, doit servir de règle aux souverains. Les princes sont les esclaves de leurs moyens ; l'intérêt de l'Etat leur sert de loi et cette loi est inviolable. Si le prince est dans l'obligation de sacrifier sa personne même au salut de ses sujets, à plus forte raison doit-il leur sacrifier des liaisons dont la continuation leur deviendrait préjudiciable. Les sages, qui prévoient les effets dans les causes doivent à temps s'opposer à ces causes si diamétralement opposées à leurs intérêts... Il me paraît clair et évident qu'un particulier doit être attaché scrupuleusement à sa parole, l'eût-il même donnée inconsidérément. Si on lui manque, il peut recourir à la protection des lois, et, quoiqu'il en arrive, ce n'est qu'un individu qui souffre. Mais devant quels tribunaux un souverain aura-t-il recours, si un autre prince viole envers lui ses engagements ? La parole d'un particulier n'entraîne que

le malheur d'un seul homme ; celle des souverains, des calamités générales pour les nations entières. Ceci se réduit à cette question : vaut-il mieux que le peuple périsse, ou que le prince rompe son traité ? Quel serait l'imbécile qui balancerait pour résoudre cette question » ?

2) Bismarck dit encore plus clairement la façon dont il faut considérer la force obligatoire des traités. Dans ses « *Pensées et Mémoires* », il note principalement qu'« aucune grande nation n'hésitera de choisir entre le sacrifice de son existence et celui du principe de la fidélité due aux traités. Le *posse nemo obligatur* ne peut être exclu par les stipulations d'aucun traité.

3) De notre temps, ajoute M. Gürke, Benito Mussolini se prononce dans le même sens : « les traités ne sont pas éternels. Ils ne sont pas irremplaçables. Ils constituent des chapitres et non la conclusion de l'histoire. Contracter des traités, c'est les expérimenter, les mettre à l'épreuve ».

Il faut conclure qu'en se cramponnant au principe *pacta sunt servanda*, on aggrave l'opposition qui existe entre les théories du droit des gens et la réalité politique. Ces théories s'efforcent de trouver à la base du droit « une idée objective et éternelle », subjuguant l'humanité entière, alors qu'il est évident que celle-ci est une chimère.

La communauté internationale, selon M. Gürke, n'est en réalité que la somme d'un certain nombre d'Etats liés par leurs intérêts matériels et par des liens culturels. Le droit international ne peut régir que les rapports de ces Etats. Rejeter cette vérité équivaldrait à la transformation de la vie internationale en une fiction. En d'autres termes, si par dessus les différences qui divisent les peuples, on croit néanmoins à un ordre humain et à

une règle transcendente, on se fige dans une « théorie », à laquelle tout intérêt pratique fait défaut.

Nier l'humanité et rendre le droit prisonnier de l'intérêt ouvrent la voie aux conflits internationaux et, le cas échéant, à l'emploi de la force comme moyen légitime de leur solution. M. Gürke reconnaît cette conséquence inéluctable de sa théorie et s'évertue à donner à la guerre l'aspect juridique qui lui manque. Voici comment il procède : Il y a, dit-il, trois courants d'idée sur la guerre :

1. Celui qui s'apparente à la doctrine de Charles Lange¹, affirmant que la guerre et la civilisation sont inconciliables ;

2. Celui qui, s'attachant au point de vue diamétralement opposé, attribue à la guerre la vertu d'un idéal social², décidant, en dernier et suprême ressort, de la solution des litiges juridiques entre Etats ;

3. Il y a enfin le point de vue des auteurs qui analysent et décrivent la guerre en droit des gens sans la juger sociologiquement ; pour ces auteurs, la guerre est l'*ultima ratio*, le moyen extérieur de réalisation d'une revendication justifiée ou injustifiée³.

Aucune de ces théories ne satisfait M. Gürke. Il les trouve toutes insuffisantes, parce qu'elles excluent de l'examen le trait essentiel des relations internationales, à savoir, la légitimité de la guerre, lorsqu'elle est faite dans le but de servir le droit fondamental du peuple à l'existence.

En général, écrit M. Gürke, tous les théoriciens du droit des gens sont des pacifistes qui ne comprennent rien à

1. Charles Lange, *Histoire de l'internationalisme*, Publications de l'Institut Nobel 1919.

2. Erich Kaufmann, *Vom Wesen des Völkerrechts und die clausula rebus sic stantibus*, 1911.

3. List-Fleischmann, *Völkerrecht*, 1925.

l'œuvre de la création. Voilà pourquoi la détermination de la « guerre juste » a soulevé depuis des siècles tant de difficultés. Le pacifiste confond la guerre et l'effusion de sang, alors que les crimes les plus barbares se commettent sans bombe et sans gaz asphyxiants ! !

Le droit des gens en vigueur élude la difficulté de chercher un critérium à la « justice », en mettant la guerre hors la loi et en la ramenant au problème de l'agression. Ne pouvant préciser la cause, on s'attache à délimiter l'effet. Mais quel peut être l'agresseur ? Il y a plusieurs manières de répondre à cette question.

I. — On peut s'attacher tout d'abord à une définition militaire et appeler agresseur tout Etat dont les forces armées ont commencé les hostilités ;

II. — On peut en second lieu définir comme agresseur tout Etat qui provoque un conflit susceptible de conduire à la guerre, ou tout Etat qui élève des revendications politiques démesurées ou qui refuse de modifier un état de choses injuste existant à un moment donné ;

III. — On peut également qualifier d'agresseur tout Etat qui « veut » la guerre. Peu importe qu'il y ait à cette volonté une raison éthique ou non. Il suffit qu'il existe un rapport de causalité entre la guerre et cette volonté, sous quelque forme que cette dernière se manifeste.

D'après M. Gürke, chacune de ces trois conceptions contient une part de vérité. Ainsi, par exemple, le développement de la technique militaire ne nous dispense d'une définition militaire de l'agression. Mais le problème militaire est lui-même un succédané de la

question politique. A lui seul, il serait insuffisant pour nous procurer une définition irréprochable. Il y a aussi des cas où l'intervention des armes n'est pas indispensable à l'agression. « La décision » politique d'un Etat peut nuire aux intérêts des Etats voisins par de nombreux moyens : appui accordé à une tierce puissance, pression économique, sabotage de l'ordre interne, etc. Le problème militaire est important, certes, mais il est secondaire. Lorsqu'une action militaire n'est pas accompagnée de l'appui politique de l'Etat, elle ne constitue en réalité qu'une simple violation de frontière. La définition militaire de l'agresseur est entachée de la même erreur que la conception démocratique qui l'a mise au monde. Depuis quelques décades, nous avons souvent entendu parler de l'humanisation de la guerre. Les hommes d'Etats de tous les pays se sont réunis en conférences, afin de trouver une solution d'allure générale allant jusqu'à la suppression de la guerre comme instrument de politique nationale. Suivant M. Gürke, toute tentative de ce genre va à l'encontre de la nature des choses, et, à l'expérience, elle se montre inefficace. Les conférences de La Haye ne pouvaient aboutir, dès lors qu'il manquait à leurs résolutions tout fondement politique. L'éminent théoricien national-socialiste penche plutôt vers la tradition allemande consacrée par Moltke et Clausewitz.

En 1880, Moltke reconnaissait que le plus grand acte humanitaire dans une guerre est d'attaquer l'adversaire en s'adressant aux sources vives de son existence, en employant tous les moyens destructeurs contre ses finances, ses chemins de fer, ses moyens de vivre et son prestige. Son mot célèbre met en relief la manière dont

on doit concevoir les rapports internationaux : « la paix perpétuelle est un rêve, ce n'est pas même un beau rêve. Mais la guerre est un chaînon dans le système divin de l'univers ».

Le maître de la stratégie, le général von Clausewitz, « établit avec raison que la guerre est l'acte de violence par lequel un Etat veut en réduire un autre à sa merci »¹. Pour accomplir cet acte, le grand soldat ne trace aucune limite. Les erreurs les plus graves, disait-il, dans une guerre sont celles qui découlent des motifs généreux.

L'exemple de la guerre mondiale prouve à M. Gürke la perspicacité du général von Clausewitz qui, dans son livre *« De la Guerre »*, écrit notamment : « Nous voyons donc que la guerre n'est pas seulement un acte politique, mais qu'elle est aussi un élément, une continuation des relations politiques, une poursuite de celles-ci, par d'autres moyens. Ce qui alors demeure particulier à la guerre ne tient qu'à la particularité de ses moyens. Empêcher que les tendances et les intentions de la politique ne se mettent en contradiction avec ces moyens, c'est ce que l'art de la guerre peut exiger en général et ce que le chef peut exiger dans chaque cas isolé. A vrai dire, cette exigence n'est pas peu de chose ; mais si fort qu'elle puisse réagir dans ces cas isolés sur les intentions politiques, il faudra cependant la considérer toujours comme une modification de celles-ci. Car l'intention politique est le but, la guerre est le moyen, et jamais le moyen ne peut être conçu sans le but. Ces mots doivent nous montrer les liens indissolubles qui unissent la guerre et la politique ».

1. Voir Ludendorff, *La guerre totale*, (*Der totale Krieg*), traduction française, 1937, Flammarion, Paris, p. 5 et suiv.

« La guerre, conclut M. Gürke, quoique le dernier moyen, est cependant un moyen de résoudre les conflits internationaux ». Du fait même qu'elle se répète dans l'histoire des relations internationales, elle constitue un problème du droit des gens. Il n'y a donc pas lieu de suivre certains utopistes(!) et la condamner comme telle. Avant tout, l'examen des raisons qui l'ont provoquée et des forces belligérantes en présence est de première nécessité. La guerre peut servir les revendications vitales des nations. A ce titre, elle mérite d'être prise en considération pour mettre fin aux conflits.

La seconde définition de l'agresseur a pour assise l'idée de justice qui, selon M. Gürke, varie suivant les périodes de l'histoire et les pays où elle se trouve en honneur. Il suffit de mentionner la justice selon l'ordre romain, la justice de la mission chrétienne, de l'idée du Saint-Empire, de la Réforme, de la contre-Réforme et de l'Islam. La guerre est appelée tantôt croisade, tantôt intervention, parfois expédition punitive et, lorsqu'il s'agit des peuples inférieurs, de conquête coloniale. On distingue, à tort si l'on en croit M. Gürke, entre la guerre civile et la guerre internationale. En réalité, la question ne présente qu'un aspect essentiellement politique, apparaissant pour des mobiles ayant à l'origine le fanatisme religieux, la lutte contre le prince, la propagation de l'idée de liberté, la division des classes, etc... La conception prétendument morale et dégagée de toute idéologie politique est insuffisante. La guerre peut être une nécessité pour la défense des intérêts vitaux de la nation et il est préférable de la déclarer légitime, en tant que telle.

Il y a enfin la définition de l'agresseur fondée sur un rapport de causalité. Est-il possible de définir comme

agresseur l'Etat qui accomplit certains actes pouvant à la longue déclancher une guerre ? Cette troisième définition est beaucoup plus large que la première et plus logique que la seconde, puisqu'elle tient compte des facteurs politiques. L'existence d'un Etat démocratique paraissait déjà une menace de guerre à la Sainte-Alliance. Celle de l'Etat des Soviets en est une autre pour les Etats modernes. Dans le même ordre d'idées, on peut invoquer la modification du statut d'armements d'une puissance. C'est une tradition séculaire, enfin, qu'un peuple regarde toujours avec appréhension les actes du peuple voisin. Cette troisième définition n'a pas, en conséquence, plus de valeur que les précédentes. Car il est naturel que les armes fabriquées avec tant d'empressement par les Etats servent bien un jour, ce qui prouve que le problème de la légitimité de s'armer est de nature *métajuridique*. Il ne peut être résolu que si l'on prend comme base de jugement une échelle de valeurs politique.

Inutile de poursuivre la recherche d'une définition de l'agresseur, puisqu'il est impossible de le déterminer juridiquement. L'échec de la conférence du désarmement le prouve. A La Haye on avait déjà fait une épreuve infructueuse de la limitation des armements. A Genève, les puissances ont recommencé le même jeu. Tant qu'on ne se sera pas attaché à la considération du droit du *Volk* à la vie, de ses capacités culturelles et de ses conditions naturelles et raciales, il n'y aura aucun espoir de solution. En ce qui concerne les mesures préventives de l'agression et pour savoir si une nation a le droit de s'armer, il faut s'en rapporter à la supériorité ou à l'infériorité de sa race, à son degré de civilisation, à ses vertus organisatrices et à ses besoins d'expansion.

« La Paix » de M. Gürke se déduit des prémisses que nous avons décomposées jusqu'ici. Elle doit avoir « un contenu positif ». Elle n'est pas une fin en soi, pour être le fondement d'un ordre juridique. Elle doit servir le *Volk*. Aussi, il faut distinguer la paix *völkisch* d'avec la *paix libérale* et la *paix marxiste*. Tous les problèmes du droit ne sont-ils pas en dernière analyse de nature purement idéologique et politique ?

Dans la conception *völkisch*, paix signifie protection du *volk* et respect de son honneur. A cette condition seulement, la paix peut être une valeur d'ordre (*Ordnungswert*). La base concrète du *volk* lui confère un fondement moral.

La paix à contenu positif ne signifie ni l'état de non-guerre, ni l'état d'isolement. Aucun ordre juridique n'est efficace sans la force, sans une puissance matérielle au service du droit. Nous devons admettre, déclare M. Gürke, que tous les problèmes de la vie ne peuvent être résolus juridiquement et que les réglementations juridiques ne sont pas obligatoirement les meilleures ? Voilà pourquoi l'usage de la force n'est pas inévitablement contraire au droit et pourquoi la guerre « peut » être un objet de réglementation juridique. Tout dépend, naturellement, de ce qu'on entend par droit. Dans le cadre du droit des gens, une réglementation juridique de la guerre est possible, puisque la guerre elle-même est admise et qu'on n'a pu encore la supprimer.

M. Gürke différencie « la guerre juste », menée dans l'intérêt du *Volk*, d'avec « la guerre injuste » qui aurait pour but l'anéantissement d'un Etat adverse. Comme exemple de cette seconde catégorie de guerre, il cite la guerre mondiale, entreprise contre « l'Allemagne inno-

cente » (?), devant se prolonger, selon Georges Clémenceau, après 1919, « par d'autres moyens ». C'est cette guerre d'anéantissement qui s'est transformée en une politique d'exécution (*Erfüllungspolitik*) allemande, nécessitant l'adaptation du droit allemand à la politique des puissances alliées.

On comprend difficilement les protestations de M. Gürke. N'est-ce pas bien le général von Clausewitz qui se prononça naguère dans le même sens que Clémenceau ?

Par contre, ajoute M. Gürke, une guerre menée dans l'intention de réannexer les territoires perdus, d'élargir l'espace vital d'une nation peut être une « guerre juste ». Le pacifisme aveugle provient d'abord de l'idée absurde de la primauté de « l'économique » qui engendra jadis le *manchestérisme radical*. La foi dans le progrès et les sentiments matérialistes sont deux sources d'inspiration au système de la prévention de la guerre, dans le droit des gens actuel. Pour atteindre la paix, les pacifistes ne craignent pas de préconiser l'unification économique du monde, comme première étape de l'organisation universelle, ce qui explique clairement l'aversion du national-socialisme pour le pacifisme, sous toutes ses formes.

M. Gürke est catégoriquement hostile à la « procédure formaliste » qui jouit d'une certaine faveur en Europe, depuis la Sainte-Alliance, comme moyen du maintien de la paix. Cette procédure, dit-il, suppose la démocratie et la direction des affaires publiques par les puissances anonymes. La meilleure garantie des solutions heureuses est l'existence des personnalités dirigeantes responsables seulement devant les peuples et capables de décisions

hardies. Or, la démocratie et le marxisme détruisent la personnalité. L'Etat libéralo-démocratique et l'Etat marxiste sont des mécanismes de pure forme, au service de l'individu ou d'une classe. La national-socialisme, au contraire, est une doctrine qui est la profession de foi d'un peuple ne demandant qu'à négocier avec des Français, des Polonais, et des Anglais « 100 % ». « L'impersonnalisme » est un grand obstacle à la bonne entente des peuples. Les changements successifs de gouvernements font disparaître la responsabilité des dirigeants et réduisent à néant la valeur des traités, tandis que l'existence d'un monarque ou d'un *Führer* est une garantie bien plus précieuse que la ratification des accords internationaux par des assemblées parlementaires et de la signature d'un président impuissant.

Si le Traité de Versailles a été une paix malheureuse, c'est parce que, des deux côtés, des hommes responsables, ayant le sentiment de responsabilité, étaient absents. L'organisation définitive de la paix exige que tous les Etats s'administrent à l'image du III^e Reich. Voilà ce qu'on peut conclure de l'enseignement de M. Gürke. C'est une déduction peut-être invraisemblable, mais elle est la seule suite raisonnable de la paix à contenu positif.

Faut-il recourir à une juridiction internationale pour aplanir les conflits ? D'après M. Gürke, cette confiance illimitée dans les instances judiciaires est encore un des méfaits de la démocratie. Dans l'examen juridictionnel des procès, le démo-libéralisme trouve le moyen d'assurer la liberté de l'individu à l'intérieur et la sécurité de l'Etat, à l'extérieur. Voilà l'origine de la justice internationale. Or, cette institution empiète sur les privilèges de la « personnalité ». D'autre part, quelle procédure

suivrons-nous pour que la sentence du tribunal soit exécutée ? D'après les promoteurs de la Cour Permanente de Justice internationale, la Cour doit intervenir toutes les fois que nous nous trouvons en présence d'« une revendication éthiquement justifiée », soit pour juger un simple fait, soit pour modifier l'orientation de la jurisprudence internationale. La Cour déciderait souverainement et conformément à sa conception éthique. Elle aurait, en somme, les mêmes attributions que le prêteur romain. Mais quelle est la limite de la juridiction internationale ? Dans quels cas précis le conflit doit être soumis à un tribunal d'arbitrage ou à une Cour de justice ? M. Gürke prétend qu'il est difficile de répondre à cette question, car, de nos jours, aucun Etat ne consent à se présenter devant l'arbitre que si sa force matérielle l'exige. Il n'y a pas encore une mesure commune des valeurs pour juger de la nature des conflits. La plupart d'entre eux sont de caractère politique. Il serait alors inadmissible de demander à un Etat de renoncer à l'emploi de la force.

En dehors du recours aux armes, lorsqu'il s'avère inévitable, on doit cependant favoriser le développement du droit des gens, en donnant une vie nouvelle à l'article 19 du Pacte de la Société des Nations, en rejetant le principe de la sainteté des accords internationaux et en lui superposant enfin celui de la justice, qui se traduit par la satisfaction des nécessités vitales du *Volk*.

L'idée de la Cour de justice est insoutenable. La Cour Permanente de Justice internationale a déjà montré sa méconnaissance de « la justice véritable ». En demande-t-on une preuve ? L'avis de la Cour au détriment de l'Allemagne, dans l'affaire du *Zollverein Curtius-Schober*

en 1931, en est la plus typique. La Cour de Justice, comme la Société des Nations, est un instrument au service de l'hégémonie des puissances démocratiques. Il lui manque, en outre, toute organe d'exécution. Or, « un juge qui ne peut punir ne peut que s'associer finalement au criminel » (« *Ein Richter der nicht strafen kann, — gesellt sich endlich zum Verbrecher* »)¹.

L'Etat qui renonce à la guerre et se plie aux commandements d'une sentence internationale sacrifie par là même sa propre souveraineté.

De même qu'en droit interne le *Führer* est le juge suprême des destinées nationales, de même, dans l'ordre international, la seule autorité capable de décisions et arbitre des conflits extérieurs ne peut être que le *Führer*. Lui seul pourra résoudre les litiges soit en acceptant la compétence d'un arbitre ou d'un tribunal, soit en recourant à un autre mode de solution. La décision de la *Führung* confère à cette solution une valeur morale.

En augmentant le nombre des juges et l'anonymat du jugement, on dépouille celui-ci de la volonté politique qui doit en former la garantie d'exécution. « C'est la raison pour laquelle on ne gagne rien à chercher une Cour de justice universelle. L'histoire est le tribunal suprême de l'univers. Ce tribunal réside dans les valeurs suprahumaines... Il n'y a point d'homme qui soit juge au-dessus de l'histoire ».

Voilà donc une grande découverte que M. Gürke met généreusement à la disposition des puissances pour résoudre leurs conflits : laisser agir le fort et demander à l'histoire de juger.

1. Gœthe, *Faust*, II.

CHAPITRE IV

Des théories rattachant la conception nationale-socialiste du droit des gens aux doctrines classiques

Nous avons vu, au cours des chapitres précédents, comment l'idéologie des races et la notion de la souveraineté conduisent les auteurs nationaux-socialistes à la négation souvent consciente, parfois inconsciente, du droit des gens. Cette attitude de la science allemande contemporaine revêt de multiples aspects. Elle est tantôt sentimentale et passionnée (Rosenberg et Dietze), tantôt purement idéologique (Kraaz et Nicolai). Elle est fondée parfois sur une argumentation juridique (Schecher) ou politique (Koellreutter et Gürke) ou enfin philosophique (Huber, etc). Quels que soient le point de départ et l'itinéraire adoptés par ces savants auteurs, ils parviennent tous, comme par miracle, à la même conclusion.

Dans le chapitre présent nous nous proposons d'étudier sommairement les théories nationales-socialistes qui, loin de nier le droit des gens, l'affirment avec d'autant plus de vigueur qu'elles prétendent que le national-socialisme est la conséquence nécessaire, l'essence même, de tout droit des gens véritable. Au lieu de prétendre que le respect des normes du droit a provoqué le malaise politique et le désarroi économique, elles tendent à faire

croire que le déséquilibre mondial n'est pas propre à tel ou tel pays, à telle ou telle branche de l'activité humaine, mais constitue une crise universelle, ayant pour seule cause l'inobservation des principes fondamentaux du droit et de la morale depuis la conclusion des traités de paix. Pour revenir à une vie saine et normale dans le domaine international, il ne reste plus, d'après ces auteurs, d'autre solution que de remettre en honneur les préceptes invariables du Code de la justice et de la morale.

Les nouvelles théories ne prétendent nullement que le droit des gens a trop évolué et c'est ce fait qui a nui précisément à l'harmonie des forces nationales des Etats continentaux. Au contraire, disent-elles, le droit des gens est imparfait. Il est de l'intérêt de tous les peuples qu'un droit international véritable se substitue à ce ramassis de normes abstraites et de principes généraux qu'est le droit des gens présent.

Sur la manière de concevoir cette discipline internationale, l'accord n'est pas parfait entre ces diverses théories. Elles ne se relient les unes aux autres que par des rapports fort inconsistants.

L'examen de ces théories, dans leur ensemble, nous paraît inutile. Nous nous contenterons d'aborder l'étude de certaines d'entre elles qui, à notre sens, sont les plus caractéristiques. Dans une première section, nous verrons une variante de la théorie des droits fondamentaux, dans une seconde section, une théorie du droit international que M. Gustave-Adolf Walz appelle *intercorporative* et, dans une dernière section, les différentes conceptions nationales-socialistes qui ont pour point de départ le principe de l'égalité des droits (*Gleichberechtigung*).

SECTION I

THÉORIE DES DROITS FONDAMENTAUX
DE M. HERBERT KRAUS

Pour parer aux inconvénients du système statique actuel, « qui n'a pour but que le maintien d'un état de choses injustes, créé par les traités et fondé sur la règle *pacta sunt servanda* », M. Herbert Kraus propose une « conception dynamique des rapports internationaux », correspondant mieux au caractère politique du droit international et aux nécessités de la justice, conception qui n'est autre, en l'occurrence, que la vieille théorie des droits fondamentaux des Etats.

Du fait de son existence, écrit M. Kraus¹, l'Etat a certains droits qui lui sont inhérents. Ces droits constituent le trait distinctif de tout Etat véritable. S'ils venaient à manquer, l'Etat cesserait pratiquement d'exister. Ces droits sont inviolables, en ce sens « qu'aucun traité, ni aucun autre mode de constatation du droit international positif ne saurait valablement y contrevenir ». Ces droits fondamentaux sont en outre inaliénables. L'aliénation de l'un d'eux serait l'équivalent de la disparition juridique de cet Etat.

En droit interne, on trouve une certaine énumération des droits fondamentaux des individus. Ils sont presque les mêmes chez tous les auteurs. Si l'on se reporte sur le plan international, on remarque, en revanche, que cette

1. Cf. Herbert Kraus, « *Das zwischenstaatliche Weltbild des Nationalsozialismus* », *Juristische Wochenschrift*, 1933, p. 2418 et suiv. *Id.*, « *Revision of the Peace Treaties ex aequo et bono* », dans *The New Commonwealth Quarterly*, N° 1, 1935. — Voir un compte rendu de cet article dans la *Revue du droit international*, N° 2, t. XV, 1935, p. 552 et suiv.

énumération n'est jamais la même chez les différents disciples de l'Ecole des droits fondamentaux. Suivant les besoins de la cause pour laquelle cette théorie est invoquée, on découvre de nouveaux droits fondamentaux.

M. Herbert Kraus, imbu des théories nationales-socialistes, fait figurer, au premier rang de ces droits, celui de la nation (*Volk*) à l'honneur. Le Traité de Versailles a-t-il respecté l'honneur allemand ? « L'affirmation frivole » de l'article 231 n'est-elle pas, demande M. Kraus, une flagrante violation des principes traditionnels de la vie internationale ? Le concept honneur (*Ehre*) étant fondamental pour le national-socialisme, il faut en déduire que la simple déclaration d'un Etat, portant sur son droit à l'honneur, suffit pour couvrir toutes les infractions que cet Etat pourrait commettre à l'encontre des droits des autres Etats.

En réalité, la théorie des droits fondamentaux manque son objectif, puisqu'il est impossible de faire dériver ces droits de la souveraineté et en faire une limitation de cette même souveraineté. Chaque Etat, jugeant seul de la portée de sa souveraineté, donnera libre cours à ses ambitions et on sait à quels graves différends cette conception de l'honneur a donné naissance depuis qu'un certain pays en a fait le premier article de sa vie constitutionnelle et internationale.

Le danger de cette conception est d'autant plus inévitable que la notion même de l'honneur n'a fait, jusqu'à présent, l'objet d'aucun criterium précis. Or, avant de revendiquer un droit, il est indispensable d'en déterminer les limites. Ainsi par exemple, le fait de la part d'un Etat créancier de réclamer le paiement d'une dette internationale est-il une atteinte à l'honneur de l'Etat

débiteur ? De même, l'acte de constater un fait préjudiciable historique d'ampleur internationale incalculable et de tirer les conséquences qui en découlent nécessairement pour les nations endommagées constitue-t-il une méconnaissance du droit de la nation reconnue coupable d'un manquement à l'honneur ?

Il est probable que ni M. Herbert Kraus, ni aucun autre juriste national-socialiste ne pourra définir d'une façon précise ce qu'est en vérité la teneur du droit fondamental à l'honneur. Celui-ci est, en tout cas, une source de nouvelles difficultés. Sa nature absolue empêche toute restriction de souveraineté, condition préalable d'une vie internationale normale. De plus, loin de résoudre les litiges qui pourraient surgir entre les Etats, leurs droits fondamentaux s'opposeront irrémédiablement les uns aux autres, sans qu'il y ait la moindre possibilité de les concilier.

Supposons qu'il s'agisse d'un conflit entre l'honneur anglais et l'honneur allemand, au sujet de la rétrocession coloniale. Il n'y a aucune raison valable pour reconnaître la prédominance de l'honneur allemand, de même qu'il n'y a aucun motif pour accorder une certaine primauté à l'honneur britannique. Le résultat d'un pareil conflit est clair. On le connaît suffisamment.

Le second droit fondamental de M. Herbert Kraus est le droit de l'Etat à l'existence : « les Etats ont un droit à se voir reconnaître des territoires assez étendus pour l'expansion de leurs forces culturelles et morales, et c'est l'exercice de ce droit qui est considéré par M. Herbert Kraus comme constituant le domaine réservé à l'appréciation individuelle de chaque Etat »¹.

1. *Revue du droit international, op. cit.*, p. 553.

Le droit à l'existence, conçu comme fondamental, nous amène à adresser la même objection à la théorie de M. Herbert Kraus que celle que comporte son droit fondamental à l'honneur. Quelle est la limite exacte de l'existence d'un Etat ? Qui juge, en dernier ressort, des besoins de chaque Etat, en ce qui concerne son expansion, ou, plus simplement, son existence matérielle ? Quels sont ces droits appelés en Allemagne « *existentiels* » ? Et on pourrait multiplier ces questions à l'infini, telle-ment la notion de l'existence, avec les réserves mentales qu'elle comporte, est équivoque et dangereuse.

Malheureusement, M. Herbert Kraus ne nous donne aucune réponse satisfaisante. Comme tout argument il lui reste la ressource de citer les discours pacifiques de M. Adolf Hitler. Avouons que, malgré leur importance et leur valeur incontestable, ces discours, quelle que soit leur conformité aux bases primordiales du national-socialisme, ne nous fournissent pas une preuve tangible de la solidité de la théorie de M. Kraus. Le droit à l'exis-tence, d'après M. Kraus, relève implicitement de la juri-diction souveraine de chaque Etat.

L'Etat allemand prétendra, par exemple, que la reven-dication des colonies constitue une question vitale pour lui et indispensable pour le développement naturel de son existence. L'Etat anglais invoquera que les anciennes colonies allemandes constituent actuellement, et par la force dynamique des choses, un facteur essentiel de la défense du « *commonwealth* britannique ». Pour liquider le conflit il n'y aura plus qu'à recourir à la force brutale et primitive, étant donné que les questions relatives à l'honneur et à l'existence de l'Etat, suivant les thèses allemandes, ne peuvent être résolues par certaines ins-

tances internationales. Elles sont soustraites, *a priori*, à tout arbitrage et à la juridiction de la Cour Permanente de Justice internationale. Voilà l'aboutissement de la thèse nationale-socialiste de « l'honneur » et de « l'existence ».

Est-ce cela que M. Herbert Kraus désire ?

Il est vrai que pour la grande majorité des auteurs allemands, qui se réclament plus ou moins de la théorie des droits fondamentaux, la force constitue non seulement la mesure, mais aussi le fondement de tout droit.

Le troisième droit fondamental de l'Etat serait, suivant M. Herbert Kraus, le droit à l'égalité de statut juridique et, en particulier, le droit à l'égalité en matière d'armements. Si l'on refuse à un Etat ce droit, comme il ressort de la partie V du Traité de Versailles qu'il a été refusé à l'Allemagne, l'instrument qui aurait constaté ce refus est entaché d'une nullité certaine et ne créerait aucun droit.

La souplesse remarquable des droits fondamentaux de M. Herbert Kraus les adapte facilement à toutes les questions posées par le gouvernement national-socialiste. Voilà la seule utilité qu'ils puissent avoir actuellement.

Selon M. Herbert Kraus, la tendance inhérente au caractère raciste du national-socialisme est le retour aux principes du droit naturel. Le droit naturel est l'idée générique et le but immédiat de la nouvelle doctrine allemande, non pas au moyen de quelques raisonnements théoriques, mais en vertu des fondements idéologiques du penchant naturel du néo-nationalisme allemand. La nouvelle doctrine est naturaliste, aussi bien sur le plan du droit interne que sur le plan du droit international. Le droit naturel est également valable pour les Etats et

pour les individus. Il doit régir aussi bien la communauté nationale que la communauté internationale. Toute théorie contraire serait une « inconséquence » ou une « représentation incomplète » des nations. Or, parmi ces droits naturels qui ont une validité juridique certaine, il faut compter, dit M. Kraus, les droits fondamentaux. Les droits fondamentaux doivent aussi bien constituer à l'avenir « les règles essentielles du droit des gens », en même temps qu'ils limitent objectivement le domaine de la souveraineté. C'est enfin sur la base de ces droits fondamentaux qu'il faut reviser les traités « injustes » en vigueur actuellement. « Sans l'admission de ces droits fondamentaux aucun ordre international durable n'est concevable ».

Pour que la paix du monde ne soit plus troublée par des instruments iniques, comme les traités de 1919, M. Herbert Kraus propose l'adoption d'un système souple de règles d'*équité*, susceptibles de remédier aux insuffisances du droit positif, toutes les fois qu'il existe une difficulté d'interprétation ou même chaque fois qu'il y a une « question politique » comme point de litige. M. Herbert Kraus distingue l'*équité* d'avec la *justice*. L'exemple de la règle d'*équité* lui est fourni par :

- 1° l'excuse de nécessité,
- 2° l'exception de dol,
- 3° la *clausula rebus sic stantibus*, etc.

Sur la première de ces règles d'*équité*, il convient de se souvenir de la thèse de M. Bethmann-Hollweg en 1914, appuyée par le juriste Joseph Kohler¹.

Les règles d'*équité* peuvent être invoquées, dans l'esprit de M. Kraus, non seulement *præter legem*, mais

1. « Not kennt kein Gebot ».

aussi *contra legem*. Elles sont supérieures au droit international positif écrit ou non écrit.

Entre autres particularités, la théorie des droits fondamentaux a cet avantage qu'au lieu de restreindre la souveraineté, elle la rend incompatible, dans la mesure où on pouvait l'admettre, avec le système actuel des règles juridiques régissant les rapports internationaux !!!

* * *

En dehors de la théorie des droits fondamentaux, M. Herbert Kraus s'attache également à clarifier les rapports de la doctrine nationale-socialiste et du droit international, d'après les dogmes essentiels du III^e Reich.

Dès 1933, il a posé, en toute logique, la question de savoir quelle attitude choisira l'Etat raciste à l'égard des règles qui réglementent ou qui sont censées réglementer les relations internationales, ce qui l'amène à envisager, d'un côté, l'examen des principes nationaux-socialistes et, de l'autre, celui des règles du droit des gens.

Des fondements de l'idéologie nationale-socialiste résultent, pour M. Kraus, l'infrastructure, les limites et la justification des revendications concrètes de la politique extérieure allemande. Ces fondements sont à l'origine des critiques que les auteurs nationaux-socialistes adressent au droit des gens en vigueur.

D'après M. Kraus, jusqu'au retrait de l'Allemagne de la Société des Nations, la position du Reich à l'égard des problèmes qui nous occupent manquait de clarté. Depuis cet événement capital, il est non seulement nécessaire, mais aussi possible de le résoudre d'une façon satisfaisante. En effet, « le national-socialisme ne procède jamais par empirisme. La méthode déductive est la

méthode nationale-socialiste par excellence. Etant une doctrine totalitaire, le national-socialisme fait découler d'un ensemble de principes généraux, d'idées générales transcendantes toutes ses revendications politiques, soit sur le plan du gouvernement interne, soit en ce qui concerne les rapports extérieurs ». Sur le plan interne, d'abord, la pensée politique et sociale du national-socialisme impose à l'Allemagne une puissante orientation nouvelle. Sur le plan international, il ne peut manquer d'exercer une influence prédominante, plus particulièrement en ce qui concerne :

- 1° le problème du droit naturel ;
- 2° l'éveil de la conscience des groupements ethniques ;
- 3° les devoirs de la communauté nationale à l'égard des minorités ;
- 4° les droits fondamentaux à l'honneur, à l'existence, etc. ;
- 5° la renaissance du principe de non-immixtion ;
- 6° les répercussions du nationalisme dans les relations interétatiques ;

et enfin la substitution de la Nation à l'Etat, en tant que sujet du droit international.

Depuis les temps les plus anciens, les conceptions allemandes ont laissé des traces ineffaçables dans la science juridique. Qu'il s'agisse de la théorie associationniste ou bien de la conciliation internationale ou enfin de la théorie des délits internationaux, M. Kraus y voit l'influence de la pensée scientifique allemande. Comment se peut-il que la direction nouvelle du droit allemand ne soit pas à même de jouer un rôle semblable ?

Pour trouver la conception nationale-socialiste du droit des gens, dit M. Kraus, il faut puiser aux sources

du droit interne. Parmi ces sources il faut prendre en considération le problème des devoirs de l'Etat raciste à l'égard de la nation, d'un côté, à l'égard de la communauté des nations, de l'autre.

Si l'on étudie le national-socialisme, au point de vue psychologique, on voit dès le premier abord qu'il se place à l'opposé même des idées qui ont présidé à l'élaboration des traités de paix. Le national-socialisme demande l'assainissement de l'atmosphère internationale de toute idée belliqueuse. Il réclame, en outre, la destruction du sentiment de haine parmi les nations, sentiment qui a triomphé du bon sens et de la raison en 1919. Le national-socialisme, enfin, repousse toute arrière-pensée de revanche.

Si l'on étudie le national-socialisme au point de vue moral, on remarque qu'il n'est ni amoral, comme la doctrine de Machiavel, ni immoral comme la philosophie de Nietzsche, de Bakounine ou de Tolstoï. Le national-socialisme est avant tout une doctrine basée sur la morale et sur la raison.

Qu'on ne demande pas d'autres preuves à M. Herbert Kraus : tous les plaidoyers et tous les discours des hommes responsables d'Allemagne ont pour point de départ la justice, la morale internationale, la fidélité aux contrats, le respect réciproque de tous les peuples, etc.

M. Kraus reconnaît que le national-socialisme n'a rien de commun avec les doctrines humanitaires ou individualistes. Est moral pour le national-socialisme ce qui sert le développement des valeurs culturelles de la *Volksgemeinschaft*. En conséquence, la valeur fondamentale de l'éthique est bien cette utilité à la culture. La morale est en outre foncièrement nationale. Mais

M. Kraus ajoute, ce qui ne laisse pas de surprendre un peu, que c'est une morale en même temps universelle. Car, dit-il, dès lors que ces valeurs culturelles peuvent concerner non seulement un Etat, mais l'ensemble de la communauté des Etats, la morale nationale se transforme en une morale universelle, c'est-à-dire en morale tout court.

Si l'on étudie enfin le national-socialisme sous l'angle étroit du droit, on remarque qu'il ne nie pas le droit des gens, prétend M. Kraus. Il est attaché au principe *pacta sunt servanda*, qui est reconnu explicitement par le Führer dans son discours du 17 mai 1933 et par M. Goebbels dans son discours du 15 octobre 1933. Mais il faut faire une distinction entre les traités. Certains d'entre eux sont à base d'égalité juridique, comme le traité germano-chinois de 1920. Le principe *pacta sunt servanda* ne concerne que ceux-là. En outre, les traités doivent être imprégnés de la « morale internationale ». Le Führer lui-même l'a demandé dans son discours du 17 mai 1933. Le national-socialisme est également respectueux du principe de non-intervention dans le domaine réservé à la souveraineté des autres Etats. La question juive, par exemple, est un problème qui relève du domaine du III^e Reich, toute immixtion étrangère à ce sujet est contraire au droit des gens.

Il y a, d'après M. Kraus, deux sortes de domaines réservés :

1^o Ceux qui ont été déterminés en vertu d'un contrat international bi-latéral ;

2^o Ceux qu'un Etat attribue à sa souveraineté unilatéralement.

De toute évidence, la question des minorités natio-

nales ne trouve pas sa solution facilitée par l'institution du domaine réservé unilatéral, tel que M. Herbert Kraus voudrait l'envisager.

Quoiqu'il en soit, le domaine réservé et la non-intervention constituent, selon M. Kraus, deux notions apparentées l'une à l'autre. « L'immixtion *autoritative* dans le domaine réservé d'un Etat est une violation du principe de non-intervention et inversement ». La Société des Nations se rend coupable d'une violation flagrante en se souciant du sort des Juifs en Allemagne. Son comportement constitue une immixtion dans le domaine réservé à l'Etat allemand. La théorie du *Volkstum* doit, à coup sûr, être notre guide pour éclaircir cet important problème, si on veut le comprendre dans le sens national-socialiste.

Quant au but du droit des gens, d'après M. Kraus, le national-socialisme rejette la conception universaliste et la conception individualiste. Le droit des gens n'a pour but ni de servir les intérêts des individus, ni ceux de l'humanité. Le national-socialisme se place à un point de vue purement étatique. Le droit des gens doit servir les intérêts des Etats réunis en une communauté internationale. Mais par Etat, il faut entendre l'acception raciste du terme, c'est-à-dire la *Volksgemeinschaft* organisée en groupement politique.

Pour pallier aux insuffisances du système fondé sur l'intérêt, M. Herbert Kraus place l'égalité juridique des Etats avant tous les autres principes du droit des gens. « De cette façon, dit-il, aucun Etat ne peut élever la prétention que le droit international doit servir ses propres intérêts. Notre conception de l'égalité des droits s'y oppose ».

Les gouvernements allemands, ajoute M. Kraus, ont toujours eu conscience de cette notion de l'égalité. « Aujourd'hui, l'existence des nations européennes est une vérité donnée ». Le national-socialisme considère comme un crime la violation des autres nationalités.

M. Herbert Kraus néglige cependant de nous renseigner sur la façon dont il envisage, d'accord avec les principes de *Mein Kampf*, un conflit d'intérêts qui surgirait par exemple entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie. En réalité, le principe fondamental de la réciprocité, en cas de règlement d'un conflit, est inconciliable avec les prémisses du national-socialisme, à moins que celui-ci ne renie catégoriquement ses prémisses ; en ce cas, il serait impossible d'envisager la doctrine nationale-socialiste comme une conception du monde *sui generis*.

M. Kraus admet enfin la validité du principe de la solidarité internationale, lorsqu'il y a des intérêts communs de tous les Etats sur la sécurité, la liberté, la répression de la criminalité internationale, et pour tout dire, la paix. Evidemment, il faut donner à chacun de ces vocables le sens qu'il a dans le vocabulaire national-socialiste.

Si l'on considère la théorie raciste des minorités nationales, M. Kraus y voit une véritable contribution à la pacification du monde. Par le fait même que le racisme exclut la germanisation, il s'oppose au libéralisme assimilateur qui se désintéresse de la destinée des cultures nationales.

Sur la guerre et la paix, M. Herbert Kraus nous donne, comme source du droit national-socialiste, les idées de saint Thomas et de saint Augustin ! ! M. Hitler, dit-il, a reconnu la renonciation de l'Allemagne à la force comme moyen de solution des litiges internationaux.

En résumé, d'après M. Herbert Kraus, le national-socialisme reconnaît le droit des gens comme valable et d'une force obligatoire inconditionnelle. Si l'éthique nationale-socialiste est adoptée par les autres nations, si, par conséquent, ce sont les peuples (*Völker*) qui sont les sujets du droit et non les Etats (*Staaten*), comme dans le système actuel, le droit international (*Völkerrecht*) se transformerait en un véritable droit des Nations (*Völker-Recht*).

Nous ne pouvons insister sur cette réforme chère aux auteurs d'Outre-Rhin. L'avenir seul pourra nous dire si l'ordre ainsi imaginé correspond réellement aux exigences vitales des peuples.

SECTION II

THÉORIE DU DROIT INTERCORPORATIF DE M. GUSTAV ADOLF WALZ

Moins dominé que M. Herbert Kraus par une théorie classique du droit international et peut-être plus attaché que le savant de Göttingen aux principes de justice et d'égalité juridique des *Etats*, M. Gustav Adolf Walz jouit aujourd'hui, en Allemagne, d'une autorité incontestable, due à ses convictions fermement nationales-socialistes, et aussi à sa haute classe scientifique, qu'il a toujours mise au service du droit des gens.

Son principal ouvrage¹, *Wesen des Völkerrechts und*

1. Bibliographie : Gustav-Adolf Walz, « *Der Treugedanke im Völkerrecht* » dans *Deutsches Recht*, 1934, p. 521 ; — « *Das Ende der Zwischenverfassung* », 1933 ; — *Völkerrecht und Staatliches Recht*, 1933 ; — *Wesen des Völkerrechts und Kritik der Völkerrechtsleugner*, 1930 ; — *Das Verhältnis vom Völkerrecht zum staatlichen Recht nach N.S. Rechtsauffassung*, dans *Zeitschrift für Völkerrecht*, Bd. XVIII, p. 148 et suiv. ; — *Nationalsozialismus und Völkerrecht*, dans : *Völkerbund und Völkerrecht*, Bd. I, p. 473 et suiv. ; — *Fascismus und N.S.*, *Deutsches Recht*, 1935, p. 315 et suiv.

Kritik der Völkerrechtsleugner, dont la parution est antérieure à la Révolution allemande de 1933, constitue un véritable monument de patientes recherches et d'irréfutables raisonnements consacré à la critique des négateurs du droit des gens, et, est par là même, une contribution utile à l'étude des problèmes de l'organisation de la paix.

La délimitation des rapports existant entre le droit international et le droit interne est, d'autre part, le grave sujet auquel il s'efforce de donner une signification particulière.

L'acuité des revendications allemandes depuis la réalisation de la révolution totalitaire et l'importance grandissante de la politique étrangère dans l'ensemble de l'activité allemande l'ont amené aussi à éclaircir, pour sa part, l'énigme du droit international.

La séduction exercée par les discours éminemment pacifiques du Führer n'est certes pas étrangère à cette initiative. Ces discours lui ont fourni les matières premières de sa théorie intercorporative. Ils lui ont montré en même temps le sens dans lequel il doit orienter sa conception. La controverse passionnée qui anima pendant un certain temps la science juridique allemande sur le droit des gens a sûrement puisé dans les travaux de M. Walz des éléments de solution appréciables. Depuis quelque temps, en effet, on ne trouve plus aucune trace de ce grave litige dans les publications allemandes, sans que pour cela le désaccord foncier, qui sépare les auteurs, ait disparu.

Pour M. Walz, aucun Etat n'a pris une part aussi active et aussi utile à la vie juridique des peuples que l'Allemagne. Le riche patrimoine du national-socialisme,

doctrine totalitaire moderne, ne peut donc pas rester sans exercer d'heureux effets sur le droit des gens. Mais, ainsi qu'il arrive dans toute révolution, certains doctrinaires ont élevé en Allemagne depuis 1933 la prétention de monopoliser l'interprétation authentique de la doctrine nationale-socialiste. La révolution semble terminée en 1935, surtout en matière internationale (?), par le grand discours du Führer en date du 17 mai 1933. Les contours de la nouvelle théorie allemande sont donc clairement tracés et il n'y a aucune difficulté pour résoudre le problème de la conception nationale-socialiste du droit des gens.

Le facteur essentiel de cette doctrine, répète M. Walz à l'instar de tous les auteurs que nous avons vus précédemment, est le *Volk* et non l'Etat. Le *Volk*, conçu naturellement au sens racial, autrement dit, comme une « communauté originaire ». Le national-socialisme inverse l'ordre de la construction fasciste, d'après laquelle c'est l'Etat qui forme la nation. L'Etat occupe donc un rang tout à fait secondaire dans l'idéologie raciste. Sur le plan international, ce sont au contraire les Etats qui sont titulaires des droits et des devoirs. Il existe donc une incompatibilité apparente entre la doctrine nationale-socialiste et le droit international, sur ce point essentiel. Or, du fait que l'Etat et le *Volk* ne se couvrent pas dans l'organisation internationale, on devrait conclure que le national-socialisme nie le caractère obligatoire du droit international. C'est la voie qui a attiré un certain nombre d'auteurs, en Allemagne.

M. Walz, au contraire, croit que le peuple (*Volk*) organisé en nation est amplement capable d'agir dans le domaine international, dès lors que cette organisation nécessite la constitution d'un Etat. C'est la raison pour

laquelle l'Etat national-socialiste reconnaît l'existence et affirme la validité d'une véritable discipline juridique internationale.

Le national-socialisme, selon M. Walz, a grandi dans la lutte pour un ordre juridique juste. Il ne peut s'agir de limiter cet ordre juridique seulement au droit interne. Le Führer, depuis 1924, s'est toujours réclamé de la légalité. Il serait arbitraire de prétendre que cette profession de foi légalitaire ne concerne pas la politique extérieure. Et M. Walz regrette que le monde n'ait pas encore saisi toute la sincérité des convictions pacifiques des nationaux-socialistes. Or, le national-socialisme, se différenciant ici encore du fascisme italien, repousse les préceptes de la « violence » sorélienne ¹. « De même que le national-socialisme a pu conquérir le peuple allemand par la persuasion intérieure et réaliser sa conception du droit interne, dans le cadre des vieilles formules de la constitution weimarienne, de même, en renonçant à tout moyen impérialiste, il parviendra à transformer, dans les formes légales, le vieux droit international en une nouvelle discipline internationale ».

Le national-socialisme aurait-il, conçu de cette manière, renoncé au programme de 1920 et à la constitution d'un Etat où tous les hommes de sang allemand seraient de nouveau rassemblés ?

Nullement, répond M. Walz, qui ne considère pas dans l'état actuel des choses un ordre correspondant à l'idéal du national-socialisme. Reconnaître la légalité ne signifie pas l'acceptation du *statu quo*, comme certains intéressés ont pu le croire. La légalité nationale-socialiste est un ordre véritable et la justice authentique (*echt*).

1. Cf. Georges Sorel, *Réflexions sur la violence*, Paris. Marcel Rivière, 1911.

« Le droit international, dit M. Walz, doit être empreint d'un caractère véritablement international ». Rien moins que la théorie du droit externe ne correspond aux fondements du national-socialisme. Le droit international véritable n'est donc pas un complexe, formé de divers ordres nationaux externes. « Si l'on admet la thèse de M. Schecher, précise M. Walz, on aura abandonné l'assise communautaire du droit international ».

Aucun doute, par conséquent, qu'il existe un ensemble de règles juridiques destinées à régir les rapports des Etats dans une communauté juridique internationale.

A en croire M. Walz, c'est une conséquence logique de la philosophie nationale-socialiste du droit et de l'Etat. Son raisonnement est fondé sur ce principe que le *Volk* est le centre de gravité de tout droit, interne ou international. Mais le national-socialisme reconnaît formellement que le droit international actuel est un droit simplement interétatique. Il s'agit naturellement de distinguer entre les différents ordres étatiques, ceux qui ont pour base une communauté originaire et naturelle. Ceux-là seuls mériteraient, d'après M. Walz, d'être reconnus « devant le *forum* du droit des gens ». Pour le national-socialisme, l'axiome politique de la « *Volksgemeinschaft* naturelle et culturelle » est certes essentiel, mais il n'exclut aucunement la reconnaissance des droits des groupes nationaux étrangers. D'où il résulte que le droit des gens doit être un droit de nature intercorporative.

« Le national-socialisme ne reconnaît comme titulaire de droit que les peuples organisés en Etats. Ni l'humanité abstraite, ni l'individu ne sont sujets du droit des gens ».

La thèse de M. Walz s'écarte de la thèse classique, lorsqu'il s'agit de tirer les conclusions qui s'imposent,

de l'opposition du *Volk* et de l'Etat. Conformément à la revendication allemande bien connue, il réclame, en effet, l'octroi de l'autonomie culturelle aux groupes nationaux qui ont été séparés du *Volk* originaire et qui font, en vertu des traités de paix, partie des Etats étrangers. « La réglementation du statut des minorités, affirme M. Walz, dans l'esprit libéralo-individualiste, s'est montrée insuffisante en pratique ». Car la doctrine égalisante de l'assimilation ne fait aucune distinction entre la culture des minorités, d'une part, et celle de l'Etat où elles sont incorporées, de l'autre. Il en résulte une dénationalisation contraire au principe du *Volk* et répugnant à la doctrine nationale-socialiste.

Nous avons vu plus haut comment cette attitude anti-germanisante doit s'interpréter, pour les auteurs allemands, comme l'expression de l'anti-impérialisme national-socialiste.

Suivant la théorie intercorporative, le droit international doit avoir deux fonctions : établir des frontières juridiques entre les Etats, d'une part, et organiser leur développement et leur coopération, de l'autre. Le principe de la souveraineté remplit la fonction délimitatrice du droit des gens. Par contre, selon M. Walz, « la fonction communautaire » du droit des gens ne s'effectue que par la voie contractuelle. Il faut distinguer deux sortes de traités, si l'on part de la conception nationale-socialiste, de la *Gemeinschaft* :

1° Les traités communautaires, *Gemeinschaftsverträge* et

2° Les traités utilitaires, *Zweckverträge*.

Si on applique ici encore l'idéologie nationale-socialiste, il faut concevoir différemment chacune de ces deux sortes de traités. Le respect dû aux contrats interna-

tionaux n'est pas identique dans tous les cas. Les traités communautaires supposent une certaine parenté raciale entre les Etats contractants. Mais cette condition n'est pas requise pour la validité des *Zweckverträge*.

Quoiqu'il en soit, dit M. Walz, le fondement du droit des gens est la *Gleichberechtigung*. Sans la reconnaissance de ce principe, le droit international fait défaut. Tout instrument international qui porterait atteinte à ce fondement doit être assimilé à un document « apocryphe » imposé par la force, dénué de tout caractère juridique. L'inobservation de la règle de l'égalité dans un traité l'entache « d'incertitude » et d'« irréalité ».

Le droit des gens ainsi compris, la question se pose de savoir quelle est la nature de ses rapports avec le droit interne. La théorie du droit incorporatif s'accorde-t-elle avec le monisme juridique ou bien est-elle une variante des doctrines dualistes ?

Pour M. Walz, grand connaisseur du problème, il n'y a là aucune difficulté. La doctrine moniste ayant pour conséquence le primat du droit interne est une des particularités du siècle dernier qui n'a pas encore disparu de nos jours. Or, dit M. Walz, lorsqu'on prétend que le droit des gens n'a de force obligatoire qu'autant qu'il fait partie intégrante du droit interne, on sacrifie en quelque sorte son domaine de validité qui, par définition, est international.

Le national-socialisme repousse cette théorie, car elle est en opposition irréductible avec sa conception du droit et de la communauté.

Une autre théorie moniste, suivant l'ordre inverse de la première, a pour base le primat du droit des gens. Cette théorie a certes gagné beaucoup de terrain depuis la

guerre. Mais elle n'en est pas moins fausse, dès lors qu'en l'adoptant on est forcé de renoncer au caractère intercorporatif du droit des gens. En effet, pour les monistes de l'Ecole viennoise, le droit international constitue une sorte de constitution internationale, à laquelle les disciplines juridiques nationales sont subordonnées. Le droit international ne possède pas, dans cette manière de voir, ce caractère indépendant qui lui est propre. Assimilé à une constitution internationale, il est sensé déterminer souverainement le champ de validité du droit interne. Il présuppose une certaine *civitas maxima* qui est repoussée par l'organicisme national-socialiste.

Tandis que dans la première variante du monisme on aboutit à l'impérialisme national (Théorie de M. Schecher) et à la destruction des traits caractéristiques du droit des gens, dans la seconde variante du monisme, on voit apparaître la « domination impérialiste de la norme abstraite et sans forme (*gestaltlos*) de la *civitas maxima* ».

En réalité, dit M. Walz, le droit national-socialiste est essentiellement pluraliste. Quand il pose comme principe fondamental de la vie internationale l'existence des nations indépendantes, organisées en Etats, il reconnaît en même temps l'existence d'un système juridique international indépendant du droit interne et de caractère intercorporatif.

« La construction pluraliste signifie la coexistence des peuples libres et égaux en droit et l'indépendance de leur système juridique national ».

Au-dessus de ces systèmes nationaux, des droits internes, se place le droit international intercorporatif et remplit la fonction délimitatrice que M. Walz lui assigne. En d'autres termes, le droit des gens « oblige » le

droit national, en lui déterminant ses limites. Il est par rapport au droit interne à la fois « *berechtigend* » et « *verpflichtend* ». Le droit des gens « oblige » le droit national, mais il ne le « prime » pas. Comment cette « obligation » se remplit-elle d'une manière précise ? M. Walz ne nous le dit point, en ce sens qu'il laisse la faculté de régler les litiges qui surgiraient sur ce point à la discrétion des Etats. La seule garantie qu'il veut donner à la solution des conflits est l'existence d'un droit des gens « national » (*Nationales Völkerrecht*) qui, croyons-nous, loin de dissiper la difficulté ne fait que l'aggraver. Cette garantie est, en fin de compte, purement formelle et consiste dans le fait de la part d'un droit interne de satisfaire aux exigences du droit des gens concernant les personnes juridiques ou morales nationales. Faut-il voir dans ce droit des gens national un succédané de la fameuse théorie de l'autolimitation ? Il semble malaisé de répondre à cette question, même lorsque l'œuvre de M. Walz rassemble les critiques les plus judicieuses qu'on ait jamais adressées aux négateurs du droit des gens.

En ce qui concerne les sources du droit des gens, à en croire M. Walz, l'article 4 de la Constitution de Weimar, dont nous avons vu l'analyse chez M. Schecher, est encore en vigueur. Le droit interne consacre ainsi d'une façon « *generell* » la force obligatoire du droit des gens. Il n'existe aucune raison valable pour supprimer cet article, dès lors que l'admission d'une règle de la coutume internationale a nécessairement pour conditions l'assentiment du Reich allemand. Comme M. Tatarin-Tarnheyden, M. Walz tend à donner une nouvelle interprétation du texte de l'article 4.

Selon lui, le principe de l'interprétation des lois en

faveur des règles essentielles du droit des gens a revêtu une « forme procédurale » dans cet article. Il en résulte qu'aucune loi allemande ne peut violer les normes du droit des gens, sans être nulle elle-même. La jurisprudence de la République weimarienne confirme cette première interprétation. Par contre, dans une conception nationale-socialiste du droit des gens, il faut distinguer entre les obligations *licites* et les obligations *illicites* ou *immorales*. Toute obligation internationale qui aurait été conclue sur la base de l'inégalité juridique des parties contractantes serait ainsi considérée comme nulle et non avenue. Il serait inadmissible, ajoute M. Walz, de demander au droit interne la sanction et la protection des engagements illicites. Parmi les obligations illicites et immorales il faut compter toute réglementation contractuelle imposée par la force en violation du fondement du droit des gens, la *Gleichberechtigung*.

Il s'agirait alors de savoir qui sera juge (*quis judicabit?*) de la licéité ou de l'illégitimité d'une obligation internationale. La tendance politisante du III^e Reich favorise plutôt la confusion des conflits. On ne distingue plus les conflits juridiques d'avec les conflits politiques. Tous les litiges portant sur les questions « vitales » ou « *existentielles* » sont de nature politique et par là même soustraits à la juridiction des tribunaux internationaux. Au cas où une obligation juridique apparaîtrait coûteuse ou même simplement gênante à la liberté absolue de l'Etat, il resterait à ce dernier la ressource de la déclarer illicite ou immorale. C'est pratiquement le tragique spectacle auquel on assiste depuis quelques années.

M. Walz lui-même s'est aperçu de la gravité de cette objection. Pour remédier au danger que nous avons

signalé, il préconise une solution qui semble loin d'être suffisante. Il refuse, en effet, aux autorités judiciaires et administratives nationales le droit de « mener une politique révisionniste des normes du droit des gens, lorsqu'elles se trouvent en présence d'un désaccord entre le droit national et le droit international. « Le maintien et la révision des obligations internationales, conclut-il, relèvent seulement du domaine du chef de l'Etat allemand, le Führer et Chancelier, seul responsable du Reich ».

Dans la théorie intercorporative la juridiction suprême du Führer se substitue, par conséquent, à la juridiction des tribunaux internationaux.

Si cette solution était admise par tous les Etats, il est douteux que les divergences d'interprétation des traités puissent trouver un apaisement autrement que par une procédure extrajuridique.

SECTION III

LES THÉORIES NATIONALES-SOCIALISTES DE LA GLEICHBERECHTIGUNG

L'essai de M. Herbert Kraus n'est pas resté sans influence sur l'évolution de la doctrine nationale-socialiste.

En 1934, la *Geichberechtigung*, thème favori de tous les gouvernements qui se succédèrent en Allemagne depuis le mois de novembre 1919, se transforma en un véritable problème juridique.

S'il est certain que la revendication de l'égalité des droits se trouve exprimée dans le programme national-socialiste en date du 24 février 1920, il serait erroné de

prétendre qu'elle fût l'apanage d'un seul groupement politique allemand. Depuis la conclusion des traités de paix, rares sont les hommes d'Etat, les partis, les manifestes électoraux et les proclamations de tous genres qui n'aient pas fait de la *Gleichberechtigung* (égalité des droits) l'essence de leurs aspirations.

Après le retrait allemand de la Société des Nations, les théoriciens du droit national-socialiste s'emparèrent de la notion d'égalité et en firent un corollaire de la doctrine raciale, de la théorie du mouvement totalitaire et de l'idée des nationalités qu'on invoque, à tort et à travers, pour nous présenter le schéma de la future constitution juridique de l'Europe.

Il est inutile, à notre sens, de nous appesantir à présent sur la *Gleichberechtigung* en tant qu'instrument politique et prétexte à certaines visées expansionnistes. D'ailleurs, l'histoire de l'« ère nationale-socialiste » est assez brève. On en connaît les différents épisodes et les multiples fluctuations. Depuis cinq ans, la réclamation de l'égalité a porté successivement sur les conditions d'armements, la Sarre, la réoccupation de la zone démilitarisée, les obligations concernant les voies fluviales navigables et, depuis quelque temps enfin, sur la question coloniale. Après chaque décision unilatérale, le gouvernement allemand proclama avoir accompli le geste libérateur et donné au Reich sa souveraineté, c'est-à-dire sa *Gleichberechtigung*. Quelque temps plus tard cependant, le même gouvernement portait à la connaissance du monde que l'égalité était loin d'être réalisée et qu'il fallait aux Etats ex-vainqueurs se résigner à d'autres concessions, pour que l'Allemagne, en recouvrant l'égalité juridique, puisse contribuer efficacement à la consolidation de la paix.

Conçue de cette manière, la notion de *Gleichberechtigung* présente peu d'analogie avec l'« égalité de droit », qui est une des règles fondamentales du droit des gens. L'égalité juridique des Etats doit découler du concept de liberté et d'indépendance et non pas de la souveraineté absolue, objectif immédiat de l'Etat national-socialiste. Or, la liberté et l'indépendance d'un Etat s'arrêtent là où commencent celles de l'Etat voisin. Il est donc nécessaire de ne lui reconnaître l'égalité de droit que dans le cadre d'un système juridique international d'où « l'absolu » serait banni. L'expérience a montré que si l'Allemagne nationale-socialiste se réclame souvent de la doctrine des droits fondamentaux des Etats, elle néglige, par contre, ses devoirs fondamentaux à l'égard des autres Etats. L'égalité juridique véritable exige, en tout cas, le respect des engagements librement consentis. Elle exige une différence de traitement entre le traité et le « chiffon de papier ». Elle exige surtout qu'on ne distribue pas la pluie et le beau temps à sa guise, aux peuples qui veulent la paix et qui sont animés du désir de vivre selon des règles normales.

La théorie nationale-socialiste de la *Gleichberechtigung* se différencie ainsi essentiellement de la conception traditionnelle de l'égalité juridique. Il s'agit là encore probablement d'une rénovation.

Depuis 1933, la révision du Traité de Versailles n'est plus fondée sur les nécessités de la doctrine orthodoxe des races et de l'Etat autoritaire. Celles-ci subissent une véritable crise, ou mieux, un temps d'éclipse.

L'idéologie pure fait place à un certain sens des réalités politiques. On se détache de la notion de souveraineté absolue pour mieux l'atteindre. L'existence du droit

international n'est plus mise en doute. On ne va même pas jusqu'à exiger sa refonte totale ou sa modification partielle. On en demande simplement l'application authentique, cela ne pouvant avoir lieu que par la reconnaissance à l'Allemagne de la *Gleichberechtigung*.

Parmi les promoteurs de cette théorie il faut comprendre MM. Viktor Bruns, Carl Bilfinger, Carl Schmitt, Friedrich Grimm, Heinrich Rogge, Ernst Wolgast, Curt Rühland, Gustav Adolf Walz, etc. etc. Cette énumération n'est certes pas restrictive. Presque tous les auteurs allemands, même ceux qui niaient jadis, non sans enthousiasme, le droit des gens, sont devenus, depuis sa proclamation officielle, ses défenseurs inconsolables. Mais si leur nombre paraît élevé, la théorie de la *Gleichberechtigung* n'y gagne rien. Lorsqu'ils ne se répètent pas, ces auteurs se contredisent. Le même point de départ les conduit à des conclusions invraisemblables. Ce qui les unit au point de vue doctrinal, c'est seulement les conséquences pratiques et peut-être les témoignages d'hommes d'Etats étrangers¹ auxquels ils font constamment appel pour justifier la conduite du gouvernement national-socialiste.

Il n'est pas sans intérêt d'examiner ici les principes directeurs et les répercussions de certaines variantes de la théorie de l'égalité des droits.

1. Voir le discours de M. Adolf Hitler, du 21 mai 1935 reproduit dans les *Principes d'action*, Paris, 1936 et Gassert, *L'Allemagne, la bête noire de l'Europe*, Paris, 1936, p. 145 et suiv.

I

Pour M. le Professeur Bilfinger¹, l'égalité des droits, loin d'être un principe juridique est l'expression la plus complète du sens et de la teneur véritable de la vie internationale. On ne pourra mettre en discussion la *Gleichberechtigung* sans, du même coup, douter de l'existence même du droit des gens. Les Etats qui se rendent coupables d'atteinte à cette règle fondamentale troublent l'ordre universel. Car il n'y a aucun problème concret du droit des gens qui ne soit étroitement lié à l'égalité des Etats (*Staatengleichheit*).

Cette égalité porte avant tout sur le droit à l'existence et tout ce qui s'ensuit : possibilité de la défense nationale, droit inné de chaque nation aux armements.

Dans la communauté internationale, les Etats ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ils sont tous également indépendants et également souverains. En conséquence, le droit fondamental (*Grundrecht*) à l'indépendance est la base même de l'égalité des droits. La distinction des grandes, petites et moyennes puissances ne doit rien modifier au statut égalitaire, auquel tout membre de la communauté internationale a droit².

Le fondement de la théorie est la souveraineté de l'Etat, ce qui amène M. Bilfinger à nier toute valeur à la théorie de la souveraineté du droit. Cette dernière aurait, d'après M. Bilfinger, la funeste conséquence de violer le principe de l'indépendance de l'Etat.

1. Carl Bilfinger, « *Betrachtungen über politisches Recht* », (*Zeitschrift für Ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, Bd. I, p. 57 et suiv. ; — « *Vertrag und Diktat* », (*Deutsche Juristenzeitung*, Bd. 39, p. 881 et suiv.) ; — « *Zum Problem der Staatengleichheit* » (*Zeits. f. ausl. of. Recht und Völkerrecht*, Bd. IV, p. 485 et suiv.).

2. Idem., « *Gleichheit und Gleichberechtigung der Staaten* », *Handbuch des Dr. Frank*, 1935, p. 117-128.

M. Bilfinger tend-il à se rallier aux partisans de la souveraineté absolue ? Sa propre profession de foi en faveur de la *Gleichberechtigung* s'y oppose. Nous voyons là une inévitable contradiction. Le postulat de l'égalité, telle que l'entend le professeur de Halle, repousse, en tout état de cause, les fictions égalitaires et la théorie de « citoyens du monde ». Elles conduisent à l'oppression des petits Etats par les grandes puissances, « à la suppression des nations libres au nom d'un simulacre du droit des gens ». C'est ainsi que la conception courante confère aux « demi-Etats » le rang de membres de la communauté internationale. Voilà une violation intolérable du principe d'indépendance en droit des gens. Il en est de même du système des mandats inventé par les puissances alliées pour masquer leur volonté pure et simple d'annexion. Le droit des gens ne peut avoir pour sujet que des Etats libres et souverains. Il faut le dépouiller des fictions et du normativisme. Il n'y a pas de *Gleichberechtigung*, en tant que simple principe, sans effet pratique, comme il n'existe pas de souveraineté étatique de pure forme. L'époque du droit international basé sur des règles abstraites et des principes généraux est close par le national-socialisme. Les anciens vainqueurs ne peuvent plus le mettre à profit pour spolier les Etats vaincus par les clauses léonines des traités injustes. Le réveil de l'Allemagne contribue puissamment à la clarification de la situation internationale. Il n'est plus possible de méconnaître le droit à l'existence d'une grande nation, sous couvert de « droit ».

Le Traité de Versailles porte en lui-même le germe d'une fâcheuse contradiction. Voilà le point de départ de l'argumentation de M. Bilfinger. En effet, dit-il,

l'instrument de paix admet l'existence d'une Allemagne indépendante ; mais il lui refuse l'état et la capacité que nécessite la véritable indépendance.

Le principe d'égalité interdit toute différence de traitement entre les Etats souverains. Il exige la réciprocité comme base du commerce international. Il s'exprime enfin dans les fameux 14 points du Président Wilson (*No-discrimination*).

L'Allemagne nationale-socialiste demande la reconnaissance effective et non seulement formelle de cette règle fondamentale. Dans son discours du 17 mai 1933, le Chancelier Hitler a dit lui-même que c'est une exigence de la morale, de la raison et de la justice.

Sans parler des impositions « insensées » et « démoniaques » de certains négociateurs alliés, M. Bilfinger applique sa théorie à la partie V du Traité de Versailles, qui, dit-il, a été intégralement exécutée par l'Allemagne. Etant en violation concrète de la règle d'égalité, cette partie est dépourvue de toute valeur juridique. C'est également le cas de tout ce malheureux traité qui, dans son article 279, oblige l'Allemagne, entre autres, à admettre, sans discussion, la nomination des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans ses villes et ports. En vertu de cet article, l'Allemagne « s'engage à approuver la désignation de ces consuls généraux, consuls, etc., dont les noms lui seront notifiés, et à les admettre à l'exercice de leurs fonctions conformément aux règles et usages habituels ».

L'arbitraire du traité, ajoute M. Bilfinger, est encore plus flagrant, si l'on se reporte à l'article 281 qui refuse au gouvernement allemand « tous les droits, privilèges et immunités de la souveraineté », dans les relations interna-

tionales. Il n'existe donc aucun doute que le traité comporte un vice originel. Tout en reconnaissant l'existence d'une Allemagne souveraine, il détruit lui-même les conséquences légitimes de la souveraineté.

Quelle est la teneur de la *Gleichberechtigung* ?

M. Bilfinger croit innover en la matière en rejetant l'interprétation naturaliste de l'égalité juridique. Celle-ci lui paraît manifestement insuffisante. C'est à la lumière de la sociologie et de l'histoire qu'il a recours pour déterminer l'étendue et les limites de l'égalité. Le principe de l'égalité des Etats a été fondé par les défenseurs du droit naturel sur la prétendue égalité des hommes. Beaucoup de savants modernes, dit M. Bilfinger, ont été séduits par cette théorie ; l'individu étant supérieur à l'Etat et la fin de celui-ci, ces auteurs sont arrivés à cette déduction que tous les Etats sont égaux en droit. La formule de Vattel, d'après laquelle « *un nain n'est pas moins un homme qu'un géant, une petite République n'est pas moins un Etat souverain qu'un puissant royaume* », illustre cette façon de voir. En réalité, cette conception spécifique n'a pour conséquences que la reconnaissance purement formelle de la souveraineté et la dégénération du concept « Etat ». Depuis qu'il existe des Etats-nains, précise M. Bilfinger, le principe de la souveraineté a été transgressé avec plus de facilité.

L'égalité des Etats est, en second lieu, un corollaire du devenir historique et de la notion de l'Etat dans la communauté internationale. Depuis la dislocation de l'unité chrétienne et le déclin irrémédiable du Saint-Empire, le droit des gens est la règle sociale d'une communauté constituée par des Etats souverains. Le fondement de la souveraineté était jadis l'appartenance à la

communauté confessionnelle du catholicisme. Les Etats du moyen-âge étaient empreints d'une homogénéité qui fait défaut aujourd'hui. De nouvelles religions, de nouvelles langues, de nouveaux croisements raciaux ont fait leur apparition et la question d'homogénéité ne se pose plus. La seule restriction que nous reconnaissons aujourd'hui est celle qui résulte aussi bien de l'usage international que du statut de la Cour Permanente de Justice Internationale. Il s'agit de la restriction de l'emploi des langues employées dans les débats internationaux aux seules langues des pays civilisés. Un minimum de capacité technique est donc requis pour inspirer la sécurité juridique nécessaire à l'ordre international. Mais que valent toutes ces restrictions, demande M. Bilfinger si, l'aute d'application de la règle de la *Gleichberechtigung*, une coopération loyale s'avère impossible même entre les Etats européens ? La plus développée des organisations internationales, la Société des Nations, a justement manqué de remplir son devoir dans ce domaine lorsqu'il s'est agi de régler la situation juridique du Reich.

Parmi les conditions d'admission à la Société des Nations, nous voyons dans le Pacte la capacité de défense contre les agressions éventuelles. Il n'y a pas là une simple clause de style n'ayant qu'une valeur formelle. Depuis que la Société des Nations existe, on l'a mise en application à maintes reprises :

1^o Ainsi par exemple, au moment de l'admission de l'Irak, la Commission des Mandats s'est chargée de vérifier minutieusement si l'Etat irakien était indépendant en fait, et par conséquent, capable de défendre son intégrité territoriale.

2^o De même, on a refusé l'accession au Pacte de la

Principauté de Lichtenstein, Etat juridiquement indépendant, pour la raison majeure que cet Etat-nain était dépourvu de toute force armée¹. En l'espèce, il s'agissait de respecter le principe d'égalité en ce qui concerne les devoirs et les droits des Etats-membres.

3° On peut également invoquer, dit M. Bilfinger, la décision de la Cour Permanente de Justice internationale, intervenue le 5 septembre 1931 dans l'affaire du *Zollverein* austro-allemand.

4° M. Bilfinger cite enfin les articles 2, 3 et 4 de l'accord de Montevideo, en date du 26 décembre 1933, sur les devoirs et droits des Etats de l'Union panaméricaine, articles en vertu desquels le droit panaméricain érige l'égalité des droits à l'existence et à la légitime défense, au rang d'un principe fondamental.

Ces exemples démontrent la fâcheuse méconnaissance du droit de l'Allemagne à l'égalité par la Société des Nations, d'autant plus que la déclaration expresse des 5 puissances en date du 11 décembre 1932 fut, elle aussi, vouée à rester lettre morte.

En revendiquant la *Gleichberechtigung*, l'Etat national-socialiste ne fait qu'exiger l'application d'un des principes essentiels du droit international consacré par la jurisprudence de la Société des Nations.

Le droit international, contrairement à l'opinion de certains juristes allemands parmi lesquels il faut compter tout particulièrement M. Ernst Wolgast, n'est pas, d'après M. Bilfinger, un droit des traités (*Vertragsrecht*). Pour lui, attacher tant d'importance aux traités signi-

1. Bilfinger, « *Vertrag und Diktat* », *Deutsche Juristenzeitung*, Heft 14, 1934, 39^e année, p. 880 et suiv.

fierait l'abandon des principes du droit naturel : justice et réciprocité.

Ce serait faire bon marché de l'indépendance des Etats, fin du droit des gens, que de lui sacrifier l'observation scrupuleuse des traités. Le national-socialisme rompt, une fois pour toutes, avec le positivisme juridique. Il en repousse toutes les conséquences et en premier lieu celle qui consiste à attribuer à l'instrument de 1919 la valeur d'un traité. Celui-ci, répète M. Bilfinger avec insistance et en oubliant les traités de Bucarest et de Brest-Litowsk, pour ne pas parler du Traité de Francfort, n'est qu'un *Diktat* imposé par la force et sans effet, en vertu des principes mêmes qui ont présidé à sa conclusion.

La thèse de M. Bilfinger se différencie de celle du gouvernement et de la plupart des auteurs allemands, d'après laquelle le Traité de Versailles possède une valeur juridique incontestable. Si le III^e Reich procède unilatéralement à la revision du traité de paix, sans consultation préalable des autres Etats, c'est précisément parce que ceux-ci ont violé, bien avant, un engagement juridiquement valable. Ce n'est pas l'Allemagne qui a violé le *Diktat*. Ce sont les autres Etats qui ont désavoué leur propre œuvre en empiétant sur ces principes. Les Etats signataires de Versailles ont commis une première violation en ne tenant pas compte du traité d'armistice proposé par le Président Wilson. Ils ont violé ensuite le Traité de Versailles lui-même, en ne détruisant pas leurs moyens de défense, pour établir une égalité parfaite d'armements entre les vainqueurs armés et les vaincus désarmés. Le droit allemand au désarmement des autres Etats reposerait donc, d'après cette thèse, essentiellement sur la convention de novembre, sur l'article 8 du

Pacte de la Société des Nations et surtout sur la lettre même de la partie V du Traité de Versailles ¹.

Si la thèse de M. Bilfinger sur l'égalité des droits était exacte, on parviendrait à un résultat paradoxal. Le Reich national-socialiste se réclamerait d'un droit fondé sur un traité nul, tout en abhorrant tous les traités. On ne voit pas comment un *Diktat* dépourvu de tout effet juridique peut en même temps constituer une base solide à des revendications politiques.

Qu'il s'agisse de prouver la nullité du Traité de Versailles ou sa pleine validité, il y va, au fond, d'un problème politique, autrement dit de force. Il faut justifier sa destruction systématique par tous les moyens. A notre sens, ce but est atteint à présent. Il serait seulement plus simple de renoncer aux essais malheureux et inefficaces qui consistent à présenter les choses autrement qu'elles ne sont, en proclamant la sincère tradition nationale-socialiste codifiée dans *Mein Kampf*.

II

Inspiré par les mêmes visées que M. Bilfinger, M. Viktor Bruns fait de l'égalité un « principe de justice » de la communauté internationale. « Quiconque, dit-il, nie l'égalité des droits, nie par là même cette communauté ». L'ordre international exige « un cercle déterminé de participants, d'Etats indépendants ». C'est donc par le droit, selon M. Bruns, et non en vertu d'une prétendue parenté raciale, que la communauté internationale peut se former ². En qualité de membre de cette communauté,

1. Viktor Bruns, *L'égalité des droits de l'Allemagne en tant que problème juridique*, Berlin, 1934, p. 17.

2. Viktor Bruns, *op. cit.*, p. 27.

tout Etat participe à cet ordre. « Mais la communauté des Etats est la négation de la domination d'un Etat sur les autres. Etre membre de cette communauté signifie pour un Etat qu'il est tenu de respecter l'existence et l'indépendance des autres Etats, à charge de réciprocité. La réciprocité de cette obligation de respect traduit l'égalité de situation dans la communauté, l'égalité des droits et des devoirs ». Ces droits sont principalement ceux qu'a l'Etat à l'existence, à l'indépendance et à la légitime défense. Le droit aux armements est, d'autre part, un droit naturel supposé à la base de tout traité. Or, le Traité de Versailles est un « traité injuste, incarne la force et ne réalise pas le droit »¹. Il a été conclu au mépris des promesses alliées à l'Allemagne tendant à la garantie de sa *Gleichberechtigung*. Mais les puissances alliées assument dans ce même traité l'obligation de désarmer à leur tour. « En refusant depuis 14 ans de remplir cette obligation, elles violent les traités de paix, sur un point où ces traités eux-mêmes consacrent justement le principe de la justice, l'égalité des droits »².

Si le Traité de Versailles a été façonné par le « zèle démoniaque » des négociateurs alliés, on se demande comment est-il possible de trouver dans ce même traité la consécration de la justice³ ?

1. Viktor Bruns, *idem*, p. 29.

2. Viktor Bruns, *ibid.*

3. Viktor Bruns, *Völkerrecht und Politik, Junker und Dünhaupt*, Berlin 1934, p. 10. Voici comment M. Bruns définit les traités en général : « Jeder Vertrag ist Ausdruck des Kräfteverhältnisses der Partner und der allgemeinen politischen Lage, wie sie zur Zeit seines Abschlusses bestanden ; jeder Vertrag ist festgehaltene Vergangenheit. So ist der Vertrag Mittel der Politik und Ausdruck der Macht ». — Cf. « Völkerrecht als Rechtsordnung », 1929, *Zeits. f. ausl. öff. et Vr.* Heft. I. — Cf. « Rechtsgemeinschaft oder Herrschaftsgemeinschaft », *Völkerbund und Völkerrecht*, 1934, p. 16 et suiv. — Voir aussi, *Die Politische Bedeutung des Völkerrechts*, 1935.

III

Il nous reste à juxtaposer les théories positivistes de MM. Ernst Wolgast¹ et Curt Rühland² aux conceptions naturalistes de MM. Bruns et Bilfinger.

Quant au premier, il part de la théorie *Gemeinschaft und Gesellschaft*³ de Ferdinand Tönnies⁴, en prétendant que la distinction de la « communauté » d'avec la « société » doit servir de base aux rapports internationaux. Aujourd'hui il n'y a ni communauté de sang, ni communauté de race, ni communauté d'esprit entre les différents peuples qui forment ce que M. Wolgast appelle d'un nom scandinave le *Völkerrechtssamfund* (*folkerettssamfundet*). Il existe cependant une société des Etats régie par un droit interétatique consistant en un ensemble de « promesses de faire » (*Leistungsversprechen*). Le droit des gens serait ainsi un droit constitué par les traités. Sans crainte d'hérésie à l'égard des principes du national-socialisme, M. Wolgast se réclame d'un système positiviste qui, à peu de différence près, rappelle celui du savant italien Dionisio Anzilotti⁵.

L'idée de M. Rühland est encore plus simple. D'après lui, le national-socialisme ne songe qu'à réaliser les rêves du Président Wilson. La conception du III^e Reich, en ce

1. Ernst Wolgast, *Völkerrecht*, Berlin, 1934, (*Das gesamte deutsche Recht in systematischer Darstellung*, Herausgegeben von Rudolf Stammer, Teil XIII); — « *Kommende Völkerrechtspolitik* », *Völkerbund und Völkerrecht*, III, p. 248; — « *Völkerrecht, eine Kritik* », *id.*, p. 606 et suiv. « *N.S. und Internationales Recht* », *Deutsches Recht*, 1934, p. 199; — « *Le problème de l'Eurasie* », *Affaires étrangères*, mars 1936; — *Vom Wesen Europas*, 1933.

2. Curt Rühland, « *Staatsverträge und N.S. Rechtsauffassung* », *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1934, p. 133-134.

3. Voir Victor Leemans, *Ferdinand Tönnies et la sociologie contemporaine en Allemagne*, Paris, Alcan, 1933.

4. Cf. Aron, *La sociologie allemande contemporaine*, Paris, 1935.

5. Anzilotti, *Cours de droit international*, première partie, traduction française par M. Gidel, Paris, 1929.

qui concerne le droit des gens, ne diffère pas de celle du Président américain. Cette façon de voir semble juste si l'on se reporte aux innombrables appels des dirigeants nationaux-socialistes aux 14 points. Cependant un auteur national-socialiste, M. Hermann Held, critique très justement le rapprochement de l'idéologie wilsonnienne du *réalisme* hitlérien, de même qu'il voit d'un œil sévère l'hypothèse de M. Wolgast, tendant à faire croire que le vieux libéral Ferdinand Tönnies eût pu influencer la jeune Allemagne¹.

Il est vrai, selon M. Held, que dans le domaine international une communauté fait défaut, au sens où on l'entend dans la théorie raciste. Il n'y a ni communauté internationale, ni *a fortiori* une communauté interétatique. En poussant le raisonnement si loin, M. Held demande logiquement pourquoi on parlerait davantage d'une « société des Etats ». La théorie de M. Wolgast est par conséquent basée sur une distinction arbitraire.

M. Held s'efforce, à son tour, de nous présenter une théorie qui ait plus de chance d'être agréée par le national-socialisme. Pour lui, la véritable conception nationale-socialiste du droit des gens est professée par MM. Bruns, Schmitt, Frank et Walz qui, d'accord avec les discours du Führer, parlent tous non pas d'une Société des Etats, mais d'une Communauté juridique des Nations. D'après leur théorie, c'est le droit qui forme le lien communautaire dans la vie internationale. Par droit il faut entendre celui de chaque nation à l'existence, à l'égalité etc. Bref, la communauté internationale n'est nullement une communauté naturelle (*natürliche Ge-*

1. Hermann Held, *Volk, Recht und Staat im Lichte deutscher Rechtserneuerung*, Franz Vahlen Verlag, Berlin, 1935, p. 36 et suiv.

meinschaft). Il s'agirait ici plutôt d'une communauté de volonté (*Willensgemeinschaft*), formée par et pour le droit. La nature véritable des rapports internationaux exige l'exclusion de toute considération portant sur l'unité de langue, de race, de religion ou d'histoire. La théorie de M. Wolgast ne mérite donc pas les honneurs du national-socialisme.

M. Held distingue deux sortes de droit des gens : le droit des Etats (*Staatenrecht*) et le droit des nations (*Völkerrecht*). Le droit des Etats contient un certain nombre de règles de pure forme et sans valeur juridique. Le droit des nations est un ensemble de règles organiques ayant pour but la sauvegarde du *Volkstum* et pour base le principe de l'égalité des droits. Le droit des Etats est une discipline de contrainte, dans la mesure où il apparaîtrait inconciliable avec l'esprit du peuple (*völkisch*). En conséquence, il est dépourvu de tout caractère obligatoire. Les Etats peuvent l'observer, s'ils y trouvent leur intérêt. Ils peuvent le modifier, le cas échéant, par la force, si les circonstances le permettent. Tandis que le droit des Etats est un droit positif, le droit des nations est un droit non écrit. Il existe, mais ne se crée pas. On doit le découvrir et le constater, non pas à l'aide des formules vides de sens du rationalisme désuet, mais au moyen de l'esprit racial.

Le premier principe de cette discipline organique et non écrite serait le droit à l'égalité des nations et des nationalités. Qu'on se garde de confondre cette égalité avec l'égalité assimilatrice des doctrines libérales. Le droit organique prescrit non seulement la distinction, mais aussi la séparation et l'autonomie culturelle des minorités nationales.

Le droit des nations nécessite la représentation des minorités ethniques par leur nation-mère. Ainsi, en suivant M. Held, on aboutit à ce résultat que les intérêts des Allemands de Bohême doivent être protégés non par l'Etat tchécoslovaque, dont ils sont légalement ressortissants, mais par l'Etat allemand auquel ils sont organiquement liés.

Le droit des nations conçu à la manière de M. Held nous oblige à admettre l'immixtion sans entrave de l'Allemagne dans tous les pays où il existe une minorité dite allemande.

La paix du monde est à ce prix.

*
* *

Nous voici au terme de notre enquête.

En dépit des objections violentes que le national-socialisme adresse au droit des gens, nous avons entrepris, au cours des pages qui précèdent, la tâche ingrate d'en présenter un aperçu, sans dépasser les limites que nous nous étions assignées.

Il s'agissait de scruter une idéologie, une religion, et de dégager d'un amoncellement de matériaux hétéroclites les différents systèmes, ébauchés Outre-Rhin, en vue de détruire les principes essentiels qui devraient régir les rapports internationaux.

L'impression que produit l'étude de la philosophie nationale-socialiste est le primarisme remarquable qui caractérise son outrecuidance pragmatique. Tout s'y ramène à une somme de négations farouches et péremptoires. Qu'il s'agisse du droit, de la morale, de l'individu, les juristes du III^e Reich persistent à les ignorer, pour mettre au premier plan un mythe, une idole, une entité invérifiable : la race. Le dogme imprécis du *Volk* leur inspire le mépris dont ils font montre à l'égard de la communauté internationale. Les notions fuligineuses qu'ils s'efforcent de mettre en valeur, afin de justifier l'impérialisme allemand, marquent la direction vers laquelle ils souhaiteraient entraîner le monde. Ils croient à la primauté de la force, mais ils se réclament du droit. Ils songent à l'intérêt, en se retirant dans la tour d'ivoire de l'idéologie. Ils partent de la supériorité du peuple

allemand, pour conclure à l'égalité des nations. Ils déchirent les traités en invoquant les stipulations. Ils ressuscitent les prétextes les plus archaïques comme preuves de la compétence exclusive de l'Etat raciste. Ils se détournent des faits avec l'ambition d'obéir aux réalités politiques.

La méthode favorite du national-socialisme est la confusion : confusion de la justice et de l'utilité, confusion des peuples et des races, confusion du milieu national et du milieu international, confusion des nécessités du pangermanisme et des commandements de la paix universelle.

Les résultats qui découlent logiquement de cette méthode et des prémisses sous la bannière desquelles le national-socialisme échafaude sa ligne de conduite sont : l'anéantissement de l'ordre établi, l'inauguration d'un nouvel âge d'expansion sans fin et, quelque anachronique que cela puisse paraître, la légitimation de la guerre.

Le national-socialisme se dérobe à la discussion et préfère le « fait accompli ». Il croit sans raisonner. Il recourt à la force sans tenir compte des contingences de la vie internationale et des réactions que le renversement éphémère des positions diplomatiques peut provoquer.

Tel est le nouveau style d'existence, telle est la conception du monde dont se glorifie le III^e Reich.

Quant à la science du droit, elle revêt l'aspect que tout autre domaine vital présente dans les pays totalitaires. Elle doit aider les gouvernants à construire la volonté nationale. Elle doit sauvegarder, au prix des sacrifices redoutables, un patrimoine idéologique. Elle doit concilier les suppositions contradictoires professées, pendant

les périodes d'agitation politique, par les théoriciens attitrés du racisme.

Faut-il voir là une originalité ?

Déjà en 1872, Fustel de Coulanges écrivait : « La science allemande marche de concert avec les ambitions nationales, avec les convoitises et les haines du peuple allemand ».

Le mot de Frédéric II restera donc toujours l'expression d'une grande vérité :

« Je prends — et mes légistes vous en trouveront la raison ».

Vu :
Le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu :
Le Président de thèse,
LE FUR.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

1. Publications allemandes¹

- BÄUMLER (Alfred). — « *Der politische Volksbegriff* », *Jugend und Recht*, 1934, p. 100 et suiv.
- *BERBER (Fritz). — *Sicherheit und Gerechtigkeit*, Berlin, 1935. Locarno, 1936.
- *Die völkerrechtliche Lage Deutschlands*, Berlin, 1936.
- *BILFINGER (Carl). — « *Zum Problem der Staatengleichheit* », *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, Bd. IV, p. 485 et suiv.
- « *Vertrag und Diktat* », *Deutsche Juristenzeitung*, Bd. XXXIX, p. 881 et suiv.
- « *Betrachtungen über politisches Recht* », *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, Bd. I, p. 57 et suiv.
- « *Zur Lage des völkerrechtlichen Staatsbegriff* », *Völkerbund und Völkerrecht*, Bd. 1.
- BINDER (Julius). — *Der deutsche Volksstaat*, 1934, Tübingen, *Grundlegung zur Rechtsphilosophie*, 1935.
- *Die sittliche Berechtigung des Krieges und die Idee des ewigen Frieden*, 1930.
- *BITTER et ZELLE. — *Die Krankheit Europas*, Berlin.
- BLEIBER (Fritz). — « *Aufgezwungene Verträge im Völkerrecht* », *Zeitschrift für Völkerrecht*, Bd. XIX, p. 385-402.
- BOEHM (Max Hildebert). — *Das eigenständige Volk*, 1932.
- *Volkstheorie und Volkstumspolitik der Gegenwart*, Berlin, 1935.
- *BOCKHOFF. — « *Ist die Sowjetunion ein Völkerrechtssubjekt* », *Nationalsozialistische Monatshefte*, april, 1936.
- BORTOLETTO (Guido). — *Fascismus und Nation*, 1933.
- *BRISTLER (Eduard). — *Die Völkerrechtslehre des Nationalsozialismus*, Europa Verlag, Zürich, 1938.
- BRUCK (Möeller van den). — *Das Recht der jungen Völker*, Berlin.
- *Das ewige Reich*.
- *Der preussische Staat*.
- *Das III^e Reich* (traduit en français).
- *BRUNS (Viktor). — *Die politische Bedeutung des Völkerrechts*, Berlin, 1935.
- *Völkerrecht oder Politik*, 1934.
- « *Rechtsgemeinschaft und Herrschaftsgemeinschaft* », *Völkerbund und Völkerrecht*, 1934, p. 16 et suiv.
- *Die Volksabstimmung im Saargebiet*, Berlin, 1934.
- « *Gleichheit im Recht* », *Europäische Revue*, Bd. VII, p. 7 et suiv.
- « *Völkerrecht als Rechtsordnung* », *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, Bd. I, 1929, p. 1 et suiv.
- *BUECKLING (Gerhard). — *Der Diktatsvertrag und das europäische Völkerrecht*, Leipzig, 1934.

1. N.B. — Les auteurs dont les travaux concernent le droit des gens sont marqués d'un astérisque.

- *BUMILLER. — « *Die nationalsozialistische Rechtsidee und das Völkerrecht* », *Deutsches Recht*, 1934, p. 202-205.
- *BUZA (L.). — *Das nationalsozialistische Deutschland und das Völkerrecht*, Königsberg, 1936.
- CLAUSS (L.F.). — *Rasse und Seele*.
- DIETZE (Hans-Helmut). — « *Naturrecht aus Blut und Boden* », *Zeitschrift der Akademie für deutsches Recht*, 1936, Heft 17-18.
- DRÄGER (Werner). — *Primat des Volkes ?*, Berlin.
- *DROST (Heinrich). — *Grundlagen des Völkerrechts*, 1934.
- FEDER (Gottfried). — *Das Programm der N.S.D.A.P.* Eher Verlag, 1934, München.
- *Der deutsche Staat auf nationaler und sozialer Grundlage*, 1923.
- *Nationalsozialistische Bibliothek*, Hefte, 1, 2, 12, 23, 28, 35.
- *Die Juden*, Eher Verlag München.
- FISCHER (Eugen). — *Der völkische Staat biologisch gesehen*, 1933.
- *FOERTSCH. — *Die Wehrmacht*, Berlin, 1935 (Texte in extenso de la loi du 16 mars 1935).
- *FRANCK (Hans). — *Nationalsozialistisches Handbuch für Recht und Gesetzgebung*, 1935, p. 99 et suiv.
- FREISLER (Roland). — *Das Werden der Juristen im III Reich*, Berlin.
- *FREYBERG EISENBERG (Vize Admiral von). — « *Der deutsch-englische Flottenabkommen vom 18 juni 1935* », *Zeitsch. f. ausl. öff. Recht und Völkerrecht*, Bd. IV, p. 1 et suiv.
- FREYER (Hans). — *Gemeinschaft und Volk*, Berlin, 1929.
- GEHLEN (Arnold). — *Der Staat und die Philosophie*, 1935.
- GERBER. — *Staatsrechtliche Grundlinien des neuen Reiches*, 1933.
- GERSTENHAUER. — *Der völkische Staatsgedanke in Vergangenheit und Zukunft*, Berlin 1933.
- *GÉZA-BIRKAS. — « *Pseudopositivismus und Pseudonaturrecht in der Völkerrechtswissenschaft* », *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1933, p. 13 et suiv.
- *Das Staatsinteresse als Grundlage des Völkerrechts*, 1933.
- *GJELSVIK (Nicolaus). — *Die Europäische Lage, die rechtliche Seite der Vertragsbruchfrage*, in « *Das nationalsozialistische Deutschland und das Völkerrecht* », Königsberg, 1936, Gräfe und Unzer Verlag.
- « *Die europäische Situation* », *Völkischer Beobachter*, N° 12-13 avril 1936.
- GOEBBELS (Joseph). — *Wesen und Gestalt des Nationalsozialismus*, Berlin.
- *Fascismus und seine praktische Ergebnisse*, 1934.
- *GRIMM. — *Wir sind im Recht*, Berlin, 1935.
- GRUNSKY (H.A.). — *Seele und Staat*, 1935.
- GÜNTHER (Hans F.K.). — *Rassenkunde des deutschen Volkes* (Cf. un article du « *Temps* » du 27 juin 1930 par René Lauret).
- *Kleine Rassenkunde des deutschen Volkes*, 1933.
- *GÜRKE (Norbert). — *Grundzüge des Völkerrechts*, Berlin, 1936.
- *Volk und Völkerrecht*, Berlin, 1935.
- « *Der Staat und Volksbegriff* », *Deutsches Recht*, 1934, p. 333 et suiv.
- GÜRTNER. — « *Zur Erneuerung des deutschen Rechts* », *Deutsche Justiz*, 1933, p. 622 et suiv.
- *HAGEMANN (Walter). — *Die Revision marschiert*, Berlin, 1933.
- HEUSS (Theodor). — *Hitlers Weg*, 1932, Berlin-Stuttgart.
- HITLER (Adolf). — *Mein Kampf*, Volksausgabe Eher Verlag, München, 1936.

- *Die Reden für Gleichberechtigung und Frieden.*
- *Die Reden am Parteitag der Freiheit* 1935.
- *Die Reden Hitlers als Kanzler*, 1933.
- *Hitlers Reden vor der Machtsübernahme*, Deutscher Volksverlag.
- HÖHN (Reinhard). — *Die Wandlung im staatsrechtlichen Denken*, 1934.
- *HÖHNDORF. — « *Vom Recht der Völker* », *Jugend und Recht*, 1935, p. 12 et suiv.
- « *Die deutsche Revolution und das Minderheitenrecht* », *Jugend und Recht*, 1934, p. 180 et suiv.
- HUBER (Ernst Rudolf). — « *Die deutsche Staatswissenschaft* », *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, Bd. 95.
- *Die Gestalt des deutschen Sozialismus*, 1934, Hamburg.
- *IMHOFF (Christoph von). — *Imperialismus oder völkische Politik*, 1937.
- *JAHRREISS (Hermann). — *Der Revisionskampf um Europa und die Krise des Völkerbundes*, 1934.
- « *Und wieder Genf* », *Völkerbund und Völkerrecht*, 1934-1935, p. 317 et suiv.
- JUNG (Rudolf). — *Der nationale Sozialismus, Seine Grundlagen, sein Werdegang, seine Ziele*, München, 1928.
- *KRAAZ (Günther). — « *N.S. Völkerrechtsdenken* », *Reichsverwaltungsblatt u. Preussisches Verwaltungsblatt*, LV, 1934, p. 9 et suiv.
- *KAUFMANN (Erich). — *Vom Wesen des Völkerrechts und die clausula rebus sic stantibus*, 1911.
- *KELLER (Hans). — « *Völkerreich und Völkerrecht* », *Europäische Revue*, 1934, p. 425 et suiv.
- « *Das Völkerrecht von morgen* », *Zeitschrift für Völkerrecht*, Bd. XVII, p. 342 et suiv.
- KLEMMT (Alfred). — *Volk und Staat*, Berlin, 1936.
- KLAGGES (Dietrich). — *Idee und System*, Leipzig, 1934.
- KNÖPFEL (Hans Erwin). — *Drei Jahre Kampf für deutsches Recht. Ein Bericht über die rechtsschöpferische Arbeit in den Zeitschriften der Deutschen Rechtsfront*, Berlin, 1936.
- KÖLLREUTTER (Otto). — *Volk und Staat in der n.s. Weltanschauung*, 1935.
- *Grundriss der allgemeinen Staatslehre*, 1933-35.
- *Vom Sinn und Wesen der nationalen Revolution*.
- *KRAUS (Herbert). — « *Das zwischenstaatliche Weltbild des N.S.* », *Juristische Wochenschrift* LXII, 1933, p. 2420 et suiv.
- « *Interesse und zwischenstaatliche Ordnung* », *Niemeyers Zeitschrift für Internationales Recht*, 1934, p. 22 et suiv.
- *Die Krise des zwischenstaatlichen Denken*, Göttingen, 1933.
- KRIECK (Ernst). — *Zur Neubegründung des Naturrechts*, 1930.
- *KÜNZEL (Walter). — *Ungeschriebenes Völkerrecht*, Königsberg.
- LANGE (Heinrich). — *Vom Gesetzstaat zum Rechtsstaat*, 1933.
- *LANGER (Gottfried). — *Das Staatsvolk*, 1935-1936 (*Handbuch des Völkerrechts*).
- LARENZ (Karl). — *Deutsche Rechtserneuerung und Rechtsphilosophie*, 1934.
- *Rechts und Staatsphilosophie der Gegenwart*, 1935.
- LEERS (Johannes von). — *Spenglers weltpolitisches System und der N.S.*
- *LEHMANN (Kurt). — « *N.S. und Minderheitenpolitik* », *Deutsches Recht*, 1934, p. 210 et suiv.
- *LICHTENSTÄDTER. — *Die siebenbürgische Frage*, 1934.

- MAN (Hendrik de). — *Sozialismus und Nationalfascismus*, Potsdam, 1931.
- MERK (Wilhelm). — *Der Staatsgedanke im III Reiche*, 1933.
- *MOZER (E.U.M.). — *Aussenpolitik, Geographische und weltpolitische Zusammenhang*, Berlin, 1937.
- NICOLAI (Helmuth). — *Der Staat im n.s. Weltbild*, 1935.
- *Rassengesetzliche Rechtslehre*, 1933.
- *HELD (Hermann J.). — *Volk, Recht und Staat im Lichte deutscher Rechtserneuerung*, Berlin, 1935.
- PETERSEN (Carl). — *Volk und Nation als geschichtliche Wirklichkeiten*, 1933.
- *RÜHLAND (Curt). — « Staatsverträge und nationalsozialistische Rechtsauffassung » *Zeitschrift für Völkerrecht*, Bd. XVIII, 1934, p. 133 et suiv.
- *RAAB (Friedrich). — *Die Vertragsverletzungen bei Auferlegung und Ausführung des Diktates von Versailles*, 1934.
- *RAUCHHAUPT. — *Völkerrecht*, 1936, Leipzig und München.
- *RICHTER (Heinrich). — « Völkerrecht », *Deutsches Recht*, 1934, p. 207 et suiv.
- *ROGGE (Heinrich). — *Nationale Friedenspolitik*, 1934.
- *Hitlers Friedenspolitik und Völkerrecht*, 1935.
- « *Frieden durch Recht* », *Hochschule und Ausland*, 1935, Heft IX und Heft X.
- *Kollektivsicherheit, Bündnispolitik und Völkerbund*, 1937, Berlin.
- ROSENBERG (Alfred). — *Der Mythos des XX Jahrhunderts*, München.
- *Blut und Ehre*, 1933.
- *Gestaltung der Idee*, 1934.
- *Krisis und Neubau Europas*, 1934.
- *Der deutsche Ordensstaat*, 1933.
- *Wesen, Grundsätze und Ziele der NSDAP*, München, 1937.
- *Kampf um die Weltanschauung*, München, 1936.
- SOMBART (Werner). — *Deutscher Sozialismus*, Berlin, 1934.
- SPENGLER (Oswald). — *Der Staat* (Extrait de « *Untergang des Abendlandes* » (traduit en français : *Le Déclin de l'Occident*)).
- *SCHECHER (Ludwig). — *Deutsches Aussenstaatsrecht*, 1933.
- SCHEMANN. — *Rassenfrage in Schriften der Neuzeit*, 1931.
- SCHUNEMANN (Walter). — *Der Nationalsozialismus, Quellenkritische Studie seiner Staats- und Wirtschaftsauffassung*, Berlin, 1931.
- *SCHINDLER (Dietrich). — *Die Schiedsgerichtsbarkeit seit 1914* Berlin, 1936 (*Handbuch des Völkerrechts*).
- *SCHMITT (Carl). — *Die Kernfrage des Völkerbundes*, 1926.
- *Ueber die drei Arten des Rechtswissenschaftlichen Denken*, 1934.
- *Das politische Problem der Friedenssicherung*, 1934.
- *Nationalsozialismus und Völkerrecht*, Berlin, 1934.
- *Staat, Bewegung, Volk*, Hamburg, 1933.
- « *U.S.A. und die völkerrechtliche Formen des modernen Imperialismus* », *Auslandsstudien*, 1933, N° 8.
- *Der Begriff des Politischen*, 1933.
- SCHWARZ (Hermann). — *Nationalsozialistische Weltanschauung*, Berlin, 1933.
- *Zur philosophischen Grundlegung des N.S.*, 1936.
- *SCHWENDEMANN (Karl). — *Versailles nach 15 Jahre*, 1934.
- *Gleiches Recht und gleiche Sicherheit*, 1935.
- *Abrüstung und Sicherheit*, 1936.

- SCHMELZEISEN. — *Das Recht im n.s. Weltbild (Schaefer-Sammlung)*, Leipzig, 1936.
- *TATARIN-TARNHEYDEN (Edgar) — *Werdendes Staatsrecht*, Berlin, 1934, p. 39 et suiv.
- « *Völkerrecht und organische Staatsauffassung* », *Archiv für Recht und Sozialphilosophie*, XXIX, p. 295 et suiv.
- *TÖRÖK (Árpád). — « *Nationale Staatsidee und Völkerrechtsordnung* », *Zeitschrift für Völkerrecht*, 1934 Bd. XVIII, p. 249 et suiv.
- WALDMANN. — « *Öffentliches und Privatrecht in der N.S. Weltanschauung* » *Reichsverwaltungsblatt und Preussisches Verwaltungsblatt* LV. 1934, p. 734 et suiv.
- *WALZ (Gustav-Adolf). — « *Fascismus und Nationalsozialismus* », *Deutsches Recht*, 1935, p. 315.
- *Völkerrecht und staatliches Recht*, 1933.
- *Wesen des Völkerrechts und Kritik der Völkerrechtsleugner*, 1930.
- « *Nationalsozialismus und Völkerrecht* », *Völkerbund und Völkerrecht* 1934-1935, p. 475 et suiv.
- « *Der Treugedanke im Völkerrecht* », *Deutsches Recht*, 1934, p. 521 et suiv.
- « *Das Verhältniss vom Völkerrecht zum staatlichen Recht nach n.s. Rechtsauffassung* », *Zeitschrift für Völkerrecht*, Bd. XVIII, p. 148 et suiv.
- *WESTARP (Graf). — « *Die Rede des Reichskanzlers am 17 mai 1933 im Lichte des Rechts* », *Deutsche Juristenzeitung*, t. 38, 1933, p. 708-718.
- *WOLGAST (Ernst). — *Vom Wesen Europas*, 1933.
- *Völkerrecht*, Berlin, 1934.
- « *Die kommende Völkerrechtspolitik* », *Völkerbund und Völkerrecht* III^e Jahrg, p. 248 et suiv.
- « *Nationalsozialismus und Internationales Recht* », *Deutsches Recht*, 1934, p. 199 et suiv.
- VOEGLEIN (Ernst). — *Rasse und Staat*, 1933.
- *ZORN (Albert). — *Völkerrecht*, 1903.
- *ZORN (Philip). — « *Die deutsche Staatsverträge* », *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, Bd. XXXVI, 1880, p. 1 et suiv.

2. Publication japonaise.

- *TACHI (Dr. Sakutaro). — « *The Nazi conception of international Law* », *The Journal of international law and Diplomacy*, Vol. XXXVI, janvier 1937, N^o 1, p. 1 et suiv., Tokio.

3. Publication hongroise.

- *TOROK (Árpád). — « *A nemzeti szocializmus nemzetközi jogi szemlélete* », 1935, *Dunántúl pécsi egyetemi könyvkiadó és nyomda* R.T. Pécssett.

4. Ouvrages Français.

- ANCEL (Jacques). — « *Le pangermanisme nouveau style* », *Affaires étrangères*, avril 1936.
- ARON. — *La sociologie allemande contemporaine*, Paris, Alcan, 1935.
- BALK (Théodore). — *Races, mythes, vérités*, Paris, 1934.
- BEER (Max). — *L'Allemagne devant le monde*, Ed. Grasset, Paris.

- BONNARD (Roger). — *Le droit et l'Etat dans la doctrine N.S.*, Paris, 1936-1937.
- BRUNS (Victor). — *L'Egalité des droits*, Berlin, 1935, Carl-Heymann Verlag.
- BARANDON (Paul). — *Le système juridique de la S.D.N. pour la prévention de la guerre*, 1933.
- CAPITANT (René). — « Hobbes et l'Etat totalitaire », *Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique*, N° 1, 2, 1936.
- « L'idéologie nationale-socialiste », *Année politique et étrangère*, 1935.
- CHAMBERLAIN (H. St.). — *La genèse du XIX^e siècle*, Paris, Payot, 1913.
- CHEVRILLON (André). — *La menace allemande*, Paris, Plon, 1935.
- COT (Marcel). — *La conception hitlérienne du droit* (thèse Toulouse), Duchemin, Paris, 1938.
- DENIKER. — *Les races et les peuples de la terre*, Paris, 1926.
- DRONNE (Raymond). — *Gleichberechtigung*, thèse, Paris, 1933.
- EISENMANN. — « L'Autriche, l'Allemagne et l'Italie après l'accord du 11 juillet 1936 », *Revue politique et parlementaire*, 1936.
- FOERSTER (Friedrich Wilhelm). — *L'Europe et la question allemande*, Plon, Paris, 1937.
- GURVITCH (Georges). — *L'idée du droit social*, Paris, 1932.
- HAMBURGER. — « *La conception de la loi écrite dans le fascisme et dans le national-socialisme* », Affaires Etrangères, mars 1936.
- HANKINS. — *La race dans la civilisation*, Paris, 1935.
- HARCOURT (Robert d'). — *L'évangile de la force*, 1936.
- HERMANT (Max). — *Hitlérisme et humanisme*, Conférence, Paris, 1935.
- *Idoles allemandes*, Paris, Grasset, 1935.
- HITLER (Adolf). — *Mon combat*, traduction française, Paris, 1934. Nouvelles éditions latines.
- *Principes d'action*, Paris, 1935.
- HOOVER (Calvin B.). — *L'Allemagne III^e Empire*, Paris, 1935.
- JELLINEK (Walter). — « Le droit public de l'Allemagne en 1934 » *Revue du droit public*, 1935.
- JOHANNET (René). — *Le principe des nationalités*, Paris, 1923.
- KELLER (Hans). — *Droit naturel et droit positif en droit international*, Paris, 1931. Thèse Bordeaux.
- KELSEN (Hans). — *Le problème de la souveraineté*, 1920.
- *Les rapports de système entre le droit interne et le droit international*, Paris, 1926, t. IV, *Recueil des Cours de l'Académie du droit international*.
- KIRCHHEIMER. — « Remarques sur la théorie de la souveraineté nationale en Allemagne et en France », *Archives de phil. du dr. et de sociologie jur.* 1934, N° III-IV, p. 238-254.
- KRAUS (Herbert). — « La morale internationale », *Rec. des cours de l'Académie du droit international*, 1928.
- LAPOUGE (Georges de). — *L'aryen et son rôle social*, Paris, 1899.
- LE FUR (Louis). — « La paix des peuples et le respect des traités », *Revue politique et parlementaire*, juillet 1936.
- « Règles générales du droit de la paix », *Recueil des cours de l'Académie du droit international*, 1933.
- *Les grands problèmes du droit*, Paris, 1937.
- *Philosophie du droit des gens*. (Cours professé à la Dotation Carnégie en 1931, Paris).

- *Races, nationalités, Etats*, Paris, 1922.
- *La théorie du droit naturel*, Recueil des Cours, 1927, t. XVIII, Paris, Sirey.
- « *Le droit naturel s'étend-il aux rapports internationaux ?* », *Zeitschrift für Internationales Recht*, Bd. XXXIV, 1925.
- LE FUR et CHKLAVER. — *Recueil des textes du droit international*, Paris, 1934.
- STOWE (Leland). — *Hitler, est-ce la guerre ?* Paris.
- MANKIEWICZ (H.). — *La Weltanschauung nationale-socialiste* (thèse Lyon), 1937.
- MUSSOLINI (Benito). — *La doctrine du fascisme*, Florence, 1935.
- ORMESSON (Wladimir d'). — *La Révolution allemande*, Paris, 1934.
- PELLOUX (Robert). — *Le parti national-socialiste*, Paris, Hartmann, 1936.
- PERROUX (François). — *Les mythes hitlériens*, Paris, 1935.
- PORTMANN (Georges). — *L'Allemagne dans les tranchées de la paix*, Paris.
- PRÉLOT (Marcel). — *L'Empire fasciste*, Sirey, Paris, 1936.
- PREUSS (Lawrence). — « *Théorie nationale-socialiste du droit international* », *Revue générale du droit international*, t. 42, p. 667.
- « *Théorie raciale dans la politique nationale-socialiste* », *Revue générale du droit international*, 1934, p. 661 et suiv.
- RAY (Jean). — « *Les fleuves internationaux* », Affaires Etrangères, 1936.
- RIBBENTROP (Joachim von). — *Notre volonté de participation au commerce mondial*, éditions Wilhelm Limpert, Berlin, S.W. 68, 1937.
- ROELS (Edgard). — *La guerre aux traités*, Paris, 1932.
- *Vers la guerre*, Paris, Les éditions de France, 1936.
- ROMAINS (Jules). — *Le couple France-Allemagne*, Paris, 1935.
- ROUGIER (Louis). — *Les mystiques politiques contemporaines et leurs incidences internationales*, Paris, 1936.
- SCELLE (Georges). — *Précis de droit des gens, Principes et systématique* (t. 1^{er}), Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1932.
- *Théorie juridique de la révision des traités*, Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1936.
- SCOTT (James Brown). — « *Le principe de l'égalité juridique dans les rapports internationaux* », *Recueil des Cours de l'Ac. du droit international*, Paris, Sirey, 1932.
- STOFFEL (Grete). — *La dictature du fascisme allemand*, Paris, 1936, Editions internationales.
- SCHEID (O.). — *L'esprit du III^e Reich*, Paris, 1936.
- SCHMITT (Carl). — *Légalité et légitimité*, traduction française par Gueydan de Roussel, Paris, 1936, Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- SPENGLER (Oswald). — « *Années décisives* », *Mercure de France*, Paris, 1934.
- TEISSONNIÈRE. — *L'idolâtrie nationaliste en régime hitlérien*, Bruxelles, 1936.
- TIMEROUENOS. — *La robe brune*, Paris, 1936.
- VERMEIL (Edmond) et GÉROME (Pierre). — *L'hitlérisme en Allemagne et devant l'Europe*, Paris, 1937.
- VIÉNOT (Pierre). — *Incertitudes allemandes*, Paris.
- WIEDMANN (Goiran). — *Le problème de la Sarre*, Paris, 1935.
- WILK (Kurt). — « *La doctrine politique de Carl Schmitt* », *Archives de Phil. du droit et de sociologie juridique*, N° IV, 1934.
- WOLGAST (Ernst). — « *Le problème de l'Eurasie* », Affaires étrangères, mars 1936.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1-13
INTRODUCTION	
De la rénovation du droit en Allemagne	15-42
PLAN DE L'OUVRAGE	43
CHAPITRE PREMIER. — LE RACISME ET LES RAPPORTS INTERNATIONAUX	
La doctrine orthodoxe de MM. Adolf Hitler et Alfred Rosenberg	45-111
<i>Section Première.</i> — La race, l'Etat, le droit et les rap- ports internationaux d'après « Mein Kampf »	45-74
<i>Section II.</i> — La race, la politique étrangère et la paix d'après les discours de M. Adolf Hitler	75-96
<i>Section III.</i> — Le mythe du sang et la politique étran- gère chez M. Alfred Rosenberg	97-111
CHAPITRE II. — LES THÉORIES RACISTES DU DROIT DES GENS..	
<i>Section Première.</i> — Le pacifisme pannordique et le droit intergermanique (Théorie de M. Nicolai)	112-121
<i>Section II.</i> — Théorie du droit spécifique de M. Kraaz ...	121-129
<i>Section III.</i> — Théorie du droit naturel raciste ed M. Hans Helmut Dietze	130-134
CHAPITRE III. — LES THÉORIES NATIONALES-SOCIALISTES DU DROIT DES GENS BASÉES SUR LE PRINCIPE DE LA SOUVE- RAINÉTÉ ABSOLUE	
<i>Section Première.</i> — La théorie du droit externe de M. Ludwig Schecher	135-155
<i>Section II.</i> — La théorie du droit politique de M. Otto Kœllreuter	156-168
<i>Section III.</i> — La théorie « völkisch » de M. Gürke	168-201

CHAPITRE IV. — DES THÉORIES RATTACHANT LA CONCEPTION NATIONALE-SOCIALISTE DU DROIT DES GENS AUX DOCTRINES CLASSIQUES	202-242
<i>Section Première.</i> — La théorie des droits fondamentaux de M. Herbert Kraus	202-216
<i>Section II.</i> — La théorie du droit intercorporatif de M. Gustav Adolf Walz	216-226
<i>Section III.</i> — Les théories nationales-socialistes de la Gleichberechtigung	226-242
APERÇU	243-245
BIBLIOGRAPHIE	247-253

